



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

43^e LÉGISLATURE, 2^e SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 150 N° 007
Le jeudi 1^{er} octobre 2020

Présidence de l'honorable Anthony Rota



TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 1^{er} octobre 2020

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

• (1005)

[Traduction]

LE CODE CRIMINEL

L'hon. David Lametti (ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.) demande à présenter le projet de loi C-6, Loi modifiant le Code criminel (thérapie de conversion).

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

[Français]

LA THÉRAPIE DE CONVERSION

L'hon. Bardish Chagger (ministre de la Diversité et de l'Inclusion et de la Jeunesse, Lib.): Monsieur le Président, c'est un privilège de prendre la parole à la Chambre. Je veux commencer par reconnaître que la Chambre siège sur les terres ancestrales des Anishinabes algonquins.

Aujourd'hui je prends la parole pour présenter le plan de notre gouvernement visant à interdire la pratique destructrice, nocive et mortelle de la thérapie de conversion.

[Traduction]

La thérapie de conversion, une pratique destructrice, nocive et mortelle, n'a pas sa place au Canada. Lorsqu'on demande à un jeune ce qu'il veut être quand il sera grand, il répond en nommant un métier. On ne lui demande pas qui il veut être ou qui il pense devenir. Imaginons une jeune personne qui, prenant conscience de son identité, se pose des questions sur ce que les autres en penseront et s'interroge sur ce qui la rend heureuse et bien dans sa peau et sur ce qu'elle voit quand elle se regarde dans un miroir.

Certains jeunes ont la chance de pouvoir en discuter avec leurs parents. D'autres se tournent vers leurs amis, la religion ou les écritures. Beaucoup chercheront de l'aide auprès d'un professionnel qui possède des titres de compétences et qui, par conséquent, doit savoir mieux que quiconque quoi faire. Les réponses à ces questions contribuent à façonner un avenir, une existence. Pensons à ces jeunes qui, dans un état de grande vulnérabilité, placent toute leur confiance en ces personnes à qui ils demandent de l'aide. La pandémie nous a tous fait sentir vulnérables à un moment donné. Imagi-

nous vivre ainsi et porter ce fardeau en permanence. Dire à quelqu'un qu'il n'est pas ce qu'il pense être, ou affirmer que ce qu'il est, c'est inacceptable, anormal ou contre nature entraîne des conséquences dévastatrices.

Le peu d'études canadiennes qui existent à ce sujet confirme que cette prétendue thérapie se pratique ici même, au Canada. On estime que plus de 20 000 Canadiens de la communauté LGBTQ2 y ont été exposés, de même que 11 % des personnes trans du pays. Nous sommes reconnaissants envers les survivants et les militants qui ont le courage de prendre la parole et de mettre en lumière cette pratique sinistre.

Nous avons le devoir de faire de notre mieux pour offrir à tous les Canadiens un avenir meilleur.

[Français]

Je souhaite que tous les députés soient d'accord avec ce point de vue.

[Traduction]

C'est pourquoi nous présentons de nouveau, une semaine à peine après la rentrée parlementaire, ce projet de loi, Loi modifiant le Code criminel relativement à la thérapie de conversion, dont l'objectif est d'abolir les thérapies de conversion au Canada. De ce côté-ci de la Chambre, nous avons à cœur de protéger et de faire progresser les droits des personnes LGBTQ2 et de nous attaquer à toutes les formes de discrimination, y compris l'hétéronormativité, la cisonormativité et le racisme systémique. Guidés par le leadership du premier ministre, nous sommes convaincus que cette mesure législative nous permettra de bâtir une société où l'on accepte les gens tels qu'ils sont et de dire à tous les Canadiens qu'ils peuvent suivre leur cœur et leurs convictions et être fidèles à eux-mêmes.

De ce côté-ci de la Chambre, nous sommes convaincus que l'acceptation et la diversité doivent être inconditionnelles. Certains refusent d'accepter que l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression de genre soient maintenant inscrites dans le droit canadien, puisqu'elles ont été ajoutées à la Loi canadienne sur les droits de la personne. Il est malheureux que ce débat soit toujours nécessaire en 2020. Les droits des personnes LGBTQ2 sont des droits de la personne, un point c'est tout.

Ensemble, nous pouvons contribuer à créer un pays dans lequel chacun est libre d'être lui-même. Les personnes LGBTQ2 sont des membres estimés de la société canadienne. Nous devons veiller à ce que le Canada soit un pays où, quelles que soient leur orientation sexuelle, leur expression de genre ou leur identité de genre, toutes les personnes peuvent vivre une vie heureuse et authentique et être aimées.

Affaires courantes

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, quand on sert dans les Forces armées canadiennes, on s'engage à défendre son pays, ses institutions et les droits dont jouissent les Canadiens. Servir dans les forces armées m'a appris beaucoup de choses, mais respecter les droits de mes concitoyens était d'une importance capitale.

[Français]

J'ai terminé mon service dans les forces armées et j'ai travaillé dans le secteur privé durant une décennie avant de devenir député. J'ai toujours gardé un respect profond pour les droits des Canadiens. Mon bilan est clair: mes votes ont toujours été en faveur de la communauté LGBTQ.

• (1010)

[Traduction]

Au cours de mes quatre premiers mois à titre de député, j'ai été l'un des très rares conservateurs qui ont contribué à l'adoption d'un projet de loi du NPD sur l'identité de genre. Ce jour-là, je me suis levé pour qu'on enregistre mon vote en faveur des droits de la personne. En tant que parlementaire, je suis ici pour protéger les droits de tous les Canadiens, dont ceux des membres de la communauté LGBTQ, et pour bâtir un pays inclusif et prospère pour tous. En tant que chef du Parti conservateur, je m'engage à poursuivre ce travail. Je demanderai aussi au gouvernement libéral de rendre des comptes quand il ne répond pas aux attentes et quand il préfère se draper dans la vertu afin de critiquer les autres.

[Français]

Encore une fois, je vais être parfaitement clair: les thérapies de conversion sont mauvaises. À mes yeux, elles devraient être bannies.

[Traduction]

C'est particulièrement le cas quand on peut menacer une personne de suivre une telle thérapie contre son gré ou qu'on y a recours pour la dénigrer en raison de qui elle est.

Malheureusement, les libéraux font une fois de plus de la petite politique. Au lieu de s'efforcer de faire ce qui s'impose et d'améliorer la vie des Canadiens, ils semblent déterminés à faire des gains politiques. Pourquoi les députés croient-ils qu'ils présentent ce projet de loi le deuxième jour de mon nouveau mandat à titre de chef à la Chambre? Mieux encore, pourquoi croient-ils que les libéraux présentent exactement le même projet de loi qu'ils ont présenté l'année dernière, en faisant totalement fi des lacunes bien connues que contenait le libellé du projet de loi initial? Ils ne le font pas parce qu'ils veulent bien faire les choses pour les membres de la communauté LGBTQ. Ils le font parce qu'ils veulent obliger les conservateurs à demander des amendements, voire à voter contre le projet de loi.

[Français]

Les libéraux font de la petite politique, comme toujours, pour essayer de faire peur aux Canadiens. Ils veulent nous diviser.

[Traduction]

Toutefois, je sais que les Canadiens sont plus intelligents que ne le croient les libéraux, et je suis convaincu que la communauté LGBTQ ne se laissera pas non plus duper. J'utiliserai donc le temps dont je dispose pour aborder la situation des membres de cette communauté.

Certains d'entre eux ont grandi dans un foyer qui ne les comprenait pas ou ne les soutenait pas. Bon nombre ont été persécutés à l'école, au travail, en public, au restaurant, lors d'une sortie en amoureux, dans le métro ou dans leur vie quotidienne. Pour beaucoup trop de Canadiens de la communauté LGBTQ, cette persécution a peut-être même pris la forme de thérapies de conversion ou de menaces d'être envoyés en thérapie de conversion. Il est inacceptable qu'on force une personne à changer son identité. J'espère qu'aucun Canadien n'aura jamais plus à subir cela, et si c'est l'intention du projet de loi, le libellé doit le démontrer clairement.

En fait, l'un des objectifs de la rédaction de textes législatifs est la clarté. Les libéraux savent toutefois que la clarté et la sincérité ne permettent pas toujours de pratiquer une politique de division avec efficacité à l'ère de Twitter. Les libéraux savent que si le projet de loi est libellé plus clairement, ils perdront l'effet « je t'ai eu », un stratagème qui commence à se produire beaucoup trop souvent en politique au sud de notre frontière.

Les libéraux savent qu'en ignorant les conseils avisés que leur ont déjà donnés des parents, des enseignants et des chefs spirituels, ils créent une situation où les gens qui posent une simple question à propos de ce projet de loi se retrouvent tellement couverts d'opprobre qu'ils préfèrent se taire ou bien ils sont censurés dans les médias sociaux à l'ère de la culture de la censure. En quoi cela favorise-t-il l'inclusion? De fait, il y a probablement actuellement de nombreux agents libéraux en train d'affirmer en ce moment, dans les médias sociaux, que je sème la discorde parce que je préférerais avoir un bon projet de loi à une mesure législative qui divise les Canadiens.

Le gouvernement libéral sait que la plupart des Canadiens veulent voir la fin de la thérapie de conversion, mais il sait aussi que la plupart des Canadiens ne veulent pas non plus que les conversations entre un parent et un enfant ou un chef religieux et un jeune soient criminalisées.

• (1015)

[Français]

Je sais que mes amis LGBTQ+ veulent que tout le monde soit traité avec dignité et respect.

[Traduction]

Ils veulent que les membres vulnérables de leur collectivité soient protégés et qu'on empêche les gens qui essaient d'utiliser la thérapie de conversion pour en dénigrer d'autres de le faire. Je sais qu'ils ne veulent pas criminaliser les conversations d'autres personnes, parce qu'une communauté qui a été injustement persécutée pendant des générations ne veut pas se mettre à persécuter injustement les autres.

Les gens doivent pouvoir se confier à ceux en qui ils ont confiance dans leurs familles ou leurs collectivités et parler d'une révélation qu'ils ont eue, de leur orientation ou de leur identité sexuelle, mais aussi de leur foi ou de leur parcours personnel. Ils devraient se sentir libres de parler à d'autres personnes sans craindre les poursuites judiciaires.

Les enfants ont besoin de plus de soutien que les adultes, et pas moins. À un âge où les jeunes passent plus de temps sur leurs téléphones qu'à parler et à tisser des liens avec les autres, nous ne devons pas criminaliser la parole. Quelques très simples amendements pourraient régler le problème, s'il est vrai que ce projet de loi n'est pas qu'un moyen de faire des gains politiques en semant la discorde. La thérapie de conversion devrait être interdite pour protéger les jeunes qui souhaitent révéler leur appartenance à la communauté LGBTQ.

[Français]

Je répète que les thérapies de conversion devraient être bannies pour protéger les jeunes qui s'identifient comme LGBTQ+. Je veux que tous puissent se sentir acceptés dans notre société.

[Traduction]

Faisons les choses correctement et assurons-nous de ne pas compromettre en cours de route leurs réseaux de soutien. Nous proposons des amendements raisonnables pour essayer de parvenir à un bon projet de loi que nous pourrions appuyer. Je mets le gouvernement au défi d'être raisonnable, lui aussi.

Les Canadiens de la communauté LGBTQ méritent un projet de loi qui interdira la thérapie de conversion et qui rappellera aux Canadiens qu'il est important de défendre les droits de leurs concitoyens. Ils méritent aussi d'être traités avec respect et honnêteté par leurs représentants élus. J'espère qu'ils savent que je serai toujours honnête avec eux et que je défendrai toujours leurs droits.

[Français]

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, le gouvernement a finalement choisi non seulement d'interdire, mais aussi de criminaliser les thérapies de conversion dont certaines, selon plusieurs témoignages, relevaient plutôt de la torture que de la thérapie.

Je ne mâcherai pas mes mots: cette pratique, majoritairement proposée et exercée par des groupes religieux, se fonde sur l'idée que l'homosexualité est mal. Selon ces groupes, ce n'est pas seulement malaisant, c'est mal au point de dire que la personne est mauvaise ou qu'elle ira en enfer. Je ne suis pas la seule à penser ainsi puisque cette pratique est largement discréditée par des spécialistes de la sexualité et des psychologues québécois et canadiens.

L'homophobie existe et l'on en voit des manifestations pratiquement tous les jours. Que celle-ci soit institutionnalisée de cette façon par des groupes religieux est inacceptable. On peut être mal à l'aise. On peut ne pas comprendre. Cependant, on ne peut pas forcer un être humain à subir je ne sais trop quel processus thérapeutique pour devenir quelque chose qu'il n'est pas. Nous avons plusieurs exemples historiques de cela, mais c'est une autre question qui mérite son propre débat.

Ces thérapies perpétuent des mythes qui n'ont plus lieu d'être en 2020. Déjà en 2012, l'OMS déclarait qu'elles n'ont jamais transformé des homosexuels exclusifs en hétérosexuels.

Les médias ont soulevé récemment le cas d'un garçon qui a suivi une thérapie de conversion. En lisant son histoire, je ne comprenais pas comment on pouvait faire subir une telle angoisse, une telle haine profonde de lui-même à son propre enfant. Je m'efforce de ne pas juger. Je refuse de croire que la famille de ce beau garçon n'avait pas de bonnes intentions. Poussé par la religion et le profond désir de ne pas décevoir ses proches ni son Dieu, il a payé de sa propre poche pour des thérapies qui le rendraient « normal ».

Affaires courantes

La phrase qu'il a employée pour décrire le processus est tellement juste, qualifiant les thérapies de conversion de soutien social au rejet de soi. C'est péniblement exact. Cette histoire est malheureusement celle de plusieurs enfants et adolescents qui veulent que leurs parents soient fiers d'eux et qu'ils les aiment.

C'est pour des gens comme ce petit homme que je salue le geste du gouvernement, que je remercie de présenter un projet de loi. Le gouvernement pourra évidemment compter sur mon appui de même que celui de l'ensemble de mes collègues du Bloc québécois.

Plusieurs pays ont montré la voie au Canada dans la criminalisation des thérapies de conversion. Le Québec s'y est également engagé. L'ancienne première ministre britannique a même qualifié ces thérapies de pratique abjecte.

Ce qui est abject, c'est que, dans la majorité des cas, ces gens se sont détournés de la religion, ont quitté leur famille et ont même refait leur vie ailleurs. Ils ont subi tout cela pour finalement décider de s'accepter et de vivre ce qu'ils sont. Je ne peux tout simplement pas m'imaginer le temps et le courage nécessaire pour arriver à contrer toutes ces pressions et à dire: non, cela ne fonctionne pas, ce n'est pas moi.

Nous savons tous que lorsque nous sommes mineurs, le regard de notre entourage et la dépendance que nous avons envers lui sont immenses. Nous n'avons pas toujours les moyens de faire nos propres choix, de décider de nous retrouver nous-mêmes ou de faire la paix avec nous-mêmes.

Plusieurs d'entre nous, qui n'avons pas à nous poser toutes ces questions, avons parfois du mal à être en paix avec nous-mêmes. Je n'ose donc même pas imaginer ce que cela doit être pour ces gens. Ils auront passé des dizaines d'années à essayer de lutter contre eux-mêmes, contre leur nature profonde et contre ce qu'ils sont, à se demander pourquoi ils sont nés comme cela, pourquoi cela leur est arrivé ou pourquoi ils ne sont pas parvenus à changer. Ils finissent par se haïr. Ils en viennent à détester ce qu'ils sont et ce qu'ils aiment. C'est terrible.

Les gens qui ont subi ce type de thérapie sont des survivants. Maintenant que ces thérapies de conversion sont illégales, cela envoie un message politique et social clair, si petit soit-il. Je souhaite à tous les membres de la communauté LGBTQ+ de non seulement survivre, mais de vivre en fonction de ce qu'ils sont, de ce qu'ils ressentent et de ce qu'ils aiment.

● (1020)

[Traduction]

M. Randall Garrison (Esquimalt—Saanich—Sooke, NPD): Monsieur le Président, ce matin, je veux d'abord féliciter le gouvernement d'avoir rapidement présenté de nouveau ce projet de loi visant à interdire la thérapie de conversion au Canada, même si certains députés n'en sont qu'au tout début de leur premier mandat à la Chambre.

À cette heure indue en Colombie-Britannique, je vais m'en tenir à trois points simples.

Affaires courantes

Premièrement, j'accueille très favorablement le projet de loi. Aucun membre de la communauté des personnes ayant diverses orientations ou identités sexuelles ainsi que diverses manières de les exprimer n'a besoin d'être « guéri » en raison de son orientation ou de son identité sexuelle. En fait, c'est impossible de modifier l'orientation ou l'identité sexuelle d'une personne. Les tentatives de le faire nuisent considérablement aux personnes qui craignent déjà d'être rejetées par leur famille, leurs amis et leur entourage, ou qui souffrent déjà de ce rejet. Encore une fois, j'accueille favorablement cette mesure législative et je suis heureux de voir que les libéraux élus pour la législature actuelle ont modifié leur position et appuient l'interdiction de la thérapie de conversion.

Le sujet a été soulevé pour la première fois au Parlement par Sheri Benson, qui était députée néo-démocrate de Saskatoon-Ouest. Il y a plus de deux ans, elle a présenté une pétition électronique signée par plus de 18 000 personnes. À l'époque, le gouvernement s'est contenté de répondre que la question ne relevait pas du fédéral. Je me suis donc réjoui que les libéraux changent d'idée pendant la dernière campagne électorale fédérale et qu'ils présentent le projet de loi C-8 le 20 mars dernier, même si tout cela semble remonter à une éternité. En raison de la COVID-19 et de la prorogation, nous revenons à la case départ avec ce nouveau projet de loi. La thérapie de conversion tente de changer l'orientation ou l'identité sexuelle au moyen de séances de consultation psychologique ou d'un conditionnement aversif. Elle cause de grands préjudices aux personnes qui y sont soumises. Il faut adopter des mesures de protection contre les tentatives néfastes d'inciter les gens à renier ce qu'ils sont. Cette pratique doit cesser. Comme je l'ai déjà dit, aucune orientation ou identité sexuelle ni aucune manière de l'exprimer ne doit être corrigée.

Deuxièmement, pour les questions d'importance touchant les personnes ayant diverses orientations ou identités sexuelles ainsi que diverses façons de les exprimer, de braves militants de notre communauté ont toujours été la source des progrès réalisés. En ce qui concerne la protection de nos droits, ma communauté a dû se battre pour chaque gain. Je tiens à remercier tout particulièrement les survivants de la thérapie de conversion qui ont pris la parole pour raconter leur histoire, dont deux ont eu un grand effet sur l'attention que je porte maintenant à ce dossier. Je parle de Matt Ashcroft et Erika Muse. Il y a quelques jours à peine, trois survivants de la thérapie de conversion ont organisé un sommet en ligne intitulé End Conversion Therapy. Je remercie aussi les cofondateurs de CT Survivors pour l'important travail qu'ils font: Rocky Tishma, Michael Ferguson et Matt Ashcroft. La conférence visait à empêcher que d'autres personnes souffrent des répercussions de la thérapie de conversion et portait sur les façons de défendre, de renforcer et de guérir nos communautés. Les participants ont pu entendre des témoignages de personnes qui ont souffert de la thérapie de conversion et découvrir comment les survivants de cette thérapie s'entraident.

Troisièmement, je tiens à souligner à nouveau que le NPD appuiera le projet de loi dont nous sommes saisis. Cependant, j'ai toujours dit que nous devons écouter attentivement les personnes ayant diverses orientations ou identités sexuelles ainsi que diverses manières de les exprimer, surtout les survivants de la thérapie de conversion, tandis que nous nous efforçons de renforcer le projet de loi à l'étape de l'étude en comité. Les libéraux ont proposé une stratégie juridique qui est loin de répondre à la demande réelle des survivants et des personnes ayant diverses orientations ou identités sexuelles ainsi que diverses manières de les exprimer. Ces per-

sonnes réclament l'interdiction complète de la thérapie de conversion au Canada. On craint également que l'interdiction ne couvre pas toute la gamme de thérapies de conversion et on croit qu'il faudrait accorder plus d'attention aux pratiques ciblant la communauté transgenre et non binaire. Des milliers de Canadiens ont été victimes de la pratique nuisible qu'est la thérapie de conversion, et cette pratique existe toujours. Des études ont démontré que près de 50 % des Canadiens transgenres et non binaires, soit un pourcentage encore plus élevé que celui fourni par la ministre, ont été soumis à une forme quelconque de thérapie de conversion au lieu d'être reconnus et célébrés pour ce qu'ils sont.

Il est plus que temps d'interdire cette pratique au Canada, mais ce faisant, il ne faut pas oublier qu'il est nécessaire de renforcer la capacité des personnes ayant diverses orientations ou identités sexuelles ainsi que diverses manières de les exprimer à travailler avec les survivants afin de réparer le plus de préjudices possible. Je surveillerai la situation de près pour veiller à ce que le gouvernement fédéral apporte une importante contribution à cet effort.

J'ai hâte de travailler avec le gouvernement afin de pouvoir réaliser rapidement les deux parties de ce travail.

● (1025)

Mme Jenica Atwin (Fredericton, PV): Monsieur le Président, le Canada est un pays où les gens ont le droit de vivre à l'abri de la discrimination. On y voit ce que signifient vivre librement, être qui on est et aimer qui on aime.

N'oublions pas que les actes sexuels entre partenaires consentants de même sexe constituent encore un crime dans plus de 70 pays, des pays où les gens subissent de la violence, de la discrimination et du harcèlement et sont victimes de violence motivée par la haine, y compris d'agressions physiques, de torture et de meurtre.

La Constitution et les lois canadiennes nous protègent contre la discrimination fondée sur des motifs tels que le sexe, la religion, les handicaps, l'orientation sexuelle et l'identité sexuelle. La portée de ces mesures de protection doit évoluer avec le temps. Nous pouvons être fiers de certains moments de notre histoire à cet égard, notamment lorsque le très honorable Pierre Elliott Trudeau a déclaré que ce qui se fait en privé entre deux adultes n'a pas à être régi par le Code criminel et lorsque le mariage entre partenaires de même sexe a été légalisé en 2005. Cette évolution de notre société illustre bien le pouvoir de la liberté et de l'amour, mais ne nous y trompons pas, la reconnaissance de ces droits ne s'est pas faite sans souffrance, car la recherche de l'égalité exige une incessante lutte pour la justice.

Même si les lois et les mesures de protection du Canada en font un pays plus sûr que bien d'autres dans le monde, la raison pour laquelle nous sommes ici aujourd'hui est la preuve que pour de nombreux Canadiens, le simple fait d'être eux-mêmes n'est toujours pas une option sûre. La thérapie de conversion est une pratique cruelle qui vise à modifier, par l'utilisation de diverses approches, l'orientation sexuelle d'une personne vers une orientation hétérosexuelle, ou son identité de genre vers une identité cisgenre.

Il y a près de dix ans, l'Organisation mondiale de la santé a publié une déclaration indiquant que ce type de thérapie constitue une grave menace pour la santé et les droits fondamentaux des personnes concernées. En 2015, la Société canadienne de psychologie a tiré la sonnette d'alarme quant aux effets néfastes de la thérapie de conversion sur la santé des personnes qui y sont soumises; on parle de dépression, d'anxiété, et même d'automutilation et de tentatives de suicide. Il est plus que temps de criminaliser cette pratique inhumaine.

Je tiens à réitérer mon ferme appui à l'idée de criminaliser une fois pour toutes la thérapie de conversion. Nous devons protéger les Canadiens des dommages causés par cette pratique, et prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'à l'avenir, personne n'ait à subir de telles souffrances.

Il est aussi nécessaire de comprendre que de nombreuses personnes peuvent pleinement saisir leur véritable identité seulement lorsqu'elles ont la liberté de découvrir ce que la vie a à offrir. Il est fondamental de criminaliser la pratique des thérapies de conversion dans le cas des personnes mineures, bien qu'il faille aller plus loin en interdisant la pratique pour tous et éviter de légitimer les failles, le cas échéant. Prendre pour acquis qu'une personne, même à l'âge adulte, n'entretiendra pas l'espoir de plaire aux membres de sa famille dont l'amour est conditionnel à ce qu'elle subisse une thérapie de conversion serait fermer les yeux devant le besoin naturel de rechercher l'appui et l'approbation de ses proches et de se sentir libre et aimé. Un grand nombre d'adultes accepteraient de faire une thérapie de conversion dans l'espoir d'effacer leur vraie nature pour enfin recevoir l'amour dont ils ont besoin. C'est pourquoi il est inacceptable d'autoriser l'existence des thérapies de conversion sous quelque forme que ce soit.

En plus de criminaliser les thérapies de conversion, il faut investir dans les services d'aide. Bien des gens doivent surmonter des obstacles pour découvrir leur véritable nature, et ce, même dans un environnement familial accueillant. Chaque être humain devrait avoir accès au soutien affectif essentiel à son épanouissement personnel.

Les milieux de l'éducation et de la santé doivent être bien formés afin d'offrir le meilleur soutien possible aux personnes qu'ils sont censés aider. Ils doivent pour ce faire se renseigner sur l'identité de genre, utiliser le pronom que chaque personne souhaite qu'ils utilisent et cesser d'agir comme si l'hétérosexualité était la norme. Quant à l'État, il doit offrir du financement aux organismes communautaires et sanitaires, comme la Clinique 554, dont le travail peut faire la différence entre la vie et la mort pour beaucoup de patients.

Le Canada doit continuer de défendre et de promouvoir les droits fondamentaux des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, queers, bispirituelles et intersexuelles de partout dans le monde. Tous les députés doivent se faire un point d'honneur d'adopter une loi qui protégerait adéquatement ces personnes et de soutenir toute mesure visant à financer les services dont elles ont besoin et à faciliter l'accès à du soutien en cas de besoin.

Nombreux sont les enfants qui cachent leur véritable identité à leurs parents, à leurs enseignants ou à leurs entraîneurs de peur de ne pas être aimés tels qu'ils sont. J'invite les députés à se joindre à moi et à célébrer eux aussi ce projet de loi pour ce qu'il est, c'est-à-dire l'occasion d'expliquer à tous les enfants qu'ils méritent d'être aimés exactement comme ils sont.

Affaires courantes

J'en profite pour saluer les journalistes qui ont su donner une voix à tous ces gens, car ils ont beaucoup fait avancer cette cause.

Je suis impatiente de voir la Chambre adopter ce projet de loi.

* * *

● (1030)

PÉTITIONS

L'AGRICULTURE

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, je suis ici aujourd'hui pour présenter trois pétitions.

La première a été lancée par des électeurs de ma circonscription qui s'inquiètent au sujet de l'accès aux semences de céréales. Ils ont organisé une campagne appelée « Sauvons nos semences ». Les pétitionnaires demandent au Parlement d'inscrire dans la loi le droit inaliénable des agriculteurs et des autres Canadiens de conserver, de choisir, d'échanger, de conditionner, de stocker et de vendre des semences.

LA SÉLECTION EN FONCTION DU SEXE

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, la deuxième pétition porte sur les avortements sélectifs selon le sexe. Les pétitionnaires craignent que cette pratique ait cours au Canada et demandent donc au Parlement d'adopter rapidement le projet de loi de la députée de la Saskatchewan à cet effet.

LA THÉRAPIE DE CONVERSION

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, la troisième pétition arrive au bon moment, car les pétitionnaires demandent au gouvernement de corriger la définition de la thérapie de conversion dans le projet de loi sur l'abolition de la thérapie de conversion. Ils demandent au gouvernement de veiller à ce que les parents soient en mesure de parler à leurs enfants de sexualité et de genre, d'établir des règlements à la maison concernant les rapports sexuels et les relations amoureuses et d'avoir des conversations libres et ouvertes avec leurs enfants.

LES DROITS DE LA PERSONNE

M. Marwan Tabbara (Kitchener-Sud—Hespeler, Ind.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition électronique qui a été signée par 515 résidents de l'Ontario. Les pétitionnaires exhortent le gouvernement à demander au Conseil des droits de l'homme des Nations unies de convoquer des sessions extraordinaires en vue de mener une enquête indépendante sur les violations des droits de la personne commises en Iran depuis le 15 novembre 2019. On a injustement emprisonné des universitaires et des gens qui dénoncent la situation.

● (1035)

L'ASSURANCE-MÉDICAMENTS

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NP): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter la pétition e-2649, qui a été lancée par la merveilleuse Colleen Fuller en Colombie-Britannique et signée par des milliers de Canadiens, qui réclament l'accès à des médicaments sur ordonnance sûrs, abordables et efficaces.

L'Adresse

Les pétitionnaires soulignent qu'il est évident que les médicaments ne peuvent pas être efficaces si les Canadiens n'ont pas les moyens de s'en procurer. Ils font remarquer que le nombre de médicaments brevetés coûtant plus de 10 000 \$ par année a triplé depuis 2006 et que ceux-ci représentaient 40 % des ventes de médicaments brevetés en 2017. Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés a proposé de nouveaux règlements et des lignes directrices visant à réduire le prix des médicaments et à rehausser la transparence du processus d'établissement des prix. Ils demandent au gouvernement d'adopter ces changements attendus depuis longtemps, de réduire le prix des médicaments que la population doit payer et de faire en sorte que tous les Canadiens soient en mesure de se procurer les médicaments que leur a prescrits leur médecin et dont ils ont besoin.

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de prendre la parole pour présenter une autre pétition au nom des résidents de ma circonscription, qui demandent au gouvernement du Canada, en particulier au premier ministre, de noter qu'ils souhaiteraient bénéficier d'un programme national d'assurance-médicaments. Ils demandent au gouvernement du Canada de collaborer avec les autorités provinciales et territoriales afin d'y parvenir.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

Le vice-président: La Chambre est-elle d'accord?

Des voix: D'accord.

Le vice-président: Je désire informer la Chambre qu'en raison des déclarations de ministres, la période consacrée aux ordres émanant du gouvernement sera prolongée de 28 minutes.

DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 30 septembre, de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement.

Mme Raquel Dancho (Kildonan—St. Paul, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur de pouvoir m'exprimer officiellement aujourd'hui au sujet du discours du Trône de 2020.

Les députés des banquettes libérales ont fait beaucoup de flâza au sujet de ce discours, en particulier parce que le premier ministre a prorogé le Parlement en prétextant que les membres de son gouvernement avaient besoin de mettre leurs tâches parlementaires sur pause pendant six semaines afin de le rédiger. Pourtant, en réalité, il n'y a rien de bien nouveau dans ce discours. Il contient surtout de vieilles promesses libérales recyclées depuis une trentaine d'années. Prenons par exemple les garderies et l'assurance-médicaments. Je n'étais qu'un enfant dans les années 1990, lorsque les libéraux ont annoncé pour la première fois qu'ils allaient prendre des mesures à ce sujet. C'était il y a 30 ans. Les libéraux n'ont donc aucune crédi-

bilité au sujet de n'importe laquelle des priorités annoncées dans le discours du Trône. Je suis certaine que bien des Canadiens sont du même avis.

Peut-être que cette prorogation de six semaines en plein milieu de la pire crise sanitaire et économique en un siècle visait en fait à faire oublier le scandale d'un milliard de dollars d'UNIS, la démission de l'ancien ministre des Finances, ou peut-être la troisième enquête pour manquement à l'éthique visant le premier ministre, ou s'agissait-il plutôt d'une stratégie préélectorale pour pouvoir annoncer des dépenses massives dans le but de courtiser les électeurs en vue des prochaines élections? Peu importe la raison, le gouvernement libéral avait la responsabilité de présenter un plan afin que les Canadiens puissent retourner au travail en toute sécurité, et il a failli à la tâche.

Honteusement, le Manitoba ne figurait nulle part dans le discours du Trône, qui pourtant a duré près d'une heure. Cela en dit long sur la place des Manitobains et de leurs préoccupations dans les priorités du premier ministre. Ce ne sont pourtant pas les occasions qui manquaient d'appuyer le Manitoba. Il suffit de penser, entre autres, à nos besoins criants en matière d'infrastructure.

J'ai personnellement demandé à la ministre de l'Infrastructure d'appuyer le partenariat entre la province du Manitoba et la ville de Winnipeg et d'approuver le financement fédéral de 321 millions de dollars nécessaire pour le projet de modernisation de l'usine de traitement des eaux usées du quartier nord, dans ma circonscription. Le Manitoba a besoin de ce projet pour assurer la santé du lac Winnipeg qui, comme le savent tous les Manitobains, est gravement compromise en raison de la prolifération d'algues engendrée par le taux de phosphore trop élevé. Il s'agit d'un projet d'infrastructure verte. Son financement devrait aller de soi pour le gouvernement. J'ai exploré ce dernier de l'approuver.

Les propriétaires de petite entreprise comptent parmi les groupes les plus durement touchés par la pandémie. Ils emploient des milliers de Manitobains. Or, ces emplois risquent de disparaître. Dans ma circonscription, beaucoup d'entreprises ne sont admissibles à aucune aide du gouvernement libéral. Les propriétaires d'entreprise qui utilisent un compte bancaire personnel plutôt qu'un compte d'entreprise ne sont toujours pas admissibles aux prêts du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes. Les libéraux ont promis en grande pompe de remédier à ce problème il y a des mois de cela. Or, le changement n'a toujours pas été effectué. Bien d'autres entreprises de ma circonscription n'ont pas réussi à accéder à l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial, un programme généralement considéré comme un échec lamentable. C'est malheureux, surtout quand on sait à quel point les entreprises en ont besoin.

Un aspect où le Canada doit absolument se montrer à la hauteur est le dépistage rapide. L'une des choses probablement les plus frustrantes à propos du discours du Trône, c'est que le gouvernement libéral n'a pas mentionné l'urgence d'offrir des tests de dépistage rapide au Canada comme étant une priorité. Les libéraux savent pourtant pertinemment qu'il s'agit d'une priorité. Le premier ministre lui-même le disait déjà en mars, il y a six ou sept mois de cela.

Aujourd'hui, les électeurs de ma circonscription attendent dans de longues files d'automobiles sur la rue principale à Winnipeg à cause du manque de leadership du premier ministre dans ce dossier et de l'incapacité apparente de la ministre de la Santé de décrocher le téléphone et d'appeler nos alliés de confiance en Allemagne, au Royaume-Uni, au Japon et dans bien d'autres pays pour leur demander comment ils ont mis en place des tests de dépistage rapide pour leurs citoyens il y a des mois.

Les tests de dépistage rapide à domicile changeraient la donne pour les Canadiens, surtout dans les régions du Canada où des établissements doivent fermer leurs portes pour une deuxième fois, comme au Manitoba, où nous ne sommes plus autorisés à nous réunir en groupes de plus de 10 personnes, même à l'extérieur. Tout cela a été très difficile pour les Manitobains. Des tests de dépistage rapide permettraient aux Manitobains de rendre visite à leurs parents âgés en toute sécurité dans les établissements de soins ou d'envoyer leurs enfants à l'école même s'ils ont le nez qui coule, ce qui, comme on le sait, n'arrive que trop fréquemment, et les travailleurs de première ligne pourraient être sûrs que leur toux sèche ne causera pas la mort de leur entourage. Plus important encore, sur le plan de l'immigration, des tests de dépistage rapide donneraient l'assurance aux Canadiens que les familles qui ont été séparées à la suite de la décision des libéraux de fermer les frontières seraient réunies en toute sécurité. La sécurité est primordiale. Il est inacceptable que les libéraux traînent de la patte dans le dossier des tests de dépistage rapide à domicile. Les Canadiens méritent beaucoup mieux du gouvernement libéral.

Les enjeux n'ont jamais été aussi élevés. L'économie et les finances du pays sont dans une situation désastreuse. Depuis le début de la pandémie, nous avons accru le déficit de 380 milliards de dollars, ce qui correspondrait à environ 40 000 dollars par famille de quatre personnes, comme nous l'a appris le ministre du cabinet fantôme en matière de finances. Il ne s'est écoulé qu'environ 7 mois depuis le premier confinement. Au rythme où le gouvernement dépense, je ne veux même pas penser où nous en serons dans un an. De surcroît, sous la direction du gouvernement libéral, la dette nationale a atteint plus de 1,5 billion de dollars. Je ne peux même pas imaginer combien d'argent cela représente tant c'est une somme colossale. Les libéraux continuent de dire aux Canadiens que tout va bien parce que les taux d'intérêt sont bas, mais la population a le droit de savoir que rien ne garantit que les taux d'intérêt resteront bas.

• (1040)

Il semble que les libéraux n'ont pas l'intention de rétablir l'équilibre budgétaire, et les Canadiens d'aujourd'hui ne reverront probablement jamais un budget fédéral équilibré si ces libéraux restent au pouvoir.

Les conservateurs savent que c'est le gouvernement qui a forcé les Canadiens à rester à la maison et les entreprises à fermer leurs portes, les empêchant ainsi de gagner un revenu, et que le gouvernement avait donc la responsabilité de les indemniser.

Cependant, le Canada affiche maintenant le plus fort taux de chômage du G7, puisque 10 % de sa population active est sans emploi, tandis que bien d'autres ont réduit leurs activités. D'ailleurs, comparativement à ses alliés du G7, le Canada a dépensé davantage pour les mesures de relance liées à la pandémie, mais il a quand même obtenu les pires résultats économiques. Comment est-ce possible? La crise est loin d'être terminée.

L'Adresse

Nos précieuses entreprises locales sont menacées. Par exemple, nous savons que trois restaurants sur cinq au pays pourraient fermer leurs portes de façon définitive. Il est terriblement triste de songer à ce que les Canadiens doivent endurer pendant cette période très difficile.

Le gouvernement libéral doit faire un bien meilleur travail dans de nombreux dossiers, notamment en immigration. J'ai l'honneur d'être la ministre du cabinet fantôme responsable de l'immigration, des réfugiés et de la citoyenneté. Je remercie sincèrement le chef de mon parti de m'avoir confié cette responsabilité exceptionnelle au nom de tous les Canadiens.

À mesure que je fouille pour comprendre ce qui se passe dans ce ministère où 4 milliards de dollars sont dépensés, je découvre que la gestion des libéraux a été particulièrement mauvaise dans plusieurs secteurs de l'immigration, en particulier en ce qui a trait à la réunification des familles. La COVID-19 représente le plus grand défi que le Canada a eu à relever depuis 100 ans, mais les libéraux demandent à des Canadiens et même à des enfants canadiens de traverser la crise seuls, sans l'appui d'un conjoint, d'un parent ou de proches.

L'administratrice en chef de la santé publique du Canada a dit aux Canadiens que le virus circulerait parmi nous jusqu'en 2022. Quel message le ministre de l'Immigration a-t-il pour les familles séparées à la lumière de cette affirmation? Le statu quo est insensé et intenable. Le gouvernement libéral doit immédiatement s'assurer du bien-être et de la santé financière des familles séparées.

Les conservateurs croient en un système d'immigration canadien non partisan, accueillant et bien géré qui soit fondé sur des processus justes, transparents et efficaces et qui mérite le respect de tous les Canadiens. Nous croyons fermement aux mesures d'ordre humanitaire pour faciliter la réunification des familles et maintenir la tradition humanitaire du Canada en tant que sanctuaire pour les réfugiés. Je travaillerai assidûment pour exiger des libéraux qu'ils respectent ce standard.

Les Canadiens s'attendent des conservateurs qu'ils répondent de front à cette situation particulièrement difficile et qu'ils présentent une vision robuste et inspirante pour l'avenir du pays assurant l'unité nationale et la prospérité afin de regagner le respect de la communauté internationale.

Nous comprenons les doléances des gens qui travaillent — nous aussi sommes des travailleurs — et nous appuierons leur souhait de réussir et de subvenir aux besoins de leur famille dans une société libre. Les Canadiens méritent un gouvernement qui les aidera à traverser les difficultés. Ils méritent un gouvernement qui soit stable, fiable, responsable et respectueux des règles d'éthique et qui, par surcroît, fasse preuve de créativité et permette aux Canadiens de vivre selon les choix qu'ils font.

J'adore le nouveau mot d'ordre de notre caucus qui nous a été donné par notre chef. Il s'agit de *Per ardua ad astra*, qui signifie « À travers les embûches jusqu'aux étoiles ». Les conservateurs entendent montrer aux Canadiens qu'ils sont prêts à former le prochain gouvernement. J'ai été chargée, en tant que ministre du cabinet fantôme, de remplir mon rôle avec respect et professionnalisme, de viser l'excellence et de défendre les intérêts de la population canadienne. C'est précisément ce que j'entends faire.

L'Adresse

● (1045)

Mme Yasmin Ratansi (Don Valley-Est, Lib.): Monsieur le Président, j'ai eu l'impression que la députée courtisait son propre auditoire. Lorsque j'ai réfléchi à ce qu'elle a dit au sujet de l'équilibre budgétaire, je me suis rappelé que la dernière fois que les conservateurs ont équilibré le budget, c'était sous le gouvernement Bennett. Voici un fait intéressant. M. Harper a hérité d'un excédent de 13 milliards de dollars du gouvernement de Paul Martin, mais il l'a fait disparaître avant la crise financière de 2008 et a laissé au gouvernement libéral un déficit de 3 milliards de dollars et une dette de 70 milliards de dollars. Il a alourdi la dette.

D'où la députée tire-t-elle ses chiffres?

Mme Raquel Dancho: Monsieur le Président, je remercie la députée libérale d'en face de son étrange question. Je souhaite toutefois profiter du temps qui m'est accordé et de la position privilégiée que j'occupe pour exhorter les députés du gouvernement libéral à envisager la réunification des familles, en particulier celle de Charie Santiago. Son mari a fait savoir que Charie est atteinte d'un cancer de stade 4. Elle est sur son lit de mort et elle supplie le ministre de l'Immigration d'autoriser sa sœur, qui est sa meilleure amie et qui se trouve aux Philippines, à venir ici pour lui tenir la main sur son lit de mort.

Je vois le député de Winnipeg-Nord, qui préside le Groupe d'amitié parlementaire Canada-Philippines. Je l'invite à utiliser son incroyable position de privilège en tant que secrétaire parlementaire du premier ministre pour permettre à Charie de retrouver sa sœur avant qu'elle ne rende son dernier souffle.

[Français]

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, je félicite ma collègue pour son discours.

Je suis un peu consterné de voir l'espèce de joute partisane que disputent les gens du gouvernement. Ils disent que les commentateurs de l'opposition sont toujours partisans alors que ce gouvernement a fermé la Chambre pendant cinq semaines et qu'il nous a imposé ensuite d'adopter des mesures à la va-vite, à un rythme complètement fou.

J'aimerais que les gens prennent conscience de ce qui s'est passé cette semaine quand on nous a imposé de voter rapidement. Compte tenu des sommes totales prévues dans ces projets de loi, nous avons voté pour plus de 200 millions de dollars à la minute. C'est quand même ahurissant, quand on pense que toute l'industrie agricole a reçu un petit montant de 252 millions de dollars pendant toute la crise de la pandémie. Cela n'a aucun bon sens.

J'aimerais avoir l'avis de ma collègue là-dessus et j'aimerais particulièrement qu'elle me parle des compensations pour les productions sous gestion de l'offre qui sont mentionnées dans le discours du Trône. C'est une énième promesse du gouvernement. J'aimerais connaître ses préoccupations et savoir si elle est inquiète. Est-ce que cela va se faire pour vrai?

Peut-elle aussi me parler de toutes les productions sous gestion de l'offre et des transformateurs qui ne sont pas mentionnés?

[Traduction]

Mme Raquel Dancho: Monsieur le Président, j'aimerais profiter de l'occasion pour saluer l'appui très fervent que le député et son parti manifestent à l'égard de leur province, le Québec. J'appuie, moi aussi, ma province, le Manitoba.

Je me réjouis de voir que son parti défend le désir d'autonomie de la province en ce qui concerne les soins de santé et les garderies, ainsi que les nombreux autres domaines où le gouvernement libéral empiète sur les compétences provinciales. Je respecte beaucoup le député et son parti pour leur ardent appui aux droits constitutionnels de leur province en matière de soins de santé.

J'invite aussi le gouvernement libéral à s'assurer de ne pas bafouer ces droits. Je lui demande donc de permettre à la province du Manitoba de faire ce qui s'impose en matière de soins de santé et d'effectuer ces transferts.

● (1050)

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD): Monsieur le Président, la députée a évoqué les petites entreprises. Au fil de cette pandémie, à New Westminster—Burnaby comme partout ailleurs au pays, l'une des choses les plus tristes que l'on peut voir, c'est lorsque des gens doivent refermer pour la dernière fois la porte de la petite entreprise à laquelle ils ont consacré leur vie, et s'en aller en laissant la clé dans la serrure. C'est triste.

Nous avons fait des pressions sur le gouvernement pour qu'il mette en place des mesures d'allègement pour les loyers commerciaux, mais le processus qu'il a mis au point est très complexe et passe par les propriétaires. Ce que nous avons dit au gouvernement, qui ne semble pas vouloir prêter l'oreille, c'est que cet allègement des loyers commerciaux est quelque chose que les locataires devraient être en mesure de demander directement, ce qui en faciliterait l'accès.

La députée ne croit-elle pas qu'il incombe au gouvernement de faire fonctionner le Programme d'allègement des loyers commerciaux afin que les petites entreprises puissent garder la tête hors de l'eau pendant la pandémie?

Mme Raquel Dancho: Monsieur le Président, voilà une question cruciale. J'ai souvent parlé de ce problème à la Chambre des communes, mais mes propos ont été accueillis par le silence assourdissant des députés libéraux.

Dans ma circonscription, les entreprises appartenant à des femmes souffrent du manque de soutien de la part du gouvernement libéral et notamment en ce qui a trait au programme d'aide pour les loyers commerciaux. Je doute fort que ce programme soit passé par l'analyse comparative entre les sexes plus, car, si ça avait été le cas, on se serait aperçu que, pour beaucoup de propriétaires de petites entreprises, la perspective d'approcher leur propriétaire pour le prier de faire les démarches nécessaires pour obtenir cette aide est problématique.

Cela semble être un problème pour les femmes propriétaires d'entreprises de ma circonscription, et c'est la même chose avec le prêt du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes. Beaucoup de propriétaires de petites entreprises se servent de comptes bancaires personnels. Le gouvernement libéral a promis qu'il allait les rendre admissibles à un prêt, mais on attend toujours ce changement. C'est très décevant pour les gens de ma circonscription.

Mme Kate Young (secrétaire parlementaire de la ministre du Développement économique et des Langues officielles (FedDev Ontario), Lib.): Monsieur le Président, je vais partager mon temps avec ma collègue la députée de Châteauguay—Lacolle.

L'Adresse

[Français]

J'ai le plaisir de m'adresser aux députés de la Chambre au sujet du récent discours du Trône. Comme l'énonçait son Excellence la gouverneure générale, chacun d'entre nous en tant que parlementaire se doit de respecter les contraintes de ces temps difficiles.

[Traduction]

Les députés de la Chambre sont non seulement chargés de répondre à une crise sanitaire qui n'arrive qu'une fois par siècle, mais aussi aux effets dévastateurs d'une crise climatique, d'inégalités socioéconomiques de longue date et de tensions partout dans le monde. La COVID-19 a jeté l'éclairage sur les inégalités qui existent dans notre société et le besoin urgent de les régler. Bien que les derniers mois aient créé une onde de choc, ce n'est pas la première fois que nous sommes appelés à composer avec un monde en rapide mutation déchiré par des tensions socioéconomiques et une crise sanitaire mondiale dévastatrice. Cependant, il nous faut retourner 100 ans en arrière pour trouver une situation à peu près semblable à celle que nous vivons aujourd'hui.

Au Canada, bien des choses ont changé depuis que l'épidémie de grippe espagnole de 1918 et 1919 a balayé une nation déjà éprouvée par les répercussions sans précédent de l'une des premières vraies guerres mondiales. La Chambre était bien différente à cette époque. Il faudra attendre encore deux ans pour qu'Agnes Macphail devienne la première femme élue au Parlement fédéral. Cette année-là, les Canadiennes obtiendront le droit de vote.

En ce Mois de l'histoire des femmes, il est important de s'en souvenir. À cette époque, il était tout à fait novateur et radical que le gouvernement juge bon de venir en aide aux Canadiens en difficulté, mais les mentalités allaient évoluer. Après avoir perdu 60 000 soldats dans la Première Guerre mondiale, le Canada allait en perdre 50 000 de plus, car on était à une époque où des politiciens déclaraient à la Chambre que la santé publique n'était pas de leur ressort, mais de celui des provinces, des municipalités, des hôpitaux, des organismes caritatifs et de chaque citoyen. Les Canadiens n'étaient pas prêts à accepter un tel manque de compassion de la part des politiciens. Ils commencèrent à exiger des changements, et ils ont continué de le faire à chaque période de crise. Nos prédécesseurs dans cette Chambre les ont écoutés, et c'est à notre tour, maintenant, de les écouter.

Nous sommes les délégués du peuple. Comme l'a dit Agnes Macphail, « La première question que les délégués du peuple doivent se poser est: que veut le peuple? ». Ce sont les paroles prononcées par la première femme qui a été élue dans cette Chambre parce que la population réclamait l'égalité des sexes. Les gens veulent que nous aidions les membres les plus vulnérables de notre société, y compris les personnes âgées et les personnes souffrant de handicaps. Les gens réclament une justice sociale et économique. Les gens veulent que nous luttons contre le changement climatique afin de laisser à nos enfants une planète en bon état. Les gens veulent que nous luttons contre la discrimination et le sectarisme. Et enfin, les gens ont besoin de l'aide de leur gouvernement fédéral.

Même si la COVID-19 a eu un impact négatif sur tous les Canadiens, quels que soient leur race ou leur sexe, elle a particulièrement frappé les femmes. Au plus fort de la pandémie, 62 % des pertes d'emplois touchaient des femmes. Bon nombre d'entre elles ont dû faire un choix difficile entre leur emploi et leurs enfants, ce qui a généré ce qu'on a qualifié de récession au féminin. Au cours

des cinq dernières années, notre gouvernement a fait des investissements sans précédent dans le but de promouvoir l'égalité entre les sexes. Nous avons fait des progrès et, non seulement nous ne pouvons pas nous permettre de revenir en arrière, mais nous devons en faire plus. Pour rebâtir en mieux, notre gouvernement compte adopter un plan d'action sur le rôle des femmes dans l'économie, avec l'aide d'experts dont les points de vue variés permettront de définir une démarche pangouvernementale.

Je me réjouis que le gouvernement ait pris l'engagement de faire des investissements importants, sur le long terme, dans un système national d'éducation préscolaire et de garderies d'enfants. Selon le rapport de la Chambre de commerce de l'Ontario, qui porte sur la relance au féminin, le Canada pourrait accroître son PIB annuel de 150 milliards de dollars d'ici 2026 en encourageant la participation des femmes sur le marché du travail. Pour y parvenir, nous devons offrir aux familles canadiennes à la fois des garderies de jours et des services de garde avant et après la classe. L'objectif est d'aider un plus grand nombre de familles en encourageant le plus grand nombre de femmes à trouver un emploi, à parité avec les hommes. Je regrette de devoir le dire en 2020, mais les femmes doivent continuer de se battre, elles ne doivent surtout pas renoncer.

La juge de la Cour suprême du Canada, Rosalie Abella, a récemment écrit un article sur le décès de son amie, Ruth Bader Ginsburg, qui était juge à la Cour suprême américaine. Selon elle, Mme Ginsburg a passé sa vie à expliquer qu'être juste à l'égard des femmes ne signifie pas être injuste à l'égard des hommes, c'est simplement faire du rattrapage.

• (1055)

Qu'ils soient jeunes ou vieux, notre gouvernement entend venir en aide aux Canadiens les plus vulnérables. Aider les personnes handicapées a toujours été ma passion, et je compte bien continuer d'encourager le gouvernement à en faire encore plus pour ces personnes-là.

J'ai eu le grand plaisir de discuter du discours du Trône avec des défenseurs des personnes handicapées comme le professeur Jeff Preston, du King's College de London. Notre projet de créer une nouvelle prestation canadienne pour invalidité, parallèlement au Supplément de revenu garanti, et de réformer le système d'admissibilité des Canadiens souffrant de handicaps est bien accueilli par la communauté des personnes handicapées. Toutefois, Jeff s'inquiète de ce qui va se passer lorsqu'on aura trouvé un vaccin et que les personnes handicapées essaieront de retrouver un emploi. C'est parce qu'il est conscient de ce problème que notre gouvernement s'est engagé à mettre en place une stratégie d'emploi vigoureuse pour aider les personnes handicapées.

Certains d'entre nous en ont peut-être assez de travailler par l'entremise de Zoom, mais pour beaucoup de personnes handicapées, c'est une véritable planche de salut. Nous devons donc exploiter au mieux cette nouvelle façon de travailler afin d'aider tous ceux qui en ont besoin.

Au cours des six derniers mois, nous avons entendu parler des nombreux établissements de soins de longue durée qui ont été ravagés par la COVID-19. Les tragédies auxquelles nous avons assisté un peu partout au Canada au cours des derniers mois n'auraient jamais dû se produire. Au Canada, 85 % des décès liés à la COVID-19 se sont produits dans des établissements de soins de longue durée. Le chiffre est effarant. À l'aube d'une seconde vague, nous devons redoubler d'efforts.

L'Adresse

En cette Journée nationale des aînés, les Canadiens exigent que nous fassions plus. C'est la raison pour laquelle nous allons travailler avec nos partenaires des provinces et des territoires pour mettre en place des normes nationales pour les établissements de soins de longue durée, afin que toutes les personnes âgées puissent vivre dans la sécurité et dans la sérénité. Le premier ministre a dit récemment qu'il n'avait nullement l'intention de s'excuser de faire le maximum pour venir en aide à nos aînés, car c'est le moins que l'on puisse faire pour eux.

Pendant que la COVID-19 continue de faire des ravages dans le monde entier, les incendies sur la côte Ouest des États-Unis sont d'une ampleur telle que la fumée qu'ils ont produite a même atteint l'Ontario, ce qui nous rappelle une autre grave menace qui pèse sur la planète, les changements climatiques. À l'instar des citoyens d'autres pays, les Canadiens nous demandent d'agir sans tarder. Nous ne pouvons pas, au prétexte que nous combattons une pandémie, mettre de côté les plans que nous avons élaborés pour assainir notre environnement.

J'aurais préféré que cela ne devienne pas un enjeu politique, mais, malheureusement, certains de mes collègues en ont décidé autrement. Ils refusent de reconnaître qu'en profitant de l'occasion pour créer une économie plus verte et plus durable, on offre des débouchés économiques à de nombreux Canadiens, y compris ceux qui travaillent dans le secteur des ressources naturelles. Ils refusent de reconnaître que la transition vers l'économie carboneutre se traduira par des économies à long terme pour les particuliers, les entreprises et les gouvernements. Mais nous, nous reconnaissons tout cela. Le gouvernement entend utiliser l'expertise et le savoir du secteur énergétique et du secteur des ressources naturelles pour créer une économie carboneutre.

Entre autres éléments clés, ce plan prévoit de continuer de soutenir l'innovation et d'aider les entreprises à prospérer et à le faire de manière écologique. En ma qualité de secrétaire parlementaire au développement économique du Sud de l'Ontario, je parle depuis des mois avec les maires, les chambres de commerce et des chefs d'entreprise de tous les secteurs. Tous sont très favorables aux mesures prises rapidement par le gouvernement pour soutenir les nombreuses entreprises qui subissaient le contrecoup de la COVID. Qu'il s'agisse de la Subvention salariale d'urgence du Canada ou de la Prestation canadienne d'urgence, ils savent que nous avons à cœur l'intérêt des travailleurs et des entreprises.

Juste avant le discours du Trône, j'ai parlé au directeur de l'aéroport international de London. Il m'a dit qu'il espérait vraiment que la Subvention salariale d'urgence du Canada soit prolongée afin de pouvoir conserver les employés et d'être prêt quand les voyageurs reviendront, car ils reviendront. Il a évidemment été très heureux d'apprendre que le gouvernement proposait de maintenir la subvention salariale jusqu'à l'été prochain.

D'autres entreprises ont pu survivre pendant la COVID-19 parce qu'avec le Fonds d'aide et de relance régionale, le FAAR, nous avons offert près d'un milliard de dollars à l'échelle nationale, par l'intermédiaire de nos agences de développement économique. Nombre de ces entreprises n'auraient pas même survécu six mois sans cette aide, notamment dans les collectivités rurales et éloignées.

Les Canadiens sont très nombreux à travailler dans des secteurs comme celui des arts de la scène, de l'hôtellerie ou du tourisme, et ils ont été très durement touchés. C'est pourquoi Destination Canada investit 30 millions de dollars pour aider les collectivités à

se redresser. Nous savons que l'industrie hôtelière joue un rôle essentiel dans le tourisme dans notre pays et nous travaillons sans relâche pour aider les travailleurs et les entrepreneurs touchés.

Je suis prête à appuyer d'autres initiatives encore. J'espère que mes collègues de tous les partis travailleront avec nous de manière constructive face aux défis qu'il nous faut relever aujourd'hui. Nous avons le privilège de siéger dans cette Chambre. Les Canadiens nous demandent d'être à la hauteur des circonstances. Il est de notre devoir de ne pas les décevoir.

● (1100)

M. Jeremy Patzer (Cypress Hills—Grasslands, PCC): Monsieur le Président, ma collègue a parlé des changements climatiques. Comme le Canada n'est responsable que de 1,8 % des émissions mondiales, si nous les supprimons, la Chine les remplacera en l'espace de quelques semaines.

Je me demande si la députée est prête à reconnaître que nous devons mener le combat à l'échelle mondiale, mais avec l'énergie et des solutions canadiennes, et à s'engager à ne pas dénigrer ce que nous faisons au Canada.

Mme Kate Young: Monsieur le Président, il est tellement important pour les Canadiens qui vivent dans les provinces dotées de ressources énergétiques et naturelles, et toutes le sont, mais certaines plus que d'autres, de savoir que nous sommes de leur côté et que nous sommes là pour eux, pour travailler avec eux à faire du Canada un pays moins polluant et plus vert. C'est dans notre intérêt à tous. Nous savons que nous pouvons faire plus. Nous devons continuer de travailler en collaboration avec les provinces et avec le secteur du pétrole et du gaz naturel afin de trouver de nouveaux moyens de rendre notre pays moins polluant et meilleur pour tous.

[Français]

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de son discours.

Elle a parlé de la crise sanitaire, bien sûr, mais également de la crise climatique. Il faut faire le lien entre les deux; la crise sanitaire est issue de la crise climatique.

Nous allons fêter le cinquième anniversaire de l'Accord de Paris, mais qu'en est-il de nos objectifs?

Je tiens à préciser qu'en Allemagne, en France et dans l'Union européenne, plus du tiers de la relance économique s'en va vers une relance verte.

Avant le discours du Trône, le gouvernement a annoncé qu'il allait présenter quelque chose d'ambitieux concernant la relance verte. Or il n'y a pas grand-chose dans le discours du Trône à cet égard. Pendant le confinement, depuis mars, le Canada a fait des investissements d'une ampleur désastreuse dans les énergies fossiles.

J'aimerais comprendre la cohérence de son discours. Il nous faut éviter la catastrophe climatique. Comment le Canada va-t-il participer à éviter cette catastrophe?

• (1105)

[Traduction]

Mme Kate Young: Monsieur le Président, au sujet des liens étroits entre le climat et la santé, j'ai discuté avec des pédiatres à London cette semaine de leurs inquiétudes à propos des répercussions qu'ont les changements climatiques sur le bien-être et la santé des enfants. Nous ne devons pas oublier que les enfants sont beaucoup touchés par les changements climatiques. Nous ne pouvons pas retourner en arrière. En tant que gouvernement, nous prenons beaucoup de mesures pour accroître les efforts en cours afin de nous assurer d'atteindre et même de dépasser les objectifs que nous avons établis pour 2030 et 2050.

Nous accomplirons de grandes choses ensemble.

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP): Monsieur le Président, comme beaucoup de députés, je communique régulièrement avec les chambres de commerce dans ma circonscription. Les coûts fixes les plus importants pour les petites entreprises sont la main-d'œuvre et le loyer.

Je suis heureux de voir que la Subvention salariale d'urgence sera prolongée, comme le mentionne le discours du Trône. Toutefois, il n'a pas été question de l'Aide pour le loyer commercial. Je pense aux petites entreprises de ma circonscription comme V2V Black Hops Brewing ou Sports Traders Duncan qui sont toutes les deux au bord de la faillite parce que leurs propriétaires ne veulent pas coopérer.

La secrétaire parlementaire de la ministre du Développement économique se trouve dans une position d'autorité pour répondre à la question suivante: que fait son gouvernement pour régler les ratés de ce programme afin de s'assurer que les gens qui ont de la difficulté à payer leur loyer commercial peuvent avoir accès à ce programme et ne dépendent pas de propriétaires non coopératifs?

Mme Kate Young: Monsieur le Président, la question de mon collègue est importante. En tant que députés, nous savons que c'est un problème. Le programme de subvention locative a aidé beaucoup de petites entreprises canadiennes, plus de 120 000, ce qui représente plus d'un million d'emplois. Nous savons que certaines personnes s'en sortent grâce à ce programme.

Est-ce que nous pouvons mieux faire? Oui. Nous devons continuer de travailler de concert avec les provinces, car la question des loyers relève de leur compétence, pour nous assurer qu'elles comprennent combien il est important d'encourager les personnes qui louent des locaux, les locataires commerciaux, et de leur donner un répit. Elles doivent continuer de les aider pendant toute la crise de la COVID, qui ne finira pas de sitôt, et ces personnes ont besoin de notre aide.

Mme Brenda Shanahan (Châteauguay—Lacolle, Lib.): Monsieur le Président, je suis ravie de me présenter à la Chambre aujourd'hui pour parler du discours du Trône et dire pourquoi je pense que le gouvernement propose le meilleur plan possible pour les Canadiens qui ont besoin d'aide pendant cette pandémie de COVID-19.

Non seulement le plan du gouvernement garantira la reprise économique une fois la COVID vaincue, mais il fera aussi en sorte de rendre le Canada plus fort, plus vert et plus inclusif.

Je suis fière de la grande solidarité et de la résilience dont les habitants de Châteauguay-Lacolle font preuve pendant cette période difficile. Depuis le début du confinement, beaucoup de bénévoles et

L'Adresse

de groupes communautaires se sont mobilisés pour aider les plus durement touchés par la crise sanitaire. De formidables organisations, comme Sourire sans Fin à Saint-Rémi et le Centre d'action bénévole du Grand Châteauguay, ont offert des services, notamment distribué des produits alimentaires à des familles dans le besoin et coordonné les appels téléphoniques aux personnes âgées confinées chez elles. Je suis très heureuse de voir que le gouvernement a envoyé des fonds supplémentaires à ces groupes, notamment, qui fournissaient des secours d'urgence dans nos régions.

Je tiens aussi à profiter de cette occasion à la Chambre pour remercier les travailleurs de première ligne des services essentiels et de santé de notre région qui ont travaillé sans relâche pour veiller sur notre santé et notre sécurité. Je les remercie aussi de leur dévouement sans faille à la population.

Avec le confinement soudain, bon nombre de Canadiens se sont involontairement retrouvés sans emploi ni possibilité d'en trouver un. Notre grande priorité en mars 2020 était de fournir un revenu de remplacement aux chômeurs, aux travailleurs autonomes et à ceux qui font des petits boulots.

Les Canadiens ont poussé un soupir de soulagement quand la Prestation canadienne d'urgence a été mise en place rapidement. Beaucoup dans ma circonscription m'ont appelée ou m'ont écrit pour me dire combien elle les aidait, eux et leur famille, à faire face à l'insécurité financière provoquée par cette crise. Elle les aidait à faire ce qu'il fallait pour qu'eux-mêmes et leur famille soient en sécurité pendant les six premiers mois de cette crise.

Je n'ai pas besoin de dire aux députés que le confinement auquel nous a poussés la COVID-19 a été un choc énorme pour les entreprises. Dans ma région, mon équipe et moi avons travaillé avec des agriculteurs, des fabricants, des restaurateurs et des détaillants qui ont dû s'adapter à la réalité de la COVID. Très vite, nous avons pu collaborer avec nos agences de développement régionales — qu'elles soient municipales, provinciales ou fédérales —, ainsi qu'avec nos chambres de commerce, afin de cerner les besoins et de faciliter l'accès à des programmes tels que le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes et la Subvention salariale d'urgence du Canada. Les entreprises de ma circonscription sont très reconnaissantes de ces programmes, entre autres, et elles se réjouissent de l'engagement du gouvernement à les prolonger.

Nous avons résisté à la première vague de cette pandémie, et nous nous apprêtons à affronter la seconde. Nous savons que ce ne sera pas facile, mais avec le plan que le gouvernement a annoncé dans le discours du Trône, nous disposons d'un cadre d'intervention qui nous permettra de prendre des mesures audacieuses en matière de santé, d'économie, d'égalité sociale et d'environnement dans le but de bâtir un Canada plus résilient et plus durable pour tous.

• (1110)

[Français]

Le discours du Trône présente les quatre piliers sur lesquels s'appuie le plan d'action que nous proposons à la population canadienne pour répondre à la COVID-19 et pour être en mesure de nous relever des impacts de cette pandémie.

L'Adresse

Le premier pilier consiste à lutter contre la COVID-19 et à sauver des vies en faisant tout ce qui est en notre pouvoir pour protéger les Canadiennes et les Canadiens, surtout les plus vulnérables. Tous ensemble, nous devons travailler à assurer la santé et la sécurité de nos citoyens et à vaincre ce virus. Nous le faisons en garantissant à la population canadienne qu'elle pourra se faire vacciner dès que le vaccin sera au point. Nous le faisons également en soutenant nos partenaires provinciaux et en nous assurant que nous ne manquons pas de matériel de prévention ou de dépistage.

Le deuxième pilier de notre plan consiste à faire tout ce que nous pouvons pour continuer à soutenir les Canadiens et les entreprises pendant la crise, quelle que soit sa durée. Contrairement à ce que certaines personnes disent, l'heure n'est pas à l'austérité. La qualité du monde que nous léguerons à nos enfants et à nos petits-enfants dépend de la force des gestes que nous posons maintenant. La meilleure chose à faire, c'est de soutenir les Canadiens pendant cette crise sanitaire.

Pourquoi notre gouvernement a-t-il pris des mesures extraordinaires, mais nécessaires, lors de la première vague de la pandémie? C'est parce que les Canadiennes et les Canadiens ne devraient pas être obligés de choisir entre leur santé et leur travail, tout comme ils ne devraient pas s'endetter alors que leur gouvernement peut les soutenir.

C'est le principe que nous suivons à partir de maintenant.

Je remercie tous les députés de tous les partis politiques de leur appui unanime aux mesures du projet de loi C-4 qui ont été approuvées l'autre soir à la Chambre. Ces mesures importantes, dont un programme de l'assurance-emploi plus flexible, un congé de maladie payé et un bénéfice pour les proches aidants, vont nous permettre de continuer à aider les Canadiens et leur famille.

La prolongation de la Subvention salariale d'urgence du Canada et du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes va aider les entreprises à rester en activité, à créer de l'emploi, à soutenir les femmes au sein de l'économie et à assurer notre viabilité financière.

Le troisième pilier du plan de notre gouvernement consiste à rebâtir en mieux, afin de créer un Canada plus fort, plus résilient et plus durable. Si cette pandémie nous a appris quelque chose, c'est qu'il y a dans notre société des inégalités inacceptables. Nous devons agir et combler les écarts dans nos systèmes sociaux, investir dans les soins de santé et renforcer notre main-d'œuvre.

Aujourd'hui, en reconnaissance de la Journée internationale des personnes âgées, je tiens à dire que notre gouvernement demeure déterminé à augmenter la pension de la Sécurité de la vieillesse au moment où la personne âgée atteint 75 ans, et à augmenter la prestation de survivant du Régime de pensions du Canada.

Enfin, le quatrième pilier de ce plan consiste à défendre notre identité canadienne et nos valeurs. Au Canada, nous prenons soin les uns des autres, ce que nous avons pu constater d'un océan à l'autre au cours des derniers mois.

Je suis fier de la solidarité exprimée par les citoyens de Châteauguay—Lacolle, plus particulièrement par l'action d'un groupe de jeunes filles qui a organisé un rallye en soutien au mouvement *Black Lives Matter* avec l'aide de nos voisins les Mohawks de Kahnawake. Chez nous, sur le terrain, il en a découlé plusieurs initiatives ayant pour objectif de sensibiliser notre communauté au racisme et d'appuyer les citoyens qui revendiquent contre la violence et la discrimination.

Je prends un moment pour souligner le décès tragique de Mme Joyce Echaquan, survenu dans des circonstances déplorables, et exprimer mes plus sincères condoléances à sa famille.

Nous devons continuer à travailler ensemble pour réaliser des progrès dans la lutte au racisme systémique, pour atteindre l'égalité des sexes et pour en arriver à la réconciliation.

C'est avec fierté que nous défendons les valeurs qui définissent notre pays. Cette pandémie représente la plus grave crise de santé publique que le Canada ait connue. Les six derniers mois ont mis en lumière des lacunes fondamentales de notre société et dans le monde entier.

Nous devons nous attaquer aux problèmes d'aujourd'hui et nous préparer à ceux qui nous attendent demain. C'est maintenant que nous devons nous rappeler qui nous sommes en tant que Canadiens. C'est maintenant que nous devons saisir l'occasion de contenir cette crise mondiale et de rebâtir en mieux, ensemble.

• (1115)

[Traduction]

M. Jeremy Patzer (Cypress Hills—Grasslands, PCC): Monsieur le Président, on entend beaucoup parler de relance verte et d'économie verte. Le gouvernement s'était engagé à planter deux milliards d'arbres, mais jusqu'à présent, il n'en a pas planté un seul. Je me demande si cela provoque l'indignation de ma collègue. Les libéraux ne cessent de parler d'énergie verte, mais pour le moment, son gouvernement n'a pas progressé d'un iota sur sa promesse initiale.

Mme Brenda Shanahan: Monsieur le Président, il n'a sans doute pas échappé au député que nous traversons une pandémie et que cela a retardé certains projets ambitieux que nous avons annoncés lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, l'automne dernier. Cela dit, nous avons toujours la ferme intention de planter deux milliards d'arbres, et j'espère que le député fera comme moi et qu'il en plantera quelques-uns dans sa circonscription.

[Français]

M. Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, je voudrais d'abord féliciter ma collègue pour son discours à la Chambre.

Il a suscité chez moi beaucoup de questions sur le discours du Trône, qu'elle défendait vigoureusement. Je pense qu'il y a beaucoup de bémols à apporter.

Si on se rappelle bien, avant que le fameux discours du Trône soit annoncé, le gouvernement a décidé de fermer le Parlement. Le premier ministre a aussi décidé de prononcer un discours au pays. On s'est dit que cela allait être quelque chose de gros, puisqu'on avait fermé le Parlement et qu'on faisait un discours aux Canadiens. Cela allait être révolutionnaire et allait tout changer.

On ne savait pas à quoi s'attendre, mais le gouvernement avait créé des attentes. On s'est dit qu'il y aurait peut-être de l'argent pour le secteur aéronautique du Québec, qui en arrache depuis la pandémie, ou le secteur des transports. On espérait des transferts en santé. On sait que la santé a de la difficulté au Québec, le système de santé a été secoué. On pensait qu'il y aurait peut-être de l'argent pour nos aînés qui sont isolés et qui ont beaucoup souffert.

Finalement, c'était un pétard mouillé. Il n'y a rien eu de nouveau. Tout ce qu'on a vu, ce sont de vieilles promesses libérales recyclées. La seule nouvelle chose qu'on a vue...

L'Adresse

Le vice-président: Nous devons permettre plus de temps pour les réponses aux questions.

Je cède la parole à la députée de Châteauguay—Lacolle.

Mme Brenda Shanahan: Monsieur le Président, je remercie mon collègue. Il a posé plusieurs questions.

Je suis tout à fait d'accord qu'il y a des secteurs et des industries qui ont été touchés beaucoup plus directement par la COVID-19. On s'attend à ce qu'il y ait des mesures pour les soutenir sous peu.

Au sujet de la santé, nous venons de verser plus de 19 milliards de dollars aux provinces. Ces fonds vont aider les provinces à faire le travail important de protéger le public et de fournir les soins de santé.

• (1120)

[Traduction]

Mme Laurel Collins (Victoria, NPD): Monsieur le Président, pendant toute cette pandémie, le gouvernement fédéral a négligé les Canadiens handicapés. Ce n'est qu'après des mois d'intenses pressions du NPD qu'il a promis un paiement unique de 600 \$. Or, malgré les failles bien connues du programme de crédit d'impôt pour personnes handicapées, les libéraux ont conçu un programme qui a laissé de côté la majorité des personnes handicapées. Même les personnes qui y sont admissibles n'ont toujours pas reçu les 600 \$.

Un grand nombre d'habitants de ma circonscription m'ont dit être encore mis à l'écart. Comment la députée peut-elle défendre un gouvernement qui continue de négliger les personnes handicapées?

Mme Brenda Shanahan: Monsieur le Président, le discours du Trône aborde justement ce problème qui a été trop longtemps négligé, en proposant de revoir le système des pensions d'invalidité.

Nous avons pris l'engagement de moderniser le système de prestations pour les personnes en situation de handicap afin qu'il s'inspire du Supplément de revenu garanti. Ce sera un changement important pour les Canadiens atteints d'un handicap.

Mme Jenica Atwin (Fredericton, PV): Monsieur le Président, la députée a parlé de l'occasion que nous avons de rendre le pays plus vert. Or, je ne peux m'empêcher de remarquer que l'énergie nucléaire a été mentionnée dans le discours du Trône, et que le ministre des Ressources naturelles a fait une annonce à ce sujet quelques jours plus tard.

Je me demande ce que la députée pense du fait d'investir davantage dans le nucléaire. Le gouvernement fédéral y a déjà investi 20 milliards de dollars depuis 1950, alors que cette industrie n'a pas tenu sa promesse de fournir une énergie sûre et bon marché. À l'échelle mondiale, cette industrie est en déclin.

J'aimerais savoir ce que pense le ministre du fait d'encourager cette industrie plutôt que celle du gaz canadien au moment où l'on se tourne vers les énergies renouvelables.

Mme Brenda Shanahan: Monsieur le Président, assurément, je ne suis pas une spécialiste de l'énergie et des différentes options qui s'offrent à nous tandis que nous nous dirigeons vers un avenir plus vert.

En tant que députée du Québec et fière propriétaire d'un véhicule électrique, je peux dire qu'au Québec, nous utilisons l'énergie électrique et cela fonctionne très bien. Je suis certainement favorable à la recherche et à l'innovation afin de trouver d'autres formes d'énergie verte.

Mme Tracy Gray (Kelowna—Lake Country, PCC): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec le député de Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes.

Je veux commencer mon intervention aujourd'hui en félicitant les gens de Kelowna—Lake Country. Leur résilience face à la pandémie est véritablement remarquable. J'aimerais aussi remercier les équipes de mon bureau de circonscription et de mon bureau d'Ottawa, qui travaillent de concert pour faire le tri tous les jours parmi les dossiers, qui ne ménagent aucun effort pour répondre rapidement aux habitants de la circonscription et leur offrir les informations ou l'aide dont ils ont besoin durant cette période rendue très difficile par les annonces faites chaque jour et la fermeture des bureaux de Service Canada.

Il est aussi important de souligner la contribution des nombreux travailleurs essentiels qui se sont surpassés au cours des six derniers mois pour que nous ayons accès à de la nourriture, à notre courrier, à des médicaments et à du transport, que ce soit le transport en commun ou les services de taxi. Bien entendu, je parle aussi des policiers, des professionnels de la santé et des premiers intervenants, qui sont aux premières lignes tous les jours dans notre collectivité et celles de tout le pays.

Nos pensées accompagnent ceux qui ont perdu un être cher durant la pandémie.

Cette pandémie a créé de l'incertitude chez beaucoup de Canadiens. Des particuliers, des familles, des organisations à but non lucratif et des entreprises ont été obligés de prendre des décisions difficiles, parfois déchirantes. Pendant ces derniers mois, d'innombrables électeurs et entrepreneurs de ma circonscription m'ont dit que les programmes que le gouvernement avait mis en place ne leur étaient d'aucune aide. Des familles ont été séparées et beaucoup d'entre elles ont encore du mal à se voir. Des gens sont morts de la COVID-19 ou d'autres maladies, notamment dans ma propre famille, et tout cela a été très dur, de toutes sortes de façons, pour bon nombre d'entre nous.

La dernière fois que le Parlement a siégé normalement, c'était le vendredi 13 mars 2020. Ce jour-là, j'ai pris une photo, que j'ai publiée sur les médias sociaux la semaine dernière, du calendrier qui est ici, après qu'on a levé la séance en raison de l'épidémie de COVID-19. J'ai eu le pressentiment que cela allait devenir une date importante de notre histoire et j'ai ressenti le besoin de saisir cet instant, alors que nous quittions la Chambre des communes. J'étais loin de me douter de ce qui allait se passer pendant les mois suivants, j'étais loin d'imaginer que nous n'allions pas siéger à nouveau normalement avant le 23 septembre, soit six mois plus tard.

Certains comités, mais pas tous, se sont réunis virtuellement depuis mars. Des comités importants comme celui des ressources naturelles, celui de la justice et des droits de la personne et celui de la défense nationale n'ont pas siégé depuis mars. Quant aux autres, ils ont très peu siégé.

L'Adresse

Il est difficile de comprendre pourquoi le gouvernement n'a permis au comité du commerce international de ne siéger qu'une seule fois depuis mars. C'est un honneur pour moi d'avoir été nommé responsable de ce portefeuille dans le nouveau cabinet fantôme, mais j'estime qu'il y a plusieurs dossiers importants dont nous aurions dû discuter en comité, car ils préoccupent grandement les entrepreneurs canadiens. La Chine applique toujours un embargo sur des produits agricoles canadiens. Notre accord de libre-échange avec l'Europe, l'AECG, ne s'appliquera plus au Royaume-Uni à partir du 31 décembre. Les Chinois nous ont livré des équipements de protection personnelle défectueux. Les États-Unis ont imposé des tarifs douaniers sur l'aluminium. Il devait y avoir quatre réunions du comité sur les différends commerciaux avec l'Australie à propos de la taxe d'accise, que les distilleries et les cidreries canadiennes vont devoir commencer à payer sur les produits cultivés au Canada. Cela représente 30 000 \$ de taxes de plus pour les petites caves agricoles.

On dit souvent que c'est dans l'épreuve que l'on voit de quoi sont faits les gens. Nous avons vu la vraie nature des libéraux pendant cette période. Ils n'ont pas pu s'empêcher de vouloir tout contrôler, au mépris de la gouvernance et de la procédure parlementaire, et on se souviendra d'eux comme d'un gouvernement qui aide ses copains bien nantis.

Je vais vous donner plusieurs exemples. Le gouvernement a essayé de faire adopter un projet de loi donnant au ministre des Finances le pouvoir ultime de taxer, de dépenser et d'emprunter pendant près de deux ans, sans débat ou procédure parlementaire. Il n'a pas autorisé tous les comités à siéger à distance et régulièrement pour discuter d'enjeux importants pour les Canadiens. Il a adopté par décret une mesure sur les armes à feu, en plein milieu de la pandémie et ce, sans que des intéressés aient pu venir témoigner devant un comité pour que tous les points de vue et les faits puissent être entendus.

Nous avons eu un autre exemple de ce mépris pour la surveillance parlementaire il y a quelques jours, lorsque plusieurs d'entre nous sont restés ici au-delà de 3 heures du matin. Au lieu de présenter le projet de loi en bonne et due forme il y a plusieurs semaines — un projet de loi qui prévoit des dépenses de 50 milliards de dollars de l'argent des contribuables — et de le soumettre à une analyse rigoureuse, à un débat et à une étude au comité pour que des Canadiens ordinaires et des intéressés puissent présenter des idées et des suggestions, les libéraux n'ont autorisé qu'un débat de quatre heures et demie, après quoi ils ont imposé un vote de confiance.

Les libéraux ont accordé des contrats à fournisseur unique sans aucun appel d'offres. Un lobbyiste non inscrit a fait de nombreuses soumissions non sollicitées; il s'agit bien sûr de l'organisme UNIS. Les libéraux étaient sur le point de confier un programme gouvernemental de près de 1 milliard de dollars à des militants et sympathisants libéraux actifs — je parle encore une fois de l'organisme UNIS — qui ont démontré qu'ils n'avaient pas la capacité financière ou opérationnelle d'exécuter le programme en question.

• (1125)

J'étais ici, à Ottawa, le 12 août, l'un des quatre jours de séance prévus durant l'été, et j'ai eu l'occasion de poser des questions à l'ancien ministre des Finances. J'étais loin de m'imaginer, à ce moment-là, que je serais le dernier député à lui poser des questions avant sa démission durant le conflit et les enquêtes sur le scandale de l'organisme UNIS.

Aujourd'hui, nous participons à un débat sur un nouveau discours du Trône parce que le 18 août, le premier ministre a annoncé la prorogation du Parlement, qui allait être suivie du deuxième discours du Trône en moins d'un an. Il nous a dit qu'il avait pris cette décision parce qu'il avait besoin d'élaborer un plan pour aider les familles, les entreprises et les particuliers et pour relancer l'économie. De ce fait, toutes les séances et les réunions de comités prévues ont été annulées. C'est scandaleux. Je suis membre du comité de l'industrie, et nous devions recevoir des représentants d'entreprises et d'associations industrielles qui devaient nous faire part de leurs difficultés et formuler des recommandations en vue de la reprise économique. J'avais proposé plusieurs noms de personnes de ma circonscription, Kelowna-Lake Country, pour qu'elles puissent avoir leur mot à dire.

[Français]

Où est le grand plan de relance économique?

• (1130)

[Traduction]

Où est ce magnifique plan de relance que le discours du Trône devait nous annoncer? Nous l'attendions depuis cinq semaines.

C'est comme si une grande partie de ce discours était un copier-coller du précédent, prononcé il y a 10 mois. Quand on ajoute cela aux déclarations faites par le gouvernement ces derniers mois, il n'y a vraiment là rien que nous ne savions pas déjà.

Nous avons un premier ministre qui préfère faire des discours depuis des tribunes plutôt que de gouverner. On l'a bien vu il y a quelques jours. La gouverneure générale avait à peine fini de lire le discours du Trône que le premier ministre s'est adressé à la nation à la télévision nationale pour paraphraser, en substance, le texte que la gouverneure générale avait lu, mais il l'a fait de façon partisane, électorale. Ce n'était guère le discours rassembleur et inspirant qu'on aurait attendu d'un chef de gouvernement.

Le discours du Trône ne fait aucune mention de l'unité et de la souveraineté. Ce sont pourtant des valeurs intrinsèques de notre pays, qui sont mises à mal par le gouvernement. La seule fois où il est question d'unité dans le discours du Trône, c'est quand ce mot fait partie d'un autre mot, comme « immunité ».

Nous avons un arriéré important en ce qui concerne le traitement des prestations d'invalidité des anciens combattants. J'ai reçu un courriel, tard hier soir, d'un ancien combattant de ma circonscription qui attend depuis des années le paiement de ses prestations. Il s'est fait rouler à cause d'une erreur de comptabilité. Le Comité permanent des anciens combattants ne s'est pas réuni une seule fois depuis mars, et nous avons appris que plusieurs filiales de la Légion au pays risquaient de fermer. Elles assurent pourtant le réseautage entre les anciens combattants. Les services aux anciens combattants ne sont mentionnés que brièvement et de façon détournée dans le discours du Trône, sans aucune référence aux principaux problèmes des anciens combattants.

Dans le discours du Trône, le gouvernement reste très vague lorsqu'il s'agit de dossiers qui ne le passionnent pas particulièrement, alors qu'il est très précis dans d'autres, notamment sur la nécessité d'imposer de nouvelles limites aux propriétaires légitimes d'armes à feu.

L'Adresse

Les premiers intervenants continuent d'être confrontés chaque jour à des surdoses, et le gouvernement a déclaré qu'il « poursuivra sa lutte contre l'épidémie des opioïdes, une crise sanitaire qui déchire des communautés ». Qu'est-ce que cela veut dire? Aucune mesure n'est annoncée.

Dans le discours du Trône précédent, le gouvernement promettait de planter 2 milliards d'arbres, et il a répété la même promesse dans ce discours-ci. Pourquoi n'a-t-il rien fait pendant l'été? Ceux qui cherchaient du travail auraient pu planter des arbres. On aurait certainement pu avoir recours à des bénévoles.

Il a été question des entreprises, mais il n'y avait rien de nouveau ou d'intéressant. Rien de nouveau susceptible de relancer l'économie, simplement une reprise des programmes existants.

Nos grands secteurs de la fabrication, des ressources naturelles et de l'énergie sont tout juste mentionnés dans le contexte du changement climatique, alors qu'ils devraient être les principaux moteurs de notre reprise économique. Dans tous les secteurs, les entreprises sont dans l'expectative, non pas à cause de la COVID-19, mais à cause de l'incertitude des politiques et des idéologies du gouvernement.

Le discours du Trône propose de créer un million d'emplois. Deux millions d'emplois ont été perdus et un million ont été récupérés, mais un grand nombre de personnes sont toujours sans travail. Si on doit créer de nouveaux emplois, assurons-nous que ce sont des emplois bien rémunérés comme ceux que nous avons perdus au cours des dernières années.

L'opposition officielle a fait de nombreuses recommandations au gouvernement, lequel en a tenu compte pour la mise en œuvre de son programme. J'entends continuer à défendre les intérêts de mes concitoyens de Kelowna—Lake Country.

M. Francesco Sorbara (secrétaire parlementaire de la ministre du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, le discours du Trône parle de rebâtir le Canada en mieux et de mettre en œuvre des programmes pour stimuler la croissance économique pour qu'elle revienne au niveau d'avant la pandémie, alors que le pays connaissait son plus bas taux de chômage des 40 dernières années, que plus d'un million d'emplois avaient été créés et que des centaines de milliers de Canadiens étaient sortis de la pauvreté. Le discours de Trône parle de soutenir les secteurs les plus touchés et d'aider les femmes à regagner le marché du travail, parce que les répercussions de la pandémie touchent plus durement les femmes que les hommes.

Quelles mesures constructives la députée recommanderait-elle au gouvernement pour aider l'économie? Le gouvernement a mis en place la Subvention salariale d'urgence du Canada, l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial et le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes. Il existe plusieurs programmes, et le gouvernement continue de faire du bon travail. Où sont les idées novatrices de la députée d'en face?

Mme Tracy Gray: Monsieur le Président, il ne faut pas oublier que le Canada affiche le plus haut taux de chômage de tous les pays membres du G7 à l'heure actuelle, et c'est en partie à cause de l'incertitude.

Plusieurs programmes comportent des failles qui créent des embûches pour les Canadiens. Bien sûr, il y a l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial, mais beaucoup d'entreprises n'y sont pas admissibles. C'est une situation que les résidents de ma cir-

conscription me rapportent souvent. Les propriétaires de petite entreprise sont durement touchés par cette inadmissibilité. Par exemple, un propriétaire d'entreprise a connu des pertes de revenus qui s'élevaient à seulement 68 % — pas 70 % —, ce qui le rend inadmissible à ce programme.

Les conservateurs ont formulé de multiples recommandations pour que les propriétaires de petite entreprise qui ne possèdent pas un compte bancaire d'entreprise et qui utilisent un compte bancaire personnel uniquement pour les besoins de leur entreprise puissent présenter une demande de financement. Le gouvernement fait la sourde oreille à l'égard de cette recommandation depuis des mois.

Ce ne sont que deux exemples très concrets, et apporter des améliorations dans ces deux cas viendrait grandement en aide aux propriétaires d'entreprise.

• (1135)

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais remercier la députée de Kelowna—Lake Country, qui, comme moi, vient de la Colombie-Britannique, pour la partie de son allocution qui portait sur l'épidémie des opioïdes, qui sévit plus durement dans notre province que partout ailleurs au Canada. Comme elle l'a dit, malgré l'ampleur de cette épidémie, il n'en est fait qu'une brève allusion dans le discours du Trône.

Le NPD dit depuis déjà plusieurs années que le gouvernement fédéral devrait déclarer qu'il s'agit d'une urgence de santé publique nationale. De nombreux experts en santé du pays, de même que l'Association canadienne des chefs de police, ont récemment plaidé en faveur de la décriminalisation.

J'aimerais connaître l'opinion de la députée sur ces deux options: déclarer que cette crise constitue une urgence sanitaire nationale et décriminaliser la possession de petites quantités. Pense-t-elle, comme l'Association canadienne des chefs de police, que c'est une mesure que nous devrions employer pour tenter de reprendre le dessus sur cette épidémie et empêcher toutes ces pertes de vie?

Mme Tracy Gray: Monsieur le Président, malheureusement, la toxicomanie et la crise des opioïdes ont tué plus de gens que ne l'a fait la COVID-19. Il faut absolument nous attaquer à ce problème.

J'entends surtout dire dans ma communauté que l'accent est mis seulement sur la réduction des méfaits. C'est assurément un élément important de l'équation, mais il y a bien d'autres choses qui pourraient être faites pour s'attaquer au problème. Les centres de traitement et de réadaptation, par exemple, pourraient être un élément de solution, mais on ne s'intéresse pas du tout à cette idée. Cette option était d'ailleurs mentionnée dans la dernière plateforme électorale des conservateurs.

[Français]

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de son discours.

Elle a parlé de son travail au sein du Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie. Nous vivons actuellement la deuxième vague de la pandémie et nous savons que plusieurs entreprises de nos circonscriptions risquent d'avoir des difficultés, voire de tomber au combat et de faire faillite. La Chambre a été prorogée.

L'Adresse

Ma collègue a parlé d'un plan de relance économique. J'aimerais l'entendre sur la nécessité que ce plan de relance économique soit vert. Il faudra miser sur l'importance des technologies vertes. La relance devra trouver des façons de diminuer notre empreinte carbone et notre dépendance au pétrole. Comment ma collègue voit-elle cette transition énergétique?

[Traduction]

Mme Tracy Gray: Monsieur le Président, dans la province de la députée, l'industrie de l'aluminium est très importante. On la dit verte. Bon nombre de ces secteurs manufacturiers seront des moteurs économiques.

Nous avons appris que beaucoup d'investissements ont été annulés partout au pays. Ils représentent des milliards de...

Le vice-président: Un instant, s'il vous plaît. Je crois que l'interprétation ne fonctionne pas.

[Français]

L'interprétation en anglais fonctionne-t-elle aussi?

[Traduction]

J'invite la députée à finir d'exprimer sa pensée, puis nous concluons le débat.

La députée de Kelowna—Lake Country a la parole.

Mme Tracy Gray: Monsieur le Président, nous savons que beaucoup d'investissements au pays sont en veilleuse en ce moment, car on attend les politiques du gouvernement. Nous savons que des organismes veulent fabriquer davantage d'équipement de protection individuelle, mais, pour ce faire, ils doivent être capables de se procurer les matières premières. Ces dernières proviennent du secteur des hydrocarbures. Nous savons également que des entreprises de l'Alberta souhaitent investir des milliards de dollars dans d'autres types d'installations de fabrication. Ces investissements ont été mis sur la glace. Nous avons besoin de politiques qui encouragent le secteur manufacturier et l'utilisation des ressources naturelles du Canada.

M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, je tiens à remercier la députée de Kelowna—Lake Country de l'excellent discours qu'elle a prononcé aujourd'hui et du travail remarquable qu'elle effectue depuis son élection l'an dernier. Elle est un atout important pour notre gouvernement en devenir. Je veux simplement qu'elle sache que nous lui sommes reconnaissants de ses efforts soutenus.

Je tiens à remercier tous les travailleurs de ma circonscription qui ont fait passer leur collectivité en premier depuis le début de 2020. De la prévention au traitement en passant par le dépistage, les gens qui travaillent dans le domaine de la santé et ceux qui sont intervenus pour leur prêter main-forte ont fait beaucoup pour notre collectivité. Il y a des travailleurs essentiels qui, en période de grande incertitude, ont continué à fournir les services que nous attendions d'eux. Songeons aussi aux gens ordinaires dont le travail n'a pas été déclaré essentiel, mais qui ont continué à servir leurs amis, leurs voisins et les membres de leur famille: des gens qui travaillent dans les épiceries, qui réparent les routes, qui ramassent les déchets ou qui travaillent dans les institutions financières. Peu importe leur domaine, ils n'ont pas lâché prise, malgré les difficultés.

Au début de la pandémie, nous avons été appelés à apporter à la population canadienne le soutien dont elle avait désespérément besoin. Il faut reconnaître que le gouvernement a réagi rapidement,

même s'il a eu un besoin d'un peu d'encouragement pour offrir l'aide nécessaire aux Canadiens. La subvention salariale en est un excellent exemple. Grâce au travail de l'ensemble des députés, elle est passée de 10 % à 75 %, comme le réclamaient les entreprises qui en avaient désespérément besoin afin de se maintenir à flot et de garder leurs employés. Cette bonification de la subvention salariale, nous la devons au travail dévoué de tous les parlementaires.

Environ au même moment, c'est-à-dire au début de cette année, le gouvernement a fait une tentative sans précédent d'abus de pouvoir, cherchant à imposer la population et à se lancer dans des dépenses en faisant abstraction de la surveillance parlementaire jusqu'en décembre 2021. Heureusement, le Parlement ne s'est pas laissé faire et nous avons pu faire échec à cette tentative d'abus de pouvoir.

À ce moment-là, nous avons compris qu'il était nécessaire d'exercer une surveillance étroite sur les décisions du gouvernement. C'est devenu une évidence durant l'été dernier, lorsque nous avons appris qu'une entreprise avait versé un demi-million de dollars aux membres de la famille du premier ministre. Le gouvernement libéral a jugé bon d'octroyer un demi-milliard de dollars à cette organisation.

Chaque fois que les députés de la Chambre ou les membres des comités ont essayé d'obtenir des réponses, ils ont fait face à de l'obstruction. Ils se sont butés à de l'obstruction parlementaire. Le gouvernement a voulu faire diversion, esquiver les questions et éviter de rendre des comptes.

Pendant que nombre de Canadiens prenaient des décisions difficiles sur la façon de payer leur hypothèque ou leur loyer et se demandaient, avec inquiétude, comment ils arriveraient à se chauffer ou à manger, les libéraux veillaient aux intérêts de leurs amis bien placés et des initiés — les gens qui avaient accès aux coulisses du pouvoir et au Cabinet du premier ministre, croyant que les règles de l'exécutif n'étaient pas les mêmes que pour le reste du pays.

Nous avons entendu de nombreux témoignages très préjudiciables au gouvernement et au premier ministre, et si préjudiciables au ministre des Finances d'alors que, dans les faits, Bill Morneau a démissionné dans la honte.

● (1140)

Il y a eu des échos de scandale pendant le premier mandat des libéraux, le scandale de SNC-Lavalin, au cours duquel le premier ministre a congédié des ministres du Cabinet et expulsé de son caucus des femmes qui avaient eu le courage de lui tenir tête et de dire la vérité aux personnes au pouvoir. Cette situation a fait l'objet du Rapport Trudeau II, dans lequel il a été trouvé coupable d'un manquement aux lois en matière d'éthique lorsqu'il s'est ingéré dans la poursuite visant ses amis bien placés chez SNC-Lavalin.

Le même mandat des libéraux a vu la publication du Rapport Trudeau I, dans lequel le premier ministre a été trouvé coupable d'avoir enfreint les lois en matière d'éthique avec son voyage illégal sur l'île d'un milliardaire, et maintenant, voilà où nous en sommes. Les Canadiens ont confié un mandat réduit aux libéraux et ils leur ont donné un avertissement. Ils ont restreint leur marge de manœuvre, mais le premier ministre fait encore une fois l'objet d'une enquête du commissaire à l'éthique.

Pendant que ces enquêtes se poursuivaient et que l'image du gouvernement était ternie, le premier ministre a fermé le Parlement. Il l'a prorogé, rompant la promesse que les libéraux avaient fait de ne jamais le faire. En fait, le premier ministre a manifesté dans les rues contre la prorogation, affirmant qu'il n'y aurait jamais recours et qu'il n'essaierait jamais d'éviter de rendre des comptes.

Qu'est-ce que les libéraux ont fait pendant six semaines, à part ne pas rendre de comptes? Ils n'ont pas préparé de plan. Ils n'ont pas consulté les parties concernées et les partis d'opposition. Ils n'ont pas prévu de mesures pour fournir aux Canadiens l'aide dont ils ont besoin. Alors que tous les alliés ont déjà approuvé des tests de dépistage rapide, le Canada est entré dans la deuxième vague. Après des semaines de pression de la part de l'opposition, après le retour sur la Colline et la réouverture des portes à la suite de la fermeture du Parlement, nous faisons maintenant pression pour avoir des tests de dépistage rapide. Nous en parlions en mars dernier et nous attendons encore que le premier ministre nous dise où ils se trouvent. Le gouvernement en a acheté au coût de 7,9 millions de dollars, mais ils n'étaient pas approuvés; pas plus tard que le lendemain, ils recevaient le feu vert.

Nous demandons ces tests, mais ni le gouvernement ni les Canadiens n'y ont accès encore. Le premier ministre dit qu'il faudra attendre encore quelques semaines. Combien d'écoles fermeront leurs portes dans les prochaines semaines pendant que les Canadiens attendent les tests? Combien de lieux de travail fermeront? Combien d'éclosions se produiront? Encore une fois pendant la pandémie, le premier ministre démontre son manque de leadership.

Les Canadiens méritent mieux. Le premier ministre avait parlé de quelques semaines, et il les a eues. Il a disposé en fait de six semaines. Or, les libéraux ont dû adopter à la hâte les réformes de la Prestation canadienne d'urgence, parce qu'ils ne s'étaient pas préparés. Ils n'ont pas profité de ces six semaines. Le premier ministre s'est caché.

Parlons du programme d'aide d'urgence pour le loyer commercial, qui s'est avéré, bien franchement, un désastre. Il tire maintenant à sa fin. Rien n'a été inscrit au Feuilleton des avis pour le remplacer. Aucun plan n'est en place. Les libéraux ont abandonné les entreprises. Malgré les exhortations des groupes d'entreprises, des propriétaires de petites entreprises et des partis de l'opposition, plusieurs programmes mis sur pied par le gouvernement prévoyaient des critères souvent très stricts et excluaient ainsi de nombreux Canadiens. De nombreux résidents de ma localité n'ont d'ailleurs pu remplir les conditions requises pour un seul programme.

Malgré la période de six semaines dont ont disposé les libéraux, le discours du Trône n'était pas du tout à la hauteur des attentes de la population canadienne. Ce que nous avons vu, et ce qui a été démontré aux Canadiens, c'est l'importance de la Chambre, l'importance d'avoir une démocratie parlementaire et de faire contrepoids au pouvoir du gouvernement. Le travail accompli par les députés de l'opposition est essentiel au fonctionnement de notre démocratie. Les Canadiens sont mieux servis lorsque nous accomplissons notre travail, lorsque le Parlement fait le sien et lorsque les comités s'acquittent de leurs tâches. C'est ce que nous continuerons de faire.

En tant qu'opposition officielle, le Parti conservateur du Canada continuera de demander des comptes au gouvernement. En tant que gouvernement en puissance, le moment venu, le Parti conservateur du Canada tirera des leçons de la pandémie et continuera d'être là pour les Canadiens.

L'Adresse

• (1150)

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue représente la circonscription voisine de la mienne et je passe sur son territoire lorsque je prends la route pour Ottawa. Il est très agréable de traverser cette région en voiture.

D'entrée de jeu, je remercie le député d'avoir fait confiance au gouvernement. Lors du vote qui a eu lieu aux petites heures du matin hier, la Chambre s'est prononcée sur un projet de loi qui comprenait une motion de confiance. Le député est parfois très dur à l'égard du gouvernement. Il n'hésite jamais à dire ce qui devrait être changé ou fait différemment. Toutefois, au bout du compte, lorsqu'il s'est agi de voter pour appuyer les Canadiens, le député a accordé sa confiance au gouvernement. C'était vraiment inspirant à voir malgré ce que nous avons entendu aujourd'hui.

Pour ce qui est des tests rapides dont il a fait mention, nous savons que la meilleure chose à faire est de laisser Santé Canada, qui possède l'expertise en la matière, prendre ces décisions. De telles décisions ne doivent pas être prises par des politiciens.

Si le député avait été dans la position de la ministre de la Santé, aurait-il fait un choix comme politicien ou se serait-il fié à l'avis d'experts dans le domaine?

M. Michael Barrett: Monsieur le Président, je suis heureux d'entendre que j'inspire le député. C'est le rôle de tout bon député de l'opposition d'inciter les députés ministériels à faire mieux.

C'est en mars, lorsque le premier ministre a parlé de tests rapides, quand ces appels ont été passés, qu'il aurait fallu agir. La ministre de la Santé aurait dû se pencher sur nos accords commerciaux et réfléchir à l'obligation qu'a le Canada de reconnaître l'homologation des équipements médicaux approuvés dans ces domaines de partenariat pour être en mesure de se servir de ces dispositifs et en tirer parti au profit de la santé et de la sécurité des Canadiens.

C'est ce que le gouvernement aurait dû faire. C'est ce qu'il devrait faire à l'avenir.

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais entendre mon collègue au sujet de la mention des infrastructures dans le discours du Trône.

Nous avons entendu que le gouvernement fédéral voulait investir dans tous les types d'infrastructures d'ici les deux prochaines années. Ce matin, nous avons entendu le premier ministre annoncer un plan de 10 milliards de dollars sur trois ans. On n'a pas mentionné s'il avait consulté les provinces et les territoires ni s'il y aura un transfert.

Est-ce que mon collègue déplore le fait que le gouvernement fédéral a omis de consulter les provinces au sujet de domaines de compétences partagées, tout comme le déplore le Bloc québécois?

[Traduction]

M. Michael Barrett: Monsieur le Président, nous avons ce discours du Trône, qui prouve qu'en maintes occasions, il n'y a pas eu de consultations adéquates, ou du moins que le gouvernement n'a pas tenu compte des résultats de ses propres consultations avec les provinces. C'est perturbant.

L'Adresse

Je sais qu'ici, en Ontario, tout comme au Québec, les ordres inférieurs, les municipalités et la province demandent que certains projets d'infrastructure soient menés à bien, mais le gouvernement brille par son absence. L'Ontario a signé des accords bilatéraux avec le gouvernement fédéral qui nécessitent sa participation, mais il lui faut du temps pour passer à l'action.

Le gouvernement a fait une annonce ce matin, qui fera les gros titres, je le sais; mais, voir le lancement effectif des travaux, c'est une autre paire de manches. Le gouvernement parle beaucoup, mais on voudrait le voir agir. Avant de faire ce genre d'annonces, il devrait se concerter avec les provinces.

Mme Laurel Collins (Victoria, NPD): Monsieur le Président, le député a parlé de scandales et de manquements à l'éthique, et du fait que le gouvernement a prorogé le Parlement afin d'éviter de rendre des comptes.

J'aimerais souligner une des nombreuses conséquences de ce geste: les 900 millions de dollars promis à UNIS qui devaient servir aux étudiants. Lorsque les libéraux ont été pris, cette aide destinée aux étudiants s'est évaporée. Les étudiants attendent toujours. Ils ont toujours de la difficulté à payer leur loyer, leurs frais de scolarité et leur épicerie.

Le député convient-il que, dans sa tentative visant à faire oublier le scandale d'UNIS, le gouvernement a aussi oublié les étudiants?

M. Michael Barrett: Monsieur le Président, le gouvernement a totalement laissé pour compte les étudiants. Il a aussi laissé pour compte bien d'autres Canadiens.

Cette somme — les 912 millions de dollars — aurait pu donner des résultats si elle avait été investie, par exemple dans le programme annuel Emplois d'été Canada. Cette somme, de près de 1 milliard dollars, aurait pu servir à financer adéquatement un programme qui existait déjà.

Le gouvernement a raté là une belle occasion d'investir dans les étudiants. Il a plutôt décidé de prendre soin d'amis des libéraux et d'initiés bien branchés, laissant ainsi tomber les Canadiens.

• (1155)

M. Arif Virani (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.): Monsieur le Président, d'abord, j'aimerais signaler que je vais partager mon temps de parole avec la députée de Don Valley-Est.

Avant de prononcer mon discours, j'aimerais remercier un groupe très important: les citoyens de ma circonscription.

Je remercie les travailleurs essentiels, qui remplissent les tablettes dans les épicerie et les dépanneurs, qui offrent des services de covoiturage Uber, qui livrent les commandes de restaurant ou qui veillent à ce que nos quartiers et nos écoles demeurent des lieux propres et sécuritaires.

Je remercie les professionnels de la santé, comme ceux du centre de santé St. Joseph, qui traitent courageusement les personnes atteintes de COVID-19, ainsi que ceux qui fournissent des soins de santé aux personnes vulnérables. Je pense notamment à Angela Robertson et à son équipe du centre de santé communautaire Parkdale Queen West, qui sont aux premières lignes de la crise des opioïdes.

Je remercie mes voisins dans le quartier Roncesvalles Village, qui, comme tant d'autres dans Parkdale—High Park, se sont organisés pour livrer des commandes d'épicerie aux personnes en quarantaine qui ont reçu un résultat de test positif.

Je remercie les musiciens et les artistes de notre collectivité, comme Jordan Isaac, qui ont pris à cœur l'idée de combattre l'isolement et la solitude en donnant des sérénades aux personnes âgées sur leur balcon dans des établissements de soins de longue durée, dont le Elm Grove Living Centre, ainsi que les travailleurs des organisations qui comptent des personnes âgées parmi leur clientèle, comme l'association interculturelle de Parkdale, CultureLink et le centre d'information communautaire de Parkdale, qui s'occupent de la santé mentale et du bien-être des aînés tout au long de la pandémie.

Je remercie les travailleurs qui sont en première ligne pour lutter contre la flambée de cas de violence familiale causés par la pandémie, des gens comme Abi Ajibolade et son équipe du refuge Redwood, qui font des heures supplémentaires pour assurer la sécurité des femmes et des enfants.

Je remercie les petites entreprises qui, même si elles peinent à se maintenir à flot dans la pénible situation actuelle, ont trouvé le moyen de se montrer reconnaissantes envers leurs employés. C'est le cas d'Indie Alehouse, qui a créé l'ale Stay Home. Les produits de la vente de cette bière servent à soutenir les employés de l'entreprise. Je remercie également les entreprises qui se montrent généreuses envers les collectivités au moyen d'activités de financement. Je pense notamment à Barque, qui a fourni de la nourriture aux travailleurs de première ligne, à Cici's Pizza, qui a recueilli des fonds pour les banques alimentaires dans Parkdale ainsi qu'à Scout, qui a fait de même dans Roncesvalles Village.

Je tiens à remercier les organismes n'ayant ménagé aucun effort pour remédier au grave problème de l'insécurité alimentaire, qui a toujours existé, mais qui est particulièrement criant depuis le début de la pandémie. Je remercie particulièrement le Centre culturel canado-tibétain, qui a mis sa cuisine industrielle à la disposition de Jagger Gordon de Feed it Forward, afin qu'ils conjuguent leurs efforts pour livrer des repas aux gens dans le besoin avec l'aide de la Tibetan Women's Association of Ontario.

Je veux aussi remercier les militants dans ma circonscription qui n'ont cessé d'attirer l'attention sur des sujets comme la lutte contre les changements climatiques, la crise du logement, et plus récemment, le mouvement continental de lutte contre la discrimination systémique et le racisme anti-Noirs et anti-Autochtones. Je remercie des gens comme Debbie King, Ayan Kailie et Alexa Gilmore.

Comme le premier ministre l'a mentionné, l'histoire du Canada en est une de gens ordinaires qui ont accompli des choses extraordinaires. C'est le cas des habitants de Parkdale—High Park, que je suis fière de représenter ici à Ottawa. Si je vous parle des qualités et des réalisations des gens de ma circonscription pendant la pandémie, c'est aussi pour souligner ce que leurs gestes nous ont révélé à cette occasion, soit les failles et les points faibles de notre tissu social et les occasions que nous avons de le renforcer.

Permettez-moi maintenant de vous parler du discours du Trône et des priorités qui s'y trouvent pour la prochaine session du Parlement et pour notre pays.

L'Adresse

La première de nos priorités est d'anéantir le coronavirus parce que c'est indispensable à la reprise économique. Voilà pourquoi fournir les services de santé rendus nécessaires par la présence du virus constitue le premier pilier décrit dans le discours du Trône, ce qui implique que des sommes importantes doivent être consacrées notamment aux chaînes d'approvisionnement canadiennes d'équipement de protection individuelle ainsi qu'aux activités de recherche-développement pour produire un vaccin canadien. Le premier pilier suppose aussi qu'il faille se procurer les vaccins prometteurs qui seront produits à l'étranger, en plus de fournir 19 milliards de dollars aux provinces et aux territoires, comme nous l'avons déjà fait, pour stimuler la relance sécuritaire de l'économie. Voilà qui est fondamental, car nous ne pouvons pas mettre en œuvre un plan économique si nous n'avons pas de plan sanitaire. Aucune reprise économique n'est possible sans cela.

Un autre thème que j'aimerais aborder est celui de ce que j'ai appris des résidants de ma circonscription et de ce que m'enseigne mon expérience comme député et comme secrétaire parlementaire: le plan de reprise économique doit commencer par les femmes. Nous sommes au beau milieu d'une « récession au féminin ». Nous devons en faire une « reprise au féminin », c'est-à-dire une reprise économique qui mise sur les femmes. Ces expressions, inventées au cours des derniers mois, sont très à propos pour décrire la situation actuelle du Canada. Voilà pourquoi, dans le discours du Trône, le gouvernement s'engage très activement à favoriser la participation plus proactive des femmes à la reprise économique et à créer un plan d'action pour les femmes qui a pour but de susciter leur pleine participation à l'économie.

Le discours du Trône promettait aussi de créer un réseau national de garderies — et il en a d'ailleurs beaucoup été question depuis quelques jours. D'aucuns diront que ce n'est pas la première fois qu'ils l'entendent, celle-là, et voudront savoir pourquoi cette fois-ci serait la bonne. Je comprends leur frustration. Je me rappelle moi aussi certains engagements pris par les gouvernements avant nous. Ce qui compte, aujourd'hui, c'est que, pour la première fois en 16 ans, un gouvernement fédéral a inscrit dans un discours du Trône ou un énoncé budgétaire que la garde des enfants constitue une priorité nationale. Il s'agit d'un engagement de taille, et ce qui m'intéresse aujourd'hui, c'est l'importance de cet engagement et la vigueur avec laquelle il a été renouvelé.

● (1200)

De quoi est-ce que je parle, au juste? Pour être bien honnête, je parle des gens comme moi. Depuis trop longtemps, la notion même d'un réseau national et universel de garderies est considérée comme la chasse gardée des femmes en âge de procréer — les critiques diraient qu'il s'agit d'un dossier qui n'intéresse que les femmes de 25 à 35 ans.

Or, s'il y a une chose que la pandémie nous a apprise, à nous qui devons désormais travailler de la maison tout en gardant un équilibre précaire entre le boulot, le conjoint malade et les enfants, c'est que le système actuel ne fonctionne pas. Nous avons besoin de services de garde de qualité. En créant un réseau national et universel de garderies, nous pourrions honorer l'une des promesses que nous avons faites le plus souvent, à savoir aider les femmes à participer pleinement à l'économie. L'heure est venue d'avancer, et c'est une bonne chose que les hommes, qui ont appris les leçons de la pandémie, embarquent eux aussi dans le projet.

Le troisième enjeu, c'est que nous ne pouvons pas nous remettre de ce virus ni même nous préparer au prochain — et il se peut é-

fectivement qu'il y en ait un autre — lorsque l'isolement et la quarantaine à la maison sont essentiels, mais que trop de gens n'ont pas d'endroit sûr où s'isoler, c'est-à-dire un chez-soi, comme on dit souvent.

Il faut s'occuper de la question du logement. Le logement doit faire partie d'un plan visant à rebâtir, et à rebâtir en mieux. Cela passe par l'accès à la propriété, la location de logements abordables et l'offre de logements supervisés. Ces trois volets de la Stratégie nationale sur le logement ont été annoncés il y a trois ans, avec un financement de plus de 50 milliards de dollars. Ce qui est tout nouveau, c'est qu'au cours des deux dernières semaines, nous nous sommes engagés à investir 1 milliard de dollars dans l'industrie pour la création rapide de logements, ce qui permettra en outre de construire rapidement des maisons modulaires pour les personnes qui ont désespérément besoin d'un logement dès maintenant. Ce sont des besoins que la pandémie a fait ressortir, comme me l'ont expliqué mes concitoyens, et ce sont des pas dans la bonne direction, c'est-à-dire là où les besoins sont les plus criants.

Je représente une circonscription de Toronto. Comme c'est le cas dans beaucoup d'autres centres urbains du Canada, l'itinérance est un grave problème à Toronto. C'est une crise qu'il faut régler. Quand les gens ne trouvent pas à se loger, quelque chose ne va pas. En plus de ne pas pouvoir prendre soin d'eux-mêmes, ils ne peuvent pas freiner la propagation du virus. Nous passons donc à la vitesse supérieure dans la lutte à l'itinérance. Nous allons nous engager à éliminer complètement l'itinérance chronique. Notre gouvernement s'était déjà engagé à la réduire d'environ 50 % sur plusieurs années, et nous déclarons maintenant que cela ne suffit pas. Nous augmentons donc le niveau de priorité de cet enjeu et nous prenons l'engagement audacieux d'éliminer complètement l'itinérance chronique.

Le quatrième enjeu, c'est que la relance doit servir à rebâtir non seulement en mieux, mais aussi de façon plus écologique. Les gens ont été fascinés de voir, pendant la pandémie, la réduction de l'empreinte carbonique, la présence accrue d'animaux autour de nous, et ainsi de suite. Ils sont aussi préoccupés par l'utilisation des contenants de plastique à usage unique, qui a grimpé en flèche depuis le début de la pandémie. Nous nous attaquons à ce problème sur deux fronts: nous prenons des engagements en matière de conservation, et nous réitérons notre engagement d'interdire les plastiques à usage unique nocifs.

Par ailleurs, nous tenons compte de l'évolution de l'économie, et nous tentons de déterminer comment assurer une transition équitable pour les travailleurs afin de promouvoir l'économie verte, notamment en misant sur la technologie et les infrastructures propres ainsi que sur les véhicules sans émissions. Dans le cadre de notre plan visant à créer un million d'emplois au pays, nous voulons mettre à contribution cette nouvelle économie, une économie plus verte, et nous allons poursuivre la tarification de la pollution, un engagement important que nous avons réaffirmé dans le discours du Trône.

Le dernier thème dont je vais parler est l'engagement à mettre fin au racisme systémique et à lutter contre la discrimination, ce qui est essentiel, étant donné ce que nous avons vu aux États-Unis et ce que nous voyons au Canada. C'est un objectif qui me tient personnellement à cœur et pour lequel j'ai milité pendant toute ma vie adulte. Je suis heureux de voir que des gens de tous les milieux, de toutes les origines raciales et de tous les groupes du Canada s'y intéressent.

L'Adresse

Les gens veulent voir du changement. De quels changements s'agit-il? Nous redoublons d'efforts pour promouvoir la réconciliation. Nous travaillons fort pour favoriser la diversité dans les marchés publics. Nous allons lutter contre la surreprésentation de certains groupes dans les prisons et les établissements correctionnels en réaffectant des ressources et en misant sur la réadaptation. Nous allons mettre en place des normes concernant l'usage approprié de la force et combattre la haine en ligne, un dossier dont j'ai eu le privilège de m'occuper tout l'été en tant que secrétaire parlementaire. Nous répondons aux besoins des aînés en créant des normes nationales et en apportant des modifications au Code criminel pour renforcer les dispositions visant la négligence envers les aînés.

Tous ces thèmes indiquent que nous sommes à l'écoute. Nous écoutons ce que les Canadiens nous disent pendant cette pandémie et à mesure que nous luttons contre cette pandémie. Leurs observations ont donc orienté nos priorités. Ce sont là des initiatives importantes qui, je l'espère, seront appuyées par tous les partis, et il me tarde de travailler avec les députés d'en face pour concrétiser ces visions audacieuses.

• (1205)

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP): Madame la Présidente, un sujet que je veux aborder et qui touche de nombreuses petites entreprises dans ma circonscription est l'aide au loyer commercial, une aide nécessaire.

J'ai été heureux de voir que le gouvernement s'est engagé à prolonger la subvention salariale, car nous savons que les petites entreprises ont deux coûts fixes importants, l'un étant la main-d'œuvre, et la Subvention salariale d'urgence viendra les aider à cet égard, mais il y a aussi le loyer commercial. Le problème que beaucoup d'entre elles ont dans ce cas est qu'elles n'ont pas d'option lorsqu'elles ont un propriétaire non coopératif qui ne veut pas avoir recours au programme.

J'avais une entreprise dans ma communauté appelée Sports Traders. Elle a été en activité pendant 25 ans et était une membre solide de notre communauté de petites entreprises à Duncan, mais elle a fait faillite en raison d'un propriétaire non coopératif.

J'aimerais entendre ce que le secrétaire parlementaire a à dire sur la façon dont le gouvernement compte s'y prendre pour corriger les failles du programme afin que les locataires ne dépendent plus des propriétaires pour obtenir du financement.

M. Arif Virani: Madame la Présidente, je remercie le député d'en face pour sa contribution à la Chambre durant la législature actuelle, ainsi qu'au cours de la législature précédente.

La question des loyers n'est pas simple. Je le dis en toute franchise. Étant donné le partage des pouvoirs prévu par la Constitution, il faut que les provinces participent activement au processus. Certaines provinces se sont montrées enclines à collaborer, d'autres, non. Cela constitue un défi. Lorsqu'il s'agit de l'aide au loyer, nous tentons de mettre en place des programmes qui inciteraient les propriétaires à y participer et les provinces à coopérer. La subvention salariale dont le député a parlé constitue aussi une mesure importante.

Le discours du Trône contient aussi des engagements sur l'élargissement du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes. Il s'agit d'un programme qui repose en partie sur des subventions, c'est-à-dire qu'une portion de 25 % de l'aide accordée prend la forme d'une subvention et que le reste est un prêt sans intérêt, afin

d'aider les petites entreprises à surmonter les obstacles liés à la pandémie.

M. Pat Kelly (Calgary Rocky Ridge, PCC): Madame la Présidente, je poursuivrai dans la même veine en demandant au député de nous parler des nombreux échecs qu'on a constatés dans les programmes qu'il a mentionnés.

Le gouvernement parle d'élargir le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, mais il n'a pas encore réglé les problèmes qui ont été soulevés. Le gouvernement a déjà reconnu ces problèmes et il a promis de s'en occuper. Malgré tout, ces problèmes ne sont pas encore résolus. Plusieurs propriétaires de petites entreprises n'ont toujours pas accès à ce programme. Le programme d'aide pour le loyer commercial, qui a fait l'objet de la question précédente, a pris fin hier dans un échec retentissant, mais le discours du Trône ne le mentionne même pas. Tous ces problèmes constituent des échecs auxquels le gouvernement n'a toujours pas remédié.

Le député peut-il nous parler des problèmes auxquels le gouvernement doit faire face, peu importe les nouveaux programmes annoncés dans le discours du Trône?

M. Arif Virani: Madame la Présidente, les petites entreprises font face à de nombreux problèmes partout au pays. C'est indéniable. L'observation sur la nécessité de peaufiner les programmes est aussi tout à fait juste, mais il ne faut pas oublier la nature dynamique du processus. Quand des programmes sont mis en œuvre en 8 à 18 jours, alors qu'il faudrait normalement de 8 à 18 mois pour y arriver, il y aura inévitablement des lacunes, des omissions ou des trous.

Nous avons donc travaillé avec diligence, en collaboration avec la fonction publique, pour relever ces lacunes — nous avons écouté les parlementaires des deux côtés de la Chambre qui en avaient trouvé — et pour les corriger. Par exemple, nous avons étendu l'admissibilité, par rapport à la tranche supérieure et à la tranche inférieure, au compte d'urgence pour les entreprises.

En ce qui concerne l'aide au loyer, nous sommes tous très conscients que ce soutien est essentiel pour les petites entreprises faisant affaire avec des propriétaires qui ne veulent pas participer à ces programmes. Nous tentons maintenant de les améliorer afin d'inciter les propriétaires à y participer, mais, pour y arriver, il nous faut la coopération des provinces et celle des propriétaires eux-mêmes.

[Français]

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon honorable collègue de son discours.

Je suis extrêmement content d'entendre qu'il est très préoccupé par la question du logement. À Montréal, c'est une question très préoccupante depuis des années. Depuis le début de la pandémie, des gens font du camping sur la rue Notre-Dame, à Montréal. Ces gens dorment dans des tentes. La situation est donc vraiment très difficile.

Récemment, le gouvernement a annoncé une entente fédérale-provinciale relativement à la Stratégie nationale sur le logement, lancée il y a trois ans. Au Québec, il n'y avait rien eu. On aurait pu éviter cette catastrophe si l'argent avait été versé au Québec. L'entente a été signée, mais nous n'avons pas eu de détails. Un autre milliard de dollars a été lancé, mais nous n'avons pas eu de détails à cet égard non plus.

Mon honorable collègue peut-il nous garantir que l'argent va aider les gens qui dorment sur la rue Notre-Dame à trouver un logement?

• (1210)

M. Arif Virani: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

Nous allons fournir les détails du programme et verser les sommes nécessaires pour aider les gens de partout au Canada, pas seulement de Toronto et de Vancouver, mais aussi de Montréal et des autres villes du Québec.

Le problème du logement est un problème national qui exige une réponse nationale, incluant les détails que le député demande.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je veux rappeler aux députés que, quand la présidence mentionne que la question doit être brève, c'est parce qu'il ne reste qu'une minute. Nous prévoyons que les députés posent leur question en 30 secondes et que la réponse dure 30 secondes également. Je voulais simplement mentionner cela pour que les gens ne commencent pas à faire des discours qui durent une minute.

La députée de Don Valley-Est a la parole pour la reprise de débat.

Mme Yasmin Ratansi (Don Valley-Est, Lib.): Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui pour appuyer le discours du Trône. Le 13 mars 2020, le Parlement a été fermé et, dans les jours qui ont suivi, en consultation avec les premiers ministres de tout le Canada, une stratégie a été élaborée pour mettre un frein à la crise de la COVID-19.

Nous étions en territoire inexploré. On a demandé aux entreprises de fermer et aux employés de rester chez eux. Durant ces temps sans précédent, le premier ministre et notre gouvernement ont dû rapidement préparer un plan pour que les Canadiens puissent mettre de la nourriture sur la table et payer leur loyer, et pour que leurs entreprises puissent survivre.

[Traduction]

Le gouvernement a mis en place la Prestation canadienne d'urgence pour aider d'abord et avant tous les gens les plus vulnérables. Il est venu en aide aux entreprises en créant la Subvention salariale d'urgence du Canada, qui a permis aux employés de conserver leur emploi et aux entreprises de rester ouvertes.

Le gouvernement a mis en place différents programmes d'aide pour les entreprises, notamment le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes et l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial. De nombreuses entreprises dans ma circonscription, surtout celles dans l'industrie du divertissement et du tourisme, ont remercié le gouvernement d'avoir mis en place la subvention salariale d'urgence, car elle leur a permis de conserver leurs employés. Nous savons que plus de quatre millions de personnes sont retournées sur le marché du travail. La décision du gouvernement de prolonger les prestations de la subvention salariale d'urgence jusqu'en octobre prochain est une bonne nouvelle pour les employés et les employeurs.

Le gouvernement a bonifié l'Allocation canadienne pour enfants pour venir en aide aux familles avec des enfants. Le gouvernement a accordé un paiement unique et non imposable aux personnes âgées admissibles au Supplément de revenu garanti et à la Sécurité de la vieillesse. Cela a permis d'aider plus de 6,7 millions de per-

L'Adresse

sonnes âgées. En avril, le gouvernement a également offert un paiement spécial ponctuel, de 400 \$ à 600 \$, au titre du crédit pour la TPS aux personnes âgées à faible revenu ou à revenu modeste.

Beaucoup de Canadiens m'ont écrit pour me dire que les investissements concrets qui ont été réalisés par le gouvernement ont permis de diminuer leurs difficultés financières.

[Français]

Dans l'assemblée publique virtuelle que j'ai organisée pendant la pandémie, les commentaires que j'ai reçus de mes électeurs de Don Valley-Est ont permis de peaufiner de nombreux programmes. Je tiens à remercier tous mes électeurs de leur contribution, qui a été intégrée au discours du Trône. Mes électeurs seront heureux de constater que la reprise post-pandémie décrite dans le discours du Trône concilie les besoins d'équité, de durabilité, de responsabilité environnementale et de prudence financière.

[Traduction]

Lorsque le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes est arrivé à échéance, le gouvernement s'est assuré que les bénéficiaires qui ne sont pas en mesure de se trouver un travail reçoivent des prestations de l'assurance-emploi. Encore une fois, je remercie les résidents de Don Valley-Est de leurs commentaires en vue de garantir que le régime d'assurance-emploi reflète les réalités du XXI^e siècle.

Le gouvernement, qui se soucie du bien-être de l'ensemble de la population canadienne, s'est servi de ses excellents atouts financiers pour venir en aide à tous les Canadiens, contrairement au gouvernement précédent qui, lors de la crise financière de 2008, a accordé des réductions d'impôts ciblées aux plus riches et a imposé l'austérité aux Canadiens de la classe moyenne et aux Canadiens à faible revenu.

Comment le gouvernement actuel a-t-il réussi à investir dans les gens? Selon l'économiste principal de Marchés des capitaux CIBC, lors de l'avènement de la COVID-19, le Canada était en meilleure posture financière que tous les autres pays du G7. Dans mon autre vie, lorsque je faisais des restructurations...

• (1215)

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): L'honorable députée de Shefford nous informe qu'il y a des problèmes d'interprétation.

[Traduction]

Nous allons attendre un instant. Voilà, ça fonctionne maintenant.

La députée de Don Valley-Est a la parole.

Mme Yasmin Ratansi: Madame la Présidente, le gouvernement, qui se soucie du bien-être de l'ensemble de la population canadienne, s'est servi de ses excellents atouts financiers pour venir en aide à tous les Canadiens, contrairement au gouvernement précédent qui, lors de la crise financière de 2008, a accordé des réductions d'impôts ciblées aux plus riches et a imposé l'austérité aux Canadiens de la classe moyenne et aux Canadiens à faible revenu.

L'Adresse

Comment le gouvernement actuel a-t-il réussi à investir dans les gens? Selon l'économiste principal de Marchés des capitaux CIBC, le Canada a commencé la pandémie de COVID-19 en excellente posture financière comparativement aux autres économies du G7. Dans mon ancienne vie, lorsque je faisais des restructurations d'entreprises, j'ai appris que, lorsqu'on investit dans les gens, on obtient un rendement de 100 % sur cet investissement. La meilleure façon d'assurer la solidité de l'économie est de garder les Canadiens en santé.

La COVID-19 a révélé que les femmes, en particulier celles qui travaillent en première ligne, sont celles qui subissent le gros du stress et des pertes d'emplois. Selon l'OCDE, 56 % des femmes travaillent dans les cinq secteurs suivants: prestation de soins, travail à la caisse, restauration, nettoyage et travail de bureau, et 71 % d'entre elles ont perdu leur emploi. Ce ne sont pas que des statistiques, c'est la réalité vécue par de nombreuses femmes, y compris dans ma circonscription. Les femmes, ainsi que les Canadiens racialisés, les jeunes et les personnes handicapées, vivent un retour au travail plus lent et ont des perspectives d'emploi moins bonnes. C'est inacceptable.

Pour que les femmes retournent au travail, nous avons besoin d'un système de garde d'enfants abordable. J'aimerais rappeler à la Chambre qu'en 2006, le gouvernement de Paul Martin avait établi une stratégie nationale sur les garderies, signée par l'ensemble des provinces et des territoires. Ce plan progressif aurait permis la création d'un réseau de garderies abordables pour tous les Canadiens dès l'avant-dernière décennie, et nous serions en meilleure posture aujourd'hui. Malheureusement, le gouvernement Harper a déchiré l'entente durement acquise, et les parents et enfants subissent les conséquences de cette décision de gouvernement sans cœur.

Nous devons nous doter d'un programme audacieux à l'avenir. Voilà pourquoi notre gouvernement et la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées ont instauré trois nouveaux programmes: la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique, le Crédit canadien pour aidant naturel et la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique. Ces programmes s'adresseront aux personnes œuvrant dans l'économie des petits boulots, aux travailleurs autonomes, aux employés contractuels ainsi qu'aux personnes qui n'ont pas droit aux prestations d'assurance-emploi.

La COVID-19 a mis au jour l'insécurité alimentaire. Notre gouvernement a pris les devants et a versé 100 millions de dollars à différentes banques alimentaires. Il y a quelques semaines, à l'occasion d'une réunion par vidéoconférence avec des organismes dans l'ensemble de Don Valley-Est, je me réjouissais d'annoncer que nous avions reçu un financement d'urgence de 2 millions de dollars. Cette somme servira à améliorer la distribution de nourriture.

Pour réduire l'isolement des personnes âgées, nous avons octroyé un montant de 9 millions de dollars à Centraide. Pour aider les étudiants à surmonter cette pandémie, nous avons créé la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants, qui a soutenu plus de 650 000 étudiants. Par l'entremise d'Emplois d'été Canada, nous avons été capables d'aider les entreprises et les étudiants à réduire leur fardeau économique attribuable à la pandémie.

Au cours de la crise, des images horribles nous sont parvenues des établissements de soins de longue durée, où le taux de mortalité était le plus élevé. Il s'agit d'une responsabilité provinciale. La COVID-19 a eu l'effet d'un révélateur: les provinces où les établissements de soins de longue durée étaient mal financés et où l'on avait

laissé le secteur privé faire à sa guise se sont retrouvées avec les taux de mortalité les plus élevés.

Le premier ministre a fait preuve de leadership et a travaillé avec les provinces afin d'assurer un financement de 2 milliards de dollars pour réduire le stress et offrir un environnement sûr aux intervenants de première ligne. Je tiens à remercier tous les intervenants de première ligne de leur travail altruiste pour assurer la sécurité des Canadiens.

En outre, grâce à l'Accord sur la relance sécuritaire, notre gouvernement a versé plus de 19 milliards de dollars aux provinces et territoires afin de relancer leurs économies respectives de façon sécuritaire. Ces fonds doivent servir entre autres à aider les personnes les plus vulnérables, à investir dans les services de garde d'enfants, à accroître le nombre de tests, à améliorer le traçage des contacts et à fournir de l'équipement de protection individuelle.

Les agriculteurs ne doivent pas être oubliés, eux qui se sont assurés que les Canadiens avaient accès à de la nourriture. Les conservateurs ont menti en prétendant qu'aucun député libéral ne s'était rendu dans une exploitation agricole. C'est absurde.

Le 9 septembre, je me suis rendue dans la ferme familiale Sculthorpe située à Port Hope, en Ontario. Des membres de l'Ontario Cattlemen's Association m'ont accompagnée. Les Sculthorpe élèvent du bétail engraisé au fourrage. Les agriculteurs comme les Sculthorpe font un travail important afin de produire du bœuf de manière durable pour les marchés canadien et étrangers.

Contrairement à ce qu'affirme l'opposition, le gouvernement actuel a consacré des millions de dollars à la production bovine. En Alberta seulement, 8,3 millions de dollars ont été accordés à six projets qui aideront à soutenir l'industrie du bœuf canadienne, qui est de classe mondiale.

● (1220)

Investir dans l'agriculture, un secteur qui contribue grandement à l'économie, est important. Les sommes allouées aideront les producteurs à devenir plus compétitifs et leur fourniront les outils dont ils ont besoin pour que leur exploitation reste viable et pour qu'ils continuent d'innover.

Contrairement à ce qu'a déclaré le chef de l'opposition, la pandémie a uni les Canadiens. Les gens de ma circonscription mettent la main à la pâte et donnent leur point de vue, quelle que soit leur allégeance politique. Ils veulent que le gouvernement poursuive son bon travail.

J'exhorte tous les députés à faire preuve de leadership et à ne pas tomber dans la petite politique. Les gens sont unis, pas divisés, et il est essentiel que nous gardions cela à l'esprit.

Vu la recrudescence de la COVID-19, j'exhorte les résidents de Don Valley-Est et tous les autres Canadiens à télécharger dans leur téléphone l'application Alerte COVID, qui donne de l'information au gouvernement pour ralentir la propagation.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Le temps de parole de la députée est écoulé. Je suis certaine qu'elle sera en mesure de continuer ce qu'elle a à dire en réponse aux questions et aux observations.

L'Adresse

[Français]

Mme Louise Chabot (Thérèse-De Blainville, BQ): Madame la Présidente, depuis notre retour à la Chambre, après la prorogation, j'écoute les discours des divers députés du gouvernement libéral.

Dans ces beaux discours, on a l'air de faire un bilan, mais on oublie quelque chose: l'épreuve des faits. On vante les mérites de la PCU, mais, faut-il rappeler que, si le gouvernement libéral avait agi dès 2016, alors qu'il avait le mandat de réformer totalement notre régime de filet social de l'assurance-emploi, on n'en serait pas là?

Quand on parle des femmes et de l'équité, faut-il rappeler que la Loi sur l'équité salariale, qui a reçu la sanction royale, n'est toujours pas en vigueur?

Faut-il se rappeler que l'aide accordée aux aînés n'est pas une aide récurrente et pérenne? C'est un montant unique. On n'a pris aucun engagement pour la suite.

Je termine en disant que, pour les agriculteurs, là aussi on vante les millions de dollars octroyés. Comment s'est-on occupé de la gestion de l'offre avant aujourd'hui? Mieux vaut prévenir.

J'aimerais avoir des réponses.

[Traduction]

Mme Yasmin Ratansi: Madame la Présidente, c'est parce que nous avons très bien géré l'économie que nous avons les moyens de donner de l'argent à la population. Des personnes ont perdu leur travail: les femmes qui avaient de petits boulots, qui étaient à leur compte ou qui travaillaient dans les restaurants. Il est important que nous nous occupions d'elles. Nous avons fait en sorte de n'oublier personne.

En ce qui concerne les agriculteurs, nous n'avons pas détruit la gestion de l'offre. Les députés devraient plutôt se rappeler le gouvernement précédent et poser des questions aux conservateurs.

M. Chris Lewis (Essex, PCC): Madame la Présidente, la députée affirme que les Canadiens sont unis, et non divisés.

Dans ma circonscription d'Essex, beaucoup de Canadiens sont divisés parce qu'ils se trouvent des deux côtés de la frontière. Je ne prétends absolument pas que nous devrions ouvrir nos frontières tout de suite, mais il faut faire preuve de compassion envers les nombreuses personnes qui sont séparées de leurs êtres chers, envers tous ceux qui sont obligés de choisir entre travailler de l'autre côté de la frontière ou rester avec leur famille à la maison.

La députée peut-elle convenir avec moi qu'une approche compatisante doit être adoptée pour réunir les familles et pour que les Canadiens puissent retrouver leurs êtres chers?

• (1225)

Mme Yasmin Ratansi: Madame la Présidente, le même problème existe dans ma circonscription. Nous avons eu des discussions avec le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, et des permissions ont été accordées. Si le député a des questions, il est important qu'il en parle au ministre, qui lui prêtera certainement une oreille attentive.

Mme Laurel Collins (Victoria, NPD): Madame la Présidente, combien de fois a-t-on mentionné les anciens combattants dans le discours du Trône? Pas une seule. Le rapport publié il y a tout juste quelques jours par le directeur parlementaire du budget confirme ce que les néo-démocrates disent depuis des années. Les anciens combattants n'obtiennent pas l'aide dont ils ont besoin.

Beaucoup d'anciens combattants de ma circonscription attendent depuis des années. Comment la députée peut-elle défendre un discours du Trône et un gouvernement qui continuent de négliger les anciens combattants?

Mme Yasmin Ratansi: Madame la Présidente, le comité des opérations gouvernementales et prévisions budgétaires, dont j'étais membre, s'est penché sur les questions liées aux anciens combattants. J'aimerais informer la députée que, si le gouvernement Harper n'avait pas fermé neuf bureaux de services aux anciens combattants et réduit le montant des fonds qui leur sont destinés, nous ne serions pas dans la situation actuelle. Comment cela a-t-il pu se produire? Le NPD a décidé de collaborer avec les conservateurs et a donné le pouvoir au gouvernement Harper.

Je pense donc que vous devez reconnaître que vous êtes responsable de la situation.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle de nouveau à la députée qu'elle doit adresser toutes ses questions et observations à la présidence et non aux députés eux-mêmes.

Nous reprenons le débat. Le député de Montarville a la parole.

[Français]

M. Stéphane Bergeron (Montarville, BQ): Madame la Présidente, je vous signale d'emblée que je vais partager mon temps de parole avec mon honorable collègue d'Abitibi—Témiscamingue.

Nous sommes ici pour débattre l'Adresse en réponse au discours du Trône. Or, nous devrions peut-être dans un premier temps nous demander pourquoi il y a eu un discours du Trône.

Le gouvernement n'avait même pas réalisé le début du commencement du programme législatif de son ancien discours du Trône, prononcé il y a un an à peine. De plus, le gouvernement a mis le Parlement sur la ligne de touche pendant des mois, l'empêchant de légiférer et donc de mettre en œuvre ce programme législatif. Pourquoi le gouvernement a-t-il tout d'un coup décidé de proroger le Parlement et de nous arriver avec un autre discours du Trône?

Nous devons évidemment nous remettre dans le contexte dans lequel nous nous trouvons au moment de la prorogation. Or que se passait-il à ce moment-là?

À l'époque, quatre comités parlementaires étaient en train de se pencher sur le scandale de l'organisme *WE Charity*, le gouvernement ne savait plus par quel bout prendre l'affaire, et la démission du ministre des Finances n'avait pas réussi à faire baisser la pression.

Dans pareille situation, comment faire baisser la pression, sinon en fermant complètement le Parlement? On l'avait déjà mis sur la ligne de touche pendant des mois, on décide maintenant de le fermer complètement. Les comités qui avaient commencé à travailler sur *WE Charity* se sont fait dire: aux douches, terminé, fini!

L'Adresse

Nous nous sommes dit qu'on faisait monter les enchères, que nous allions avoir un discours du Trône substantiel et qu'on allait nous annoncer quelque chose de nouveau puisqu'on n'avait même pas été capable de mettre en œuvre le programme législatif du précédent discours du Trône, prononcé à peine quelques mois auparavant. Nous nous sommes dit qu'on allait nous arriver avec quelque chose de costaud, d'autant plus qu'on nous annonçait aussi qu'il y aurait un discours à la nation, ce qui est une chose tout à fait exceptionnelle, un événement rarissime. Nous nous sommes donc dit que nous devions toutes et tous nous installer devant nos téléviseurs, car quelque chose d'absolument spectaculaire allait se passer.

Je me permets de faire remarquer à mes collègues que, depuis le début de la pandémie, les partis de l'opposition ont collaboré avec le gouvernement parce que nous nous disions que c'était ce qu'il fallait faire. Tous les partis s'en sont d'ailleurs mordu les doigts, sauf un. Or, le gouvernement en a profité pour se comporter en gouvernement majoritaire, faisant fi de l'apport positif qu'il pouvait recevoir du Parlement.

On a donc suspendu donc les travaux du Parlement, on nous a annoncé un discours du Trône, et nous voilà rivés à notre écran, sur le bout de notre chaise, à nous demander ce qui va être annoncé.

En fin de compte, nous n'avons rien eu que des niaiseries et des répétitions de ce qu'on nous avait dit l'année dernière. Le gouvernement nous a dit de nous laver les mains et de maintenir la distanciation sociale, et nous a annoncé exactement ce qu'il faisait déjà depuis des mois, c'est-à-dire qu'il se montrerait généreux pour tout le monde et sa sœur et qu'il distribuerait allègrement cet argent qu'il n'a pas, question de permettre au Canada de surmonter la crise.

Dieu sait qu'on a beaucoup de difficulté à surmonter cette crise jusqu'à présent, entre autres parce que, comme le soulignait ma collègue de Thérèse-De Blainville tout à l'heure, le gouvernement a été parfaitement incapable de faire son travail dans ses propres champs de compétence.

Quand est venu le temps de fermer les frontières, le gouvernement s'est encore une fois assis sur ses mains et on a perdu des semaines. Pendant ce temps, le virus, qui n'était pas encore présent dans la communauté, a pu s'insinuer sur le territoire. La réaction du gouvernement était tellement pitoyable que la mairesse de Montréal a dû envoyer des équipes à l'aéroport de Dorval pour servir des mises en garde aux voyageurs qui arrivaient au Canada. Ceci a duré au moins deux semaines.

• (1230)

Le gouvernement continue de distribuer de l'argent, mais les seuls avec lesquels il ne s'est pas montré prodigue et généreux sont les producteurs agricoles sous gestion de l'offre, malgré un engagement formel à les dédommager. Il est généreux avec tout le monde, mais pas avec les producteurs agricoles sous gestion de l'offre.

Il ne s'est pas montré généreux à l'égard des aînés. Il leur a donné des peccadilles. Si le gouvernement a une telle marge de manœuvre et s'il a le privilège de profiter d'une certaine prospérité, c'est grâce aux aînés. C'est à eux et à elles qu'il doit cette prospérité et il les a oubliés.

Pire, il a maintenant créé deux catégories d'aînés: les « jeunes aînés » et les « vieux aînés ». C'est comme si, entre 74 ans et quelques mois et 75 ans, il y avait une différence, comme par magie, lorsqu'on passait à l'âge de 75 ans. Tout à coup, on a besoin de plus d'aide.

Évidemment, le Québec et les provinces ont été négligés par le gouvernement en place. J'entendais hier le premier ministre, tout fier d'être heureux, nous dire que le gouvernement avait donné au début de la crise presque 1 milliard de dollars aux provinces pour faire face à la pandémie. Il s'agit de presque 1 milliard de dollars pour assurer que dix provinces et trois territoires sont en mesure de faire face à la pandémie. Je dis bien 1 milliard de dollars. Il était tout fier d'être heureux de nous annoncer cela.

Or, ce même gouvernement était prêt à donner 1 milliard de dollars à un organisme proche de la famille Trudeau pour la gestion d'un programme qui visait à rémunérer des gens qui feraient du bénévolat. D'abord, quelle est cette idée de rémunérer des gens pour faire du bénévolat? La définition même du bénévolat ne cadre pas avec l'idée de rémunérer les gens pour en faire. On voulait donner quelques millions de dollars en bonification à cet organisme pour lui permettre de gérer cela. Lorsqu'il s'agit de 1 milliard de dollars pour un organisme ami du gouvernement, ce n'est pas trop. En outre, le gouvernement prétend avoir été généreux en offrant 1 milliard de dollars pour soutenir les systèmes de santé au Canada qui font face à une pandémie. C'est formidable.

Lorsque nous disons que cela n'a pas de bon sens, qu'il faut donner davantage aux provinces qui croulent sous d'immenses besoins et qui n'ont pas les ressources pour y répondre, le gouvernement nous dit, avec mépris et condescendance, que nous demandons un chèque en blanc et que nous voulons qu'il envoie de l'argent sans contrôle, sans lignes directrices et sans condition.

La vérité, c'est que ce sont les provinces qui ont donné un chèque en blanc au gouvernement fédéral quand celui-ci a proposé un accord visant à établir un système de santé d'un océan à l'autre. Pour s'assurer que les provinces embarquent, il a proposé de payer 50 % de la note. Aujourd'hui, c'est 22 % de la facture que le gouvernement fédéral assume. Nous avons fait confiance au gouvernement fédéral, et nous nous sommes fait flouer. Encore une fois, le gouvernement fédéral a manqué à sa parole. Aujourd'hui, il nous parle d'un chèque en blanc.

Payez vos dettes aux provinces, tout simplement. Donnez aux provinces ce qu'il leur revient. Ce sont les provinces qui ont donné un chèque en blanc au gouvernement fédéral.

Quand le gouvernement vient faire la leçon au Québec et aux provinces sur ce qui s'est passé dans les CHSLD, la réalité, c'est qu'en plus d'assumer 78 % des frais de santé au Canada, les gouvernements du Québec et des provinces assument 100 % des coûts liés aux besoins et des soins aux personnes aînées. Voilà ce qu'est la réalité.

Le gouvernement voudrait débarquer avec ses gros sabots encore une fois et nous proposer une entente en nous imposant des conditions pour qu'il nous donne de l'argent. Jamais nous n'accepterons.

• (1235)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle au député qu'il ne peut pas utiliser le nom d'un député et du premier ministre à la Chambre. Il ne peut pas faire indirectement ce qu'il ne peut pas faire directement. Il doit aussi toujours s'adresser à la présidence et non directement au gouvernement.

L'Adresse

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je reconnais que le député sait mettre de la vigueur dans son discours. Cela dit, c'est du côté du contenu qu'il y a problème. On serait probablement généreux en disant qu'il s'agit d'une lourde exagération. On serait beaucoup plus près de la vérité en disant que ce discours est inexact. Il est truffé de faussetés.

En voici un bon exemple: le député a dit que le gouvernement fédéral accorde 1 milliard de dollars aux provinces. Il s'agit en fait de plus de 19 milliards de dollars dans tout le pays seulement pour l'Accord sur la relance sécuritaire.

Le député fait une comparaison en disant que le gouvernement allait accorder 1 milliard de dollars à l'organisme UNIS. Ce n'est pas vrai. Le député dit que nous donnons moins aux provinces que ce que nous allions accorder à UNIS. Ce n'est pas vrai. Son discours portait en bonne partie sur ce sujet.

Le gouvernement fédéral a pris des mesures concrètes pour tous les Canadiens, partout au pays. Le député est-il au moins prêt à reconnaître que le programme de relance dans le cadre duquel Ottawa et les provinces vont continuer de travailler ensemble est un programme de 19 milliards de dollars?

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Madame la Présidente, j'invite mon honorable collègue à écouter le discours avant de chercher à préparer ses questions en prévision de la fin du discours.

Ce dont j'ai parlé, c'était du premier ministre qui, hier, se pétaît les bretelles d'avoir donné 1 milliard de dollars au début de la pandémie pour permettre aux provinces de faire face à la pandémie. C'est de ce milliard de dollars que je parlais. Il faut suivre quand on parle.

J'ai trouvé particulièrement ironique que mon collègue me parle du contenu de mon discours. Peut-être devrait-il parler plutôt du contenu du discours du Trône. Y avait-il un contenu dans le discours du Trône?

[Traduction]

Je veux voir l'argent.

M. Robert Kitchen (Souris-Moose Mountain, PCC): Madame la Présidente, le député a commencé son intervention en demandant pourquoi il y a eu un discours du Trône. C'est justement la question que je me pose.

En fin de compte, à mesure qu'avance le débat, tout ce que j'entends de la part des députés libéraux, c'est leur énumération des mesures qu'ils ont déjà prises. Comme le député l'a signalé, le discours du Trône était censé nous dévoiler quelque chose de grandiose, de progressiste et d'emballant pour notre pays. Or, nous avons eu droit à du réchauffé.

Le député a parlé brièvement de la dette, et il sait probablement que le directeur parlementaire du budget en a souligné l'ampleur croissante, de l'ordre de plus de 1 billion de dollars, c'est-à-dire 27 000 \$ par habitant sous la houlette du gouvernement.

Le député pourrait-il nous dire comment ce montant de 27 000 \$, qui représente environ 100 000 \$ pour une famille de quatre personnes, touchera les gens du Québec?

● (1240)

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question extrêmement pertinente.

Je veux qu'on me comprenne bien. Du côté du Bloc québécois, nous nous posons la question suivante. Est-il opportun de soutenir les citoyennes et les citoyens, de même que les entreprises qui en ont besoin? La réponse est oui, mais il faut les soutenir de façon adéquate. Le gouvernement a reconnu platement qu'il y avait un problème avec la PCU, non pas qu'elle favorisait la fainéantise comme certains l'ont prétendu, mais simplement parce qu'elle ne favorisait pas le travail à temps plein. Plutôt que de corriger ce problème qu'il avait lui-même reconnu, le gouvernement a poursuivi sur cette voie et a créé un certain nombre de problèmes supplémentaires.

Le taux de chômage avoisine 9 %, et pourtant les entreprises ne parviennent pas à trouver d'employés. Il y a un problème. Il faut trouver des solutions. Tout ce que fait le gouvernement, c'est qu'il s'assure que les gens reçoivent un chèque. Il est en train de financer sa prochaine élection sur le dos des générations futures, et c'est cela qui est problématique.

M. Daniel Blaikie (Elmwood—Transcona, NPD): Madame la Présidente, cela fait longtemps que le NPD appuie le principe d'un fédéralisme asymétrique parce que nous reconnaissons que le Québec a une histoire, une langue et une culture distinctes.

Cependant, je voudrais demander ce qui suit à mon collègue du Bloc québécois. Les arguments pour une plus grande autonomie du Québec reposent-ils sur cette culture et cette histoire distinctes, ou mon collègue avance-t-il que le Québec, étant une province, a des droits provinciaux comme toutes les autres provinces et que c'est une question de reconnaître les droits de toutes les provinces?

M. Stéphane Bergeron: Madame la Présidente, que cela nous plaise ou non, le Québec est l'une des provinces de cette fédération. La Constitution fait état d'un certain nombre de pouvoirs qui incombent aux provinces et donc au Québec par la force des choses.

Lorsque le gouvernement fédéral négocie une entente avec les provinces sur les soins de santé, on s'attend à ce qu'il respecte cette entente et qu'il respecte sa signature. Des fois, on le sait, la signature du fédéral ne vaut pas plus que le papier sur lequel elle est inscrite, mais s'ajoutent ici les arguments très pertinents que mon collègue a invoqués en lien avec l'histoire, le cheminement et le développement particuliers du Québec, qui font de celui-ci — sans vouloir paraître présomptueux — une province et une société distinctes.

M. Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Madame la Présidente, à la lecture du discours du Trône, il nous apparaît évident que le gouvernement du premier ministre n'a encore une fois pas écouté les demandes du Québec. En fait, dans le discours du Trône, c'est très difficile de trouver des réponses concrètes aux demandes des gens. Personnellement, je n'en vois pas.

Nous cherchons des mesures pour nos agriculteurs, notamment en ce qui touche les compensations, l'urgence de recevoir des chèques et l'ensemble des programmes en matière d'agriculture qui ne concordent pas avec la réalité de nos petits agriculteurs. Nous cherchons des réponses au sujet de l'industrie aéronautique, mais nous n'en trouvons pas.

L'Adresse

Il y a la question des PME, qui touche particulièrement les sociétés en nom collectif, les entrepreneurs qui se paient par dividendes et les très petites entreprises. Les problèmes de liquidités seront immenses. J'ai peur qu'il y ait une vague de faillites, vu tous les problèmes que vivent les fournisseurs et toute la question des frais fixes. Ces éléments ne figurent pas dans le discours du Trône.

Le plan libéral est aussi de s'ingérer dans les champs de compétence des provinces, notamment en matière de santé et d'infrastructure, en voulant investir directement des fonds sans transiter par Québec. Évidemment, le gouvernement du Québec est contre cela et s'appuie sur la Constitution canadienne.

Qu'en est-il des hausses de transferts en santé demandées par le Québec et les autres provinces? Il n'y a rien là-dessus. Comment peut-on expliquer que les aînés doivent attendre jusqu'à 75 ans avant d'avoir de l'aide? C'est impossible. Dans le monde réel, la COVID-19 a des répercussions. Je vais donner deux exemples venant de ma circonscription. L'Agora des arts, un lieu de projections théâtrales et musicales, a un projet de rénovation majeur. Malheureusement, le contexte de la COVID-19 a fait bondir les coûts des appels d'offres de 60 %. Un projet qui devait coûter environ 5 millions de dollars en coûte maintenant environ 9 millions. L'apport du gouvernement fédéral était déjà limité à 14 %. Le gouvernement du Québec a défrayé la majeure partie des coûts, mais la communauté a également investi 700 000 dollars pour assurer le succès du projet. Ce projet est en péril à cause du contexte, mais il n'y a pas de programmes pour aider sa mise en œuvre. Je suis très inquiet de cela et j'interpelle le ministre du Patrimoine canadien afin qu'il s'assure que, à l'image du gouvernement du Québec, le gouvernement fédéral contribuera. J'invite également les citoyens de l'Abitibi-Témiscamingue à manifester leur soutien à l'Agora des arts.

Il y a aussi l'enjeu de la papetière de Produits forestiers Résolu à Amos, qui se retrouve en situation de fermeture prolongée. C'est vrai chez nous, c'est-à-dire en Abitibi-Témiscamingue, c'est vrai sur la Côte-Nord et c'est vrai dans d'autres régions du Québec. Un comité de relance doit être créé et j'aimerais pouvoir proposer des solutions concrètes pour aider la relance ou la transformation. Peut-on miser sur la deuxième et la troisième transformation? J'aimerais pouvoir dire que je m'appuie sur les solutions proposées par le gouvernement fédéral, mais, pour l'instant, il n'en est rien. On peut compter sur moi: je serai très actif dans ce dossier.

Les solutions ne se trouvent pas dans le plan intitulé « Un Canada plus fort et plus résilient ». Elles se trouvent plutôt dans le document intitulé « Le Québec choisit, le Bloc agit ». C'est reconnu. La plateforme de relance du Bloc québécois dans le cadre de la COVID-19 est forte et concrète et s'appuie sur les demandes des gens des régions du Québec. Mon chef et l'ensemble des députés du Bloc sont allés à la rencontre des Québécoises et des Québécois. Ils les ont entendus et ils ont proposé des solutions concrètes. Je vais en nommer plusieurs.

Il y a toute la question des gens qui reçoivent la Prestation canadienne d'urgence. Nous avons une inquiétude majeure à ce sujet. Ces gens devront rembourser leurs versements. Aurait-on pu agir en amont? Visiblement, la réponse est non. C'est la même chose en ce qui a trait aux problèmes que l'absence d'incitatifs à l'emploi a engendrés pour les entreprises. Les entreprises cherchaient de la main-d'œuvre. Peut-on réfléchir à accorder aux prestataires non frauduleux de la PCU une amnistie de huit mois sur les pénalités et les intérêts de l'impôt à payer? Ce sera catastrophique dans nos 338 bureaux de députés au printemps. Nous recevons un nombre

incroyable d'appels de gens qui sont incapables de payer les milliers de dollars reliés à la PCU.

Nous parlons d'augmenter à 35 %, sans condition, la contribution fédérale en ce qui a trait aux transferts en santé. Je rappelle que, selon l'entente initiale prévue par la Constitution, 50 % des frais devaient être payés. Je suis tanné qu'on dise que ma province est pauvre, alors que le Canada ne paie pas la part qu'il doit au Québec.

Je poursuis avec le plan de relance. En ce qui concerne les finances publiques, le Québec mérite d'avoir l'heure juste. Peut-on fournir les projections financières publiques pour les trois prochaines années? C'est la base. Peut-on offrir une prévisibilité à nos entrepreneurs, mais aussi à nos gouvernements? Il me semble que c'est le gros bon sens.

• (1245)

Le Bloc québécois propose de nouveaux revenus en vue de rétablir l'économie. Il faut notamment mettre fin à l'évitement fiscal des grandes entreprises qui utilisent les paradis fiscaux. Cela permettrait au gouvernement de récupérer des milliards de dollars et de venir en aide aux provinces et aux gens les moins nantis.

On pourrait forcer les géants du Web à payer la taxe sur les produits et services, la TPS. On pourrait aussi percevoir une redevance de 3 % sur leurs activités au Canada. Ces redevances seraient versées aux arts et aux médias qui ont 40 % de contenu francophone. Il faut qu'on arrête de dire qu'on est fier d'être un pays dont les deux langues officielles sont le français et l'anglais, et il faut qu'on agisse de façon concrète.

On pourrait éliminer la déduction pour frais de déménagement accordée aux sociétés pétrolières et gazières ainsi qu'aux charbonnières. On pourrait adopter les changements législatifs nécessaires afin de percevoir la taxe de vente auprès des détaillants sans place d'affaires locale, notamment sur les produits tangibles achetés à l'étranger et en ligne. Ce que je trouve absolument fantastique, c'est que cela coûte plus cher d'envoyer un colis par l'entremise de Postes Canada. Par exemple, à la Miellerie de la Grande Ourse, deux pots de miel coûtent 12 \$, mais si l'on ajoute les frais de Postes Canada, cela revient à 30 \$. Comment peut-on être concurrentiel? Si ce colis était envoyé des États-Unis, cela coûterait moins cher en raison des ententes internationales. Il y a une logique que je ne comprends pas. Il faut appuyer davantage nos entreprises, notamment en diminuant les coûts liés au transport.

En ce qui concerne la relance économique de nos régions, il y a du concret. Comment peut-on porter une vision collective et pragmatique? Cela s'appelle le nationalisme économique. Par exemple, on pourrait mettre en place un fonds régional de développement, de relance et de diversification économique orienté vers la transformation, au Québec, de nos ressources naturelles. De tels fonds régionaux pourraient être administrés par des tables régionales habilitées à déterminer leurs priorités, en collaboration avec le Québec et à partir de nos propres ressources. Cela pourrait être fait dans différents secteurs comme la transformation de l'aluminium, la foresterie et l'agriculture. Dans ma circonscription, un abattoir pourrait être construit, notamment grâce à un fonds de soutien pour l'innovation territoriale.

À mon avis, il y a une mesure qui est intéressante, soit celle voulant que l'on utilise les structures de la Société d'assurance-dépôts du Canada. Toutefois, il faut bonifier et indexer rétroactivement son budget, afin qu'elle puisse agir concrètement pour aider nos PME.

On peut régionaliser la main-d'œuvre et créer un crédit d'impôt pour les jeunes diplômés, les nouveaux arrivants et les familles qui s'établissent en région. Le contexte de la COVID-19 nous donne l'occasion de miser sur un retour vers les régions du Québec.

Les programmes fédéraux doivent être plus flexibles et s'adapter aux différentes réalités des régions du Québec. Les solutions unilatérales, c'est fini, car cela nous nuit. L'assurance-emploi doit évidemment faire l'objet d'une réforme complète, afin qu'elle couvre l'ensemble des travailleurs.

Dans le domaine de l'agriculture, il faut mettre fin à la braderie de la gestion de l'offre dans les futures négociations et indemniser rapidement les producteurs. On a fait plusieurs promesses aux producteurs, mais ils attendent encore leurs chèques. Ensuite, il faut favoriser l'agriculture de proximité, transférer au Québec la gestion du Programme des travailleurs étrangers temporaires, qui a été une catastrophe.

En ce qui concerne les pêches, il faut développer un marché intérieur en améliorant les réseaux de distribution et en faisant la promotion des produits de la mer moins connus. Cela permettrait de réduire notre dépendance aux marchés étrangers. Or tout cela a un coût. Pourquoi cela coûte-t-il moins cher d'acheter du poisson de la Chine plutôt que de la Gaspésie? Je ne m'expliquerai jamais cela.

Sur le plan du transport et de l'infrastructure, il faut exiger qu'Ontario s'engage à contribuer sans condition à la réfection de la route 117, que les gens de ma région appellent « la route Sang17 ». Il s'agit malheureusement d'une route dangereuse. Cela est vrai chez nous, en Abitibi-Témiscamingue, et c'est vrai dans Laurentides—Labelle. Il s'agit d'une route transcanadienne. Le fédéral devrait collaborer. Il devrait aussi soutenir les plans de développement des aéroports régionaux et favoriser une solution de rechange québécoise au quasi-monopole d'Air Canada.

Nous sommes inquiets. L'enjeu en lien avec NAV Canada a eu des répercussions. Si l'on veut avoir des régions qui ont une économie forte et qui sont autonomes, il faut forcément investir en infrastructure, dans nos aéroports.

Il faut soutenir les programmes visant à aider les gens qui travaillent dans l'industrie du tourisme.

On peut aider la région de Montréal. Je parle beaucoup des régions du Québec, parce que c'est de là que je viens. Il y a un aspect fondamental à lutter contre les changements climatiques.

Le discours du Trône ne fait que renforcer mon sentiment souverainiste. Après tout, on n'est jamais si bien servi que par soi-même.

● (1250)

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la Présidente, je suis content que le député ait beaucoup parlé d'agriculture. Lui et moi avons tous deux des circonscriptions où cette industrie est importante.

Il a parlé de compensations pour les producteurs laitiers. Son collègue de Montarville a laissé entendre qu'aucune compensation n'avait encore été versée. Or, je représente la circonscription de Kings—Hants, soit celle qui compte la plus grande concentration de producteurs laitiers à l'est du Québec, et je peux attester que 345 millions de dollars en compensations ont commencé à être envoyés l'année dernière.

L'Adresse

Le député reconnaît-il que les compensations ont déjà commencé à être versées aux producteurs laitiers, puisque ceux de ma circonscription de Kings—Hants les ont reçues?

M. Sébastien Lemire: Madame la Présidente, je remercie le député de sa question et de ses préoccupations envers nos travailleurs.

J'ai travaillé à l'Union des producteurs agricoles et il existe une détresse psychologique palpable chez ces producteurs parce qu'ils ne sont pas capables de compter sur une certaine prévisibilité. Combien de témoignages avons-nous entendus de gens qui se sont engagés auprès de syndicats afin d'améliorer leurs conditions de vie puisqu'ils n'avaient pas le soutien du gouvernement? Les programmes Agri-stabilité et Agri-investissement ne fonctionnent pas.

Pour en revenir à la question des compensations budgétaires, nous parlons d'un premier et d'un deuxième chèque, ainsi que d'un accord qui a été signé il y a plusieurs années. Nous parlons aussi de l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste et de l'Accord économique et commercial global avec l'Europe. Il n'y a encore rien relativement à l'Accord Canada—États-Unis—Mexique et c'est selon moi une aberration. Nous voulons que nos producteurs agricoles survivent afin qu'ils assurent notre sécurité et notre souveraineté alimentaire. C'est ce dont il est question.

● (1255)

[Traduction]

M. Matthew Green (Hamilton-Centre, NPD): Madame la Présidente, comme les députés le savent, c'est aujourd'hui la Journée nationale des aînés. Nous avons entendu un discours très passionné sur l'instauration d'une économie nationalisée.

J'aimerais poser une question au député du Bloc québécois. Comme on l'a signalé, près de 80 p. 100 des quelque 10 000 décès causés par la COVID sont survenus dans des établissements de soins de longue durée. Le député est-il en faveur d'un programme national qui permettrait de fournir des soins de santé publics et nationalisés dans le secteur des soins de longue durée?

[Français]

M. Sébastien Lemire: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

En fait, ce que j'appuie, c'est un transfert direct aux provinces afin qu'elles puissent s'occuper de leurs champs de compétence, dont le domaine de la santé.

Historiquement, les transferts en santé devaient être de 50 %. Or, à l'heure actuelle, le gouvernement fédéral n'assume que 18 % des frais. Il y a donc un écart et nous proposons un compromis de 35 %. Si on avait cet argent, les personnes âgées vivraient dans la dignité et recevraient des soins de santé de qualité dans les CHSLD. Si on avait cet argent, on n'attendrait pas que les aînées aient 75 ans avant de leur donner de l'argent pour pallier la hausse du coût de la vie, du coût du panier d'épicerie et du loyer. C'est cela, la dignité.

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Madame la Présidente, je reconnais toute la passion que mon collègue a pour faire du Québec un pays.

L'Adresse

Il a terminé son discours en parlant des changements climatiques et des défis relatifs à l'environnement. Dans le discours du Trône, on a réchauffé la plantation de 2 milliards d'arbres. Mon collègue vient d'une région où il y a beaucoup d'arbres. Deux milliards d'arbres représentent une réduction de 30 mégatonnes des gaz à effet de serre, les GES, d'ici 2030. Or, le projet Trans Mountain représente une augmentation de 620 mégatonnes des GES d'ici 2030.

J'aimerais avoir son avis à ce sujet.

M. Sébastien Lemire: Madame la Présidente, comme l'a fait remarquer mon collègue de Montarville, il faudrait peut-être commencer à les planter, ces 2 milliards d'arbres.

Au-delà de ce détail, la question de l'environnement est préoccupante. Le plan de relance devrait comporter un élément très simple: s'assurer que l'empreinte carbone fait partie des critères entourant l'octroi de contrats de service. Cela changerait toute la donne.

Nous pourrions être plus concurrentiels et favoriser l'utilisation du bois. En plus d'être très beau, le bois est structurant et durable et il permet de contrôler l'empreinte carbone. Selon moi, c'est majeur. C'est avec des innovations comme celle-là que nous serons en mesure d'assurer notre développement économique et de préserver notre environnement.

[Traduction]

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec mon collègue le député de Beaches—East York aujourd'hui.

Je prends la parole par vidéoconférence d'abord et avant tout pour vous remercier, madame la Présidente, ainsi que tout le personnel de la Chambre de faire en sorte que nous puissions ainsi participer à distance à cette séance au Parlement. La participation des députés de partout au pays est importante et, même si je préférerais de beaucoup être physiquement présent à Ottawa, je suis heureux de pouvoir représenter les citoyens de ma circonscription ici aujourd'hui.

Comme il s'agit de mon premier discours en cette nouvelle session parlementaire, j'aimerais souligner deux choses avant de parler du discours du Trône.

Premièrement, j'aimerais souligner qu'aujourd'hui est le Jour anniversaire du traité. Parmi les collectivités de Kings—Hants que j'ai le privilège de représenter se trouvent trois collectivités autochtones: les nations de Sipekne'katik, de Glooscap et de l'Annapolis Valley. La nation de Sipekne'katik a participé à la signature des traités de paix et d'amitié conclus avec la Couronne britannique dans les années 1700. Les ententes qui découlent de ces traités constituent un fondement clé de la relation qui existe aujourd'hui entre le gouvernement du Canada et les peuples autochtones. Je tenais à souligner le Jour anniversaire du traité au début de mon intervention et à me joindre aux gens de ma région et de l'ensemble du pays qui célèbrent aujourd'hui.

Deuxièmement, je veux saluer et remercier les habitants de ma circonscription pour leur hospitalité et l'altruisme dont ils ont fait preuve durant cette période difficile. Bien entendu, la pandémie de COVID-19 perdure, et les gens apportent leur contribution en fabriquant des masques, en livrant l'épicerie et en fournissant des fruits et légumes frais à ceux qui en ont besoin. Ce ne sont là que quelques exemples. Honnêtement, je pourrais consacrer un discours entier à la gentillesse dont les gens ont fait preuve depuis le début de la pandémie de COVID-19 et dans les jours qui ont suivi la fu-

sillade qui a eu lieu en Nouvelle-Écosse. Je tiens à souligner ces efforts.

Pour ce qui est du discours du Trône, je dirai qu'il aborde de nombreux thèmes chers aux collectivités que je représente et, en fait, à tous les Canadiens. Je vais parler de certains de ces thèmes durant le temps qu'il me reste.

Tout d'abord, le Canada est toujours en train de lutter contre la pandémie. Je me trouve actuellement en Nouvelle-Écosse, où, heureusement, le nombre de cas est très faible, mais celui-ci augmente un peu partout au pays et dans le reste du monde. C'est pourquoi j'estime qu'il était prudent de consacrer la première moitié du discours du Trône aux efforts déployés pour combattre le virus tout en soutenant les Canadiens.

Le gouvernement a déjà pris des mesures importantes pour protéger la santé des Canadiens et leur sécurité économique. En ce qui concerne la santé, des investissements directs ont été consentis en direction des provinces, y compris dans le cadre de l'Accord sur la relance sécuritaire, avec 19 milliards de dollars en appui à des mesures telles que le renforcement de la capacité de dépistage, l'aide à l'achat d'équipement de protection individuelle pour les établissements de santé et des ressources pour les municipalités de tout le pays qui sont en première ligne, en toute franchise, dans la prestation de services essentiels.

Cet été, j'ai eu l'occasion de rencontrer mes concitoyens directement, à leur porte. À l'approche de septembre, le plan pour la reprise scolaire était leur priorité, qu'il se soit agi de grands-parents qui se demandaient ce qui était prévu pour leurs petits-enfants ou de parents qui se demandaient comment concilier travail et famille et si leurs enfants allaient être en sécurité. C'est pourquoi je suis fier que le gouvernement investisse 2 milliards de dollars pour aider directement les provinces afin qu'elles aient les moyens nécessaires pour assurer la sécurité des enfants, des enseignants et du personnel, ce dont il est beaucoup question à la Chambre depuis deux mois.

Des programmes comme la Prestation canadienne d'urgence, la subvention salariale et le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes ont profité à des millions de Canadiens et protégé leurs emplois. Je vais parler d'investissements rendus possibles par le Fonds d'aide et de relance régionale du gouvernement qui a permis à des agences de développement locales, comme la corporation au bénéfice du développement communautaire de Kings—Hants, d'accorder des financements à des entreprises qui avaient besoin d'aide et qui ne répondaient pas aux critères d'admissibilité d'autres programmes.

Étant donné l'importance de l'agriculture dans ma circonscription, et je le mentionne chaque fois que je le peux, les groupes de producteurs sont reconnaissants des près de 500 millions de dollars d'aide liée à la COVID-19, et cette aide sera importante pour atténuer les effets négatifs ressentis dans ce secteur d'activité.

Dans ma circonscription, j'ai parlé avec beaucoup de propriétaires d'entreprise, d'employés, de personnes qui ont dû rester chez elles pour s'occuper d'un proche, et de personnes âgées qui ont reçu des sommes supplémentaires dans le cadre de la Sécurité de la vieillesse. Ces investissements et ces programmes ont permis aux Canadiens de rester en sécurité et fait en sorte que notre économie a évité le pire. Cependant, il reste beaucoup à faire.

L'Adresse

Je représente une circonscription où l'emploi de beaucoup de membres de famille, d'amis et de voisins est lié à l'aéroport international Stanfield d'Halifax. Nombre d'emplois dans Kings—Hants dépendent directement et indirectement de la vitalité de l'aéroport. J'ai été heureux de constater qu'il était fait mention des aéroports et des compagnies aériennes dans le discours du Trône. Nous savons que le transport aérien ne reviendra pas à la normale de sitôt à cause de la pandémie, mais il est important pour nous, notamment dans les collectivités rurales, d'avoir des liaisons qui nous relient en tant que pays et qui nous donnent accès au reste du monde.

• (1300)

J'ai été heureux aussi de voir que le gouvernement s'engage à élargir le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes afin de soutenir les entreprises les plus durement touchées en les aidant à faire face à leurs frais fixes et généraux.

Je l'ai dit à de nombreuses reprises, mais je vais le redire. Kings—Hants, qui connaît les plus fortes marées du monde, est aussi une jeune région viticole à l'hospitalité incomparable. J'espère que mes collègues et, en fait, tous les Canadiens l'inscriront parmi leurs destinations lorsqu'il sera possible de voyager sans crainte. Cependant, bien des exploitants d'entreprises touristiques, des hôteliers et des propriétaires d'entreprise du secteur des congrès et autres rassemblements, qui souffrent beaucoup, viennent me parler. J'ai donc été très heureux de voir mentionnés dans le discours du Trône le secteur du tourisme et le secteur hôtelier, et je suis impatient de voir les mesures que prendra le gouvernement dans les jours à venir pour les aider.

J'ai également été encouragé en voyant que le gouvernement s'engage à promouvoir le logement abordable. On en parle souvent comme d'une question uniquement urbaine. Ce ne l'est pas. Elle concerne aussi la collectivité que je représente et de nombreuses collectivités rurales dans tout le pays. Le gouvernement s'engage en particulier à bonifier la Stratégie nationale sur le logement et à investir plus dans les placements rapides en logement à court terme. Il a d'ailleurs annoncé un investissement de 1 milliard de dollars, il y a une dizaine de jours.

Je tiens à mentionner la construction de logements en particulier. Le lotissement de Ryan's Park, à Kentville, la collectivité que je représente, est un parfait exemple de ce qu'on peut accomplir grâce à de solides partenariats publics et en ayant la bonne vision.

Je sais qu'il en est question à la Chambre depuis quelque temps, mais j'ai aussi été encouragé de voir que le dépistage rapide est prioritaire pour le gouvernement. Étant donné que la COVID-19 sera probablement une réalité pour de nombreux Canadiens pendant au moins l'année à venir, et peut-être plus longtemps, ce sera un outil important pour nous aider à nous adapter à ce qui est devenu, pour tout dire, la nouvelle norme.

Enfin, comme indiqué précédemment, les services de garderie et d'éducation de la petite enfance font partie des priorités des Canadiens dans tout le pays, et j'ai été très heureux de constater l'intérêt marqué pour l'éducation préscolaire et une stratégie nationale relative aux programmes d'activités parascolaires. Évidemment, certaines provinces sont en mesure d'offrir ces services, mais il est important que nous travaillions de concert avec les provinces et les territoires. Nous avons vu cette collaboration tout au long de la pandémie et il s'agit d'une initiative importante.

Nous devons rester concentrés sur le défi auquel nous sommes confrontés, mais nous ne pouvons pas oublier les autres défis et possibilités dont le Canada doit s'occuper, et j'aimerais parler de certains aspects du « rebâtir en mieux » que propose le gouvernement dans le discours du Trône.

Nous savons que la connectivité dans les régions rurales était un défi avant l'arrivée de la pandémie. Nous avons déjà investi 500 millions de dollars dans le programme Brancher pour innover et le Fonds pour la large bande universelle. Il sera extrêmement important d'accélérer les efforts dans ce dossier parce que nous avons vu l'écart en matière de connectivité entre les régions rurales et urbaines au Canada. C'est comparable à ne pas avoir l'électricité au XXI^e siècle. J'ai hâte de voir le travail du gouvernement et je compte sur le soutien de tous les parlementaires pour réaliser cette initiative.

Parlons aussi de l'écologisation de l'économie. C'était l'un des grands enjeux de la dernière campagne électorale dans ma circonscription. Bien sûr, la question se pose à l'échelle du pays et même du monde. Je salue le passage qui porte sur la collaboration avec les industries des régions rurales pour les aider à faire la transition vers une économie à faibles émissions de carbone tout en demeurant concurrentielles. On parle notamment ici des secteurs agricoles, forestiers et miniers. Il est extrêmement important que le gouvernement collabore étroitement avec ces industries pour qu'elles soient fin prêtes à affronter la concurrence dans une économie à faibles émissions de carbone.

Je vais dire quelques mots sur la boucle de l'Atlantique, la stratégie qui favorise la transition du charbon vers des sources d'énergie propres. Le Canada atlantique a une occasion extraordinaire d'avoir, en partenariat avec le Québec, de l'électricité à zéro émission d'ici 2025. Voilà qui ouvrira un monde de possibilités.

Les engagements électoraux relatifs à la Sécurité de la vieillesse — l'augmentation de 10 % pour les personnes de 75 ans et plus — seront très importants pour les gens de Kings—Hants. Les aînés me parlent souvent des difficultés qu'ils éprouvent face à l'augmentation des coûts et j'étais content de voir que nous nous attaquerions à cette question, ainsi qu'à celle de l'assurance-médicaments.

J'ai parlé de l'agriculture dans ma circonscription. Un des aspects positifs de la COVID-19 est la mise en valeur de l'agriculture locale. Partout au pays, les Canadiens s'intéressent à la provenance des aliments qu'ils consomment. Nous avons vu que l'industrie agroalimentaire est devenue extrêmement centralisée. Nous devons être en mesure de nourrir la planète, mais nous devons aussi prendre soin d'assurer la solidité des chaînes d'approvisionnement régionales et nationales et soutenir les agriculteurs locaux. Cela sera profitable du point de vue économique, mais aussi du point de vue environnemental.

La dernière chose dont je veux parler, c'était dans mes observations avant que je prenne part à la discussion aujourd'hui, est la question du GO5. J'étais très heureux de voir que nous allions continuer de soutenir les secteurs soumis à la gestion de l'offre. C'est dans ma circonscription qu'on trouve la plus forte concentration de fermes soumises à la gestion de l'offre à l'est de Montréal et c'est extrêmement important pour nous.

L'Adresse

Je suis heureux d'affirmer que je vais appuyer le discours du Trône. Ce discours est axé sur les Canadiens et je suis impatient de travailler à répondre aux besoins des Canadiens avec les autres parlementaires dans les jours qui viennent.

• (1305)

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Madame la Présidente, je remercie le député de son intervention, mais je dois dire que bien des éléments du dernier discours du Trône ont été repris de plateformes électorales antérieures.

Le député a soulevé la question de l'accès à Internet. Le gouvernement promet depuis un certain temps de desservir les régions rurales, mais il n'a pas encore agi dans ce dossier. En fait, les libéraux ne se gênent pas pour critiquer le gouvernement précédent au sujet d'autres enjeux, notamment la lutte au changement climatique, alors que leur propre gouvernement permet aux centrales alimentées au charbon de la Nouvelle-Écosse de poursuivre leurs activités. Des pneus ont même été brûlés dans cette province pour produire de l'électricité.

Comment le député peut-il continuer à faire croire que les libéraux défendent ces bonnes causes alors qu'ils ne rectifient même pas les politiques du gouvernement?

M. Kody Blois: Madame la Présidente, le député d'en face a soulevé deux enjeux et je vais tenter de lui répondre dans le temps dont je dispose.

Le premier enjeu est celui de la connectivité numérique. On sait bien que ce service est attendu avec impatience. Je souligne que depuis que nous avons formé le gouvernement en 2015, un million de Canadiens ont eu accès à Internet et que plus de 500 millions de dollars ont été investis dans le programme Brancher pour innover. Si pendant la récession de 2008, le gouvernement conservateur avait fait un investissement comparable pour donner aux Canadiens accès à Internet, nous serions probablement bien plus avancés à l'heure actuelle. Quoi qu'il en soit, nous allons poursuivre nos efforts dans le cadre du Fonds pour la large bande universelle. À titre de président du caucus rural du parti au pouvoir, j'entends maintenir le cap dans ce dossier.

Je tiens également à répondre aux commentaires du député au sujet de la Nouvelle-Écosse. Cette province fait figure de chef de file au sein de la fédération canadienne pour ce qui est de l'utilisation d'énergies renouvelables pour la production d'électricité. Je trouve un peu malhonnête de la part du député de laisser entendre que la Nouvelle-Écosse est à la traîne dans ce secteur. Je reconnais qu'il y a des ententes concernant les centrales alimentées au charbon, mais la Nouvelle-Écosse n'en demeure pas moins un chef de file au Canada et la boucle de l'Atlantique nous aidera à atteindre nos objectifs encore plus rapidement.

• (1310)

[Français]

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Madame la Présidente, je félicite mon collègue de son discours. C'est avec joie que je siège avec lui au Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Je sais que ces questions le préoccupent autant qu'elles me préoccupent.

Il a terminé son discours en insistant sur l'importance de l'agriculture alimentaire et de la production locale, ce que la pandémie a mis en relief.

Tout comme l'ensemble de mes collègues, je suis déçu par la formulation générale et très peu détaillée du discours du Trône. Bien sûr, une compensation a été versée aux producteurs laitiers. Or les compensations devaient être étalées sur huit ans, pas seulement sur un an. Quand les autres versements seront-ils faits?

Les autres productions, soit les œufs et la volaille, ont besoin de lancer extrêmement rapidement leurs plans de modernisation et de mise en marché, afin de faire face à la production déloyale. De plus, les transformateurs ne sont pas mentionnés dans le discours du Trône.

Mon collègue peut-il m'assurer que tous ces secteurs seront convenablement couverts?

[Traduction]

M. Kody Blois: Madame la Présidente, mon français s'améliore, mais je ferais mieux de répondre en anglais par souci de clarté. Toutefois, je continuerai à travailler d'arrache-pied sur mes compétences linguistiques.

Le député a indiqué que le discours du Trône portait sur des généralités. C'est effectivement le cas. Un discours du Trône n'entre pas nécessairement dans le menu détail des politiques publiques. Néanmoins, selon moi, nous y avons beaucoup parlé d'agriculture. Je partage avec lui le désir et la volonté de renforcer la capacité régionale et de mettre davantage l'accent sur la capacité des Canadiens d'avoir accès localement à des aliments sains et nutritifs.

Je tiens à le rassurer, le gouvernement comprend l'importance de l'agriculture. J'ai hâte de collaborer avec lui dans les prochains jours pour mettre en œuvre ces politiques, que nous considérons tous les deux comme essentielles.

Mme Laurel Collins (Victoria, NPD): Madame la Présidente, le député a parlé de l'écologisation de l'économie et il a indiqué qu'il est un député de la côte. Moi, je suis une députée de la côte opposée. Le gouvernement a dépensé 4,5 milliards de dollars pour acheter un oléoduc qui met ma côte en danger. Il constitue également un désastre économique et environnemental. Plus de 100 économistes viennent d'écrire au premier ministre pour lui demander de réévaluer l'oléoduc Trans Mountain, étant donné qu'il n'a plus de sens sur le plan économique.

Seulement une fraction de l'oléoduc a été construit. Ne serait-il pas préférable d'investir ces milliards de dollars dans un plan de relance juste et durable?

M. Kody Blois: Madame la Présidente, si la députée d'en face se souvient bien, nous avons eu l'occasion d'en discuter avec les médias à l'automne de l'année dernière. Je lui ai expliqué que l'investissement dans le projet Trans Mountain était judicieux sur le plan économique et que l'oléoduc était en effet le moyen le plus sécuritaire d'acheminer les produits canadiens vers les marchés étrangers.

Je comprends son inquiétude et son opinion à ce sujet. Le gouvernement est déterminé à lutter contre les changements climatiques. Il va continuer à faire des investissements en ce sens. Comme je représente une circonscription où on retrouve les marées les plus hautes du monde, je dois dire que la question me préoccupe aussi. Cependant, cet investissement précis visait la sécurité des collectivités et l'acheminement des produits vers les marchés étrangers. Plutôt que de transporter les produits par chemin de fer à proximité de collectivités — nous avons tous vu ce qui est arrivé à Lac-Mégantic —, nous devrions le faire de la façon la plus sécuritaire possible.

L'Adresse

M. Nathaniel Erskine-Smith (Beaches—East York, Lib.): Madame la Présidente, je tiens tout d'abord à remercier tous les habitants de ma circonscription, Beaches—East York, ainsi que tous les travailleurs canadiens qui ont répondu à l'appel en ces temps difficiles, qu'il s'agisse des travailleurs essentiels de première ligne dans les soins de santé, les épiceries ou les chaînes d'approvisionnement alimentaire ou des enseignants et des proches aidants. Je remercie sincèrement tous ceux et celles qui se sont mobilisés et ont changé les choses en cette période très difficile.

Le discours du Trône énonce un ensemble d'anciens engagements, issus de la plateforme électorale de 2019, et une série de nouvelles mesures découlant des leçons tirées au cours de cette pandémie. Je voudrais m'attarder sur ces dernières et sur ce que le discours du Trône propose à ce sujet.

D'abord, il est important de comprendre que nous sommes confrontés à une crise économique qui découle de la crise sanitaire, et que la meilleure intervention économique possible implique également une intervention en matière de santé publique. À court terme, nous devons mettre en place un vaste programme de tests de dépistage rapide; à long terme, il faudra développer un vaccin. Dans le discours du Trône, le gouvernement s'est engagé à ne ménager aucun effort pour que des tests de dépistage rapide soient déployés dès leur autorisation. Pour ce qui est d'un éventuel vaccin, le gouvernement note que le Canada a déjà réussi à obtenir l'accès à des vaccins à l'essai et à des produits thérapeutiques. En parallèle, nous avons investi dans la fabrication de matériel ici au pays.

En second lieu, notre filet de sécurité sociale ne convenait pas à des millions de Canadiens. Un examen des statistiques sur la PCU permet de constater que près de neuf millions de demandes uniques ont été présentées. Près de neuf millions de Canadiens reçoivent un soutien du revenu au moment où ils en ont besoin.

Notre filet de sécurité sociale, plus précisément l'assurance-emploi, n'était pas en mesure de répondre à cette crise. La nouvelle prestation de relance de l'assurance-emploi permettra de veiller à ce que la plupart des gens reçoivent un soutien dans les six prochains mois. C'est important parce que beaucoup de gens s'inquiétaient de la cessation prochaine de la PCU. Ils savent maintenant qu'ils recevront dans les mois à venir un soutien par l'entremise du régime d'assurance-emploi.

Toutefois, fondamentalement, nous devons renforcer le filet de sécurité sociale de façon permanente. J'ai déployé des efforts au sein du caucus et en dehors de celui-ci pour obtenir un plancher minimum en deçà duquel personne ne tombera dans notre société. Un pays aussi riche que le nôtre ne devrait pas avoir les niveaux de pauvreté que nous constatons.

Mon troisième point a trait aux travailleurs essentiels. J'ai mentionné d'emblée que nous devons remercier ces travailleurs, mais nous devons faire plus: nous devons les protéger. Essentiellement, cela signifie que nous devons veiller à assurer un leadership en cette matière. Je sais que les salaires minimums provinciaux sont plus importants que les fédéraux, mais nous devrions montrer l'exemple en établissant un salaire minimum fédéral, comme nous nous sommes engagés à le faire en 2019. Il nous incombe aussi de travailler avec les provinces en ce qui touche les prestations transférables. Dans les secteurs qui relèvent de la compétence fédérale, nous devrions nous assurer de réviser nos lois sur la concurrence pour régler le problème de la fixation des salaires. Plusieurs préoccupations ont été soulevées à ce sujet récemment, et j'en ai moi-même entendu dans le cadre de mon travail au sein du comité de

l'industrie, où nos épiciers nationaux ont parlé directement de la possibilité de mettre fin aux primes salariales pour les travailleurs de première ligne.

Nous devons aussi reconnaître les migrants, qui sont souvent nos travailleurs essentiels, que ce soit sur des fermes ou dans des milieux de soins de santé. Nous devons veiller à les protéger et à mettre fin à l'exploitation systémique dont ils font l'objet. Cela signifie d'accorder une attention prioritaire à la résidence permanente grâce à des programmes de travail pour immigrants.

Le discours du Trône dit notamment que: « Nous sommes imensément redevables à ceux qui ont servi et qui servent encore en première ligne [...] qui, tout en gagnant les salaires les plus bas dans les secteurs les plus précaires, ont été aux premières lignes durant la pandémie. » Il mentionne aussi que: « Les travailleurs canadiens et migrants qui produisent, récoltent et transforment nos aliments [...] méritent tout le soutien et la protection du gouvernement. »

En quatrième lieu, le manque de logements supervisés a compromis les efforts d'isolement et les logements supervisés existants, en particulier les foyers de soins sans but lucratif, ont failli à leurs engagements envers nos personnes âgées. Il nous faut plus de logements supervisés, mais il nous faut aussi des normes nationales pour les foyers de soins, ainsi que des effectifs et une formation accrues, tout en mettant l'accent sur des soins sans but lucratif.

Le discours du Trône contient un engagement à entamer un dialogue avec les provinces sur les normes nationales pour nos foyers de soins, et à prendre des mesures ciblées pour fournir un soutien accru aux préposés aux bénéficiaires. Le discours soutient que: « Tout le monde devrait avoir un toit au-dessus de la tête pendant la pandémie, mais aussi pour traverser l'hiver canadien. » Le discours mentionne également la récente annonce d'un investissement d'un milliard de dollars pour éliminer l'itinérance chronique. Il est à noter qu'en ce qui a trait aux anciens et aux nouveaux engagements, le discours du Trône contient un important nouvel engagement visant à mettre fin à l'itinérance chronique dans notre pays.

Cinquièmement, les répercussions économiques ont touché les femmes de façon disproportionnée, et nous savons que les services de garde d'enfants sont un important élément de la solution. Au cours des cinq dernières années, le gouvernement fédéral a pris d'importantes mesures pour appuyer les services de garde d'enfants, mais nous devons en faire plus. Le gouvernement s'est engagé à le faire dans le discours du Trône et reconnaît que nous ne devons pas laisser la pandémie provoquer un retour en arrière pour ce qui est de la participation des femmes sur le marché du travail.

● (1315)

Les Canadiens ont besoin de services de garde d'enfants de grande qualité qui sont plus accessibles, plus abordables et plus inclusifs. Le gouvernement fera un important investissement soutenu à long terme pour instaurer un système national d'apprentissage préscolaire et de garde d'enfants. Il faut aussi noter qu'on accorde une attention renouvelée aux services fournis avant et après l'école, et qu'on reconnaît que les options de garde flexibles pour les jeunes enfants sont plus importantes que jamais.

Sixièmement, les deux crises parallèles dans la santé et l'économie ont touché les personnes de couleur de façon disproportionnée. Nous devons redoubler d'efforts pour aborder le racisme systémique et la réconciliation. Travailler pour mettre fin à la pauvreté permettra de réaliser d'énormes progrès en ce sens.

L'Adresse

Par ailleurs, pendant la pandémie, j'ai eu l'occasion de passer beaucoup de temps à lire et à me renseigner sur différents sujets. J'ai lu le dernier ouvrage de Martin Luther King, Jr., *Where Do We Go from Here: Chaos or Community?*, publié en 1967. Il y a plus de 50 ans, ce chef de file s'attaquait au racisme et parlait du besoin de mettre fin à la pauvreté. Bien sûr, nous avons besoin d'une réforme du système de justice pénale, mais nous devons nous concentrer sur notre filet de sécurité sociale, non seulement pour rendre justice aux travailleurs essentiels et aux personnes démunies, mais aussi pour aborder le racisme systémique de façon résolue.

Nous devons aussi mettre l'accent sur la réconciliation. Le discours du Trône reconnaît que nous devons continuer à avancer encore plus vite: nous allons travailler à l'élaboration d'un plan d'action pour les femmes autochtones disparues ou assassinées; nous allons adopter des lois conformes à la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones avant la fin de l'année, et nous allons continuer à déployer des efforts pour combler les lacunes dans les infrastructures et nous assurer que chaque communauté a accès à de l'eau potable. Je l'ai mentionné dans ma réponse au premier discours du Trône, mais je tiens à le répéter: nous devons accorder une attention accrue à nos communautés autochtones urbaines. Comme nous le savons, ici en Ontario, plus de 80 % des Autochtones canadiens vivent dans des centres urbains.

En septième lieu, nous avons obéi aux experts en santé publique pour sauver des vies durant la pandémie et nous devons continuer de suivre leurs conseils pour l'épidémie des opioïdes. Il faudrait notamment mettre sur pied un groupe de travail fédéral pour revoir la Stratégie nationale antidrogue, comme le réclament les chefs de police, et aller de l'avant avec les projets de décriminalisation et d'approvisionnement sûr. De nombreuses voix se sont fait entendre à ce sujet: des experts en santé publique de partout au pays ont demandé ce dialogue; des chefs de police ont demandé ce dialogue; le juge en chef de l'Ontario a demandé ce dialogue; et ceux qui ont perdu un être cher ont aussi demandé ce dialogue. Tous ceux qui se sont penchés sur cette question en sont venus à la conclusion que le contexte actuel d'interdiction des drogues contribue à faucher des vies et que seule une réforme en cette matière pourrait en sauver. J'espère que nous pourrions entamer ce dialogue et mettre la politique de côté, comme nous l'avons fait pour la pandémie.

En huitième lieu, le gouvernement peut répondre avec rapidité, efficacité et détermination quand une crise survient, et le Canada a besoin de cette même détermination pour favoriser une relance verte et lutter contre les changements climatiques. Le discours du Trône énonce, à juste titre, que les mesures pour lutter contre les changements climatiques seront la pierre angulaire du plan du gouvernement pour créer et soutenir un million d'emplois à l'échelle du pays. Le pays a besoin de mesures énergiques, des projets de rénovation aux appuis pour les véhicules zéro émission annoncés dans le discours du Trône, et beaucoup plus encore, pour atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050, fixer des cibles plus solides et fondées sur la science pour 2030, et veiller à mettre en place des lois efficaces sur la responsabilité climatique pour établir des objectifs quinquennaux en matière de réduction des émissions de carbone, et transformer ces cibles à long terme en mesures concrètes à court terme.

En neuvième lieu, les maladies infectieuses représentent une grande menace pour notre bien-être collectif, et le gouvernement doit être proactif en vue de prévenir la prochaine pandémie. J'estime que le Centre de mesures et d'interventions d'urgence de l'Agence de la santé publique du Canada devrait procéder à un exa-

men public de la manière dont les activités du Canada, autant au pays qu'à l'étranger, contribuent au risque de nouvelles pandémies et dire aux Canadiens quelles seraient les mesures à prendre pour atténuer ces risques. J'ai récemment eu la chance de m'entretenir avec Jane Goodall, et elle m'a clairement expliqué comment la pandémie est en partie le résultat de la façon dont les humains n'ont pas respecté la planète et les animaux. Nous devons revoir et modifier le traitement que nous réservons à la planète et aux animaux sous l'angle des risques de pandémies.

Enfin, la pandémie n'est pas terminée; il nous restera d'autres leçons à en tirer. L'été nous a, évidemment, offert un répit, mais au fur et à mesure que le temps refroidit et que nous passons de plus en plus de temps à l'intérieur, nous devons respecter scrupuleusement nos bulles, autant que faire se peut. Nous devons nous distancer physiquement des autres et porter des masques lorsqu'il nous est impossible de le faire.

Je veux terminer en remerciant chaque membre de notre communauté qui, dans le cadre de la campagne communautaire Michael Garron, a cousu des masques et participé à leur distribution. Notre bureau a lui-même distribué 10 000 masques en tissu dans notre communauté. Je tiens à remercier tout le monde pour les efforts déployés.

Le gouvernement fédéral continuera d'être là, en partenariat avec les familles canadiennes et les provinces, pour veiller à ce que nous traversions cette pandémie, non seulement pour gérer la crise économique, mais aussi la crise sanitaire.

• (1320)

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Madame la Présidente, je dois dire que je suis très déçu du discours du Trône. Même si je pensais, au départ, que je ne serais pas d'accord avec nombre de ses éléments, je m'attendais à plus d'éclat et à une vision plus audacieuse. Cependant, nous constatons qu'il s'agit, en gros, d'un réchauffé du discours du Trône de 2019.

Cela nous amène à nous demander quel était le but de la prorogation. Était-il vraiment nécessaire de proroger le Parlement? Le moment de la prorogation était assez suspect parce qu'il arrivait dans la foulée du dépôt d'une tonne de documents.

Que pense mon collègue de la prorogation et du moment où elle est survenue?

• (1325)

M. Nathaniel Erskine-Smith: Madame la Présidente, j'avais précisé au moment de la prorogation que j'aurais aimé que les comités poursuivent leurs travaux. Cependant, j'avais également indiqué qu'à mon avis, le sentiment d'indignation exprimé à ce moment-là n'était pas entièrement justifié, puisque l'on ne parlait que de quelques semaines de travail perdues pour les comités et d'à peine un jour ou deux pour la Chambre.

L'Adresse

Je souhaite toutefois répondre au commentaire du député, selon qui le discours du Trône ne contient rien de nouveau. Bien évidemment, le discours prévoit de nombreuses mesures d'urgence, notamment la bonification du programme d'assurance-emploi — qui vise à offrir un soutien du revenu aux Canadiens dans le besoin — et la prolongation du programme de subvention salariale pour les entreprises. Le discours présente aussi des engagements nouveaux et renouvelés en matière de garde d'enfants, de tests de dépistage rapide, de normes nationales dans les maisons de soins infirmiers et d'élimination de l'itinérance chronique. En outre, le gouvernement y affiche une ambition encore plus grande relativement aux mesures en faveur du climat et à la réconciliation. Je m'en voudrais également de passer sous silence le fait que le gouvernement fédéral, dans le discours du Trône, offre une réponse ferme au taux de chômage élevé en planifiant la création d'un million d'emplois.

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais entendre mon honorable collègue parler un peu plus d'arts et de culture.

Je viens d'une région du Québec où c'est un peu plus difficile de faire rayonner la culture, pas seulement en temps de pandémie, mais en temps normal aussi. Pour les diffuseurs, c'est assez difficile de sortir la tête de l'eau. Il y a des difficultés financières récurrentes.

Je parlais avec un diffuseur qui me disait que l'aide provenant du programme du Patrimoine canadien a été complètement ridicule. Il n'a même pas reçu 25 % du montant qu'il reçoit habituellement. Une des solutions qu'il proposait est d'avoir un soutien à la hauteur des revenus des billetteries.

Je sais qu'il a été question d'aider les industries culturelles dans le discours du Trône. J'aimerais savoir ce que mon collègue en pense.

[Traduction]

M. Nathaniel Erskine-Smith: Madame la Présidente, je dirai tout simplement que, comme dans les autres industries, telles que le tourisme et l'hôtellerie, plusieurs acteurs de l'industrie des arts et de la culture auront beaucoup de difficulté à reprendre leurs activités à court ou moyen terme. À l'évidence, nous ne verrons pas, par exemple, la tenue de grands événements en personne. C'est pourquoi le discours du Trône souligne l'engagement d'aider les industries les plus durement touchées par la pandémie, en fonction de secteurs précis. Cet engagement doit alimenter une discussion continue sur le sujet.

Mme Jenica Atwin (Fredericton, PV): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours, mais je n'ai pu m'empêcher de remarquer le manque d'enthousiasme dans sa voix lorsqu'il parle de ces promesses.

Comment puis-je me réjouir de ce discours? Y a-t-il quelque chose qui m'échappe? Y a-t-il quelque chose que nous pouvons croire dans ce discours, contrairement à celui de 2019? J'aimerais savoir ce que le député en pense.

M. Nathaniel Erskine-Smith: Madame la Présidente, il ne faut pas s'imaginer à tort, à cause du travail à la maison et de la technologie, que je manque d'enthousiasme pour ce qui a été promis dans le discours du Trône. J'étais aussi enthousiaste au sujet du discours du Trône de 2019 et, comme je l'ai dit, il y a une combinaison d'engagements. Nous voulons évidemment respecter les engagements pris en 2019, notamment en matière de contrôle des armes à feu et d'assurance-médicaments. Nous voulons aussi évidemment renou-

veler des engagements et agir plus rapidement dans toutes sortes de dossiers, y compris celui des changements climatiques.

Pour terminer, je vais parler plus précisément des changements climatiques, une question qui, je le sais, nous préoccupe tous. Depuis 2015, les émissions prévues pour 2030 sont passées de 815 à 592 mégatonnes, soit une réduction de 25 %, grâce aux politiques de lutte contre les changements climatiques que nous avons mises en place. Tant et aussi longtemps qu'elles tiendront et qu'il n'y a pas de gouvernement conservateur au pouvoir, nous poursuivrons absolument nos efforts. Je suis tout à fait résolu à le faire, et je sais que le gouvernement fédéral l'est également.

Je suis non seulement enthousiaste au sujet de ces engagements, mais aussi au sujet de leur réalisation. Le travail à accomplir après la présentation d'une mise à jour financière et du budget, entre autres, aura bien plus d'importance que le discours du Trône. Ce qui compte, c'est de tenir ses engagements.

M. Chris d'Entremont (Nova-Ouest, PCC): Madame la Présidente, je suis heureux de prendre la parole dans cette enceinte au sujet du discours du Trône qui a été présenté aux Canadiens mercredi dernier.

● (1330)

[Français]

De plus, je vous informe que je vais partager mon temps de parole avec le député de Barrie—Innisfil.

[Traduction]

Tout d'abord, je veux faire un clin d'œil au député de Kings—Hants — et j'espère qu'il est toujours en ligne —, qui a parlé des marées les plus hautes qui caractérisent la baie de Fundy. J'espère qu'il n'oublie pas qu'il partage cette baie avec moi, en tant que député de Nova-Ouest, ainsi qu'avec le député de Cumberland—Colchester, celui de Fundy Royal et ceux qui sont dans les environs de Saint John. Lorsqu'il dit qu'il a les marées les plus hautes du monde, il faut bien sûr comprendre que c'est quelque chose qu'il a en commun avec nous.

Il y a maintenant une semaine que le discours du Trône a été présenté à l'ensemble des Canadiens. Compte tenu des circonstances actuelles, j'aurais aimé l'accueillir avec soulagement, mais malheureusement, ce discours est un ramassis des discours précédents. C'est un amalgame de restes de promesses que les libéraux ont déjà faites, mais qu'ils n'ont pas tenues. Je suis donc très sceptique quant à la reprise économique du Canada après la pandémie.

Il est carrément honteux et inacceptable d'avoir prorogé le Parlement pendant six semaines et de ne revenir avec rien d'autre que ce discours on ne peut plus mal adapté à la crise sanitaire qui touche notre pays d'un océan à l'autre. Chacun de nous est touché par les problèmes que nous connaissons tous, ainsi que par les problèmes particuliers qui diffèrent d'une province à l'autre et de région en région.

Nous savons que les Canadiens ont désespérément besoin d'aide. Les gens auront besoin de soutien pendant encore plusieurs mois, et les députés de l'opposition en sont tout à fait conscients. Cela dit, avant que le gouvernement injecte des sommes considérables dans des programmes, il incombe aux parlementaires de lui poser des questions pointues et essentielles pour s'assurer que les dépenses futures seront faites correctement.

L'Adresse

Un gouvernement minoritaire qui est responsable et respectueux devrait consulter les partis d'opposition plus de 48 heures avant l'impression d'un discours du Trône, surtout quand le pays traverse une période comme celle que nous vivons actuellement et que la dette nationale atteint des proportions désolantes et inquiétantes.

Comme le gouvernement est minoritaire, il doit, dans l'intérêt de la population canadienne, collaborer avec les partis d'opposition pour la relance économique du pays dans ce contexte de crise. Le premier ministre aurait dû, pour une fois, travailler avec les autres partis afin de renforcer l'approche « Équipe Canada » au lieu de le faire seulement quand cela lui convient ou parce qu'il cherche à défendre son discours du Trône, par exemple.

[Français]

Nous savons que le discours du Trône révèle un manque de courage et de volonté. En effet, aucune mesure de relance économique n'est incluse dans le discours du Trône.

[Traduction]

Il faut, de plus, que les paiements de transfert additionnels en santé versés aux provinces et aux territoires soient sans condition, au lieu d'être assortis de conditions, ce qui constitue une intrusion directe dans ce champ de compétence provinciale. Ce n'est certainement pas le temps d'accentuer les profonds désaccords que le premier ministre a avec ses homologues provinciaux. Il faut plutôt aider les Canadiens, les petites entreprises, les industries, les personnes âgées et les personnes les plus vulnérables de notre pays.

J'ai été ministre du portefeuille de la Santé en Nouvelle-Écosse il y a 12 ans, et je sais très bien que la situation sanitaire de ma province n'était pas celle du Québec ou de l'Alberta. C'est encore plus vrai aujourd'hui, puisque le nombre de cas dans la bulle de l'Atlantique est encore près de zéro, contrairement ce qu'il en est en Ontario et au Québec. Le premier ministre se doit de laisser les provinces gérer elles-mêmes leurs besoins.

Comment se fait-il qu'un pays comme le Canada, que le premier ministre vante depuis des années de s'en tirer mieux que tous les autres pays du G7, n'a pas encore accès à des tests de dépistage rapide de la COVID pour ses citoyens, a un taux de chômage plus élevé que tous les autres et a un déficit qui atteint un niveau catastrophique et sans précédent?

Où est passé le vrai sens du leadership du premier ministre? Au sujet du dépistage, le gouvernement a annoncé hier qu'il faudra attendre de deux à six semaines, ou même plus, avant que les Canadiens puissent avoir accès au nouveau test.

Dans ma circonscription, West Nova, le tourisme et l'industrie de la pêche sont au cœur de l'économie locale, et ils ont été frappés de plein fouet dès les premières semaines de la pandémie. Ils sont encore durement touchés et le demeureront assurément au cours des prochaines années.

J'ai informé rapidement les ministres de mes préoccupations et des problèmes que les entreprises dans West Nova avaient dès le début de la pandémie. Puis, lorsque les mesures d'urgence du gouvernement sont finalement arrivées, il était trop tard pour nombre d'entre elles, car elles ne répondaient pas aux critères d'admissibilité.

J'estimais être intervenu à temps, mais le plan d'intervention d'urgence du gouvernement a été mis en œuvre au ralenti et est arrivé trop tard pour les petites entreprises du secteur touristique et pour

d'autres petites entreprises canadiennes. La saison touristique dans la région de l'Atlantique et le taux de survie des entreprises de ce secteur ont été catastrophiques, comme partout ailleurs au Canada.

Dans le discours du Trône, le gouvernement affirme qu'une aide supplémentaire sera finalement disponible pour les petites entreprises, mais, malheureusement, il est déjà trop tard pour nombre de ces entreprises, qui attendaient, comme moi, l'annonce de véritables changements.

• (1335)

[Français]

Je demeure convaincu que si le premier ministre n'avait pas prorogé le Parlement aussi longtemps et avait agi en vrai chef d'État qui accorde la priorité à la survie de son pays, nous aurions pu travailler ensemble, en tant que parlementaires respectueux, sur les mesures financières et les programmes d'urgence qui auraient pu être adaptés en fonction des différentes réalités du pays.

[Traduction]

Cet été, j'ai parcouru ma circonscription pour m'entretenir avec les entrepreneurs, surtout ceux qui exploitent des entreprises liées au tourisme. J'ai fait mon possible pour les soutenir et pour faire connaître les trésors cachés de Nova-Ouest à un plus vaste public. Nous avons une très belle circonscription qui s'étend des côtes acadiennes de Clare et d'Argyle aux collines et aux exploitations agricoles de la vallée d'Annapolis. Je me suis vite aperçu que les entreprises se sentent complètement oubliées par le gouvernement, car, pour une raison ou une autre, elles ne sont pas admissibles aux programmes d'aide aux entreprises.

Comme cela a été mentionné plus tôt, plusieurs éléments du discours du Trône sont des promesses rompues recyclées, comme l'accès à Internet haute vitesse dans les régions rurales comme Nova-Ouest, la modernisation de la Loi sur les langues officielles et la réconciliation avec les Premières Nations du Canada.

Le gouvernement fait des promesses liées à la réconciliation avec les Premières Nations depuis 2015, au point où c'est devenu une plaisanterie. Je trouve regrettable que les libéraux continuent de prendre la promesse de réconciliation avec les peuples autochtones à la légère. C'est un enjeu bien réel et très sérieux, mais le premier ministre s'en sert seulement de manière opportuniste, lorsqu'il éprouve des problèmes et qu'il doit refaire son image. Il est navrant de le voir rompre les promesses qu'il a faites aux Premières Nations, par exemple, dans sa façon de donner suite au rapport sur les femmes et les filles autochtones assassinées ou portées disparues, ou de réagir à la crise des blocus ferroviaires des Wet'suwet'en.

La crise de la pêche au homard qui dure depuis près d'un mois dans ma circonscription est l'exemple parfait de ces échecs. Cette crise était prévisible depuis des mois, voire presque un an. Fidèle à sa politique de non-intervention, la ministre des Pêches et des Océans a préféré ne pas tenir compte des signes précurseurs, croyant que le différend entre les pêcheurs commerciaux et les Micmacs allait se régler de lui-même, tout comme le premier ministre croyait que le budget allait s'équilibrer de lui-même. Malheureusement, aucune de ces deux pensées magiques ne va se réaliser tant que les libéraux seront au pouvoir. Toutes ces situations catastrophiques que le gouvernement provoque puis fait semblant de ne pas voir ne feront qu'empirer, ce qui causera à bien des Canadiens des souffrances qui pourraient être évitées.

L'Adresse

Les tensions entre ces deux groupes sont au plus haut depuis des semaines. Que ce soit en mer ou sur les quais, la sécurité publique est en jeu. Les manifestations devraient d'ailleurs se poursuivre, puisque aucune entente n'a encore été jugée acceptable par l'une ou l'autre des parties. Il a quelques semaines, la ministre et moi avons convenu que nous devions unir nos efforts afin de mettre fin à ce conflit dans un laps de temps raisonnable, tout en tenant compte des intérêts des deux parties.

Il s'agit d'un exemple parfait de situation où le conservateur que je suis était tout prêt à collaborer avec le gouvernement — et je le suis encore —, mais j'attends encore les appels de suivi et les propositions équitables que la ministre m'avait promis. Je trouve absolument inacceptable que la ministre affirme qu'elle discute avec les deux groupes de pêcheurs alors qu'en réalité, les pêcheurs commerciaux essaient encore de se faire entendre. La ministre nous dit depuis des semaines que les choses progressent, mais de toute évidence, si elles avancent, ce n'est pas dans la baie Ste-Marie. Elle devrait avoir honte de manquer autant de leadership et d'avoir été incapable de régler rapidement une situation aussi urgente, alors que c'était sa responsabilité en tant que ministre. Le temps presse, et elle doit agir sans plus tarder.

Comment peut-on espérer une réconciliation durable avec les peuples autochtones quand c'est à cause de l'incurie du gouvernement que ces deux groupes pourtant pacifiques s'affrontent aujourd'hui? Cette crise pourrait compromettre les efforts de réconciliation pour une autre génération. Les libéraux devraient vraiment avoir honte.

Je suis impatient d'exercer mes fonctions de ministre du cabinet fantôme pour les affaires intergouvernementales et l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. Je promets au ministre des Affaires intergouvernementales de ne pas abuser de son numéro de téléphone. Après tout, dans quel pétrin deux Acadiens peuvent-ils se mettre?

Je n'en suis que plus déterminé à demander des comptes au gouvernement, que ce soit ici, aux comités ou, il va sans dire, dans ma circonscription.

[Français]

La Nouvelle-Écosse et le Canada méritent mieux.

• (1340)

[Traduction]

M. Matthew Green (Hamilton-Centre, NPD): Madame la Présidente, ma circonscription se trouve en plein centre d'Hamilton.

Il est intéressant d'entendre mes collègues conservateurs à l'autre bout parler de réconciliation. Je conviens que, de façon générale, le gouvernement a accumulé les déceptions et les échecs. Des processus sont en place pour régler les revendications territoriales. Ils contribuent fondamentalement au génocide autochtone en cours. D'ailleurs, non loin de chez moi, sur les territoires des Haudenosau-nee, qui font partie des Six Nations, le gouvernement fait encore du développement sur des terres visées par des revendications territoriales.

Si on tient compte du cadre juridique établi par la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, ce que les libéraux disent vouloir faire, quelle mesure importante mon collègue conservateur aurait-il à proposer pour assurer le respect de la souveraineté des Autochtones sur les terres visées par des revendications

territoriales, dans le cadre des relations de nation à nation avec les nations signataires de traités?

M. Chris d'Entremont: Madame la Présidente, je ne peux pas parler des revendications territoriales. En Nouvelle-Écosse, il y a les traités de paix et d'amitié de 1752. Je pense qu'il y en a eu deux autres après cela. Il est question en ce moment d'une décision de la cour, l'arrêt Marshall, qui établit comment les pêches devraient être gérées et de quelle façon les groupes autochtones devraient y avoir accès.

Le ministère, sous la direction de la ministre, a négligé de mener un dialogue pour que les gens comprennent la situation et s'entendent véritablement sur la définition de « subsistance convenable ». C'est la question au cœur de ce différend et de cette discussion.

Il incombe à la ministre, au gouvernement, au premier ministre et à tous les intervenants concernés de discuter avec les parties visées afin de trouver une solution pour mettre un terme à cette crise. Il faudra y mettre fin à un moment donné.

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais remercier mon collègue de son discours.

Il y a une situation semblable dans ma circonscription. Une communauté autochtone à Listuguj a organisé la pêche automnale. Pourtant, les négociations allaient très bien avec Pêches et Océans Canada. Il y a quelques mois, on disait que cela allait bon train et que la communauté allait probablement recevoir son permis de pêche commerciale. À la dernière minute, tout juste avant le début de la saison de la pêche, le gouvernement a changé son fusil d'épaule et ne lui a pas donné le permis.

J'aimerais que mon collègue nous dise comment le gouvernement fédéral va entamer cette réconciliation dont il parle autant s'il continue à agir comme cela avec les communautés autochtones.

M. Chris d'Entremont: Madame la Présidente, j'aimerais remercier ma collègue.

C'est une difficulté qu'on rencontre souvent quand il s'agit de l'interprétation de projets de loi et de décisions de cours. Comment va-t-on trouver des solutions pour les personnes qui sont affectées par ces décisions? Dans ce cas-ci, cela fait 21 ans qu'on essaie de trouver la solution. Je pense que c'est un manque de leadership de la part du ministère. Il propose différentes solutions pour différentes personnes de différentes régions. Je pense qu'on a besoin de trouver une solution finale, et seule la ministre peut vraiment demander à son ministère de trouver cette solution.

[Traduction]

M. Nathaniel Erskine-Smith (Beaches—East York, Lib.): Madame la Présidente, je suis extrêmement reconnaissant au député d'avoir mis en évidence la réconciliation et les questions autochtones. Les progrès réalisés laissent parfois à désirer. Il y a eu quelques réussites, comme la levée de plus de 60 % de tous les avis d'ébullition d'eau à long terme, mais nous n'avons pas fait suffisamment de progrès. On peut facilement et à juste titre l'affirmer.

Le député pourrait-il nommer une mesure précise qu'il a réclamée pour améliorer la vie des peuples autochtones?

L'Adresse

M. Chris d'Entremont: Madame la Présidente, j'ai deux bandes autochtones dans Nova-Ouest, soit la bande de l'Acadie et la bande de Bear River. Ce sont de deux bandes qui ont joué un rôle crucial dans la vie des Canadiens. Elles ont essentiellement été les premières à accueillir des Européens dans notre grand pays. Elles ont été à l'origine d'un bon nombre des décisions dont nous sommes saisis.

Je travaille sans relâche pour essayer de trouver des solutions qui conviendraient à toutes les parties, contrairement aux libéraux qui dressent les groupes autochtones contre les groupes non autochtones et créent des conflits entre des éléments d'une population qui partagent le même territoire depuis 300 ans. Les libéraux devraient avoir honte.

• (1345)

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Madame la Présidente, c'est un grand honneur pour moi de prendre la parole au nom des habitants de Barrie—Innisfil pour répondre au discours du Trône.

Avant de commencer, je tiens beaucoup à remercier tous les premiers répondants — et pas seulement dans Barrie—Innisfil, mais partout au pays —, c'est-à-dire ceux et celles qui ont été sur la première ligne, les travailleurs de la santé. J'étais pompier en 2003 quand il y a eu la crise du SRAS. Je me souviens de l'anxiété que nous avions ressentie, mes collègues et moi, ces gens des services paramédicaux et policiers avec qui je travaillais pour faire face à la crise. Cette anxiété était amplifiée par le fait que nous ne savions pas si nous allions contracter le virus et le rapporter à la maison.

Je suis vraiment reconnaissant envers les premiers répondants et les travailleurs de la santé de première ligne. Ils méritent notre plus grand respect.

Je veux aussi remercier le personnel administratif qui travaille dans la Chambre des communes. Je sais que Gaétan s'efforce de garder nos bureaux propres afin que nous ne rapportions pas le virus dans nos circonscriptions.

Il y a six semaines, le gouvernement a prorogé le Parlement. À ce moment-là, nous étions au plus fort d'un scandale qui devenait de plus en plus juteux à mesure que de nouvelles informations faisaient surface. Le premier ministre a déclaré qu'il prorogait le Parlement parce qu'il voulait définir une nouvelle orientation plus ambitieuse pour le pays. À mon avis, à ce moment-là, le premier ministre avait pour seule ambition de sauver sa carrière politique.

Les députés se rappelleront que le gouvernement s'empêtrait de plus en plus dans le scandale. Plus d'informations devenaient accessibles. De plus en plus de personnes impliquées dans le scandale faisaient l'objet d'accusations. Par conséquent, le premier ministre et le gouvernement ont simplement décidé de proroger le Parlement pour le faire disparaître. Il ne disparaîtra pas.

Examinons le plan ambitieux du premier ministre. Si les députés examinent la plateforme électorale de 2015 du Parti libéral intitulé « Changer ensemble », ils constateront que bon nombre de leurs promesses de l'époque ont été recyclées ou remaniées dans le discours du Trône. Beaucoup de députés se rappelleront que, lors de l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, en 2015, les libéraux étaient très portés sur la « résultatologie », mais il a fait bien peu en ce sens, outre remanier et recycler ses promesses.

Au début de la crise, nous travaillions tous ensemble dans le cadre d'une approche « Équipe Canada ». Je l'ai dit l'autre jour

lorsque j'ai parlé du projet de loi C-4. De nombreux députés ont été en première ligne. Nous étions là pour répondre aux citoyens, car beaucoup de bureaux de Service Canada fermaient. Les gens appelaient nos bureaux parce qu'ils étaient anxieux. Le niveau d'anxiété était plus élevé en raison de la peur, de l'inconnu et de l'incertitude de ce qui allait se passer par la suite.

Nous avons tous travaillé ensemble. De nombreux programmes qui avaient été annoncés au début sont devenus terriblement insuffisants, et c'est ce qu'on a constaté. La Subvention salariale d'urgence du Canada, par exemple, a été fixée à 10 % au début. Sans l'opposition, tous les partis d'opposition — et je suis certain que les entreprises ont aussi exercé des pressions sur le gouvernement —, la subvention salariale ne serait pas ce qu'elle est devenue aujourd'hui.

La Prestation canadienne d'urgence avait des lacunes. Des gens étaient laissés pour compte. Les gens recevant des prestations de maternité en sont un exemple. Le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes en est un autre exemple. Beaucoup d'entreprises n'avaient pas droit à la prestation.

En tant que parlementaires, nous avons tous travaillé ensemble pour offrir ces programmes qui, bien sûr, étaient censés être temporaires.

Maintenant que nous nous préparons à une nouvelle vague de COVID-19, il est clair que nous devons — et j'entends par là les parlementaires et le gouvernement — être là pour aider les Canadiens. Cependant, nous devons aussi être présents lors de la relance, non pas tant pour venir à bout de la dépendance envers le gouvernement, mais plus pour créer un plan de relance. C'est justement ce qui fait défaut dans le discours du Trône.

• (1350)

À quoi ressemble la relance?

Nous devons nous assurer que le gouvernement n'entrave pas la relance et qu'il s'en remet au pouvoir du libre marché, des entreprises canadiennes, de leurs employés et de leurs produits. Cela concerne tous les secteurs de notre économie.

L'autre élément qui fait défaut dans le discours du Trône, c'est toute mention de la confiance des investisseurs dans les secteurs de notre économie qui ont été décimés par les politiques, les mesures législatives et la réglementation du gouvernement.

De toute évidence, le secteur des ressources naturelles a subi le contrecoup des décisions prises par le gouvernement. Nous entendons beaucoup de témoignages sur la façon dont l'Alberta se trouve dans une situation précaire à cause des mesures législatives, notamment des projets de loi C-69 et C-48, des règlements et des politiques fiscales qui ont été imposés à ce secteur. Nous voulons passer de la dépendance à la relance, et il n'y a presque rien à ce sujet dans le discours du Trône.

En ce qui concerne la relance, l'autre point sur lequel nous devons vraiment mettre l'accent est celui du dépistage rapide. Curieusement, le gouvernement vient juste d'approuver, hier, un test rapide de dépistage pour lequel une demande avait été présentée à Santé Canada seulement 24 heures auparavant. Étonnant à quel point le gouvernement et Santé Canada peuvent agir rapidement quand ils voient l'énorme inquiétude des Canadiens qui attendent en ligne pour le dépistage de la COVID-19. En fait, les tests rapides de dépistage sont déjà utilisés dans d'autres pays. Douze autres pays, nos alliés dans bien des cas, ont approuvé ce genre de test. Nous avons des pactes et des accords commerciaux avec eux. De nombreux tests ont été soumis à Santé Canada. Pourquoi lui faut-il tant de temps? Du temps qui cause des problèmes aux familles canadiennes qui doivent faire la file pour le dépistage et ensuite attendre pour avoir les résultats.

Les tests rapides de dépistage vont être un élément crucial de la relance. Je suis heureux qu'on en ait approuvé un, mais le gouvernement doit faire plus à cet égard.

Le directeur parlementaire du budget a signalé que plus le plan de dépenses se prolongera, moins il sera viable. On parle en effet d'un déficit de 343 milliards de dollars et d'une dette de près de 1,2 billion de dollars. Voilà pour la partie « dépenses » de la comptabilité. Nous devons donc veiller à créer des revenus pour payer ces programmes. Pour ce faire, nous devons, comme je l'ai dit plus tôt, laisser libre cours au pouvoir de l'économie en réduisant le fardeau législatif, réglementaire et fiscal et le nombre de politiques, et en stimulant la confiance des investisseurs, lesquels nous procureront les revenus dont nous avons besoin pour payer ces programmes.

Le 1^{er} octobre est une journée difficile pour beaucoup de petites et moyennes entreprises. Elles doivent payer leur loyer aujourd'hui, et l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial posera des problèmes aux propriétaires d'entreprise qui comptent sur elle, bien qu'ils soient peu nombreux en raison des graves lacunes du programme.

Le dernier sujet que je souhaite aborder est celui des vétérans. S'il y a un secteur que ce discours du Trône audacieux et ambitieux a négligé, c'est celui des vétérans. Il ne contient pas un seul mot à leur sujet. Plus tôt cette semaine, le directeur parlementaire du budget a souligné que près de 50 000 dossiers n'avaient pas encore été traités. C'est une source d'anxiété pour les 50 000 vétérans qui attendent toujours une décision et pour leur famille. J'espère que le gouvernement annoncera un plan en vue de remédier à cette situation.

Il y a deux ans, le NPD a proposé un plan visant à réduire certains des arriérés, et nous l'avons appuyé. Le gouvernement doit voir à ce que ce problème soit réglé. À titre de ministre des Anciens Combattants au sein du cabinet fantôme, je ferai tout mon possible pour que le gouvernement prenne la responsabilité de régler ces arriérés.

• (1355)

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, j'ai entendu aujourd'hui un certain nombre de députés conservateurs parler des tests rapides et de leur déception quant au temps qu'il a fallu pour les mettre en place. Je peux dire aux députés que je préfère de loin suivre les conseils de Santé Canada plutôt que ceux d'un politicien lorsqu'il s'agit de me donner un avis médical et de déterminer lorsqu'un test est prêt. Je sais que ce député et d'autres collègues ont mentionné d'autres pays en parlant des tests

L'Adresse

rapides, mais nous avons notre propre agence de santé indépendante pour nous conseiller sur les meilleures pratiques à l'intérieur de nos propres frontières autonomes. Je tiens à ajouter que mon épouse a passé cinq heures dans la file d'attente pour un test il y a deux jours, ici à Kingston, et elle aussi préférerait de loin savoir que son test, s'il s'agit d'un test rapide, est approuvé par Santé Canada.

Ma question pour le député est assez directe, et je l'avais d'ailleurs posée à un autre député conservateur, qui n'y a pas du tout répondu. S'il était ministre de la Santé, aurait-il approuvé un test rapide sans l'avis de Santé Canada?

M. John Brassard: Madame la Présidente, il est clair que la question des tests rapides est une priorité pour l'ensemble de la population canadienne. Si j'étais ministre de la Santé, au plus fort de cette pandémie, en mars ou avril, alors que 12 autres pays, dont certains de nos alliés, avaient approuvé la question du dépistage rapide, je me serais assuré que Santé Canada agisse rapidement pour que la femme du député n'ait pas à faire la queue pendant cinq heures pour subir un test.

Si nos alliés ont approuvé ces tests, et que l'Union européenne, dont les régimes de test sont plus stricts que partout ailleurs dans le monde, a approuvé des tests rapides similaires à ceux dont dispose actuellement Santé Canada, alors pourquoi cette agence met-elle autant de temps à donner son approbation? Les Canadiens attendent désespérément ce type de tests, et le sort de notre économie en dépend également.

[Français]

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Madame la Présidente, mon collègue a parlé de ressources naturelles et d'économie.

On peut voir les choses de deux façons. On peut avoir le nez collé sur le court terme et oublier plusieurs secteurs, qui auront automatiquement des faiblesses. On peut aussi voir les choses à plus long terme, ce qui portera des fruits sur une plus longue période, mais requiert de la patience. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est Donald Drummond, ex-économiste en chef de la Banque Toronto-Dominion et professeur à l'Université Queen's. Il dit qu'il faut voir à long terme. Actuellement, certains pays ont des mesures fiscales et économiques qui favorisent une transition verte.

Quelle est l'opinion de mon collègue sur ce que dit cet économiste?

[Traduction]

M. John Brassard: Madame la Présidente, il incombe au gouvernement d'avoir une vision à long terme s'agissant d'économie, de prévisions économiques, etc. Toutefois, si l'on comprend bien la teneur du discours du Trône, on pourrait presque penser que le gouvernement va tout sacrifier à une économie verte.

Selon moi, nous devons emprunter une voie parallèle. Il y aura toujours une demande pour les ressources naturelles. Il y aura toujours une demande pour le pétrole. Il y aura toujours une demande pour le gaz naturel liquéfié. Qui pourrait être mieux placé que le Canada, qui a des ressources naturelles propres et écologiquement durables, pour répondre à la demande? Si nous ne soutenons pas le secteur des ressources naturelles maintenant, alors que la demande existe toujours, en plus de poursuivre sur la voie des technologies vertes, nous dépendrons, pour notre énergie, de pays despotiques qui ne respectent pas les mêmes normes que nous au chapitre des droits de la personne, de l'environnement et du travail.

Déclarations de députés

M. Daniel Blaikie (Elmwood—Transcona, NPD): Madame la Présidente, le député a parlé des anciens combattants. Je me souviens à ce sujet que la campagne électorale de 2015 avait vu de nombreuses organisations d'anciens combattants se politiser à la suite des réductions de services imposées par les conservateurs à leur endroit. Le gouvernement actuel leur a promis de corriger la situation, mais il ne l'a pas fait, ce que montre une foule de rapports.

Je me demande simplement comment passer de la parole aux actes dans le dossier des anciens combattants, car les derniers gouvernements qui se sont succédé n'ont pas trouvé de solution et n'ont pas réussi à rendre justice aux anciens combattants du Canada.

• (1400)

M. John Brassard: Je le dis très franchement, madame la Présidente, ce qu'il faut faire, c'est arrêter de mentir aux anciens combattants.

Les gouvernements successifs ont menti aux anciens combattants, et d'ailleurs nous aussi, en tant que gouvernement conservateur. Arrêtons de mentir et disons-leur la vérité. Disons-leur ce que nous sommes en mesure de faire; sinon, expliquons-leur pourquoi. C'est comme cela qu'on traite les anciens combattants dans ce pays: on arrête de leur raconter des histoires.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LA CLINIQUE 554

Mme Jenica Atwin (Fredericton, PV): Madame la Présidente, en ce jour où tous les partis ont dénoncé à la Chambre la pratique odieuse de la thérapie de conversion, je prends une nouvelle fois la parole pour parler de la clinique 554.

On a beaucoup parlé des efforts faits par le personnel de cette clinique pour que les Néo-Brunswickois aient accès à des services d'avortement. Ce qui est moins connu, c'est que la clinique 554 est aussi un centre d'excellence pour les soins de santé aux transgenres dans une province où il y a encore beaucoup de stigmatisation. Bon nombre des personnes exposées aux violations des droits de la personne dans le cadre de la thérapie de conversion ont repris goût à la vie grâce à la compassion et à l'humanité dont font preuve le Dr Edgar, Valerya et toute l'équipe de la clinique 554.

La clinique 554 sauve des vies et elle ferme ses portes parce que la province n'annulera pas le Règlement 84-20 de la Loi sur le paiement des services médicaux du Nouveau-Brunswick, en violation directe de la Loi canadienne sur la santé, et ne reconnaîtra pas non plus que les soins de santé donnés aux personnes transgenres sont une sous-spécialité de la médecine qui mérite un financement proportionnel au service assuré.

Pour sauver cette clinique, pour protéger les droits de la personne et pour sauver des vies, il faut que le gouvernement fédéral intervienne au Nouveau-Brunswick.

LA CLINIQUE 554

M. Wayne Long (Saint John—Rothesay, Lib.): Madame la Présidente, hier, la clinique 554, le seul fournisseur de services d'avortement à l'extérieur des hôpitaux et de soins de santé spécialisés pour les personnes trans au Nouveau-Brunswick, a dû mettre la

clé sous la porte définitivement en raison du refus du gouvernement provincial de révoquer le règlement 84-20. Ce règlement refuse la protection offerte sous le régime d'assurance-maladie pour les avortements pratiqués dans les cliniques communautaires, et Santé Canada a répété à maintes reprises qu'il contrevient de manière flagrante à la Loi canadienne sur la santé.

La fermeture de la clinique 554 qui découle de cette politique porte en outre atteinte de manière manifeste et injustifiable aux droits des femmes et des personnes de la communauté LGBT-Q2IA+ garantis par la Charte dans la province. C'est absolument inacceptable. Le gouvernement Higgs doit révoquer immédiatement le règlement 84-20, et le gouvernement fédéral doit continuer de prendre les mesures sans précédent nécessaires pour protéger et promouvoir le droit de choisir et les droits de la communauté LGBTQ2IA+ dans la province.

LA PORNOGRAPHIE EN LIGNE

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement a indiqué qu'il veut s'attaquer aux géants du Web. J'enjoindrais au gouvernement de commencer par ce qui se passe ici même au Canada, dans notre cour, en exigeant que les plateformes numériques soient exemptes d'exploitation sexuelle.

PornHub et sa société mère MindGeek, dont le siège social est à Montréal, exercent leurs activités et tirent des profits de l'exploitation sexuelle en parfaite impunité. Leur chiffre d'affaires annuel s'élève à près d'un demi-milliard de dollars. Depuis des années, des vidéos montrant des agressions sexuelles sur des enfants, des actes de torture, des viols et la traite de femmes et d'enfants à des fins sexuelles ont été publiées par MindGeek, qui en tire des profits.

Les vidéos d'exploitation sexuelle qui sont téléversées sur les plateformes de MindGeek peuvent être vues et téléchargées des millions de fois, revictimisant chaque fois les personnes exploitées. Un nombre considérable de ces vidéos restent en ligne pendant des mois, voire des années, même après qu'elles ont été signalées aux forces de l'ordre. Cette exploitation éhontée a mené des entreprises à couper leur lien avec MindGeek, par exemple PayPal. C'est scandaleux. Le temps est venu de mettre un terme à l'impunité de MindGeek.

Je demande au gouvernement de mettre fin à l'exploitation des femmes et des filles en ligne.

[Français]

LA RÉSIDENCE ESTIA

M. Yves Robillard (Marc-Aurèle-Fortin, Lib.): Monsieur le Président, le 18 septembre dernier, j'ai participé à la visite d'un nouvel établissement pour nos aînés dans ma circonscription de Marc-Aurèle-Fortin, à Laval: la Résidence Estia. En compagnie de ma collègue la députée de Vimy, nous avons pu visiter cette résidence neuve qui peut maintenant accueillir nos aînés en toute sécurité.

Je suis fier de pouvoir dire que notre gouvernement s'engage clairement en faveur des aînés pendant cette crise et que nous ne les laisserons pas tomber. Cette détermination se traduit aussi au sein du programme Nouveaux Horizons pour les aînés. Ce programme de subventions permet, entre autres, de prévenir la maltraitance envers les aînés et de favoriser l'inclusion de ceux-ci au sein de notre société.

Prenez soin de vous. *Efcharistó.*

* * *

• (1405)

LA CATALOGNE

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, il n'y a pas que le Québec pour qui octobre évoque des souvenirs sombres et qui a vu l'armée d'une fédération se prétendant ami faire résonner la semelle des lourdes bottes de la répression dans ses propres rues.

Il y a trois ans, le 1^{er} octobre, pour contrer le référendum sur l'autodétermination organisé par le gouvernement légitime de la Catalogne, l'Espagne a déployé la violence et s'est couverte de honte.

En cautionnant l'Espagne, le Canada ménage ses options face à un mouvement indépendantiste québécois qui refuse de rendre l'âme, car des deux nations, l'âme québécoise est celle qui n'a pas à avoir honte.

L'exprime encore au président Puigdemont en exil et au président Torra destitué par l'Espagne toute mon amitié et mon engagement à ce que chaque nation puisse exercer son droit à l'autodétermination et chanter sa propre culture dans sa propre langue, reflet de ses propres valeurs.

Vive la Catalogne libre!

* * *

[Traduction]

LES TRAVAILLEURS QUALIFIÉS

M. Francesco Sorbara (Vaughan—Woodbridge, Lib.): Monsieur le Président, alors que nous nous employons à rebâtir sur des bases plus solides dans le sillage de la pandémie, le gouvernement investit dans les Canadiens, dans le filet de sécurité sociale et dans les infrastructures essentielles, éléments sur lesquels nous comptons tous. Nous devons nous assurer d'avoir la main-d'œuvre voulue pour le XXI^e afin bâtir les infrastructures et créer des emplois bien rémunérés, comme ceux qui sont offerts dans le cadre du programme de formation des apprentis dans ma circonscription, Vaughan—Woodbridge, aux installations de la section locale 183 de l'Union internationale des journalistes d'Amérique du Nord, ou U-I-JAN, et de la section locale 27 du syndicat des charpentiers et des gens de métiers connexes.

Les syndicats locaux ont réagi à la COVID-19 notamment en resserrant les mesures de sécurité et en veillant à ce que leurs membres continuent de faire leur travail en toute sécurité.

Au cours de sa carrière, mon père a été ouvrier, menuisier, tôlier et couvreur. Les gens de sa génération ont fait énormément de sacrifices pour aider à bâtir notre grand pays. Aujourd'hui, nous devons continuer d'investir dans la prochaine génération de gens de métier et les former. Cet investissement assurera de bons emplois pour les Canadiens et contribuera également à bâtir les collectivités du Canada où nous avons la chance de vivre.

Déclarations de députés

LE JOURNAL *THE NEW TANNER*

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC): Monsieur le Président, un journal local de plus ferme ses portes. Pendant 22 ans, le journal *The New Tanner* a été une voix importante pour Acton et sa région. Depuis sa fondation par Ted Tyler et Hartley Coles, *The New Tanner* était la référence en matière de nouvelles communautaires, donnant ainsi aux habitants du coin un sentiment d'appartenance dans un univers mondialisé.

Tout le monde le sait, les journaux sont en difficulté depuis un certain temps déjà. La pandémie n'a pas aidé.

Les activités sportives ou parascolaires locales, les événements organisés par la Légion et une foule d'autres événements locaux ont été annulés, ce qui a créé une situation impossible pour les petits journaux locaux couvrant ces événements. Le mois dernier, les propriétaires du journal ont décidé de mettre la clé sous la porte.

Cette entreprise fondée par Ted Tyler et Hartley Coles il y a tant d'années a marqué la vie de milliers d'habitants de la région pendant des décennies. Je remercie *The New Tanner* d'avoir rassemblé les membres de la communauté en publiant leur histoire pendant si longtemps.

* * *

LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE

Mme Annie Koutrakis (Vimy, Lib.): Monsieur le Président, j'interviens à la Chambre aujourd'hui pour souligner le 60^e anniversaire de l'indépendance de la République de Chypre. Comme il s'agit de ma première déclaration en tant que députée depuis mon élection, c'est pour moi un honneur de célébrer cette date importante.

Le Canada et Chypre ont une longue histoire de coopération internationale. Nos pays entretiennent de solides relations bilatérales grâce à leurs députés et collaborent au sein de plusieurs organisations multilatérales, dont celle de la Francophonie, l'Organisation mondiale du commerce, l'UNESCO et la Cour pénale internationale.

[Français]

L'un des aspects les plus marquants de la relation du Canada avec Chypre est la participation continue de notre pays à la force de maintien de la paix des Nations unies à Chypre.

Depuis 1964, le Canada a joué un rôle actif dans la préservation de la paix et la fourniture d'une aide humanitaire à Chypre. À l'occasion du 60^e anniversaire de son indépendance, le Canada se joint à Chypre pour célébrer nos valeurs démocratiques communes et le respect des droits de l'homme, tant au Canada que dans le monde entier.

Chypre reste un partenaire international important pour le Canada, et nous espérons entretenir des relations étroites avec le peuple chypriote dans les...

Le Président: L'honorable député d'Argenteuil—La Petite-Nation a la parole.

*Déclarations de députés***LA JOURNÉE NATIONALE DES AÎNÉS**

M. Stéphane Lauzon (Argenteuil—La Petite-Nation, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui c'est la Journée nationale des aînés. Plus que jamais ils ont besoin de notre aide. Ils ont construit ce pays et méritent d'avoir une retraite sûre et digne. La pandémie a eu des répercussions sur nos aînés qui vivent davantage de défis économiques et sociaux. Ensemble, nous devons et pouvons en faire plus pour nos aînés.

C'est pourquoi notre gouvernement prend des mesures supplémentaires pour les aider. Nous allons non seulement augmenter la Sécurité de la vieillesse lorsque la personne a atteint 75 ans, nous allons augmenter la pension du survivant du Régime des pensions du Canada. Nous allons prendre des mesures supplémentaires pour aider les aînés à rester chez eux plus longtemps et établir de nouvelles nationales pour les soins de longue durée. Nous allons continuer d'offrir l'aide dont les aînés ont besoin et de les soutenir pendant cette pandémie.

Bonne Journée nationale des aînés.

* * *

● (1410)

[Traduction]

LE MOIS DU PATRIMOINE LATINO-AMÉRICAIN

M. Bob Saroya (Markham—Unionville, PCC): Monsieur le Président, j'interviens aujourd'hui afin de féliciter tous les Canadiens à l'occasion du Mois du patrimoine latino-américain. Nous apprécions toutes les contributions des Canadiens d'origine latino-américaine qui, depuis des générations, aident à bâtir les collectivités et à les rendre plus fortes. Malgré toutes les difficultés et les barrières, ces gens ont montré comment on peut triompher avec des efforts et de la détermination. Partout au pays, leurs communautés sont essentielles à la création d'un avenir meilleur. Soulignons également que les communautés latino-américaines ont uni leurs efforts afin d'aider les plus vulnérables durant le confinement.

Enfin, je veux rendre hommage au parrain du projet de loi au Sénat, le regretté sénateur conservateur Tobias Enverga. Tobias était un ardent défenseur de la diversité et du multiculturalisme au Canada et a consacré sa vie à bâtir des ponts entre les communautés.

Au nom du Parti conservateur et de notre chef, je souhaite à tous ceux qui soulignent le Mois du patrimoine latino-américain une joyeuse célébration.

* * *

[Français]

MADAWASKA—RESTIGOUCHE

M. René Arseneault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, en ces temps de pandémie, je ne peux qu'être fier des gens de ma circonscription, l'une des plus belles au pays, vous vous en douterez.

Au cœur de la crise sanitaire au printemps dernier, avant même que la deuxième vague ne se pointe le nez, les intervenants de Madawaska—Restigouche en entier ont été en constante communication avec nos bureaux. Que ce soit les députés provinciaux, les maires et conseils municipaux, les organismes sans but lucratif, le monde des affaires, le monde sportif ou le monde socioculturel, tous nous ont communiqué leur appui, ont apporté leur grain de sel,

leurs suggestions et leurs opinions constructives afin d'aider notre gouvernement à dessiner des mesures d'urgence qui allaient répondre à ce qui nous hantait le plus en 2020, soit la crise de la COVID-19 et ses répercussions sur notre économie.

Je remercie tous les intervenants de ce beau et résilient Madawaska—Restigouche qui m'ont aidé à acheminer vers Ottawa des solutions aux couleurs de notre région, ce qui a permis d'aider nos gens, nos entreprises et nos organismes à traverser cette crise sanitaire.

Ça va bien aller, et merci du fond du cœur.

* * *

[Traduction]

LA FÊTE DE LA MI-AUTOMNE

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, ce soir, les communautés asiatiques de partout au pays célébreront la fête de la mi-automne, qu'on appelle aussi la fête de la lune. Célébrée traditionnellement lorsque la lune est la plus ronde et la plus lumineuse, cette fête procure aux gens une excellente occasion de se retrouver en famille autour d'une table festive pour exprimer leur gratitude les uns envers les autres. Bien que les célébrations de cette année se verront modifiées à cause de la pandémie, elles seront néanmoins remplies de joie et de nourriture traditionnelle délicieuse, comme les gâteaux de lune.

Les Canadiens d'origine asiatique ont contribué grandement au développement et au dynamisme de ce pays et leur voix déterminée se fait entendre de plus en plus dans le débat politique. Ces Canadiens étaient parmi les premiers à réclamer une réaction plus musclée au début de la pandémie de COVID-19, ainsi qu'une politique étrangère fondée sur des principes qui vise l'avancement de la démocratie et des droits de la personne.

Bon nombre de Canadiens d'origine asiatique ont subi des pressions grandissantes en 2020, à cause du racisme, de la violence et d'une intimidation croissante provenant de l'étranger. Les conservateurs seront toujours aux côtés des Canadiens d'origine asiatique. Nous ne tolérerons jamais le sectarisme, la haine ou l'intimidation dans ce pays.

Au nom des conservateurs canadiens, je souhaite à tous les membres des communautés chinoises, coréennes, japonaises, vietnamiennes, philippines, malaisiennes, taïwanaises et singapouriennes partout au pays, une bonne fête de la mi-automne.

* * *

● (1415)

LA JOURNÉE NATIONALE DES AÎNÉS

Mme Rosemarie Falk (Battlefords—Lloydminster, PCC): Monsieur le Président, en cette Journée nationale des aînés, nous rendons hommage aux personnes âgées du Canada. Pensons à leurs contributions inestimables à nos familles, à nos milieux de travail, à nos communautés et à notre pays. Tous les jours, elles ont un effet positif sur la vie de tous.

Les jeunes générations ont le privilège de tirer parti des réalisations des générations qui les précèdent et des leçons qu'elles ont apprises. En fait, nous devons tant aux aînés du Canada et nous ne pouvons pas les tenir pour acquis. Nous savons que cette année a été particulièrement difficile pour un grand nombre d'entre eux. Il n'a jamais été plus important d'agir pour mieux soutenir les aînés. En effet, lorsque les aînés sont honorés et soutenus, c'est l'ensemble de la société qui est plus forte.

J'invite mes collègues et tous les Canadiens à se joindre à moi pour rendre hommage aux aînés et à leurs réalisations et pour souhaiter à toutes les personnes âgées du Canada une bonne Journée nationale des aînés.

LA JOURNÉE NATIONALE DES AÎNÉS

M. Scott Duvall (Hamilton Mountain, NPD): Monsieur le Président, je prends la parole en cette Journée nationale des aînés pour rendre hommage aux aînés du Canada et les remercier des innombrables contributions qu'ils ont apportées, et qu'ils continuent d'apporter, aux familles, aux collectivités et à l'ensemble du pays. Cependant, si nous voulons véritablement leur rendre hommage, nous devons également les protéger et la pandémie en cours nous a montré à tous qu'il reste beaucoup à faire.

Trop d'aînés attendent sur des listes d'avoir accès à un logement abordable. Trop d'aînés dépendent semaine après semaine des banques alimentaires et trop d'aînés sont obligés de rationner leurs médicaments. Je pourrais continuer longtemps.

Aujourd'hui, je demande au gouvernement de mettre en œuvre ce qu'exigent le caucus du NPD, l'Association nationale des retraités fédéraux, de nombreux organismes du secteur de la santé, et j'en passe: une stratégie nationale pour les aînés. Une telle stratégie permettrait d'assurer la sécurité financière des aînés et d'améliorer leur qualité de vie. Les aînés le méritent amplement. Cela leur montrerait qu'ils sont importants et qu'ils sont utiles à la société, en tout temps, pas seulement lors de la Journée nationale des aînés.

[Français]

LA JOURNÉE NATIONALE DES AÎNÉS

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, depuis 1991, le 1^{er} octobre marque la Journée nationale des aînés. Il s'agit d'un moment privilégié pour reconnaître l'apport important des aînés à la société et à nos communautés.

En cette journée toute particulière, je veux rappeler que la situation financière des aînés a été exacerbée par la crise et qu'avec l'arrivée de la deuxième vague et du « reconfinement », ce n'est pas la formule magique « ça va bien aller » qui va tout régler. La solution est pourtant simple et peu dispendieuse. Il s'agit et il suffit d'augmenter leur pouvoir d'achat à long terme de manière récurrente.

Sortons les aînés de la pauvreté en augmentant la Sécurité de vieillesse de 110 \$ par mois avec un Supplément de revenu garanti adapté dès 65 ans, et non 75 ans, pour ne pas créer deux classes d'aînés. Rendons hommage à celles et à ceux qui ont bâti le Québec. Reconnaissons le travail invisible auquel plusieurs contribuent encore. Honorons-les, et, surtout, souvenons-nous de tout ce que nous leur devons.

Déclarations de députés

[Traduction]

L'ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE DE CHYPRE

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole pour féliciter les Canadiens d'origine chypriote et les Chypriotes de partout sur la planète dans le cadre du 60^e anniversaire de l'indépendance de Chypre.

Depuis 29 ans, les Forces armées canadiennes contribuent aux efforts de maintien de la paix à Chypre. Les deux pays sont des membres à part entière du Commonwealth et de la Francophonie, ce qui contribue à une coopération et à un partenariat de plus en plus importants entre eux.

[Français]

Je tiens à féliciter les Chypriotes, ici au Canada et partout dans le monde à l'occasion du 60^e anniversaire de l'indépendance de Chypre. En tant que militaire canadien, j'ai eu l'honneur et le privilège de faire partie des opérations canadiennes de maintien de la paix à Chypre, en 1992. Vingt-huit de nos héros canadiens ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions sur cette île de la Méditerranée.

Nous serons à jamais reconnaissants de leur sacrifice et de leur service.

[Traduction]

L'APHASIE

Mme Pam Damoff (Oakville-Nord—Burlington, Lib.): Monsieur le Président, la journée typique d'un aphasique comme ceux qui participent au programme dirigé par Carly, à Burlington, dont j'ai fait la visite, débute par une auto-évaluation.

En voici un exemple: « Cet après-midi, tout est parfait, parce que samedi, j'ai participé au marchethon Talk, Stroll and Roll pour amasser des fonds à l'appui de l'incroyable programme d'Halton-Peel Community Aphasia Programs. » Aujourd'hui, 1^{er} octobre, le thème du jour est la sensibilisation à l'aphasie. Quatre-vingt-quinze pour cent des Canadiens ignorent ce qu'est l'aphasie et les problèmes qu'elle entraîne.

L'aphasie est un trouble du langage qui affecte la capacité à communiquer. Dans la plupart des cas, elle est causée par un accident vasculaire cérébral dans une région du cerveau responsable de la parole et du langage. L'aphasie n'affecte pas l'intelligence de la personne, mais son élocution peut devenir embrouillée, fragmentaire ou difficile à comprendre. Voici des qualificatifs que mes amis aphasiques emploient pour se décrire: franc, gentil, digne de confiance et aventureux. Je les décrirais comme des personnes courageuses qui ne se laissent pas abattre.

[Français]

Le Président: Avant d'aller plus loin, j'aimerais remercier tous les députés qui ont fait des déclarations de 60 secondes ou moins.

[Traduction]

Je rappelle aux députés que les déclarations de députés durent 60 secondes et que, s'ils pouvaient s'en tenir à cela, cela éviterait qu'on interrompe la fin de leur message très important à l'intention des citoyens de leur circonscription et du reste du Canada. Je remercie tous les députés de leur coopération.

Questions orales

QUESTIONS ORALES

• (1420)

[Français]

LA SANTÉ

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le Canada avait le Réseau mondial de renseignement de santé publique, une unité qui devait détecter des pandémies partout au monde. C'était une unité respectée de tous.

Malheureusement, quelques mois avant cette pandémie, la ministre de la Santé l'a annulé. Après cette grave erreur, la ministre a lancé une enquête sur elle-même.

Pourquoi note-t-elle ses propres déboires après avoir échoué au test?

[Traduction]

M. Darren Fisher (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, il est indispensable d'avoir des données sur la santé publique pour recenser et suivre les éclosions.

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, le Réseau mondial d'information en santé publique est une source importante de données sur la santé publique pour l'Agence de la santé publique du Canada. Nous sommes très préoccupés par les rapports indiquant que les analystes du Réseau n'ont pas été en mesure de poursuivre leur important travail. Nous allons procéder à un examen indépendant de ces changements pour nous assurer que nous continuerons de disposer de cet outil indispensable à la prise de décisions pour protéger les Canadiens encore longtemps.

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, l'examen indépendant doit porter sur leur propre erreur. Le gouvernement a annulé le système d'alerte rapide de pandémie en 2019 sans explication.

Aujourd'hui, il dit qu'il est indispensable. Il l'était aussi à ce moment-là. Il fournissait 20 % des renseignements sur les pandémies dans le monde. Il a contribué à arrêter le H1N1 et l'Ebola. Les libéraux ont choisi de faire fi des avertissements de nos experts en sécurité pour s'en remettre aux données de sources ouvertes provenant de la Chine.

Le gouvernement libéral a mis des vies en danger lorsqu'il a annulé le système d'alerte rapide de pandémie du Canada. Pourquoi?

M. Darren Fisher (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je répète que nous considérons cet outil comme indispensable. Il est très important que cet outil puisse fournir des renseignements à notre pays à l'avenir. Nous allons procéder à cet examen indépendant pour nous assurer que nous continuerons de disposer de cet outil indispensable à la prise de décisions pour protéger les Canadiens.

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, un autre outil vital est le test de dépistage rapide. Son absence au printemps a eu des répercussions sur le pays en entier.

Ici, en Ontario, les travailleurs des laboratoires le ressentent. L'un d'entre eux a confié à *Ottawa Citizen* que tout le monde travaille un nombre d'heures dément pour essayer de faire tous les tests dans une journée, mais c'est tout simplement impossible.

Le premier ministre reconnaîtra-t-il que son défaut d'autoriser les tests de dépistage rapide est à l'origine de l'épuisement de nos travailleurs de la santé de première ligne?

M. Darren Fisher (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, nous savons que les Canadiens ont besoin d'avoir accès à des tests de dépistage de meilleure qualité et plus rapides, où qu'ils vivent. Nous avons travaillé sans relâche à obtenir et à faire approuver de nouvelles technologies de dépistage.

Comme nous l'avons entendu hier, le premier ministre a annoncé, à la Chambre, l'approbation du test de dépistage aux points de service ID NOW d'Abbott, ainsi qu'une commande de 7,9 millions d'unités de ce test. Nous continuerons de collaborer avec l'industrie, les provinces et les territoires, comme nous l'avons fait dès que la COVID-19 est arrivée chez nous.

Le Président: Avant que nous poursuivions, je tiens à rappeler aux députés que la pratique veut qu'il y ait une question, puis une réponse. On ne peut pas continuer à lancer des questions aux gens pour embrouiller les choses. Je veux simplement m'assurer que tout le monde comprend bien les règles.

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, ils travaillent sans relâche sans aboutir à grand-chose.

À Calgary, 300 employés de l'hôpital de Foothills ont dû être placés en quarantaine après avoir été exposés à la COVID-19. Aucun hôpital ne peut se permettre de perdre 300 travailleurs de première ligne. Si ces personnes avaient eu accès à des tests rapides, elles seraient déjà de retour au travail, mais le premier ministre dit qu'elles devront attendre des semaines.

Si le prochain hôpital touché se trouve en Colombie-Britannique ou au Manitoba, le gouvernement libéral va-t-il, une fois de plus, blâmer les provinces pour les échecs du premier ministre lui-même?

M. Darren Fisher (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, dès le premier jour, nous nous sommes montrés d'excellents partenaires pour les provinces et les territoires, en leur procurant les fonds dont ils ont besoin pour accroître leur capacité à tester rapidement les gens.

Si je dis que nous avons travaillé sans relâche, c'est que nous avons travaillé sans relâche. Je voudrais prendre un instant pour remercier les responsables de la santé publique au Canada, les bureaucrates, les fonctionnaires, qui ont vraiment travaillé sans relâche pour le mieux-être des Canadiens. Santé Canada travaille en étroite collaboration avec les entreprises qui demandent des autorisations au Canada afin que nous puissions offrir un grand choix de tests à tous les Canadiens.

• (1425)

[Français]

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, la lenteur de ce gouvernement est tout simplement inacceptable.

Les Québécois de l'Outaouais doivent attendre sept jours pour recevoir leurs résultats de test de la COVID-19, malgré l'achat de nouvelles machines d'analyse. Tout est prêt, mais les centres médicaux de l'Outaouais attendent toujours l'approbation de Santé Canada pour utiliser une des machines les plus utilisées au monde.

Pourquoi le gouvernement prend-il tout son temps pendant une crise nationale?

[Traduction]

M. Darren Fisher (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, de ce côté-ci de la Chambre, nous croyons aux données scientifiques et aux données probantes. J'ai l'impression que le député d'en face, s'il occupait ce poste de ce côté-ci de la Chambre, ferait peser un joug pesant sur les scientifiques de Santé Canada, sur les gens qui travaillent dur pour prendre des décisions fondées sur des preuves, et prendrait une décision politique. Nous ne pouvons pas laisser la politique interférer avec les résultats que nous cherchons ici.

[Français]

M. Alain Therrien (La Prairie, BQ): Monsieur le Président, on est en pleine crise sanitaire.

Plus que jamais, les gens ont besoin de soins de santé de qualité. C'est le temps, plus que jamais, de collaborer avec Québec pour aider notre personnel soignant et pour protéger nos aînés. Le Québec a besoin d'une hausse des transferts en santé pour lutter plus efficacement contre la COVID-19, et il la demande.

Que répond le gouvernement? Je le cite: on n'est pas un guichet automatique pour le Québec; qu'il s'arrange avec sa péréquation. C'est une « méchante » collaboration! J'en serais gêné, à sa place.

Les Québécois ont besoin de meilleurs soins de santé. Les Québécois demandent des transferts en santé d'Ottawa.

Qu'attend Ottawa?

L'hon. Pablo Rodriguez (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue parle de collaboration, mais on n'a pas attendu.

Depuis le début, on a transféré 113 millions de dollars pour la santé. Sur le plan de la relance sécuritaire, il y a eu 675 millions de dollars pour des tests et encore 675 millions de dollars pour l'équipement de protection. Il y a eu 167 millions de dollars pour les populations vulnérables et 286 millions de dollars pour les soins à domicile.

Au-delà des chiffres, il s'agit d'une collaboration concrète, qui fait la différence dans la vie de tous les Québécois. Même si le Bloc n'aime pas cela, c'est la vérité.

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, 81 % des Québécois veulent que le gouvernement augmente les transferts en santé, et c'est le cas de 73 % des Canadiens.

L'Assemblée nationale est unanime là-dessus, et les premiers ministres de toutes les provinces veulent une augmentation des transferts. Ils ont montré un manque à combler immédiat de 28 milliards de dollars. Le gouvernement se vante de leur avoir transféré 500 millions, mais ce n'est même pas 2 % du total, et ce, en temps de pandémie.

Quand le gouvernement va-t-il prendre cela au sérieux et acquiescer à la demande du Québec et des provinces?

L'hon. Pablo Rodriguez (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, le gouvernement du Québec est très capable — il le fait très bien — de parler pour lui-même.

Questions orales

On a des discussions avec lui. Il n'a pas besoin du Bloc québécois à la Chambre pour négocier à sa place. Il le fait. On parle avec le gouvernement du Québec sur une base régulière. Par ailleurs, cette année, on a transféré 11,6 milliards de dollars pour la santé.

Je sais que le Bloc aimerait une petite chicane à ce sujet, mais il n'y en a pas.

* * *

L'INFRASTRUCTURE

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NDP): Monsieur le Président, il y a trois ans que le gouvernement libéral a annoncé la création de la Banque d'infrastructure du Canada.

Après trois ans, effectivement, il n'a pas tenu ses promesses. Il n'a pas construit quelque chose qui montrerait que cela fonctionne.

Qu'a-t-il fait? Il a aidé ses amis proches. Il a donné de gros salaires, mais il n'a pas vraiment investi pour bâtir de nouvelles infrastructures.

Quand le gouvernement libéral va-t-il vraiment investir dans l'infrastructure au lieu de seulement faire de belles annonces?

L'hon. Catherine McKenna (ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, je suis toujours heureuse de parler de notre programme d'infrastructure, qui génère des milliers de projets, qui crée de bons emplois partout au pays et qui bâtit un futur plus sain.

Aujourd'hui, nous avons annoncé en partenariat avec Michael Sabia, qui est très bien connu partout au Canada, y compris au Québec, que nous mettons en place un projet de 10 milliards de dollars pour faire des rénovations et des autobus électriques. Cela servira également à la transition vers une économie plus propre et créera 60 000 emplois.

Les gens de Montréal savent très bien comment la Banque d'infrastructure fonctionne, puisque le projet du REM...

● (1430)

Le Président: La parole est à l'honorable député de Burnaby South.

[Traduction]

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NDP): Monsieur le Président, je ne doute pas que les libéraux feront de grandes annonces. Ils en ont d'ailleurs fait une autre. En réalité, ils ont toutefois seulement financé neuf projets en trois ans, et aucun de ces projets n'est achevé. Cela produit un bel effet, mais ils n'ont pas construit d'infrastructure. Qu'ont-ils fait pendant trois ans? Ils ont sans contredit enrichi leurs amis proches. Ils ont de généreux salaires. Cependant, les annonces se succèdent et rien ne se bâtit dans les communautés. Ils ne construisent pas d'infrastructure.

Quand le gouvernement libéral admettra-t-il que la Banque de l'infrastructure du Canada était uniquement un stratagème de communication? Les libéraux doivent commencer à investir directement dans les projets dont la population a besoin.

L'hon. Catherine McKenna (ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, je suis toujours fière de parler des investissements en matière d'infrastructure que nous effectuons aux quatre coins du pays, y compris dans la circonscription du député. Nous avons investi dans des milliers de projets créateurs d'emplois partout au Canada et nous bâtissons des communautés plus propres et inclusives.

Questions orales

Le projet Réseau express métropolitain à Montréal, financé par la Banque de l'infrastructure du Canada, a permis de générer des milliers d'emplois et il avance rapidement. L'annonce d'aujourd'hui démontre que, sous la direction de Michael Sabia, nous réaliserons encore plus de projets d'infrastructure. Un investissement de 10 milliards de dollars dans le secteur privé se traduira par la modernisation d'installations partout au pays. Cela signifie qu'il y aura davantage d'autobus électriques et un transport public amélioré...

Le Président: Le député de Louis-Saint-Laurent a la parole.

* * *

[Français]

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, une des premières responsabilités d'un État fédéral est d'assurer la gestion des frontières. Tous les Canadiens ont reconnu que le gouvernement s'est traîné les pieds au début de la pandémie en ce qui concerne cette gestion. À l'époque, la ministre libérale disait, en donnant des leçons à tout le monde, qu'ils suivaient les conseils de l'OMS. Aujourd'hui, le *New York Times* nous informe que l'OMS agissait en fonction du politique et de l'économique et non du scientifique.

Qu'est-ce que le gouvernement libéral a à dire aujourd'hui aux Canadiens qui, pendant des jours, ont attendu que le gouvernement agisse correctement, c'est-à-dire qu'il ferme la frontière, comme tous les scientifiques canadiens et tous les Canadiens ayant du gros bon sens le demandaient?

[Traduction]

L'hon. Bill Blair (ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue dit que nous avons attendu. Je ne suis franchement pas d'accord sur cette façon de présenter la chose. Le gouvernement libéral a agi avec une rapidité remarquable pour ce qui est de fermer les frontières et d'imposer les restrictions nécessaires sur les voyages internationaux. La mesure était sans précédent et nous n'aurions presque pas pu l'imaginer avant la pandémie. Nous avons rapidement imposé d'importantes restrictions sur les voyages non essentiels et adopté les mesures nécessaires pour protéger les Canadiens. Cela a été efficace. Nous avons réussi à maintenir des voies d'approvisionnement importantes pour les biens et services et les travailleurs essentiels, qui ont pu continuer de servir les Canadiens...

Le Président: La députée de Calgary Midnapore a la parole.

* * *

LA SANTÉ

Mme Stephanie Kusie (Calgary Midnapore, PCC): Monsieur le Président, en mars, nous avons demandé à la ministre de la Santé pourquoi le gouvernement n'avait pas interdit les voyages internationaux ou établi des exigences en matière de dépistage aux aéroports canadiens. Elle a déclaré que la décision du gouvernement de maintenir les voyages par avion et de ne pas exiger de dépistage était fondée sur les meilleures données scientifiques du Canada et les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé. Voilà maintenant que le *New York Times* révèle que les conseils formulés par l'OMS n'ont jamais été fondés sur la science.

La ministre va-t-elle nous expliquer pourquoi elle a mis la santé des Canadiens en péril et a continué de défendre des mesures fondées sur la politique plutôt que la science?

M. Darren Fisher (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, dès le départ, nous nous sommes fondés sur la science et les données probantes. Je ne suis pas d'accord avec la députée, ni sur ses observations ni sur sa question.

La science a évolué au fil du temps. Nous avons appris des choses. Nous en savons beaucoup plus maintenant, alors qu'il y a une recrudescence, qu'au départ. Nous en connaissons tellement plus au sujet de la COVID-19 que ce n'était le cas en janvier. L'intervention du Canada a été fondée sur les données probantes et la science dès le départ et elle continuera de l'être.

● (1435)

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, au cours des derniers mois, la pandémie de la COVID a ravagé notre économie. Neuf mille Canadiens ont perdu la vie, et beaucoup d'autres sont hospitalisés. Les députés auront peut-être peine à le croire, mais nous savons maintenant que, l'an dernier, la ministre de la Santé a mis fin au système d'alerte rapide du Canada en cas de pandémie. Lorsque l'ancien ministre libéral de la Santé, Ujjal Dosanjh, a entendu cela, il a qualifié la décision de la ministre d'« échec colossal ».

Pourquoi la ministre a-t-elle mis un terme au système, et ne se rend-elle pas compte que cet outil aurait pu sauver de nombreuses vies?

M. Darren Fisher (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier le député d'Abbotsford de la question, qui a été posée plus tôt aujourd'hui, mais la réponse demeure la même.

Il est indispensable d'avoir des données sur la santé publique pour recenser et suivre les éclosions. Nous sommes préoccupés par les rapports indiquant que les analystes du Réseau mondial d'information en santé publique n'ont pas été en mesure de poursuivre leur important travail. Depuis le début de la pandémie de la COVID-19, le Réseau mondial d'information en santé publique est une source importante de données sur la santé publique. Cet outil est vital et doit rester, à l'avenir, un outil de renseignement pour les Canadiens.

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, aujourd'hui, nous avons appris que la ministre de la Santé a fait fi d'informations cruciales sur la pandémie et qu'elle s'est appuyée sur des renseignements provenant de gouvernements étrangers. Elle a priorisé de l'information en provenance de Chine — hé oui —, au lieu d'avoir recours à des sources publiques, qui lui auraient vraiment indiqué à quel point le virus était dangereux. Pendant des mois, la ministre a dit que le risque était faible. Nous apprenons maintenant qu'elle a mis de côté l'un des outils les plus importants pour protéger les Canadiens contre le virus.

La ministre se rend-elle compte qu'il s'agit d'un autre scandale en devenir comme celui de l'organisme UNIS? Pourquoi les Canadiens devraient-ils continuer à lui faire confiance?

Questions orales

M. Darren Fisher (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes très préoccupés par les rapports indiquant que les analystes du Réseau mondial d'information en santé publique n'ont pas été en mesure de poursuivre leur important travail. Comme je l'ai déjà dit, nous allons procéder à un examen indépendant de ces changements pour nous assurer que nous continuerons de disposer de cet outil indispensable à la prise de décisions pour protéger les Canadiens encore longtemps. Il est indispensable d'avoir des données sur la santé publique pour déceler et suivre les éclosions.

* * *

[Français]

LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, peu après avoir quitté la politique, le député libéral Frank Baylis a obtenu un contrat de 237 millions de dollars pour produire des ventilateurs médicaux. Depuis ce temps, plusieurs milliards de dollars sont octroyés à des compagnies que nous ne connaissons pas. Le gouvernement invoque la sécurité nationale pour éviter que nous sachions qui obtient ces contrats. Comme on l'a vu dans le cas d'UNIS, les libéraux cachent souvent la vérité aux Canadiens.

Nous voulons savoir si ce sont des contrats qui sont donnés à des amis.

[Traduction]

L'hon. Anita Anand (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, je dirai d'abord que nous avons publié tous nos contrats sur notre site Web à la fin du mois de juillet afin d'être entièrement transparents avec les Canadiens.

En ce qui a trait au contrat mentionné par le député, en réalité, il a été accordé à une entreprise appelée FTI Professional Grade. C'est un contrat de 237 millions de dollars pour 10 000 respirateurs. Nous n'avons pas conclu de contrat avec Frank Baylis. Le contrat mentionné est celui qui a été conclu avec FTI, alors la question n'est pas pertinente.

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, voilà un autre scandale UNIS en gestation. En voici les grandes lignes.

Premièrement, le premier ministre a détruit les stocks de pièces d'équipement de protection individuelle du Canada à l'aube d'une pandémie mondiale, puis il a envoyé le peu qu'il restait au régime communiste chinois. Il a maintenant été révélé qu'il affuble les contrats du gouvernement pour l'équipement de protection individuelle d'une désignation de sécurité nationale. Ces désignations sont pourtant réservées à la défense nationale; ils ne sont pas censés servir à passer des contrats de santé publique dans la clandestinité. Ce n'est qu'une autre tentative du gouvernement d'éviter la reddition de comptes.

Qu'est-ce que les libéraux essaient de cacher cette fois?

L'hon. Anita Anand (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, encore une fois je dois répéter ce que j'ai dit, c'est-à-dire que, par souci de pleine transparence, le gouvernement a affiché sur son site Web, à la fin du mois de juillet, tous les contrats et tous les fournisseurs. Je conteste l'insinuation selon laquelle le gouvernement n'agit pas par souci de transparence, et j'ajouterais même que le Canada a en

stock plus de deux milliards de pièces d'équipement de protection individuelle pour les Canadiens, pour les travailleurs de la santé de première ligne, et le gouvernement continuera d'agir avec rigueur et diligence en leur nom.

* * *

[Français]

LES MESURES D'URGENCE VISANT LA COVID-19

M. Gabriel Ste-Marie (Joliette, BQ): Monsieur le Président, à minuit, la majorité du Québec a été plongée en zone rouge. Les industries de la restauration et de la culture au grand complet ont fermé leurs portes pour 28 jours au minimum.

Dans le discours du Trône, le gouvernement s'engage à « fournir une aide financière supplémentaire directement aux entreprises qui doivent fermer temporairement leurs portes par suite d'une décision de santé publique locale ».

Cet après-midi, le gouvernement du Québec a annoncé aux entreprises ce qu'il ferait pour les aider.

Qu'est-ce que le fédéral, lui, va faire à très court terme?

● (1440)

L'hon. Mélanie Joly (ministre du Développement économique et des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son importante question. Bien entendu, nous sommes tous solidaires des personnes affectées par les mesures de confinement qui ont été adoptées par le gouvernement québécois.

Nous avons été là depuis le début pour nos entrepreneurs afin de nous assurer qu'ils passent à travers la première vague, et nous serons là au cours de cette deuxième vague, justement, en prenant différentes mesures, qu'il s'agisse de la subvention salariale ou d'autres mesures que nous aurons l'occasion d'annoncer sous peu.

M. Gabriel Ste-Marie (Joliette, BQ): Monsieur le Président, les entreprises sont déjà fermées. Nous sommes en zone rouge. C'est le temps d'agir maintenant, pas dans quelques mois.

L'aide fédérale ne peut pas mettre des mois à arriver, comme je le disais. C'est maintenant que les entreprises en ont besoin. Cela fait six mois que le Bloc demande une aide pour les coûts fixes, par exemple, et ce n'est toujours pas arrivé. L'aide financière pour les mesures de sécurité relatives à la rentrée scolaire est arrivée dans les écoles une semaine après les enfants. Dans une cinquantaine d'écoles, la COVID-19 est arrivée avant l'aide. Ça ne s'invente pas.

Le temps presse pour les entreprises. C'est maintenant qu'il faut agir.

Qu'est-ce qu'Ottawa va faire?

L'hon. Mélanie Joly (ministre du Développement économique et des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion de parler, à plusieurs reprises au cours des derniers jours, au ministre de l'Économie du Québec. Je suis bien au courant de son nouveau programme. C'est une bonne nouvelle pour les entrepreneurs.

Il complète plusieurs des mesures que nous avons nous-mêmes mises sur pied, que ce soit la subvention salariale ou les prêts aux petites entreprises. En outre, l'Agence de développement économique pour les régions du Québec a eu davantage de fonds.

Questions orales

Nous sommes bien entendu très soucieux de ce qui se passe présentement pour nos entrepreneurs, partout dans les régions confinées, et nous allons être là pour les aider.

M. Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, les PME comme les restaurants, les bars et les salles de spectacle ont été les premières à fermer lors de la première vague de la pandémie. Aujourd'hui, elles doivent fermer à nouveau parce qu'elles sont en zone rouge. Des prêts, d'accord, mais leur endettement n'est pas une option.

Le Bloc le répète depuis plus de six mois: pour prévenir les faillites, cela prend de l'aide aux coûts fixes. La survie de milliers d'entreprises en dépend. Le gouvernement était d'accord avec nous. Nous avons inséré l'aide aux coûts fixes dans une motion, le 11 avril, et les libéraux ont voté en faveur.

Quand le gouvernement va-t-il respecter sa parole et annoncer une véritable aide aux coûts fixes pour les entreprises?

L'hon. Mélanie Joly (ministre du Développement économique et des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, il va de soi qu'il faut être là pour nos entrepreneurs. Nous l'avons été depuis le début de la pandémie et nous allons continuer à l'être.

C'est aussi pour cela que plusieurs des entrepreneurs sont en mesure de garder leurs employés: parce qu'il y a une subvention salariale.

Maintenant, on sait qu'il y a des régions qui sont plus touchées. C'est pour cela que, dans le discours du Trône, nous avons dit que nous serons là pour aider les entrepreneurs, les travailleurs qui sont dans ces régions touchées. C'est activement notre objectif de pouvoir justement aider ces entreprises et ces travailleurs.

Non seulement nous sommes solidaires, mais nous allons agir.

* * *

[Traduction]

LA SANTÉ

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a fermé le système qui était censé nous prévenir des pandémies, ce qui a coûté des vies et des emplois. Le premier ministre a gardé les frontières ouvertes, sachant que le virus entrait dans nos villes, ce qui a coûté des vies et des emplois. En Ontario seulement, 82 000 personnes attendent actuellement les résultats de tests parce qu'il n'y a pas de tests rapides dans les écoles, les milieux de travail et les établissements de soins de longue durée en raison du refus du premier ministre d'en obtenir.

Le premier ministre fait perdre leur emploi à des travailleurs et la vie à des gens. Pourquoi?

M. Darren Fisher (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, nous avons été alertés d'une épidémie de pneumonie à la fin de décembre 2019. Depuis lors, nous avons collaboré avec tous les ordres de gouvernement pour répondre aux cas de COVID-19 au Canada. Nous nous sommes servis des données scientifiques et probantes disponibles pour prendre des décisions éclairées. Nous savons que la situation change tous les jours. Nous travaillons avec des experts, des responsables de la santé publique et nos partenaires afin d'assurer la sécurité des Canadiens.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, je suis de tout cœur avec Kim MacInnis, de Dartmouth, qui a dû prendre cinq jours de congé afin d'attendre les

résultats du test de dépistage de la COVID de son bébé. Le mieux que ce député peut faire est de bredouiller les réponses toutes faites de la ministre, et mal traduites depuis Pékin. Il est resté bien assis et n'a rien fait lorsque les libéraux ont envoyé de précieux masques à d'autres pays pendant que nos médecins en manquaient. C'est révoltant.

Pourquoi faut-il que des Canadiens perdent la vie et leur emploi en raison des décisions du premier ministre?

M. Darren Fisher (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, depuis le premier jour, le gouvernement travaille en collaboration avec les provinces et les territoires. Nous avons investi énormément pour nous assurer que les provinces, dont la Nouvelle-Écosse d'où je viens, disposent des sommes nécessaires pour accroître leur capacité.

Ma fille a passé un test en Nouvelle-Écosse et elle a obtenu son résultat huit heures plus tard. Nous avons accompli beaucoup de choses avec les provinces et les territoires, et nous avons un niveau de coopération et de collaboration sans précédent avec eux.

Je souhaite remercier les gens dans les provinces et les territoires de travailler avec le gouvernement. Les investissements fédéraux les ont aidés à accroître leur capacité.

• (1445)

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, c'est formidable. Les libéraux obtiennent les résultats de leur test en quelques heures, mais Kim MacInnis doit attendre cinq jours pour les résultats de son enfant. C'est ainsi que cela fonctionne avec le gouvernement: on conclut un marché pour Frank Baylis et on obtient des résultats de test préférentiels pour le secrétaire parlementaire. Le gouvernement doit commencer à défendre les intérêts des simples citoyens. Ce sont ces derniers qui font des sacrifices.

Le seul sacrifice auquel a consenti le premier ministre, c'est de laisser partir Bill Morneau. Les actes du premier ministre coûtent des vies et des emplois au Canada. Quand se ressaisira-t-il? Quand présentera-t-il un plan aux Canadiens?

M. Darren Fisher (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, la réponse du Canada à cette situation est fondée sur la science et des éléments probants. Nos vis-à-vis, s'ils se trouvaient de ce côté-ci de l'allée, auraient pris les décisions à la place des scientifiques. Si les scientifiques n'avaient pas encore été rendus à l'étape d'approbation, les députés d'en face auraient entériné d'office les mesures envisagées simplement parce qu'elles seraient avantageuses sur le plan politique.

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NDP): Monsieur le Président, en tant que natif de l'île de Vancouver, je peux attester l'importance des traversiers de la Colombie-Britannique pour maintenir un lien vital avec le continent. L'imposition de strictes mesures pour lutter contre la COVID-19 a permis d'assurer la sécurité des gens, y compris une exemption qui permettait aux passagers de rester dans leurs véhicules. Malgré une deuxième vague inattendue et les objections du premier ministre, du médecin hygiéniste provincial, des passagers et de certains matelots, les libéraux ont révoqué cette exemption et insistent pour entasser les gens sur les ponts des passagers sous prétexte que c'est sécuritaire.

Pourquoi le gouvernement libéral expose-t-il les passagers des traversiers de la Colombie-Britannique à des risques? Les libéraux pensent-ils vraiment qu'Ottawa a raison?

Questions orales

L'hon. Marc Garneau (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, il est difficile de trancher la question des traversiers et de la fermeture des ponts-garages, mais il faut le faire pour des raisons de sécurité maritime. Il n'est pas sécuritaire pour les passagers de rester sur des ponts-garages fermés dans des traversiers en cas d'incendie, d'inondation ou d'autre catastrophe. À ce stade, nous avons mis en place des mesures de sécurité liées à la COVID sur nos traversiers, et nous espérons que tout le monde comprendra que c'est ainsi qu'il faut procéder.

* * *

LES AÎNÉS

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Monsieur le Président, les Canadiens ont été horrifiés de prendre connaissance des conditions épouvantables dans lesquelles vivent nos aînés qui sont logés dans les établissements de soins de longue durée partout au pays. Parmi les décès causés par la COVID-19, 80 % se sont produits dans ces établissements, ce qui confère au Canada le pire bilan en la matière par rapport aux pays qui lui sont comparables. En fait, la situation était si mauvaise qu'il a fallu faire appel aux forces armées.

Alors que le pays se prépare à affronter une deuxième vague de COVID-19, les familles canadiennes sont extrêmement inquiètes pour leurs proches qui vivent dans des établissements de soins de longue durée. Que fait le gouvernement pour s'assurer que les personnes âgées seront mieux protégées au cours des mois particulièrement difficiles à venir?

L'hon. Deb Schulte (ministre des Aînés, Lib.): Monsieur le Président, nous serons là pour soutenir les provinces et les territoires qui ont besoin d'aide pour gérer leur système de soins de longue durée. Que ce soit avec le soutien des Forces armées canadiennes, des investissements dans les EPI, ou l'octroi de 3 milliards de dollars pour les salaires des travailleurs essentiels, il faut savoir que la sécurité des personnes âgées est notre priorité absolue. Dans le cadre de l'Accord sur la relance sécuritaire, le gouvernement a octroyé 740 millions de dollars pour couvrir les coûts ponctuels des mesures de contrôle et de prévention des infections. Le discours du Trône a défini les mesures supplémentaires que nous prendrons pour renforcer les soins de longue durée partout au pays. Nous serons là pour nos personnes âgées.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

M. Michael McLeod (Territoires du Nord-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement s'est ouvertement opposé dans le passé au projet du gouvernement américain d'ouvrir la réserve faunique nationale de l'Arctique en Alaska au forage pétrolier et d'y permettre la vente de concessions pétrolières au cours de l'année civile. La réserve faunique est un terrain de mise bas d'une importance capitale pour la harde de caribous de la Porcupine. Comme il y a un déclin constant du nombre de caribous dans de nombreuses hardes, nous devons collectivement protéger l'espèce et contribuer à son rétablissement.

Quelles sont les mesures que le Canada a prises et que pouvons-nous faire de plus pour contrer cette nouvelle menace?

● (1450)

L'hon. Jonathan Wilkinson (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier le député de Territoires du Nord-Ouest de sa question,

ainsi que de son important travail et de celui du député de Yukon dans ce dossier.

Comme je l'ai dit dans la déclaration que j'ai publiée au début du mois de septembre, la harde de caribous de la Porcupine est d'une importance inestimable pour la culture et la subsistance des Gwich'ins et des Inuvialuits, ainsi que pour la biodiversité du pays. Le gouvernement a longtemps prôné la protection permanente de l'habitat de la harde, notamment dans la réserve faunique nationale de l'Arctique. Nous avons fait des progrès pour protéger la harde en désignant de vastes zones d'habitat, dont les parcs nationaux Ivvavik et Vuntut. Nous avons travaillé avec nos partenaires autochtones et territoriaux pour protéger cette espèce emblématique, et nous continuerons de collaborer avec eux.

* * *

[Français]

LES LANGUES OFFICIELLES

M. Alain Rayes (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, la semaine passée, j'ai demandé à la ministre quand elle allait moderniser la Loi sur les langues officielles.

Depuis des semaines, le commissaire aux langues officielles, la FCFA et tous les organismes qui représentent les francophones au Canada ont fait des sorties pour demander la même chose. Je me doute bien que la ministre va me répondre encore par des attaques contre les conservateurs, mais le fait qu'elle ignore tous ces intervenants constitue un manque total de respect envers eux. Je lui donne une deuxième chance.

Quand verrons-nous enfin un projet de modernisation de la Loi sur les langues officielles?

L'hon. Mélanie Joly (ministre du Développement économique et des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, il va de soi que la modernisation de la Loi sur les langues officielles est importante. Pourquoi? Parce que nous devons, encore et toujours, renforcer les droits linguistiques au pays pour nos minorités linguistiques, mais aussi le français partout au pays, que ce soit au Québec ou dans différentes régions.

J'ai eu les mêmes conversations avec les intervenants du secteur des droits linguistiques. Ils sont très heureux de voir que nous avons reconnu dans le discours du Trône l'importance de nos deux langues officielles. Nous allons continuer de travailler avec eux parce que, justement, nous sommes à leurs côtés.

M. Alain Rayes (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, la Loi sur les langues officielles a été réécrite par le gouvernement Mulroney. C'est sous l'ancien gouvernement conservateur que des investissements historiques de 2,2 milliards de dollars ont été faits. L'ancien commissaire aux langues officielles a confirmé que la situation s'était améliorée au cours de la décennie conservatrice. Les libéraux, eux, sont au pouvoir depuis cinq ans et n'ont rien fait de concret, comme le démontre le dernier rapport du commissaire aux langues officielles qui a été déposé cette semaine.

On est tannés des belles paroles. On veut savoir quand la ministre va déposer le projet de loi sur la modernisation des langues officielles.

Questions orales

L'hon. Mélanie Joly (ministre du Développement économique et des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, je ne veux pas donner de cours d'histoire à mon collègue, mais la Loi sur les langues officielles a été adoptée il y a 51 ans par un certain gouvernement Trudeau de l'époque, à la suite de la commission Laudeau-Dunton, qui militait pour le bilinguisme officiel.

De plus, au cours des dernières années, chaque fois qu'il y a eu des compressions budgétaires, ce sont les gouvernements conservateurs provinciaux ou fédéraux qui les ont faites.

Dans les circonstances actuelles, j'aimerais poser une question au chef de l'opposition.

Le chef de l'opposition va-t-il dénoncer les compressions budgétaires qui ont lieu présentement à l'encontre des Franco-Albertains et du Campus Saint-Jean, en Alberta?

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre s'est empressé de mettre toutes les ressources du gouvernement à la disposition de son ancien ministre des Finances — cet homme blanc aux compétences discutables et à l'éthique douteuse — pour l'appuyer dans sa tentative de devenir secrétaire général de l'OCDE. Cependant, lorsqu'une sénatrice musulmane qui bénéficie d'un soutien multipartite et qui a un dossier irréprochable propose son nom pour la présidence de l'Union interparlementaire, le gouvernement travaille en coulisses pour lui mettre des bâtons dans les roues.

Qu'est-il arrivé à Équipe Canada? Pourquoi les libéraux n'arrivent-ils pas à soutenir une voix canadienne forte sur la scène internationale?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, en matière de genre ou de diversité, nous n'avons aucune leçon à recevoir des conservateurs. Tous les députés de la Chambre reconnaissent que la sénatrice Salma Ataullahjan fait un travail important sur les questions des droits de la personne. J'ai cru comprendre que la date limite pour soumettre des candidats est le 18 octobre. Je serai heureux de rencontrer tous les candidats. J'ai parlé avec la sénatrice aujourd'hui et elle était ravie de notre intervention.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, quand il s'agit de diversité, le gouvernement est un grand parleur et un petit faiseur. Les libéraux ont congédié un fonctionnaire qui avait critiqué l'approche du gouvernement dans l'affaire du « blackface ». De plus, l'histoire de l'ancienne procureure générale nous a montré que le premier ministre veut bien que les femmes aient des postes de pouvoir, mais seulement si elles tiennent le même discours que lui.

La candidature de la sénatrice Ataullahjan avait l'appui de plusieurs députés libéraux. Le premier ministre fait passer la politique avant l'intérêt national. Pourquoi le gouvernement travaille-t-il en coulisses pour empêcher qu'une musulmane forte représente le Canada sur la scène internationale simplement parce qu'elle est d'allégeance conservatrice?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, si le député m'avait écouté, il saurait que j'ai parlé à la sénatrice aujourd'hui. Nous avons eu une bonne conversation. Je l'ai invitée à venir me voir et j'ai dit que

je rencontrerais tous les participants qui souhaitent poser leur candidature. Voilà comment fonctionne une démocratie. C'est ainsi que nous procédons de ce côté-ci de la Chambre.

* * *

● (1455)

[Français]

LES AÎNÉS

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, la majorité des Québécois se retrouve en zone rouge à compter d'aujourd'hui. Les aînés ne pourront pas recevoir de visiteurs pour les 28 prochains jours et seront plus isolés que jamais.

En plus de l'anxiété que cause la COVID-19, nos aînés continuent à vivre avec de l'anxiété économique et Ottawa refuse de lever le petit doigt pour les aider. Au lieu de se limiter à faire de beaux discours pour la Journée internationale des personnes âgées, le gouvernement peut-il passer de la parole aux actes et augmenter la Sécurité de la vieillesse de 110 \$ à partir de 65 ans dès maintenant? Cela relève de sa responsabilité.

L'hon. Pablo Rodriguez (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement fédéral était là depuis le tout début pour l'ensemble des Québécois et en particulier pour nos aînés, ceux qui passaient des moments plus difficiles dans les CHSLD. Il était là par l'intermédiaire de la Croix-Rouge et de l'armée, mais aussi à l'aide d'un transfert direct de 500 \$.

Nous sommes intervenus de plusieurs façons pour aider l'ensemble de la société québécoise. Que ce soit pour nos aînés, nos familles ou nos travailleurs, nous sommes là pour le Québec et nous continuerons d'être là pour le Québec.

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, j'ai une bonne nouvelle pour les aînés âgés de 65 à 75 ans: ils sont immunisés à la COVID-19, selon le fédéral. Même en confinement, ils sont immunisés contre la solitude et l'isolement. Le prix du panier d'épicerie ne monte pas pour ceux qui ont le privilège d'être âgés de 65 à 75 ans.

Sérieusement, est-ce que le gouvernement peut nous expliquer pourquoi les aînés de 65 à 75 ans ne méritent pas la même hausse de pension que les autres? Quelle est la logique qui pousse le gouvernement à créer deux classes d'aînés? La pauvreté, elle, n'attend pas 75 ans.

[Traduction]

L'hon. Deb Schulte (ministre des Aînés, Lib.): Monsieur le Président, même si le gouvernement maintient son engagement à adopter les mesures énoncées dans le discours du Trône, en ce moment, nous concentrons nos efforts sur la gestion de la crise de santé publique liée à la COVID-19. Cette année, nous avons accordé plus du double de l'aide financière aux aînés prévue dans notre programme électoral. Nous avons accordé un soutien financier aux aînés de plus de 65 ans, avec un soutien accru pour les aînés les plus vulnérables.

Les aînés peuvent compter sur le gouvernement pour les soutenir, pendant la pandémie et après.

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

M. James Cumming (Edmonton-Centre, PCC): Monsieur le Président, en 2016, le ministre de l'Industrie a dit que nous devons répondre aux besoins de Canadiens auxquels il serait possible de donner accès à Internet. En 2017, il a dit: « Ils ont besoin de ces services. » En 2018, il a affirmé qu'un « accès à Internet haute vitesse n'est plus un luxe. » En 2019, il a déclaré que « l'accès [...] à Internet haute vitesse est essentiel. » Maintenant, on est en 2020, et les libéraux réitèrent les mêmes promesses usées.

Cela fait cinq ans. Les Canadiens sont frustrés et attendent toujours que le gouvernement respecte cette promesse. Quand verrons-nous enfin une amélioration dans ce dossier?

L'hon. Maryam Monsef (ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural, Lib.): Monsieur le Président, cela fait cinq ans que nous sommes arrivés au pouvoir, et plus de 1 million de ménages auront bientôt une connexion Internet à haute vitesse. Aujourd'hui, la ministre de l'Infrastructure et des Collectivités et le premier ministre ont annoncé un outil supplémentaire qui permettra à 750 000 ménages et entreprises de collectivités mal desservies d'avoir accès à Internet haute vitesse. Cela vient s'ajouter aux sommes déjà affectées à ce chantier et au Fonds pour la large bande universelle.

M. James Cumming (Edmonton-Centre, PCC): Et cela ne fonctionne toujours pas, monsieur le Président.

L'expansion des services à large bande dans les régions rurales a été un échec absolu. Au cours des cinq dernières années, les libéraux ont annoncé une foule de plans ambitieux, mais les résultats sont maigres, et les internautes, insatisfaits. Cependant, un nouveau joueur, SpaceX, pourrait offrir une solution dont les Canadiens et les entreprises des régions rurales ont grandement besoin. Il ne demande pas un sou. Il veut seulement que l'on approuve sa licence.

Quand la ministre va-t-elle se mettre au travail et donner le feu vert?

L'hon. Maryam Monsef (ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural, Lib.): Monsieur le Président, j'apprécie l'enthousiasme du député pour ce dossier. S'il souhaite une séance d'information sur la manière dont nous faisons avancer les choses et la façon dont nous pourrions collaborer, je serai heureuse de lui en offrir une.

Les besoins d'un bout à l'autre du pays sont diversifiés. Nous les connaissons. Nous sommes à la recherche de divers partenaires pour concrétiser nos plans. Aujourd'hui, nous avons annoncé un partenariat avec la Banque de l'infrastructure, c'est un pas pas dans la bonne direction.

Si le député souhaite proposer des solutions, je me rendrai volontiers disponible, bien que nos horaires soient chargés.

• (1500)

L'hon. Rob Moore (Fundy Royal, PCC): Monsieur le Président, on n'arrive à rien en faisant toujours les mêmes annonces. Au Nouveau-Brunswick, il y a encore des dizaines de milliers de ménages et de petites entreprises qui n'ont pas d'accès Internet haute vitesse fiable.

En 2019, les libéraux ont affirmé vouloir accélérer le déploiement d'Internet en milieu rural. Ils ont promis la même chose en mai, puis encore dans le récent discours du Trône.

Questions orales

Quand la ministre annoncera-t-elle un calendrier clair? Quand est-ce que des connexions Internet améliorées arriveront dans les régions rurales du Nouveau-Brunswick?

L'hon. Maryam Monsef (ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural, Lib.): Monsieur le Président, j'espère que les députés conservateurs commenceront par appuyer le discours du Trône, qui contient des engagements pour aider encore davantage les collectivités, comme celles du Nouveau-Brunswick.

Ensuite, je tiens à ce que mon collègue sache que nous travaillons d'arrache-pied pour faire en sorte que tous les ménages puissent être branchés à ce service essentiel.

J'espère aussi que mes collègues intéressés tâchent d'établir un lien entre les collectivités et le ministère, afin que nous puissions soutenir les bonnes propositions qui nous seront présentées à l'avenir.

* * *

LES AÎNÉS

Mme Lenore Zann (Cumberland—Colchester, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais souligner aujourd'hui la Journée nationale des aînés. La circonscription de Cumberland—Colchester compte de nombreux aînés qui sont toujours prêts à aider leur prochain et qui ont fait de la Nouvelle-Écosse et du Canada ce qu'ils sont aujourd'hui.

Pourtant, de nombreux aînés du pays souffrent d'isolement et vivent dans l'incertitude, surtout maintenant que la deuxième vague de COVID se pointe à l'horizon. J'ai donc été ravie de constater que le gouvernement s'était de nouveau engagé, dans le discours du Trône, à protéger et à soutenir les personnes âgées.

La ministre des Aînés pourrait-elle nous dire plus précisément ce qu'elle a fait et ce qu'elle fera pour aider les aînés du Canada?

L'hon. Deb Schulte (ministre des Aînés, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de Cumberland—Colchester de me donner ainsi l'occasion d'offrir mes meilleurs vœux à toutes les personnes âgées du pays en cette Journée nationale des aînés.

Aujourd'hui, j'invite tous mes concitoyens à exprimer leur amour et leur reconnaissance aux aînés qui sont dans leur vie. Depuis le début de la pandémie, le gouvernement est là pour les aînés, notamment pour offrir du soutien en matière de finances, de vie sociale ou de santé. Nous nous sommes fixés comme objectif ambitieux de hausser la Sécurité de la vieillesse, d'améliorer la qualité des soins de longue durée prodigués aux aînés et d'accélérer la création d'un régime d'assurance-médicaments afin qu'ils puissent vieillir chez eux, dans leur maison.

Les aînés du Canada pourront toujours compter sur nous.

* * *

LA SANTÉ

Mme Raquel Dancho (Kildonan—St. Paul, PCC): Monsieur le Président, sous le gouvernement libéral, Santé Canada permet à des dizaines de grands cultivateurs de cannabis médicinal, qui produisent des centaines de plants, de mener leurs activités dans les banlieues de ma circonscription.

Questions orales

Une famille a été victime d'une entrée par effraction parce que sa maison a été confondue avec l'établissement du producteur voisin. Santé Canada refuse de publier de l'information essentielle dont les organismes d'application de la loi ont besoin pour fermer tout établissement de production illicite.

Le cannabis médicinal peut être cultivé de façon sécuritaire, mais il existe une échappatoire qui a une incidence sur la sécurité et la qualité de vie des gens de ma circonscription. La ministre de la Santé va-t-elle faire passer leurs besoins en premier en éliminant cette faille immédiatement?

M. Darren Fisher (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, nous avons travaillé très fort pour empêcher la plupart des intervenants de l'industrie illégale du cannabis de distribuer des produits dont on ignore la composition. La loi mise en place pour légaliser le cannabis au Canada a été un succès, et nous avons fait disparaître de nos rues une grande partie de ces commerces.

Je serais ravi d'entamer un dialogue avec la députée à ce sujet, au moment qui lui conviendra.

* * *

LES PÊCHES ET LES OCÉANS

M. Chris d'Entremont (Nova-Ouest, PCC): Monsieur le Président, il y a maintenant plus de deux semaines que la crise des pêches en Nouvelle-Écosse soulève des questions, mais nous attendons toujours des réponses dignes de ce nom.

Le premier ministre a fait de la réconciliation avec les Premières Nations du Canada une priorité, en évoquant la compréhension, l'amitié et le redressement des torts. Des discussions honnêtes doivent avoir lieu avec les deux parties afin qu'elles puissent travailler ensemble pour créer un avenir meilleur.

Compte tenu de ce désir de réconciliation, pourquoi le gouvernement dresse-t-il sciemment Autochtones et non-Autochtones les uns contre les autres dans la baie Sainte-Marie, détruisant tous les liens d'amitié qui existaient depuis plus de 300 ans?

● (1505)

L'hon. Bernadette Jordan (ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, Lib.): Monsieur le Président, depuis le début, la priorité a été de désamorcer les tensions que nous avons observées sur les eaux dans le Sud-Ouest de la Nouvelle-Écosse. Je suis heureuse de pouvoir dire que c'est exactement ce qui se passe en ce moment.

Nous travaillons maintenant avec les membres des Premières Nations et les représentants de l'industrie pour aller de l'avant. À notre avis, un dialogue respectueux est la meilleure façon d'y parvenir. Nous discutons en ce moment avec les membres des Premières Nations, et ils nous disent que ces échanges sont positifs. Aujourd'hui, la Nouvelle-Écosse célèbre une journée extrêmement spéciale. Je souhaite à ses habitants un bon Jour anniversaire du traité.

Nous continuerons sur cette voie pour mettre en œuvre les droits des Premières Nations.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Blaine Calkins (Red Deer—Lacombe, PCC): Monsieur le Président, le Canada affiche le plus haut taux de chômage parmi les pays du G7, et notre situation financière frise la catastrophe.

Le projet d'agrandissement du réseau de transport de gaz naturel de TC Énergie aurait pu générer 5 500 emplois bien rémunérés et des investissements de 4 milliards de dollars, sans compter les recettes fiscales associées. La Régie de l'énergie du Canada a recommandé l'approbation de ce projet en février, mais les libéraux n'ont toujours pas agi.

La bouée de sauvetage que le NPD a lancé au gouvernement s'accompagne-t-elle, encore une fois, d'un poignard dans le dos de l'Ouest, ou cette méchanceté est-elle entièrement l'œuvre des libéraux?

L'hon. Seamus O'Regan (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, compte tenu de la pandémie et à la demande de plusieurs collectivités autochtones, le gouvernement a reporté la date butoir pour la prise d'une décision concernant le projet de NGTL, question de permettre la tenue de véritables consultations en toute sécurité et la prise de mesures en vue de remédier, s'il y a lieu, aux préoccupations qui restent.

Comme le sait très bien la Chambre, les bons projets ne se réalisent que lorsque nous prenons le temps et nous efforçons de nous acquitter de notre devoir constitutionnel de consulter véritablement les Premières Nations sur qui ces projets pourraient avoir une incidence.

* * *

LA JUSTICE

Mme Iqra Khalid (Mississauga—Erin Mills, Lib.): Monsieur le Président, en février, le gouvernement a présenté le projet de loi C-7 en réponse à une décision de la Cour supérieure du Québec, qui ordonnait la modification de la législation canadienne sur l'aide médicale à mourir. Cependant, en raison de la pandémie, le gouvernement a obtenu une prolongation jusqu'en décembre 2020 pour se conformer à l'ordre de la Cour.

Le ministre de la Justice pourrait-il informer la Chambre du plan du gouvernement pour se conformer à la décision rendue dans l'affaire Truchon et pour respecter l'échéance imposée par la Cour?

L'hon. David Lametti (ministre de la Justice, Lib.): Monsieur le Président, dans les jours à venir, le gouvernement présentera de nouveau ce qui était auparavant le projet de loi C-7 sur l'aide médicale à mourir. Nous avons tenu de larges consultations au sujet de ce projet de loi et nous croyons qu'il garantira l'autonomie personnelle et la liberté de choix, tout en protégeant les plus vulnérables. Il reconnaît la valeur inhérente et l'égalité de chaque vie humaine.

Pour la suite des choses, nous veillerons à ce que le processus parlementaire soit inclusif et accessible. Je peux assurer à mon collègue et à tous les Canadiens que, même en temps de pandémie, toutes les voix pourront se faire entendre au sujet de cet enjeu très personnel et important.

* * *

LES PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, le 29 septembre, un électeur de ma circonscription, Brian, a tenté de présenter une demande en ligne de versements rétroactifs de la PCU après avoir appris que les règles avaient changé. À sa grande surprise, on lui dit qu'il pouvait présenter une demande seulement pour la dernière période couverte par la PCU.

Lorsque nous nous sommes penchés sur la question, un agent de l'Agence du revenu du Canada nous a dit que les agents avaient reçu l'ordre, le 28 septembre, de limiter le nombre de demandes de paiements rétroactifs. La population n'a jamais été avertie d'un tel changement et cela contredit l'information que l'on trouve sur le site Web du gouvernement. C'est tout à fait injuste et inacceptable.

Le ministre honorera-t-il l'échéance initiale pour les versements rétroactifs?

L'hon. Ahmed Hussen (ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Lib.): Monsieur le Président, je peux assurer au député que j'examinerai tous les cas qui sont portés à mon attention.

Au moment où les Canadiens avaient le plus besoin d'aide, la Prestation canadienne d'urgence a permis d'aider près de 9 millions de personnes à payer leurs factures et à subvenir aux besoins de leur famille. Nous constatons certes une reprise économique dans certaines provinces et certains secteurs, mais nous savons que nous ne sommes pas sortis du bois.

C'est pourquoi le gouvernement passe à la prochaine étape de son plan de relance économique, assouplit les règles du programme d'assurance-emploi de sorte qu'un plus grand nombre de Canadiens pourront présenter une demande et recevoir au moins 500 \$ par semaine pendant un minimum de 26 semaines et introduit de nouvelles prestations de soutien du revenu qui offriront le même genre de soutien aux Canadiens qui ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi.

* * *

LA SANTÉ

M. Marwan Tabbara (Kitchener-Sud—Hespeler, Ind.): Monsieur le Président, j'ai été ravi d'entendre l'annonce du gouvernement concernant l'achat de 7,9 millions de tests rapides au point de service pour dépister la COVID-19, qui ont été approuvés par Santé Canada.

En ce début d'automne, la ministre pourrait-elle indiquer à la Chambre et à la population canadienne à quel point les tests sont précis, à qui ils sont distribués au pays, et qui prend les décisions par rapport à la distribution?

M. Darren Fisher (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens doivent avoir accès à des tests plus efficaces et plus rapides. Nous avons été très clairs sur ce point, et nous tenons à respecter nos engagements. Nous travaillons sans relâche pour prendre des décisions fondées sur des données probantes afin de pouvoir acquérir et approuver de nouvelles technologies de dépistage. Suite à une évaluation approfondie par Santé Canada, les tests rapides au point de service ID NOW conçu par les laboratoires Abbott ont été approuvés et sont prêts à être utilisés au Canada.

Les décisions relatives à la distribution ne devraient revêtir aucun caractère politique. L'Agence de la santé publique du Canada travaille en étroite collaboration avec ses partenaires provinciaux et territoriaux pour s'assurer que ces tests sont acheminés là où ils sont le plus nécessaires.

Recours au Règlement

• (1510)

RECOURS AU RÈGLEMENT

LES QUESTIONS ORALES

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. À la page 623 du Bosc et Gagnon, on peut lire ceci: « Les délibérations de la Chambre sont fondées sur une longue tradition de respect de l'intégrité de tous les députés. Par conséquent, la tenue de propos injurieux, provocants ou menaçants à la Chambre est strictement interdite. »

Aujourd'hui, la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement a qualifié la question de mon collègue de Charlesbourg—Haute-Saint-Charles de « non pertinente ». Elle a peut-être aussi induit la Chambre en erreur par inadvertance. En fait, j'éprouve un grand respect pour la ministre; c'est un professeur de droit érudite. Elle a suggéré que sa question n'était pas pertinente parce que le contrat pour des ventilateurs était avec l'entreprise FTI Professional.

J'aimerais soulever la voile corporatif. La société Baylis Medical a publié cette année un communiqué dans lequel on pouvait lire ceci: « Le ventilateur V4C-560 de Baylis, fabriqué en partenariat avec FTI Professional Grade Inc. (FTI), et Baylis Medical, fait partie de la commande passée... »

Le Président: Je vais interrompre le député. Je pense que nous nous lançons dans un débat. Je peux comprendre la première partie.

Des voix: Oh, oh!

Le Président: On nous a indiqué que la ministre avait tenu certains propos. Nous allons consulter la ministre et revenir à la Chambre.

La ministre souhaite-t-elle répliquer à cette remarque?

L'hon. Anita Anand (ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Monsieur le Président, je m'excuse auprès de la Chambre pour avoir utilisé les termes « non pertinent ». Cependant, je réitère l'argument voulant que le contrat entre le gouvernement du Canada...

Le Président: Nous reprenons maintenant le débat. On nous a signalé quelque chose, et je vais maintenant interrompre l'intervention.

Je tiens à rappeler aux députés que lorsqu'ils soulèvent un point, c'est pour signaler ce qui a été fait, et nous nous occuperons de le prouver plus tard. Il s'agit de montrer la pertinence pour voir s'il s'agit ou non d'une question fondée de prime abord.

[Français]

Mme Christine Normandin: Monsieur le Président, pendant la période des questions, j'ai constaté que plusieurs députés et certains ministres ne portaient pas le casque d'écoute fourni par la Chambre. J'aimerais leur rappeler, par votre entremise, que ce n'est pas seulement pour nous qu'on leur demande de porter le casque, mais c'est également pour leur santé à eux, pour éviter les chocs acoustiques, qui, malgré tout, sont encore nombreux.

Le Président: En effet, c'est très important. J'aimerais rappeler aux députés qui se joignent à nous virtuellement d'utiliser les casques qui ont été fournis par la Chambre.

Décision de la présidence

[Traduction]

Les casques d'écoute fournis par la Chambre, par le Parlement, permettront à tout le monde de comprendre beaucoup plus facilement ce que disent les députés, qui ont tous un message très important à transmettre. De plus, les interprètes entendent beaucoup plus clairement ce qui est dit lorsqu'ils essaient de traduire les interventions. Cela leur facilite la tâche. Ainsi, par égard pour les interprètes, veuillez utiliser les casques d'écoute fournis par la Chambre.

L'hon. Anita Anand: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je trouve étrange que le chef de l'opposition ait pu soulever son point, sans que je puisse y donner suite, et vous, en fait...

Le Président: Je vais interrompre la ministre.

Je m'excuse auprès des députés de ne pas avoir interrompu le chef de l'opposition plus tôt, mais je pensais qu'il y aurait peut-être d'autres éléments. C'était une erreur de jugement, et je m'en excuse.

* * *

● (1515)

[Français]

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, comme vous le savez, nous sommes jeudi, et la tradition du jeudi nous amène à poser une question formelle et essentielle dans notre processus démocratique.

Est-ce que mon vis-à-vis, le leader du gouvernement à la Chambre des communes, pourrait donner quelques indications quant au travail à venir pour les parlementaires?

L'hon. Pablo Rodriguez (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question hebdomadaire.

Je veux souligner au passage que les choses fonctionnent bien dans ce Parlement hybride. Nous sommes capables de débattre et de voter, que ce soit ici ou par Internet. Je félicite donc l'ensemble des députés.

En ce qui a trait au calendrier législatif, je vais présenter le programme pour la semaine qui s'en vient. Cet après-midi, nous continuons le quatrième jour de débat de l'Adresse en réponse au discours du Trône.

[Traduction]

Demain, vendredi, nous commencerons le débat sur le projet de loi C-3, la mesure législative sur la formation des juges.

Lundi et mardi prochains, nous entamerons le cinquième et le sixième jour du débat sur le discours du Trône, respectivement.

Nous poursuivrons ensuite le débat sur la formation des juges mercredi et jeudi, au besoin.

* * *

PRIVILÈGE

LA PRODUCTION DE DOCUMENTS AU COMITÉ PERMANENT DES FINANCES — DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le Président: Je suis maintenant prêt à me prononcer sur la question de privilège soulevée le 24 septembre 2020 par le député de Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes concernant des documents caviardés fournis par le gouvernement en ré-

ponse à un ordre adopté par le Comité permanent des finances lors de la dernière session.

Le député de Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes allègue que le gouvernement a commis un outrage au Parlement en ne respectant pas l'ordre du Comité permanent des finances. En effet, il a rappelé que le 7 juillet 2020, lors de la session précédente, le Comité a adopté un ordre exigeant, de la part du gouvernement, la production de documents et que toute expurgation de ces documents soit effectuée par le Bureau du légiste et conseiller parlementaire de la Chambre des communes suivant des lignes directrices détaillées dans l'ordre. Or, selon le député, il appert que des documents avaient déjà été caviardés par les ministères avant d'être transmis au Comité. À preuve, le député a cité une correspondance adressée au Comité rédigée par le légiste.

[Français]

Qui plus est, le député de Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes a aussi soutenu que le gouvernement avait porté atteinte à la réputation et à la dignité du légiste en affirmant publiquement que c'est ce dernier qui avait caviardé les documents, comme le spécifiait l'ordre du Comité.

Le député a souligné que des circonstances exceptionnelles justifiaient que la présidence se prononce sur cette affaire malgré l'absence d'un rapport du Comité permanent des finances, étant donné que le Comité n'est pas encore constitué en ce début de session parlementaire.

[Traduction]

Le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes a répondu que le gouvernement a respecté la motion du Comité permanent des finances et a fourni exactement les informations réclamées dans les délais prescrits. Il a expliqué que les seules choses ayant été exclues des documents étaient des questions confidentielles du Cabinet et de sécurité nationale, comme l'exigeaient la motion et les obligations prévues par la loi. Le secrétaire parlementaire a rappelé que le Comité pourra organiser ses travaux dès la semaine prochaine et qu'en l'absence d'un rapport du Comité, il serait difficile pour le Président de se prononcer à savoir si l'ordre du Comité a été respecté.

Après que le député de Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes a porté cette question à l'attention de la présidence, les députés de New Westminster—Burnaby et de La Prairie, ainsi que le secrétaire parlementaire sont intervenus.

[Français]

Pour expliquer la présente décision, il importe de comprendre la séquence des événements qui ont mené à la question dont la présidence est saisie.

Le 7 juillet, le Comité permanent des finances a adopté une motion ordonnant au gouvernement de lui fournir des documents concernant l'organisme Mouvement UNIS et ME to WE, au plus tard le 8 août.

Après avoir reçu les documents, le greffier du Comité les a envoyés au Bureau du légiste et conseiller parlementaire afin qu'ils soient caviardés, conformément à l'ordre du Comité.

● (1520)

[Traduction]

Dans sa lettre du 18 août adressée au greffier du comité, le légiste a expliqué que son bureau avait caviardé dans les documents les renseignements concernant les fonctionnaires impliqués dans ce dossier. Il a ajouté que d'autres caviardages avaient été apportés par les ministères afin de protéger les documents confidentiels du Cabinet et d'autres renseignements couverts par la Loi sur la protection des renseignements personnels et la Loi sur l'accès à l'information. Il a aussi précisé que les ministères avaient fait certains caviardages pour des motifs qui n'étaient pas prévus dans l'ordre du comité et qu'il appartenait au comité de décider s'il était satisfait des caviardages.

[Français]

Les documents caviardés ont été transmis aux membres du Comité le 18 août, le même jour où le Parlement a été prorogé. Par conséquent le Comité n'a pu ni siéger, ni examiner les documents, ni faire rapport à la Chambre.

[Traduction]

À ce jour, la présidence estime qu'il est impossible de savoir si le Comité est satisfait des documents qui lui ont été fournis. La nouvelle session est maintenant en cours et le Comité, auquel revient l'interprétation de l'ordre qu'il a donné, aura la possibilité d'examiner les documents et de décider quoi en faire. D'ailleurs, l'ordre adopté par la Chambre le 23 septembre dernier prévoit une marche à suivre spécifique visant à rétablir les comités, dont le Comité permanent des finances.

Ainsi, étant donné les faits et les circonstances, je suis d'avis qu'il incombe d'abord au Comité d'examiner la question. Si le Comité estime qu'il y a eu atteinte à ses privilèges ou s'il a d'autres préoccupations concernant la situation, il pourra faire rapport à la Chambre.

La présidence ne peut conclure qu'il y a, de prime abord, matière à question de privilège.

[Français]

Je remercie les députés de leur attention.

[Traduction]

RÉPONSE DU SECRÉTAIRE PARLEMENTAIRE À UNE QUESTION INSCRITE AU FEUILLETON — DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le Président: Je suis maintenant prêt à me prononcer sur la question de privilège soulevée le 24 septembre 2020 par le député de Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes concernant la réponse du gouvernement à la question écrite Q-443 déposée lors de la première session de la présente législature.

Pendant son intervention, le député a soutenu que les détails de la réponse du gouvernement obtenue en lien avec la question écrite Q-443 ne concordent pas avec l'information publiée dans un article de la Fédération canadienne des contribuables. Le député a aussi expliqué avoir reçu des clarifications de la part de la Commission de la capitale nationale au sujet des différences entre les réponses à sa question écrite et celles fournies à la Fédération. À ses yeux, ces clarifications démontrent de la « confusion sémantique délibérée » de la part du gouvernement. Selon lui: « [...] le gouvernement, en tentant de faire passer ces deux demandes comme étant distinctes, a délibérément tenté d'induire la Chambre en erreur dans sa réponse écrite, ce qui constitue donc un outrage à la Chambre ».

L'Adresse

En réponse, le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes a fait valoir que l'information obtenue par le député et par la Fédération canadienne des contribuables couvre des périodes différentes. Qui plus est, le secrétaire parlementaire a avancé que les chiffres obtenus ont été mal lus et mal calculés. Pour le secrétaire parlementaire, la question relève de la contestation de faits.

[Français]

Dans son exposé, le député de Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes a, avec justesse, mentionné les trois critères utilisés pour déterminer que la Chambre a été délibérément induite en erreur, le premier étant de déterminer si une déclaration faite à la Chambre est effectivement trompeuse.

En ce qui concerne les questions écrites, le simple fait que le Président doive trancher si la réponse était trompeuse ou non reviendrait de facto à se pencher sur la teneur de la réponse. Or, le Président n'est pas habilité à juger de l'exactitude des réponses données par le gouvernement aux questions, orales ou écrites.

Nos précédents en la matière sont nombreux. À ce sujet, la troisième édition de *La procédure et les usages de la Chambre des communes* est, à la page 529, on ne peut plus claire: « Aucune disposition du Règlement ne permet au Président de contrôler les réponses que le gouvernement donne aux questions. »

● (1525)

[Traduction]

En l'occurrence, la présidence ne peut pas conclure que la question de privilège soulevée par le député est fondée de prime abord.

[Français]

Je remercie les députés de leur attention.

DISCOURS DU TRÔNE

[Français]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une Adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement.

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, je ne vous cacherais pas que j'ai eu une pensée pour vous quand j'ai préparé les notes de mon discours, parce que je suis convaincu que, lorsque vous avez été candidat en politique pour la première fois, c'était pour servir.

Je pense que tout le monde à la Chambre est ici pour servir, servir selon ses valeurs, servir selon ses certitudes et le faire avec une ouverture au doute qui est toujours un exercice intellectuellement très sain.

L'une de mes certitudes — et peut-être la plus importante en politique — est celle du droit des peuples à leur autodétermination. En effet, une nation se sert mieux elle-même. Une nation se sert mieux ses aînés. Une nation se sert mieux ses entrepreneurs, ses producteurs agricoles, ses artistes, ses pêcheurs, ses étudiantes et ses étudiants, son environnement, ses chercheuses et ses chercheurs. Elle détient aussi tous les pouvoirs. Elle a les attributs de la souveraineté.

L'Adresse

En fait, je pense qu'un peuple est d'emblée souverain. Il choisit ensuite ce qu'il fera de cette souveraineté: seulement plus de pouvoir pour certains, mais tous les pouvoirs pour d'autres. Cela est vrai si on ne le prive pas de ses droits. J'ai en ce 1^{er} octobre une pensée pour nos amis catalans, réprimés ce même jour il y a trois ans.

Le Canada n'est pas le pire des pays. Le Québec n'est pas encore un pays et il ne serait pas le meilleur des pays, mais il serait le nôtre. Je suis convaincu que, dès le lendemain d'une décision favorable des Québécois, si ce n'est pas le soir même ou dans les minutes suivantes, le Canada appellerait à Québec et demanderait à rester amis. Bien sûr, le Québec dirait oui, car nous resterions proches. En attendant, puisque le Québec n'est pas un pays aujourd'hui, nous faisons de notre mieux dans le système qui est celui auquel nous devons participer.

Je présume que c'est ce que fait le premier ministre. On le voit de manière évidente: nous ne servons pas les mêmes maîtres. On voit ce qui nous éloigne: ingérence dans le domaine de la santé sur le dos du Québec et des provinces; différences marquées dans l'aide aux aînés, alors que le gouvernement décide d'appriivoiser soudainement la notion de discrimination fondée sur l'âge; prétention de relance verte qui, si l'on y regarde de près, camoufle même une aide pour l'industrie pétrolière de l'Ouest; parole non respectée pour les agriculteurs. Il y a beaucoup d'autres exemples.

Le Bloc québécois a fait son propre exercice. Il a développé un plan de relance vraiment vert. Il a fait le tour du Québec, virtuellement d'abord, physiquement ensuite. Ce que nous avons présenté — et je vous mets au défi de le vérifier — est beaucoup plus clair et précis que le discours du Trône du gouvernement. Ce qu'il contient, c'est ce que le Québec a choisi. Au-delà de la partisanerie — notre but n'étant pas de prétendre que les gens qui ont collaboré à l'exercice appuient le Bloc québécois —, après et ensuite, le Bloc agit.

C'est un peu comme si le Bloc québécois proposait son propre discours inaugural, mais un discours inaugural « à la République », et cela ne nous déplairait pas. Bien sûr, nous sommes un parti de l'opposition. Nous faisons des propositions. Si elles sont écoutées et soutenues par le Québec, il deviendra très difficile de les contourner. Il deviendra difficile de recommencer à contourner le Québec, de contourner la volonté de l'Assemblée nationale du Québec, notre seul parlement national.

Il y a beaucoup de différences entre le discours du Trône et notre proposition. Bien sûr, il y a des différences intrinsèques. Il y a le fait que le Bloc québécois n'adhère pas au principe de la monarchie — on y reviendra. Il y a le fait qu'on se désolé que le gouvernement ait eu recours à la prorogation, puis à un discours du Trône et à un solennel discours à la nation ne contenant l'un et l'autre pratiquement rien. On se désolé de l'héritage du premier ministre, qui est un héritage de centralisation. On se désolé de l'amour que le Canada entretient pour un John A. Macdonald, alors que nous dénonçons au quotidien le racisme.

• (1530)

Nous dénonçons l'héritage colonial. Après tout, il faut se le dire, la conquête est restée inachevée.

Les provinces ont demandé 35 % des transferts en santé sur l'ensemble des dépenses de système. Personne, ni au Québec ni dans les provinces, n'a demandé d'ingérence du fédéral. Avec une prétention terrible, le gouvernement a répondu qu'il était meilleur que les

provinces, que le Québec n'est que le Québec et que les provinces ne sont que des provinces. Le Canada prétend être meilleur que nous.

Peut-on me nommer une chose qu'un Canadien puisse faire et qu'un Québécois ne puisse pas faire? Le gouvernement fédéral est juste plus riche à cause de sa Constitution qui, après tout, est un héritage. Le Canada peut couper dans les transferts. Le Canada est plus riche de notre propre argent.

Le gouvernement évoque le recours à l'armée. Le mois d'octobre 2020 marquera le 50^e anniversaire de la crise d'Octobre. Le Canada de 1970, le Canada du premier ministre d'alors, avait envoyé l'armée, en inventant une insurrection pour renverser, disait-il, le gouvernement du Québec. C'était une insurrection forte de moins de 40 militants.

Je suis contre toute forme de violence. Nous sommes contre toute forme de violence. Je dénonce toutes les violences. L'emprisonnement de 500 Québécois fut violent. L'interpellation de milliers d'autres fut violente. J'attends la dénonciation de cette violence-là aussi. Où sont les excuses pour les 500 familles québécoises?

Personne ne demande d'excuses pour les cellules felquistes, pas même le fils de Paul Rose, Félix, un artiste exceptionnel dont le Québec peut être fier.

Nous demandons des excuses pour ce dont ils ont été le prétexte: la mise en place momentanée d'un état militaire au Québec par le premier ministre du Canada. On ne peut pas imaginer la fierté que nous, les 32 députés indépendantistes, avons, 50 ans après la crise d'Octobre, durant laquelle une large part devait nous réprimer, de nous lever au sein du Parlement du Canada.

De même, où sont les excuses pour les Acadiens déportés? Où sont les excuses pour Louis Riel et les Métis alors qu'on encense encore John A. Macdonald? Chez les sépulcres blanchis, les excuses sont réservées aux non-francophones. Après tout, le premier ministre dirige le gouvernement de Sa Majesté britannique et la conquête n'est pas achevée.

Cette forme moderne de colonialisme prend plusieurs formes. Québec veut améliorer l'usage du français au travail; les libéraux prétendent faire mieux. Pour le Parti libéral, faire mieux, c'est faire reculer le français. Le Québec veut assujettir les entreprises sous compétences fédérales à la loi 101. Je défie le gouvernement de ne pas s'y opposer.

Le Québec demande le respect de ses compétences. Le NPD n'est pas le Québec. Les conservateurs ne sont pas le Québec. Le Bloc québécois non plus n'est pas le Québec. Cependant, le Bloc québécois est le seul parti qui parle seulement pour le Québec. Seul le Québec parle seulement pour le Québec. Les bloquistes ne connaissent aucune autre loyauté, aucune autre allégeance.

Le Bloc québécois a déposé un amendement pour que soient respectées les compétences du Québec en matière de santé, pour que soient augmentés les transferts en santé et pour que soit amélioré le sort de nos aînés. Après avoir dit publiquement le contraire — au moins, cela a été dit en français —, le NPD et les conservateurs ont voté contre l'amendement du Bloc québécois. Que ceux qui n'ont pas voté en faveur de l'amendement fassent leur examen de conscience.

L'Adresse

• (1535)

Je somme le gouvernement d'être très prudent avant de continuer à défier le Québec. Je ne peux éviter de mentionner l'inévitable, l'incontournable et le honteux. Je veux croire que le Parlement a honte de ce que subissent les peuples autochtones au Canada. Il faut se le dire, face aux Premières Nations, qui sont des nations, nous sommes un seul Parlement. Le premier ministre du Canada parle pour tous ceux qui sont représentés par ce Parlement. Pour l'instant, nous devrions avoir honte face aux Premières Nations, en particulier cette semaine et aujourd'hui.

Je mets le gouvernement en garde contre la tentation de nous priver encore de nos privilèges avec l'aide du NPD en détresse et de fermer encore le Parlement. Le NPD a choisi de bien incertains amis et alliés pour continuer d'exister. Le Bloc québécois votera contre le discours du Trône. Si ce Parlement a du courage, les jours du gouvernement en place sont comptés. Si certains d'entre nous avaient eu du courage, ce sont les heures de ce gouvernement qui seraient comptées.

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, j'adore le Québec et ses habitants. J'adore aussi ma province, le Manitoba. Tant du côté de ma mère que du côté de mon père, j'ai des ancêtres qui venaient du Québec.

Nous vivons dans une grande confédération qui accorde véritablement une grande importance aux programmes sociaux tels que les soins de santé. Que l'on soit chef du Bloc québécois ou député de Winnipeg-Nord, il est crucial que nous comprenions l'importance d'offrir des soins de santé à tous dans notre grand pays. En plus d'administrer le système de santé, les provinces doivent assurer l'uniformité des services offerts au pays. Il se peut que des écarts se creusent entre les régions. Voilà où doit intervenir le gouvernement national. Le chef du Bloc québécois a parlé de valeurs. Le caractère merveilleux de notre pays — et le Québec en fait partie — est au cœur de mes valeurs.

Le chef du Bloc ne reconnaît-il pas que, que l'on soit Québécois ou Manitobain, nos valeurs communes l'emportent largement sur les avantages, pour une province, de faire cavalier seul?

[Français]

M. Yves-François Blanchet: Madame la Présidente, si les valeurs du Canada, du Québec et du Manitoba sont les mêmes, j'aimerais qu'on aille poser la question aux Franco-Manitobains.

Nous ne sommes pas une nation et c'est tellement révélateur. Nous sommes un paquet de nations sur un même territoire dont chacune des nations autochtones est une nation autant que la québécoise et la canadienne.

Compte tenu de l'exode du début du siècle dernier, j'ai probablement de la parenté dans le Nord-Est américain, mais cela ne fait pas de moi un Américain. Cela fait de moi quelqu'un qui veut être l'ami des Américains — des fois, c'est plus dur que d'autres — de la même manière que, au lendemain d'une indépendance que je souhaite prochaine, je voudrai demeurer l'ami des Canadiens.

Ce que nous avons en commun comme valeurs nous fera agir ensemble de façon librement consentie. Le Canada pose des gestes conjointement avec le Danemark, un pays de quelques millions d'habitants, mais cela n'a pas pour résultat que le Danemark fait

partie du Canada, ni le contraire. De bons amis valent mieux que de mauvais coucheurs.

• (1540)

[Traduction]

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Madame la Présidente, mon collègue a tenu un discours intéressant, c'est le moins que l'on puisse dire. Il a notamment parlé du concept de l'autodétermination, dont le gouvernement est très fier. Dès qu'il est question des Premières Nations partout au pays, les libéraux se plaisent à parler d'autodétermination. Or, lorsqu'il est question d'une province, que ce soit la mienne ou celle du député, le gouvernement rechigne à parler d'autodétermination.

Le député pourrait-il énoncer plus en détail ses idées en ce qui a trait à l'autodétermination pour les provinces?

[Français]

M. Yves-François Blanchet: Madame la Présidente, je m'en déssole. J'ai l'impression que l'autodétermination, pour le gouvernement, c'est une voiture qui se conduit toute seule. Ce n'est pas ce dont il s'agit. C'est le droit pour un peuple, une nation de se définir elle-même. C'est à une nation de dire qu'elle est une nation.

Il y a quelque 300 Naskapis dans le Nord-du-Québec. Ils sont une nation comme les 8,4 millions de Québécois sont une nation. Une nation se définit elle-même. Les nations ont toutes le droit à l'autodétermination, mais très peu d'entre elles, en vérité, veulent l'entière. Parmi toutes les nations existantes qui forment des sous-ensembles dans un grand nombre de pays, je ne sais pas lesquelles veulent être totalement indépendantes avant de faire des alliances par traité avec leurs collègues. L'Union européenne en est un exemple patent, évident, encourageant à certains égards. Certaines veulent juste davantage de pouvoirs. Les Bretons veulent protéger leur langue tout comme les Corses. L'autodétermination, ce n'est pas l'obligation d'indépendance, c'est le droit à l'indépendance.

M. Gabriel Ste-Marie (Joliette, BQ): Madame la Présidente, depuis minuit hier, la majorité du Québec est plongée en zone rouge. Cela veut dire que les industries de la restauration et de la culture au grand complet ont fermé les portes pour un minimum de 28 jours. Dans le discours du Trône, le gouvernement dit qu'il va aider les entreprises qui se trouvent dans une telle situation, si tel est le cas. Cet après-midi, le gouvernement du Québec a annoncé ce qu'il ferait pour aider les entreprises.

Selon le chef du Bloc québécois et député de Beloeil—Chambly, qu'est-ce que ce gouvernement devrait faire pour aider les entreprises qui seront forcées de fermer les portes pour un minimum de 28 jours?

M. Yves-François Blanchet: Madame la Présidente, la différence entre une question plantée bloquiste et une question plantée libérale, c'est que je ne la connais pas à l'avance et que personne n'a écrit ma réponse.

Cependant, j'ai une pensée toute particulière pour mon collègue de Joliette, parce que c'est dans sa circonscription qu'une femme autochtone est décédée dans des conditions pires que dramatiques. Encore une fois, mes condoléances accompagnent la communauté et la nation atikamekw.

L'Adresse

Qu'est-ce que le gouvernement fédéral peut faire? Dans bien des cas, mon premier réflexe est de dire qu'il doit se mêler de ses affaires. Dans ce cas-ci, on a travaillé ensemble et on s'est dit qu'un moyen rapide et efficace, compris par les entreprises et leurs comptables, c'est le crédit d'impôt sur les frais fixes avec un certain plafond de dépenses. Ce serait toute forme de frais fixes admissibles. La palette pourrait être large et s'ajusterait à la nature des activités, à la perte d'activités économiques momentanée de chacune des entreprises. Cela relèverait d'une fiscalité fédérale et serait donc entièrement légitime. Je pense que c'est par là qu'il faut aller.

[Traduction]

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Madame la Présidente, j'aimerais que mon collègue réponde à une très brève question.

Les traditions francophones sont présentes dans ma circonscription depuis au-delà de 300 ans. La grosse majorité de la population souhaite approfondir la relation avec les francophones. Depuis plus de 300 ans, ils veulent l'inclusion. Qu'est-ce que le député a à dire à ces gens? De l'autre côté de Detroit se trouve le Pontiac. C'est dans Windsor-Ouest que se trouve le plus ancien lieu de peuplement européen à l'ouest de Montréal, et nous en sommes extrêmement fiers.

Quel message le député souhaite-t-il envoyer? Ces gens veulent faire partie de la Confédération et ils veulent que la culture et les traditions francophones continuent de fleurir à l'intérieur du Canada.

• (1545)

[Français]

M. Yves-François Blanchet: Madame la Présidente, je leur offre mon amitié indéfectible.

Il y a plusieurs niveaux d'intervention en matière de solidarité entre les francophones. En fait, il y en a quatre. Il existe une solidarité internationale représentée par l'Organisation internationale de la Francophonie, une institution de premier plan. À l'autre extrême, il y a le Québec, qui a une volonté qui lui est propre.

Je pense que la meilleure chose qui puisse arriver aux autres francophones de l'Amérique, c'est un Québec souverain. En effet, le Québec serait fort et serait un pôle francophone. Cela ne préjuge pas du choix des autres. C'est ainsi que nous pouvons être les meilleurs amis des francophones à l'extérieur du Québec, auxquels nous avons souvent exprimé notre solidarité.

À l'échelle continentale, à laquelle le député se réfère, nous travaillons déjà à créer des liens durables et amicaux sans contrainte institutionnelle avec l'ensemble des francophones de l'Amérique. Cependant, la pandémie nous a beaucoup ralentis.

[Traduction]

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la Présidente, je ne crois pas avoir besoin de préciser que le député et moi avons une vision différente du fédéralisme canadien. Je suis fier d'être Néo-Écossais, et je comprends qu'il soit aussi fier de venir du Québec. La question que j'aimerais lui poser est en deux volets.

Primo, le député a parlé d'agriculture. Admettra-t-il que ce sujet était partout dans le discours du Trône, puisque le gouvernement s'y engage à soutenir les secteurs visés par la gestion de l'offre et les capacités propres à chaque région, un sujet qui, je le sais, tient à cœur aux députés de son caucus?

Secundo, je tiens aussi absolument à parler de l'industrie pétrolière et gazière. Le député et moi sommes sans doute d'accord pour dire que ce secteur d'activité pourrait occuper une place de moins en moins grande dans le paysage économique des prochaines années, mais les recettes qu'il génère ont quand même été profitables à l'ensemble des Canadiens et des Québécois. Pourquoi le député dénigre-t-il un secteur d'activité qui en a fait autant pour le peuple québécois?

[Français]

M. Yves-François Blanchet: Madame la Présidente, nous pourrions parler longtemps de cette question. Rendons-nous service et évitons de me lancer sur la question du pétrole.

Cela étant dit, le fait de dépendre de l'exportation de ressources naturelles, quelles qu'elles soient, a un effet économique pervers. C'est particulièrement vrai pour les activités industrielles, ce qui est à de nombreux égards le propre de l'économie québécoise.

En ce qui concerne l'agriculture, ce qui était mentionné dans le discours du Trône était extrêmement vague et général, un peu comme le reste des sujets. Il s'agit d'intentions qui auraient déjà dû être réalisées, notamment le versement des compensations aux agriculteurs sous gestion de l'offre.

Je me permets de revenir rapidement à ma réponse précédente. Quand j'ai parlé des francophones d'Amérique, j'ai oublié l'autre grand peuple d'Amérique pour lequel j'ai une affection profonde: je parle évidemment des Haïtiens.

[Traduction]

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de Timmins—Baie James.

Je prends la parole aujourd'hui au sujet du discours du Trône et de la COVID-19, en me concentrant toutefois sur ma circonscription, qui entretient des liens étroits avec les États-Unis et qui illustre bien certaines des difficultés relatives à la réunification des familles partout sur la planète. Bien évidemment, dans Windsor-Ouest, avant l'arrivée de la COVID, nous avions une relation très étroite avec les États-Unis. C'est toujours le cas, mais les échanges sont devenus plus inconfortables et plus difficiles que jamais. Avant la COVID-19, dans la région que je représente, qui couvre les trois cinquièmes de la ville de Windsor, plus de 40 000 véhicules traversaient la frontière américaine tous les jours, soit 10 000 camions et environ 30 000 véhicules transportant proches et amis.

Les familles de ma circonscription entretiennent régulièrement toutes sortes de relations professionnelles et personnelles avec nos voisins du Sud. En fait, nous en sommes fiers. À Windsor, en Ontario, la cérémonie du jour du Souvenir inclut le *Star-Spangled Banner*. En plus d'être de très fiers Canadiens, nous n'hésitons pas à exprimer notre attachement envers nos cousins des États-Unis et d'ailleurs dans le monde, en tant que partie intégrale de notre culture. En fait, notre communauté arrive au quatrième rang pour la diversité de sa population dans l'ensemble du Canada. Nous comptons plus de 100 organismes ethnoculturels qui sont enregistrés et qui sont actifs à Windsor depuis des décennies.

L'Adresse

Avec la COVID-19, nous avons vu des familles déchirées. Nous avons vu des gens incapables de se réunir. Nous avons connu bien des difficultés. Je remercie le ministre de la Sécurité publique d'en avoir discuté avec moi au début de la pandémie, avant la fermeture du Parlement. J'ai parlé des difficultés auxquelles nous devons faire face, car il y a jusqu'à 2 000 personnes qui traversent la frontière, y compris des travailleurs de première ligne, pour soutenir les efforts de lutte contre la COVID-19 aux États-Unis. Il y a des médecins, des infirmières, des préposés aux services de soutien — dont je fais partie — qui vont aux États-Unis tous les jours, et nous devons assurer leur sécurité.

Le problème auquel nous sommes confrontés est le suivant. Alors que la COVID continue de ralentir notre économie, elle contribue aussi à créer des difficultés pour les personnes ayant des proches ailleurs dans le monde, que ce soit à Détroit, dans le Michigan, en face de Windsor, ou en Angleterre ou dans un autre pays du Commonwealth, ou même plus loin encore. La réponse du gouvernement a été tout à fait irresponsable à ce sujet. Il a traîné les pieds et il continue à repousser le problème sans offrir aucun type d'aide pour ces personnes. C'est préjudiciable non seulement pour les familles, mais aussi, je dirais, pour notre économie et, plus important encore, pour nos collectivités dans leur entier, nos voisins, tous les membres de nos collectivités, car il y a des gens qui sont abandonnés à un sort incertain.

Je me sens un peu concerné en ce sens que ma tante a épousé un Américain. Dans le comté de Windsor-Essex, il y a des gens qui ont de la parenté partout, du Liban au Pakistan, de l'Inde à la Chine et d'autres endroits, et ces gens n'ont reçu aucune aide pour tenter une réunification familiale en toute sécurité, malgré la COVID.

C'est de cela qu'il s'agit. La définition étroite que le gouvernement donne de la famille a fait obstacle à cela et va à l'encontre de ce que dit le premier ministre. Le gouvernement a parlé de parents proches en se fondant sur un système incroyablement vieux et dépassé qui ne prend même pas en compte les véritables relations qui existent en ce moment. Cela affecte les gens mentalement. Cela a aussi des conséquences sur les gens en ce qui concerne leurs relations, la planification familiale, etc.

J'exhorte le gouvernement à traiter le dossier de façon responsable et à le faire avancer. Nous avons présenté plusieurs plans au gouvernement. Je représente une collectivité qui est aux premières lignes. J'ai commencé mon discours en parlant du nombre de véhicules et de personnes qui traversent régulièrement la frontière de part et d'autre. Nous sommes aussi préoccupés que n'importe qui d'autre par la propagation de la COVID-19 et par les effets que le système des États-Unis peut avoir sur notre collectivité, mais cela n'enlève rien à notre détermination à réunir les familles qui ont besoin qu'un processus soit mis en place et que l'aide nécessaire soit offerte par le gouvernement.

● (1550)

Personne ne veut faire venir au pays quelqu'un qui rendra les membres de sa famille malades, mais cela ne veut pas dire que des grands-parents, des parents, des cousins, des frères, des sœurs et d'autres membres de la famille devraient être isolés et essentiellement abandonnés pendant des mois, sans qu'ils puissent même savoir quand ils pourront retrouver les leurs. Nous pouvons faire mieux en mettant en place un processus complet. Nous avons présenté des propositions au gouvernement, et il n'a même pas répondu.

Il y a un mouvement appelé Love is Not Tourism, ainsi que d'autres intervenants, qui exercent des pressions dans ce dossier, mais ils le font non seulement pour eux, mais aussi pour le pays.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je demanderais aux députés de bien vouloir baisser le ton à la Chambre afin que nous puissions écouter l'intervention du député.

Le député peut poursuivre.

M. Brian Masse: Madame la Présidente, je vous remercie, car je pense que mon message n'a pas fait l'objet de suffisamment de discussions à la Chambre des communes, et j'espère même qu'il sera entendu davantage à l'extérieur de ces murs. Je le répète, selon moi, il n'est pas uniquement question de familles qui ne peuvent pas être réunies avec un proche.

Je pense à la famille Costello, de Windsor. Je veux que les gens comprennent à quel point le système est draconien. Cette famille de Windsor a demandé au gouvernement si elle pouvait aller visiter Diane, la mère mourante, dans un centre de soins palliatifs. Elle est décédée, et j'offre mes plus sincères condoléances à la famille Costello. Je remercie tous les membres de la famille d'avoir milité pour leur cause.

La famille n'avait pas l'intention de s'arrêter en chemin. Elle devait partir de la frontière pour se rendre huit kilomètres plus loin, au centre de soins palliatifs, mais le gouvernement a refusé sa demande. Personne n'aurait eu de contact avec d'autres gens. Pourtant, c'est possible de traverser la Colombie-Britannique pour se rendre en Alaska, de faire tout le trajet de retour et d'effectuer de nombreux arrêts en cours de route, mais la famille Costello n'a pas eu la permission. Nous avons finalement réussi à obtenir la permission, et je remercie le gouvernement d'avoir permis à cette famille d'être réunie pour les derniers moments de la mère, mais cela ne devrait pas être un combat. Il faut mettre sur pied un processus de planification.

Le gouvernement doit réaliser ce qui se passe et comprendre que la situation actuelle pourrait durer encore longtemps. La COVID-19 continuera de toucher la population, mais nous ne pouvons nous entêter à dire non à tout et ne rien faire pour permettre aux familles d'être réunies, que ce soit avec leurs proches, un fiancé, un frère ou une sœur. Il est possible de faire un examen pour tous les types de relations qui existent.

Énormément de travail a été accompli et personne ne veut que tout un chacun puisse entrer au pays comme il veut. Ces gens ont un plan et leur famille a des attentes élevées; ils veillent à être assurés, à effectuer un suivi et à suivre les directives en matière d'isolement. Présentement, le gouvernement ne fait que dire non à tout. C'est inacceptable, car la crise est loin d'être terminée. Il n'y a pas que les personnes directement concernées qui sont touchées, c'est toute la collectivité qui l'est. C'est ce que j'essaie de faire comprendre à la machine présentement.

L'Adresse

Il y a eu l'affaire de la famille Costello, que j'ai mentionnée. À l'époque, j'ai fait valoir qu'une milliardaire avait pu entrer au Canada en passant par Toronto. Elle avait déjoué le système. La réponse du gouvernement a été de jeter le blâme sur l'Agence des services frontaliers du Canada. C'est inacceptable. Ce n'est pas acceptable de rejeter la responsabilité sur nos travailleurs et de dire que ce sont eux, le problème. Les travailleurs de l'Agence des services frontaliers du Canada sont en fait nos héros de première ligne. Chaque jour, ils s'occupent des gens qui traversent notre frontière terrestre, et ils doivent aussi s'occuper de ceux qui voyagent en avion et qui prennent d'autres moyens de transport. Les agents ont besoin du leadership et du soutien du gouvernement. On ne peut pas les abandonner à eux-mêmes.

Nous demandons la mise en œuvre d'un processus entièrement transparent comme celui qui a été présenté au gouvernement. Il se peut que le gouvernement passe maintenant à l'action, car il commence à ressentir la pression. Il ne devrait pas réagir uniquement à la pression politique.

Un cas suffit. Il est inacceptable que nous continuions à faire souffrir les gens en leur enlevant toute possibilité de savoir ce qui leur arrivera à l'avenir. C'est préjudiciable pour la santé mentale. C'est mauvais pour les travailleurs. Cela nuit aux familles. Pour toutes ces raisons, nous devons faire mieux.

Voilà où nous en sommes. Nous ne pouvons pas changer le passé, à l'heure actuelle. Nous ne pouvons pas annuler les préjudices déjà subis. Cependant, nous pouvons adopter un processus crédible et entièrement transparent pour permettre la réunification des familles tout en garantissant la sécurité du grand public. Nous pouvons sûrement le faire. Nous devons faire mieux. La COVID-19 ne disparaîtra pas avant longtemps. Nous disposons maintenant de tests de dépistage rapides. Le moment est venu pour nous d'opérer des changements. Le gouvernement doit changer son fusil d'épaule et permettre la réunification des familles.

• (1555)

M. Chris Lewis (Essex, PCC): Madame la Présidente, le député de Windsor-Ouest est mon voisin, en fait. Nos circonscriptions se touchent, alors je suis bien au courant de la situation et de tout cœur avec lui.

Mon bureau reçoit des centaines d'appels inquiets de ce genre venant, par exemple, de victimes du cancer dont les jours sont comptés et qui ne peuvent pas voir les membres de leur famille, de personnes qui doivent choisir entre voir leurs proches ou aller travailler, et de retraités migrants qui ne sont pas certains de l'endroit où ils vont vivre, parce que la résidence d'été où ils se trouvent va être fermée.

Mon collègue convient-il avec moi que ceux qui communiquent avec le cabinet du ministre de la Sécurité publique reçoivent des renseignements contradictoires, et que, même si l'Agence des services frontaliers du Canada fait un travail formidable, ceux qui se rendent à la frontière obtiennent une réponse différente de ceux qui communiquent avec le ministre de la Sécurité publique?

• (1600)

M. Brian Masse: Madame la Présidente, il s'agit d'une question importante.

J'ai rencontré une jeune femme appelée Shayla qui a bien voulu parler. Les gens doivent comprendre que nous nous battons pour la réunification des familles et que nous avons parlé du problème au

ministre il y a des mois. Plusieurs lettres ont été envoyées, et je ne vais pas toutes les mentionner ici. Il a fallu que j'appelle Shayla, qui est sortie sur la place publique pour parler du cas de sa mère. Sa mère était mourante et ne pouvait pas visiter ses grands-parents, qui se trouvaient en quarantaine à Windsor. Il a fallu qu'elle en parle en public. Son courage et son altruisme sont extraordinaires.

Le député a raison, nous pouvons avoir des membres d'une famille qui se trouvent à des kilomètres les uns des autres et qui ne peuvent pas se voir. C'est inacceptable.

Les procédures doivent changer. Il faut des directives politiques immédiatement et non pas laisser cela entre les mains des agents. Nous avons besoin qu'un vrai système soit mis en place sur-le-champ.

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la Présidente, je suis un peu curieux. Le Parti québécois a proposé un amendement au discours du Trône. Or seul le député de Rosemont—La Petite-Patrie a voté en faveur de ce dernier. Comme le NPD...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le Parti québécois ne siège pas au Parlement.

M. Mario Simard: Madame la Présidente, je m'excuse. Cette fois-ci, je ne me tromperai pas.

Au Québec, le NPD a la réputation d'être centralisateur. Je veux savoir pourquoi mon collègue a voté contre l'amendement du Bloc québécois.

[Traduction]

M. Brian Masse: Madame la Présidente, le député va démêler qui son parti représente et sa position. Son parti a voté en faveur du discours du Trône hier soir, alors c'est de l'hypocrisie. C'est tout simplement méprisant.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, j'ai bien écouté le député. Il a beaucoup de compassion pour beaucoup de gens, tout comme moi. Je sais moi-même qu'il y a des gens qui veulent venir ici.

La question centrale est de savoir dans quelle mesure le député pense que nous devons continuer d'écouter les spécialistes de la santé et la fonction publique, qui a fait un travail extraordinaire pour tous les Canadiens. Est-il d'avis que nous ne devrions pas respecter certains des conseils des spécialistes de la santé?

M. Brian Masse: Madame la Présidente, je remercie le secrétaire parlementaire de poser cette question, car elle nous montre ce que le gouvernement essaie de faire. Il essaie de forcer les choses et de dire que nous sommes contre la santé publique parce que nous voulons réunir des familles.

Or, ce n'est pas du tout le cas, comme le sait très bien le secrétaire parlementaire. Le gouvernement libéral le sait très bien. Les questions que nous avons soulevées ont pour but de protéger les gens, de protéger le public et de réunir des familles de manière responsable, encore plus même que ce que lui et le gouvernement permettent, soit que des gens prennent leur voiture pour se rendre jusqu'en Alaska sans aucune reddition de comptes.

Pendant ce temps, des personnes du Michigan ne peuvent pas aller voir une personne atteinte du cancer à Windsor. Elles ne peuvent pas, en faisant le trajet directement et sans autres interactions, se rendre au chevet d'une personne en train de mourir du cancer. Elles ne peuvent pas prendre la voiture et aller voir leur proche.

Le secrétaire parlementaire devrait s'employer à mieux comprendre cette question, car il fait partie du problème. On pourrait y travailler chaque jour. Comme il y a moins de dossiers d'immigration, il y a de nombreux fonctionnaires qui pourraient faire les vérifications nécessaires pour permettre de réunir des familles tout en assurant bien sûr la sécurité de la population.

[Français]

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Madame la Présidente, je suis très fier de participer au débat à partir d'un village du Nord de l'Ontario.

La COVID-19 a plongé le Canada dans la pire catastrophe économique et médicale depuis un siècle. La pandémie a bouleversé notre économie et a mis en danger l'avenir de millions de travailleuses et de travailleurs. C'est essentiel que le Parlement fasse preuve de leadership. Il faut travailler ensemble et faire les investissements nécessaires en vue d'aider notre pays à traverser cette pandémie en toute sécurité.

Je suis très fier de participer au débat d'aujourd'hui et de discuter de la situation au Parlement.

• (1605)

[Traduction]

Lors de nos délibérations concernant le discours du Trône et les orientations que nous souhaitons prendre, je pense qu'il est essentiel de se rappeler que nous évoluons dans le contexte de la pire catastrophe sanitaire et économique en 100 ans. Je m'entretiens toute la journée au téléphone avec des gens véritablement effrayés, et je sais que les députés de tous les partis sont dans la même situation. Les Canadiens sont effrayés par le nombre croissant de cas de COVID-19. Ils sont également confrontés à la catastrophe survenue dans les établissements de soins de longue durée, notamment en Ontario et au Québec, et s'inquiètent pour leurs proches âgés.

Nous devons faire passer les gens avant tout, et nous pouvons le faire. Nous pouvons œuvrer au sein d'un Parlement très animé, voire parfois conflictuel, mais l'objectif est d'apporter des services à la population de la manière la plus efficace possible. C'est l'une des raisons pour lesquelles le Nouveau Parti démocratique s'est battu si fort pour modifier la PCU, que le gouvernement libéral allait ramener à 1 600 \$ par mois. Nous avons dit que cela risquait de faire basculer plus d'un million de Canadiens, comme les travailleurs de l'industrie du spectacle et les travailleurs contractuels, dans une situation très précaire.

Cela a forcé la tenue d'une discussion sur les problèmes liés à un système économique qui, pendant des années, dépendait du maintien des travailleurs dans la précarité, en les obligeant à chercher constamment des contrats et à se contenter d'emplois à temps partiel et de petits boulots. Lorsque la COVID a frappé, deux millions de personnes n'étaient pas en mesure de payer leur loyer dans les deux semaines suivant le confinement. Il faut changer la donne. Notre objectif, pour l'instant, doit être celui de permettre aux gens de passer à travers le long hiver qui s'en vient.

Le discours du Trône se lit comme une plateforme néo-démocrate. Il correspond à tout ce sur quoi le NPD fait campagne depuis

L'Adresse

des années. Le problème, c'est que les libéraux ont beau faire des promesses électorales conformes à la plateforme du NPD, une fois rendus au pouvoir, ils ne les remplissent jamais. Quand les libéraux ont commencé à promettre un réseau de garderies, j'étais un jeune homme, avec de jeunes enfants. Je suis heureux qu'ils en fassent encore la promesse, mais cela se concrétisera-t-il un jour? Je me réjouis de savoir que les libéraux promettent un régime d'assurance-médicaments, mais ils l'ont promis sous de nombreuses formes et n'ont jamais tenu parole.

N'oublions pas toutefois que le gouvernement actuel est minoritaire. C'est l'occasion pour nous de proposer des négociations pour faire bouger les choses, et il y a maintenant une volonté de faire avancer le Canada vers une nouvelle normalité. Il faudra un investissement énorme de la part du gouvernement fédéral pour y arriver.

Je veux parler de deux sujets. L'un est très préoccupant et l'autre pourrait être très positif pour ma région du Nord. En pleine pandémie, nous sommes confrontés à l'autre grande pandémie: la crise des opioïdes. C'est un désastre. J'en parle aux habitants de North Bay, Sudbury et Kirkland Lake.

Timmins a été très durement touchée. À la crise des opioïdes s'ajoute celle de l'itinérance et on compte parfois plus de 1 000 sans-abris dans la région de Timmins, une collectivité de 44 000 habitants. Je félicite le maire George Pirie, les personnes qui travaillent au Conseil d'administration de district des services sociaux, les travailleurs en santé mentale, la police et les gens de Living Space à Timmins. Ils ont fait un travail extraordinaire en vue d'assurer la sécurité des gens et de leur assurer un toit.

J'ai remarqué que le gouvernement libéral a discrètement laissé expirer de nombreux programmes qui auraient pu aider au cours de la dernière année. Une grande partie de l'argent qui aurait dû être disponible pour lutter contre la crise des opioïdes ne l'est pas. Le gouvernement a promis des fonds pour combattre l'itinérance, mais la source s'est tarie très rapidement. Il tient des propos encourageants, mais quand versera-t-il cet argent? Cet hiver sera très dur au Canada et je m'inquiète beaucoup de la crise des opioïdes et de la crise de l'itinérance dans les communautés du Nord de l'Ontario. Il s'agit d'une question non partisane. Toutes les collectivités du pays sont confrontées à cette crise désastreuse.

Nous devons être prêts à travailler ensemble pour surmonter cette épreuve, mais cela exigera que le gouvernement libéral laisse tomber les mots positifs. Les libéraux croient qu'en employant des mots positifs, ils obtiendront des résultats positifs. Cela ne fonctionne pas ainsi. Il faut agir. Agir, c'est débloquer des fonds pour s'attaquer à la crise des opioïdes et à la crise de l'itinérance.

Par ailleurs, j'ai été ravi d'entendre dans le discours du Trône l'engagement sur les voitures électriques. Cela aidera certainement le secteur manufacturier dans le Sud de l'Ontario. Toutefois, si nous voulons parler d'une reprise verte sous l'angle de la durabilité, nous devons exiger que la matière première utilisée dans les usines dans lesquelles le gouvernement fédéral investira provienne de sources vertes également. Les produits extraits des mines doivent faire l'objet d'ententes avec les Autochtones et doivent viser la durabilité. Cela offrira un avantage considérable au Canada, bien plus que si nous nous procurons du nickel en Indonésie ou du cuivre et du cobalt dans les zones de guerre au Congo. Nous devons insister sur l'adoption d'une politique en matière de ressources qui est écologiquement durable et favorable pour les Autochtones afin de faciliter la fabrication de véhicules électriques.

L'Adresse

Dans la région de Timmins, il y a une nouvelle mine énorme de nickel, et ses représentants ont déjà déclaré publiquement qu'ils veulent un plan environnemental global pour qu'elle devienne carboneutre. Dans le Nord de l'Ontario, il y a la mine Borden, qui est carboneutre. Les machines diesel ont été retirées de la mine et complètement remplacées par des machines électriques.

Dans ma ville, Cobalt, la raffinerie First Cobalt est en construction. Le cobalt est essentiel. Bâtir un avenir énergétique propre est impossible sans cobalt. Or, actuellement, la majorité des sources de cobalt dans le monde se trouvent au Congo, qui a un bilan épouvantable en matière de violations des droits de la personne, de travail des enfants et de dégradation environnementale. Cette situation nous plonge aussi dans une guerre géopolitique avec la Chine pour savoir qui contrôlera les ressources de cobalt et l'avenir de l'économie numérique. Au Canada, nous avons l'occasion de renverser la vapeur en disant qu'il est possible d'exploiter cette ressource d'une manière qui respecte l'environnement.

L'une des choses qui doivent ressortir de la pandémie, c'est qu'il faut tenir un vrai débat pour déterminer quand et comment nous allons commencer à atteindre nos cibles et réaliser un avenir écologiquement durable afin de faire les investissements et de créer les emplois qui sont importants au Canada. Nous devons prendre ces mesures maintenant parce que le gouvernement investit pour nous faire traverser la pandémie, mais il faut voir à long terme.

En fin de compte, nous mettons l'accent à l'heure actuelle sur les travailleurs qui ont été complètement bouleversés par la crise, dont certains que je connais qui œuvrent dans l'économie des petits boulots et d'autres, dans le secteur des services.

Je suis très préoccupé par le nombre croissant de cas de COVID et par la reprise du confinement. Nous constatons qu'une grande partie du Québec vient de passer en zone rouge. Si on commence à fermer les restaurants, plusieurs ne survivront pas. C'est la réalité. Nous devons faire quelque chose pour éviter une catastrophe économique au cas où nous n'arriverions pas à faire diminuer le nombre d'infections.

Pour ce faire, le gouvernement fédéral a un rôle important à jouer. C'est pourquoi le NPD a réclamé des congés de maladie, afin de permettre aux travailleurs moins bien protégés de prendre congé pour contribuer à réduire le nombre de cas de COVID.

Nous avons accompli quelque chose d'historique cette semaine quand nous avons fait passer les travailleurs en premier et que nous avons apporté ces changements fondamentaux. Je sais que nous avons dû rester éveillés jusqu'à 3 heures du matin, mais je veux dire à quel point je suis fier des députés du Bloc Québécois et du Parti conservateur, qui ont soutenu les efforts du Nouveau Parti démocratique pour nous permettre de voter à l'unanimité.

Le Nouveau Parti démocratique continuera de mener des négociations serrées pour garder l'attention sur la nécessité d'aider la population à traverser la pandémie, afin que les gens puissent regarder le gouvernement fédéral en se disant que le Canada fait ce qu'il doit et qu'il ne succombe pas à l'horrible chaos politique qui sévit au sud de la frontière. C'est quelque chose que nous pouvons aussi observer dans d'autres pays qui doivent composer avec des conditions bien pires encore. Pour le moment, nous devons rester concentrés.

Je remercie les libéraux d'avoir volé aux néo-démocrates tant d'idées formidables et de les avoir mises dans le discours du Trône. Je leur en ferai parfois voir de toutes les couleurs afin d'assurer

qu'ils soient à la hauteur de ces idées. En tant que député de l'opposition, c'est ce que je dois faire. Je crois toutefois que nous pourrions sortir de cette législature avec quelque chose de mieux pour les Canadiens et une raison de croire.

● (1610)

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la Présidente, j'ai écouté très attentivement les observations de mon distingué collègue et je les ai bien appréciées. Bien sûr, il vient d'une circonscription et d'une région du pays où le secteur des ressources naturelles est extrêmement important. Il en a parlé dans son discours. Comme je viens de Kings—Hants, ici, en Nouvelle-Écosse, je sais que ces ressources naturelles sont extrêmement importantes, que ce soit l'agriculture ou le secteur forestier, et qu'elles sont importantes pour l'économie canadienne.

Est-ce que le député pourrait parler du segment du discours du Trône où le gouvernement propose de collaborer avec les industries du secteur des ressources naturelles afin de les rendre concurrentielles dans la perspective d'une économie à faibles émissions de carbone? Je présume que cela rejoint sa vision des choses et les gens de sa circonscription.

M. Charlie Angus: Madame la Présidente, il est absolument nécessaire de prendre au sérieux la réduction de nos émissions. Je me rappelle une discussion que j'ai eue avec Stéphane Dion en 2005. Il parlait des normes facultatives en matière d'émissions et comment celles-ci pourraient aider le Canada à atteindre les cibles de Kyoto. Depuis, les normes d'émission du Canada n'ont cessé de grimper, de tripler et même de quadrupler. Le Canada a besoin de véritables engagements, des engagements précis.

Pour ce qui est de l'industrie forestière, le Canada a été frappé de plein fouet par le conflit du bois d'œuvre en raison des pratiques déloyales des Américains. Ces dernières n'ont pas créé plus d'emplois aux États-Unis. Elles ont plutôt créé des possibilités pour nos concurrents européens. C'est à peine croyable: parce que l'accès aux marchés naturels du Canada est bloqué, ce sont les Pays-Bas qui livrent du bois aux États-Unis.

J'invite le gouvernement libéral à défendre l'intérêt des industries canadiennes, notamment l'agriculture, et à veiller à ce que les politiques commerciales ne soient pas punitives, parce que notre pays peut être concurrentiel. Je suis d'avis que le Canada peut être concurrentiel d'une manière beaucoup plus durable sur le plan environnemental. Le Canada devra y arriver, car c'est la voie de l'avenir. Nous devons être respectueux de l'environnement.

● (1615)

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Madame la Présidente, les citoyens de ma circonscription ont été très déçus et désemparés quand le premier ministre a usurpé la démocratie en allant de l'avant avec le décret pour interdire un grand nombre d'armes de poing et autres armes à feu partout au pays. Les gens de ma circonscription me parlent sans cesse de ce problème. Ils disent que c'est non démocratique, et ils s'inquiètent des critères qui sont utilisés pour interdire les armes à feu aux quatre coins du pays. Ils estiment que c'est une question de droits de propriété.

J'aimerais savoir ce que les habitants de la circonscription du député lui disent à propos du recours non démocratique à un décret pour interdire les armes à feu.

L'Adresse

M. Charlie Angus: Madame la Présidente, je viens d'une région où il y a beaucoup d'armes à feu. Je suis moi-même propriétaire d'armes à feu en règle. Très peu de gens que je connais possèdent des AR-15, ou des armes d'assaut militaires, mais lorsque l'on me pose une question à ce sujet, je réponds: « Vous savez qui a eu l'idée de confier au Cabinet les décisions sur les politiques en matière d'armes à feu? C'est Stephen Harper. »

C'est Stephen Harper qui a eu cette idée. À l'époque, je me souviens d'avoir pensé que cela allait se retourner contre les conservateurs un jour et que, lorsqu'un gouvernement libéral prendrait le pouvoir, il n'aurait pas à obtenir l'aval du Parlement. Il pourrait procéder sans tenir de vote.

Si les mesures non démocratiques à l'endroit des propriétaires d'armes à feu et de leur AR-15 ou d'autres armes militaires indignent le député conservateur, il devrait demander à ses collègues pourquoi Stephen Harper a pensé que c'était une si brillante idée de confier la politique en matière d'armes à feu au Cabinet plutôt qu'à la GRC, laquelle est mieux placée pour la gérer, selon moi. Voilà une question qu'il aurait intérêt à poser à ses collègues.

[Français]

Mme Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Madame la Présidente, j'ai entendu mon collègue dire qu'il avait attendu longtemps et qu'il attendait toujours un système de garderie. S'il avait habité au Québec, il aurait pu en bénéficier parce que le Québec est avantgardiste là-dessus. Le Québec a aussi un système d'assurance-médicaments qui pourrait avoir une couverture bonifiée si un programme fédéral était mis en place et que le Québec avait un droit de retrait avec pleine compensation.

J'aimerais l'entendre sur ce qu'il pense d'un droit de retrait avec pleine compensation pour ces programmes.

M. Charlie Angus: Madame la Présidente, j'aimerais remercier ma collègue de sa question.

Le NPD juge essentiel de soutenir le fédéralisme asymétrique comme sur la question d'un programme de garderie. Le Québec est le modèle. J'aime cela. Pour le NPD, si la province du Québec a un programme, il est nécessaire de verser les fonds pour soutenir ce programme, mais c'est aussi essentiel pour le Québec d'avoir les compétences et de mettre en œuvre son plan avec ses objectifs. C'est simple.

[Traduction]

M. Terry Sheehan (secrétaire parlementaire de la ministre du Développement économique et des Langues officielles (FedNor), Lib.): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec le député de Kitchener-Centre aujourd'hui.

Je suis heureux de répondre au 150^e discours du Trône devant les députés présents à la Chambre des communes et ceux qui participent à distance, la population canadienne et, en particulier, les formidables habitants de la magnifique circonscription, Sault Ste. Marie, située au centre du Canada au cœur de la région des Grands Lacs, près de la frontière des États-Unis, sur le territoire traditionnel de la nation ojibwée de Garden River et Batchewana et du peuple métis.

Tout d'abord, je tiens à saluer et à remercier les travailleurs essentiels et de première ligne qui s'occupent de notre santé et de notre sécurité, mettent de la nourriture sur nos tables et veillent au bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement de notre éco-

nomie. Cela inclut mon épouse, Lisa, qui travaille dans le secteur de la santé, et que je remercie également.

C'est la première fois que je prends la parole à la Chambre par vidéoconférence. Je tiens également à remercier mon personnel qui m'épaule jour et nuit, sept jours par semaine, pour soutenir les gens de Sault Ste. Marie pendant cette crise sans précédent. Je veux aussi mentionner toute ma famille, mes amis et mes supporters qui sont derrière moi pour me soutenir pendant que je travaille pour les Canadiens. Ils sont pour moi une force bienveillante. Ils comptent plus que tout au monde pour moi.

Pour surmonter les obstacles que la pandémie de COVID-19 érige devant nous, il faut que tous les ordres de gouvernement, tous les secteurs économiques et même tous les Canadiens agissent et travaillent de façon solidaire. Depuis le début, tout le monde à Sault Ste. Marie met l'épaule à la roue. Les gens de la région n'ont jamais failli à leur engagement d'être toujours là les uns pour les autres, s'occupant des membres de leur famille, de leurs amis et de leurs voisins. C'est un honneur de pouvoir travailler avec le maire Provenzano et avec son conseil; avec le chef Sayers et le chef Rickard et avec leurs conseils respectifs; avec les députés fédéraux et provinciaux de tous les partis, avec la chambre de commerce de Sault Ste. Marie, avec les syndicats locaux, avec différents organismes des secteurs privé et public et avec les entreprises. #TousEnsemble

On m'a informé que notre unité sanitaire compte parmi celles qui ont le moins de cas de COVID en Ontario, ce qui montre bien l'engagement de la population. J'ai bon espoir que la vigilance et les sacrifices des gens et des collectivités partout au Canada, jumelés à l'expertise et à la diligence des professionnels de la santé qui travaillent à trouver un vaccin et qui soignent les malades, permettront au Canada de traverser la crise.

Notre approche face à la pandémie et aux répercussions qu'elle a sur l'économie canadienne est axée sur quatre piliers dont les grandes lignes ont été exposées récemment dans le discours du Trône. Premièrement, nous travaillons à assurer la santé des Canadiens, en particulier celle des plus vulnérables. Afin de protéger les aînés, nous allons travailler avec les parlementaires à modifier le Code criminel de façon à sanctionner les personnes qui négligent les aînés dont ils prennent soin. Nous allons collaborer avec les provinces et les territoires pour établir de nouvelles normes nationales pour les soins de longue durée afin que les aînés bénéficient du meilleur soutien possible.

Nous allons prendre des mesures supplémentaires pour aider les gens à vivre chez eux plus longtemps. Nous allons aussi augmenter la pension de la Sécurité de la vieillesse à partir de l'âge de 75 ans, et bonifier la prestation de survivant du Régime de pensions du Canada. En outre, nous allons nous assurer que notre système de santé sert encore mieux les Canadiens. Nous allons nous assurer que tout le monde a accès à un médecin de famille ou à une équipe de soins primaires, augmenter la capacité d'offrir des soins de santé virtuels, poursuivre la lutte contre la crise des opioïdes et offrir un meilleur accès aux ressources en santé mentale.

L'Adresse

Nous allons accélérer la mise en place d'un régime national universel d'assurance-médicaments et nous allons aider les familles canadiennes à réaliser des économies sur les médicaments coûteux par le truchement d'une stratégie concernant les maladies rares. Nous allons établir une liste nationale de médicaments admissibles pour que le prix des médicaments demeure bas. En collaboration avec les provinces et les territoires, nous allons présenter sans tarder un nouveau plan pour l'inclusion des personnes handicapées pour aider les Canadiens handicapés à accéder aux programmes et prestations qui leur sont destinés. Ce plan sera également le bienvenu. Nous travaillons aussi à l'élaboration d'un plan pour mettre fin de façon définitive à l'itinérance chronique au Canada. À cet égard, j'ai récemment eu le plaisir d'annoncer deux projets de logements abordables à Sault Ste. Marie, soit le réaménagement de deux anciennes écoles.

Notre deuxième pilier affirme, essentiellement, que nous sommes là pour les gens. C'est un message que nous avons déjà entendu aux portes de la société Aciers Algoma de Sault Ste. Marie, quand le premier ministre est venu parler aux métallurgistes. Nous nous sommes battus farouchement contre les droits de douane sur l'acier et l'aluminium imposés par les États-Unis, et nous avons gagné. C'était notre mantra alors: nous sommes là pour vous. Pendant la période sans précédent que nous vivons, cette phrase devient un cri de ralliement pour tous les travailleurs du Canada.

Je me suis réjoui de voir, dans le discours du Trône, que le gouvernement s'engage à créer un million d'emplois en utilisant une variété d'outils économiques. Parmi les outils essentiels figurent les agences de développement économique régional telles que FedNor, dont je suis le fier secrétaire parlementaire. Depuis le début, ces agences soutiennent les communautés, les entreprises et les organisations d'un bout à l'autre du pays.

● (1620)

Nous avons instauré le Fonds d'aide et de relance régionale, un fonds de près d'un milliard de dollars, pour aider ceux qui ont besoin d'un coup de pouce supplémentaire. Dans le Nord de l'Ontario, ce fonds a été réparti entre FedNor et les Sociétés d'aide au développement des collectivités, les SADC. J'ai eu le bonheur d'annoncer, au nom de la ministre du Développement économique et des Langues officielles (FedNor), plusieurs mesures de soutien qui s'harmonisent à merveille avec le financement provenant des SADC. Ces mesures soutiennent les communautés, les petites entreprises, le tourisme, l'agriculture, les technologies de l'information et des initiatives autochtones, vertes et manufacturières partout dans le Nord de l'Ontario, dans les régions de Kenora, Thunder Bay, Elliot Lake, Sudbury, Timmins, North Bay, Parry Sound et, bien sûr, Sault Ste. Marie.

Le gouvernement fera des investissements directs dans le secteur social et les infrastructures, offrira une formation immédiate pour permettre aux travailleurs d'acquérir rapidement des compétences, et mettra en place des mesures incitant les employeurs à embaucher et à conserver leurs travailleurs. Nous allons prolonger la Subvention salariale d'urgence du Canada jusqu'à l'été prochain pour que les travailleurs conservent leur lien d'emploi. Nous renforcerons aussi considérablement la Stratégie emploi et compétences jeunesse afin de créer des emplois pour les jeunes. Nous continuerons de renforcer la classe moyenne et de mettre en place une compétitivité à long terme fondée sur une croissance propre.

C'est une excellente nouvelle pour Sault Ste. Marie. Lorsque je siégeais au conseil municipal, j'ai appuyé une résolution qui faisait

de la ville la capitale des énergies de remplacement de l'Amérique du Nord. C'est pourquoi je suis très heureux que nous lancions un nouveau fonds pour attirer les investissements dans la fabrication de produits zéro émission et que nous réduisions de moitié le taux d'imposition des sociétés pour ces entreprises afin de créer des emplois et de faire du Canada un chef de file mondial dans le domaine des technologies propres.

Nous mettons immédiatement en place un plan qui permettra de surpasser les objectifs climatiques du Canada pour 2030, et nous légiférerons sur l'objectif canadien de zéro émission nette d'ici 2050. Nous allons créer des milliers d'emplois dans la rénovation de maisons et d'immeubles, ce qui permettra de réduire la facture énergétique des familles et des entreprises canadiennes. Nous investirons dans la réduction des effets des catastrophes climatiques, comme les inondations et les feux de forêt, pour rendre les communautés plus sûres et résilientes. Nous favorisons la mise en place d'un plus grand nombre de solutions de transports en commun et de transport actif. Nous allons créer une nouvelle Agence canadienne de l'eau pour assurer la sécurité, la propreté et la bonne gestion de nos eaux. Nous continuerons de faire croître l'économie océanique du Canada.

Enfin, nous réaliserons cela tout en faisant progresser l'égalité des sexes, en luttant contre le racisme systémique et les injustices, en continuant d'avancer sur la voie de la réconciliation avec les peuples autochtones, en protégeant l'environnement, en accueillant les immigrants et en célébrant nos deux langues officielles.

Dans ma circonscription, des choses extraordinaires ont été accomplies au cours des dernières années pour réaliser des progrès en matière de réconciliation, dans une perspective de collaboration entre les nations. Nous avons sollicité l'aide des survivants de pensionnats autochtones à l'Université Algoma pour construire le centre de découverte anishinabe afin d'appuyer l'initiative de réappropriation du pensionnat de Shingwauk, mais il reste encore beaucoup à faire et nous sommes déterminés à aller jusqu'au bout. Je veux souligner les efforts déployés par les membres de l'African Caribbean Canadian Association of Northern Ontario, et de leurs collaborateurs, pour combattre le racisme systémique dans Sault Ste. Marie.

Afin de soutenir les gains sociaux et politiques que les femmes et les personnes de diverses identités de genre ont obtenus de haute lutte, le gouvernement prépare une série de mesures axées sur les femmes au sein de l'économie, avec l'objectif d'aider plus de femmes à regagner le marché du travail. Pour veiller à ce que ce plan soit orienté vers une réponse féministe et intersectionnelle, une équipe d'experts dirigera les travaux. La diversité de leurs points de vue permettra de rebâtir notre économie de façon plus inclusive.

La pandémie a par ailleurs fait ressortir le besoin de services abordables en matière de garde d'enfants. Les parents ont besoin d'écourter leurs heures de travail ou de quitter leur emploi afin de s'occuper de leurs enfants. C'est un défi. C'est pourquoi le gouvernement fera des investissements importants, à long terme et soutenus pour appuyer la mise sur pied d'un système d'éducation préscolaire et de garde d'enfants dans tout le pays. De plus, le gouvernement subventionnera les coûts des programmes d'aide avant et après l'école pour qu'aucune famille ne soit laissée pour compte.

L'Adresse

Le Canada et le monde entier font toujours face à la menace de cette pandémie mondiale. Tout au long de cette année difficile, les Canadiens se sont montrés résilients. Le succès du pays est attribuable à ses citoyens. Nous sommes des voisins qui s'entraident, de petites entreprises qui soutiennent des collectivités, des militaires qui protègent les gens les plus vulnérables et des travailleurs de première ligne qui veillent à la santé et à la sécurité de nos familles. Dès le début, nous avons travaillé fort pour assurer la sécurité et la santé de tous, en veillant à ce que les Canadiens aient le soutien dont ils avaient besoin pour traverser la crise. Nous avons pris des mesures immédiates, avec des programmes historiques comme la Prestation canadienne d'urgence et la Subvention salariale d'urgence du Canada pour aider les Canadiens à payer leurs factures et aider les entreprises à garder leurs employés.

Pour aider les Canadiens, nous collaborons aussi avec les provinces et les territoires, notamment en leur offrant des fonds pour les collectivités, le transport en commun, des places en garderie sûres et de l'équipement de protection individuelle. En cette période difficile, nous sommes là pour les Canadiens. Tout en préparant l'avenir, nous continuerons de protéger la santé des Canadiens et de faire le nécessaire pour les soutenir pendant la crise.

• (1625)

Ensemble, nous travaillerons à la création d'un Canada plus résilient, plus sain et plus sûr ainsi que plus équitable, plus inclusif, plus propre et plus concurrentiel. Nous ferons le nécessaire pour protéger...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je suis désolée, mais le temps est écoulé.

Nous passons aux questions et aux observations. Le député de Jonquière a la parole.

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais poser une brève question à mon collègue.

Hier, le député de Malpeque a dit que les contribuables canadiens n'étaient pas le guichet automatique des Québécois. Il y a de quoi faire surveiller quelqu'un qui connaît un peu la politique canadienne. Je pense, par exemple, aux 17 milliards de dollars qui ont été investis pour acheter un pipeline et aux 10 milliards de dollars qui ont été accordés à l'industrie de l'automobile en 2008. Quand l'industrie forestière a connu une période creuse, elle n'a pas eu de soutien de la part du gouvernement canadien. Je pense également aux coupes répétitives dans les soins de santé, ce qui a affaibli le système de santé québécois. À mon avis, l'affirmation du député de Malpeque est un peu fort de café.

Mon collègue croit-il que les contribuables canadiens sont effectivement le guichet automatique du Québec?

• (1630)

[Traduction]

M. Terry Sheehan: Madame la Présidente, je tiens tout d'abord à dire que les habitants de Sault Ste. Marie sont de tout cœur avec les Québécois maintenant que la deuxième vague de la pandémie a commencé à frapper divers endroits du pays, mais surtout le Québec et l'Ontario. Nous serons toujours là pour les Canadiens, où qu'ils vivent, et nous allons continuer de tout faire, en collaboration avec les députés, pour qu'ils obtiennent le soutien dont ils ont besoin. Le prix à payer serait énorme si nous ne faisons rien.

Le Canada a fait beaucoup de choses pour venir en aide à ses citoyens et, pour tout dire, si l'on considère la nature du soutien offert et la rapidité avec laquelle nous avons agi, je crois que nous faisons meilleure figure que bien des pays.

Mme Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NPD): Madame la Présidente, je rappelle à mon collègue qu'il a oublié les personnes handicapées, les aînés, les vétérans et les étudiants. Cela fait beaucoup de laissés pour compte. Il n'a pas non plus parlé des cibles climatiques, que le Canada n'est pas près d'atteindre. Je sais que le député a qualifié le plan d'action climatique des libéraux d'audacieux, mais j'aimerais lui rappeler que ce fameux plan ne respecte même pas les engagements pris par le Canada dans l'Accord de Paris. Encore plus que les autres, les jeunes du pays ont retenu les promesses du gouvernement et ils tiennent absolument à ce que leurs dirigeants, ceux d'aujourd'hui et de demain, respectent ces cibles.

Le gouvernement serait-il prêt à revoir son plan, à jouer franc jeu et à faire ce qu'il faut pour atteindre les cibles climatiques?

M. Terry Sheehan: Madame la Présidente, je ne sais pas si mon micro fonctionnait correctement, mais je pense que de nombreuses personnes m'ont entendu parler des mesures de soutien pour les personnes âgées, les sans-abri et les jeunes. Lorsque j'ai parlé des Canadiens qui se trouvent dans des situations impossibles et qui ont été durement touchés par la pandémie, j'ai fait allusion à de nombreux éléments du discours du Trône, notamment aux programmes de soutien importants que le gouvernement a mis sur pied.

En ce qui concerne l'environnement, j'ai parlé d'un certain nombre d'initiatives, notamment les cibles de 2030 et de 2050 qui nous permettront de bâtir un avenir meilleur pour les jeunes et pour l'ensemble des Canadiens. Je suggère à la députée de réécouter l'enregistrement pour entendre tous les détails que j'ai fournis.

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Madame la Présidente, j'ai eu l'occasion de visiter Sault Ste. Marie à quelques reprises. Je dois passer par là pour retourner à la maison. Une fois, je m'y suis arrêté pour visiter l'usine d'acier tubulaire qui, si je ne m'abuse, emploie plus de 1 000 personnes et qui envoie 85 % de son produit à Grande Prairie, en Alberta.

Dans le discours du Trône, on mentionne notamment que le gouvernement veut mettre fin graduellement à l'exploitation des sables bitumineux. Or, s'il le fait, ce sont 1 000 emplois qui seront perdus à Sault Ste. Marie. Le député approuve-t-il cette initiative?

M. Terry Sheehan: Madame la Présidente, je me suis porté à la défense de l'usine Tenaris et de ses centaines de travailleurs. J'ai collaboré avec le syndicat et la direction. Le gouvernement a accordé 16 millions de dollars de soutien financier à Tenaris pour qu'elle continue son bon travail. Je me réjouis à la perspective de poursuivre ma collaboration avec Tenaris. Notre contestation des droits de douane imposés au titre de l'article 232, qui ont été levés, a grandement aidé cette entreprise. Alors oui, nous sommes là pour les travailleurs.

M. Raj Saini (Kitchener-Centre, Lib.): Madame la Présidente, j'aimerais profiter de cette occasion pour remercier les gens de ma circonscription de m'avoir accordé leur confiance et de continuer de travailler fort pour faire avancer notre collectivité. C'est un grand privilège pour moi de prendre la parole aujourd'hui au sujet du plan du gouvernement pour bâtir un Canada plus fort et plus résilient.

L'Adresse

Cette année, nous avons dû faire face à de nouvelles difficultés sans précédent à cause de la pandémie de COVID-19. Cette nouvelle réalité a changé nos vies il y a à peine plus de six mois, mais pendant cette période, les Canadiens ont su adapter notre économie de façon radicale afin que nous puissions tous continuer de nous nourrir et de nous loger tout en nous protégeant contre la COVID-19.

Nous pouvons tous convenir que le monde d'aujourd'hui est radicalement différent de celui dans lequel nous vivions au début de 2020. En sachant bien reconnaître la menace posée par la COVID-19 tout en prenant des mesures à l'échelle locale et en se mobilisant pour attaquer le problème de front, les Canadiens ont montré à quel point ils savent s'adapter. Benjamin Franklin a dit un jour que l'adversité apporte son lot de possibilités, et nous verrons que le discours du Trône incarne cette idée.

Bien que la COVID-19 constitue le plus grand défi auquel notre génération ait dû faire face jusqu'à maintenant, il existe un défi encore plus grand. Nous savons depuis des décennies que les changements climatiques nous menacent. Le consensus scientifique est clair: il faut limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degré Celsius si nous voulons éviter les pires effets des changements climatiques, et pour y arriver, nous devons prendre des mesures audacieuses dès maintenant. Nous devons appliquer aux changements climatiques le même esprit de décision et la même détermination que nous avons démontrés face à la pandémie, et pour y arriver, il nous faut un plan ambitieux.

Je suis très heureux d'affirmer que le gouvernement dispose déjà de ce plan, et qu'avec l'aide des Canadiens partout au pays, nous pourrions le mettre en œuvre et bâtir un avenir meilleur pour nos enfants, qui n'auront plus à craindre les changements climatiques. Grâce aux politiques de rénovation qui permettent de rendre plus écoénergétiques les résidences et les autres bâtiments, et à la construction de nouvelles infrastructures d'énergie propre, non seulement investissons-nous dans la protection de l'environnement, mais nous investissons aussi dans l'économie de l'avenir et nous créons des emplois bien rémunérés pour la classe moyenne, qui a en bien besoin. En mobilisant tout le monde pour les changements climatiques, comme nous l'avons fait pour la pandémie, nous pourrions atteindre nos objectifs climatiques et bâtir un pays plus prospère.

Les marchés mondiaux reconnaissent déjà l'énorme occasion que représente la lutte contre les changements climatiques. Les investisseurs abandonnent les combustibles fossiles pour se tourner vers les énergies renouvelables. Les entreprises et les particuliers optent pour des véhicules électriques et les Canadiens réduisent leurs coûts énergétiques en modernisant leur logement. La Banque mondiale estime que la lutte contre les changements climatiques créera de nouvelles occasions d'investissement d'une valeur de 30 billions de dollars d'ici 2030. Nous aiderons les Canadiens à tirer avantage de ce marché.

Nous rendrons les véhicules zéro émission plus abordables pour les Canadiens et investirons dans l'élargissement de l'infrastructure de recharge de sorte que les Canadiens d'un océan à l'autre puissent atteindre leur destination en véhicule électrique. Non seulement nous voulons que les Canadiens utilisent des véhicules zéro émission, nous voulons créer pour eux des emplois dans la construction de tels véhicules au Canada. Car, en plus de disposer des ressources naturelles nécessaires à leur fabrication, telles que le nickel et le

cuivre, le Canada possède la main-d'œuvre détenant les compétences voulues.

Nous créerons un nouveau fonds pour attirer les investissements dans la fabrication de produits zéro émission et réduirons de moitié le taux d'imposition des sociétés pour les entreprises qui créent des emplois dans le domaine des technologies propres. Grâce à ces mesures, je suis convaincu que le Canada fera figure de chef de file mondial dans ce domaine. De plus, nous veillerons à faire du Canada la destination la plus compétitive du monde pour les entreprises de technologies propres.

Nous savons que ce plan va fonctionner parce qu'il fonctionne déjà. Ford a annoncé dernièrement qu'il investit 1,8 milliard de dollars pour fabriquer, ici même au Canada, de nouveaux véhicules électriques qui fonctionnent entièrement avec des batteries. L'industrie a pris conscience que l'avenir passe au vert, et nous allons veiller à ce que le Canada soit de la partie et joue un rôle de chef de file mondial dans la transition vers une économie verte.

Les véhicules électriques vont jouer un rôle important dans la décarbonisation de notre économie, mais pour vraiment maximiser leur potentiel, nous devons nous assurer que l'énergie utilisée pour remplir leurs batteries est produite à partir de sources renouvelables et sans émission. Le secteur de l'énergie jouera un rôle clé dans nos efforts à l'échelle du pays pour bâtir une économie verte, et le gouvernement fédéral sera là pour l'aider.

Des initiatives comme le Fonds pour l'énergie propre nous aideront non seulement à accroître notre capacité de production d'énergie propre, mais également à construire l'infrastructure nécessaire pour transporter l'énergie de son lieu de production à son lieu de consommation.

• (1635)

Les projets comme la boucle de l'Atlantique serviront à alimenter l'ensemble de la région en électricité propre, et nous tenons à être là pour en faciliter la réalisation. Nous devons absolument miser sur la production d'énergie propre si nous voulons vivre dans un monde prospère et durable. Nous ferons du Canada un chef de file mondial, d'abord en mettant au point de nouvelles technologies ici même, puis en les exportant dans le reste du monde. Il n'y a pas d'avenir sans énergie propre, mais à elle seule, cette dernière ne nous permettra pas de respecter nos engagements climatiques ni d'éviter les effets les plus néfastes des changements climatiques.

La pandémie est venue rappeler aux Canadiens à quel point la nature est importante, car au lieu d'être pris à la maison, ils ont pu explorer l'une de nos vastes forêts, découvrir une aire de conservation et socialiser en toute sécurité dans un parc public.

Plus qu'un simple lieu de divertissement pour les humains, la nature est nécessaire à la santé de la planète. La disparition de la biodiversité est considérée comme l'un des facteurs qui contribuent le plus à l'apparition de nouvelles maladies infectieuses comme la COVID-19. Si nous voulons éviter de l'écllosion de nouvelles maladies, nous devons absolument stopper la disparition de la biodiversité et mettre un frein aux extinctions qui appauvrissent le Canada et le reste du monde.

Voilà pourquoi nous nous sommes engagés à étendre la superficie de nos aires protégées afin qu'un quart de la masse terrestre et un quart des océans soient protégés au cours des cinq prochaines années. En outre, nous devons veiller à ce que le monde naturel soit plus accessible aux Canadiens. Le gouvernement fédéral travaillera avec les municipalités pour élargir les parcs urbains et créer des villes plus saines où tous les Canadiens auront accès à la beauté naturelle que le Canada a à offrir.

Ce faisant, nous allons créer de bons emplois pour les Canadiens tout en protégeant et en améliorant ces aires naturelles, notamment en plantant deux milliards d'arbres pour séquestrer le carbone et créer des écosystèmes sains. À elle seule, la plantation d'arbres devrait permettre de créer 3 000 nouveaux emplois, grâce auxquels des Canadiens pourront apporter chaque jour un changement bénéfique à leur environnement.

La création de nouveaux parcs et l'extension de notre forêt urbaine auront des effets concrets sur l'habitabilité de nos villes, mais nous pouvons encore faire beaucoup pour améliorer les espaces de vie des simples citoyens.

Nous allons continuer à investir dans des projets de transport en commun, comme le train léger ION, qui connaît un grand succès dans ma circonscription, Kitchener-Centre. Nous allons également continuer à développer l'infrastructure de transport actif pour que davantage de personnes puissent se rendre au travail à vélo.

Nous allons aider les Canadiens à améliorer l'efficacité énergétique de leurs maisons et de leurs entreprises, à réduire les coûts énergétiques, et à réduire les émissions provenant de notre environnement bâti.

Tous les Canadiens vont avoir un rôle à jouer dans la transition verte et tous les Canadiens pourront tirer parti des possibilités créées par cette transition. Il y en aura pour 30 billions de dollars. Nous voulons voir à ce que les Canadiens puissent en tirer profit.

La crise de la COVID-19 nous a déjà montré que nous sommes capables de trouver des possibilités dans l'adversité et nous allons maintenant montrer au monde entier que nous pouvons utiliser cette détermination et cette résilience pour nous attaquer à la plus grande crise existentielle de notre génération, la menace de changements climatiques irréversibles.

Tout comme nous luttons contre la COVID-19 aujourd'hui, nous devons continuer de lutter pour la prochaine génération de Canadiens. Rarement dans son histoire une nation est appelée à surmonter un défi d'une aussi grande ampleur. Rarement dans l'histoire le courage et la détermination d'une population sont mis à l'épreuve d'une manière aussi déterminante pour son avenir. Je sais cependant que nous ferons face à notre destin avec grâce, force, détermination et résolution.

Nous allons livrer et remporter cette bataille ensemble et agir comme chef de file à l'échelle mondiale. Notre destin collectif en dépend.

● (1640)

M. Robert Kitchen (Souris-Moose Mountain, PCC): Madame la Présidente, dans son discours, le député a parlé d'environnement, notamment des entreprises et du captage des émissions. Je crois avoir entendu le député dire qu'il serait d'accord pour que nous encourageons une entreprise qui parviendrait à capter toutes ses émissions. Nous voulons capter les émissions, et il n'aiderait pas les entreprises qui ne les captent pas.

L'Adresse

Le député a parlé des excellentes technologies dont nous disposons au Canada. En particulier, il a parlé de la technologie du captage et du stockage du dioxyde de carbone. J'aimerais entendre le député à ce sujet et savoir s'il peut parler au nom de son parti. Compte tenu du fait que l'industrie du captage et du stockage du dioxyde de carbone existe bel et bien et que la présidente de la Norvège est d'avis qu'il faut déployer davantage cette technologie dans les pays d'Europe, et dans l'intérêt du monde entier, le député prendra-t-il la parole aujourd'hui pour dire qu'il est prêt à appuyer le captage et le stockage du dioxyde de carbone afin de profiter des grands avantages de cette technologie?

● (1645)

M. Raj Saini: Madame la Présidente, les changements climatiques ne sont pas une question partisane et il ne s'agit pas d'un problème canadien ou nord-américain. C'est un problème qui touche le monde entier. Si la Norvège, l'Union européenne ou d'autres pays, dont les États-Unis, ont des idées ou des atouts, nous pouvons les examiner.

Le député a parlé du piégeage du carbone. Je comprends parce que, en ce moment, les États-Unis offrent des avantages fiscaux aux entreprises qui captent le dioxyde de carbone pour le stocker. C'est une option que nous devrions, je pense, examiner ensemble. Toutefois, aucune technologie ne devrait être laissée de côté parce qu'il ne s'agit pas d'une question partisane. Il s'agit d'un problème qui touche toute la planète.

[Français]

M. Luc Desilets (Rivière-des-Mille-Îles, BQ): Madame la Présidente, je félicite mon collègue de Kitchener-Centre. Nous apprécions tous beaucoup son discours. Le seul problème, c'est que nous n'avons pas l'impression que les bottines vont suivre les babines. J'aimerais avoir son opinion. Il a parlé avec beaucoup de fierté d'environnement, un sujet qui nous tient aussi beaucoup à cœur, au Bloc québécois.

Premièrement, comment se fait-il qu'un an après la promesse de planter 2 milliards d'arbres, aucun n'ait été planté?

Deuxièmement, se sent-il un peu mal à l'aise d'empiéter sur des champs de compétence qui appartiennent totalement aux provinces? Je ne ferai pas d'énumération, mais on peut penser notamment aux médecins de famille, aux services de garde et aux parcs urbains.

[Traduction]

M. Raj Saini: Madame la Présidente, au cours des six derniers mois, le gouvernement a axé ses efforts sur la lutte contre la pandémie et sur le soutien aux Canadiens et aux entreprises. Toutefois, la pandémie a révélé une certaine fragilité dans la société et, surtout, certaines lacunes. Pour l'instant, il faut très clairement reconnaître, tandis que le monde va de l'avant, que nous nous rebâtissons sur des bases plus solides, et que nous nous voyons ce qui se passe en Allemagne et dans l'Union européenne, l'importance de mettre l'environnement au cœur de nos efforts de reconstruction.

J'apprécie les commentaires du député au sujet de l'environnement. C'est très important. J'espère qu'il travaillera avec nous pour que nous atteignons l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050.

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NDP): Madame la Présidente, je me réjouis d'entendre le député affirmer que les changements climatiques représentent un enjeu non partisan, car il devrait en être ainsi.

L'Adresse

Je peux affirmer que les gens de Vancouver Kingsway, en particulier les jeunes, se préoccupent énormément de l'avenir de la planète. En fait, je dirais que la crise climatique est probablement la question la plus fondamentale et existentielle qui se pose à eux et à leur avenir. Par conséquent, il incombe à chacun d'entre nous, et en particulier le gouvernement, d'en faire la principale priorité. Après tout, si notre planète n'est pas en santé, il est difficile d'imaginer comment notre société peut fonctionner.

Le député parle de la plantation d'arbres. L'automne dernier, les libéraux ont promis de planter deux milliards d'arbres et, bien entendu, nous savons tous qu'ils n'en ont planté aucun. Le gouvernement néo-démocrate de la Colombie-Britannique, depuis le printemps de cette année seulement, est arrivé à planter 300 millions d'arbres.

Le député peut-il expliquer à la Chambre et aux Canadiens pourquoi le gouvernement ne peut pas remplir son engagement de planter deux milliards d'arbres, alors qu'un gouvernement provincial en a planté 300 millions? Qu'est-ce qui a mal tourné?

M. Randeep Sarai: Madame la Présidente, nous sommes présentement aux prises avec l'un des pires problèmes que le Canada ou le monde ait jamais vus. Je prends la mesure des observations du député en matière d'environnement, et je peux lui garantir que nous allons solliciter son appui pour mener à bien la mise en œuvre de notre programme environnemental.

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Madame la Présidente, c'est un honneur pour moi de prendre la parole au nom des citoyens de Central Okanagan—Similkameen—Nicola. J'ai l'intention de partager mon temps de parole avec le député d'Edmonton-Centre.

Avant de commencer mon discours, je tiens à souligner que la raison pour laquelle nous sommes ici ne peut absolument pas être ignorée. Au moment où la session ordinaire du Parlement avait déjà été ajournée, le premier ministre a voulu mettre fin aux travaux des quelques comités parlementaires qui se réunissaient. Pourquoi a-t-il voulu faire cela? C'est parce que les comités avaient entendu des témoignages qui, de toute évidence, n'allaient pas dans le même sens que ce que le premier ministre et l'un de ses ministres avaient dit aux Canadiens. Ces efforts de camouflage se poursuivent, ce qui est vraiment déplorable, et nous voilà aujourd'hui avec un discours du Trône que je considère comme une véritable honte. Toutefois, avant d'aborder cette question, je mentionnerai d'abord ce qui me dérange tant au sujet du premier ministre.

• (1650)

[Français]

Il n'a aucun problème moral à regarder les Canadiens dans les yeux en leur faisant des promesses qu'il n'a nullement l'intention d'honorer. En gros, si le premier ministre pense que ce sont les choses que les jeunes veulent entendre, il est prêt à promettre presque tout. On dirait qu'il ne se soucie pas de faire de nombreuses promesses sans valeur aux Canadiens.

Comment peut-on oublier sa promesse de ne pas avoir recours à la prorogation ou à un projet de loi omnibus sur le budget?

[Traduction]

Je pourrais consacrer tout mon temps de parole à énumérer les nombreuses promesses non tenues du premier ministre. Hélas, il les recycle d'un discours du Trône à l'autre, comme de vieux refrains. À mes yeux, c'est tout à fait inacceptable, et j'ose croire qu'il n'y a

rien de partisan dans le fait d'être si profondément contrarié par un chef qui n'a aucune considération pour la valeur de sa parole à l'égard des Canadiens.

Voici un petit exemple. Dans ma circonscription, comme dans beaucoup d'autres au Canada, nous risquons de perdre notre service automatisé d'alerte météorologique par radio VHF, qui fonctionne 24 heures sur 24. Oublions que le premier ministre affirme fièrement que l'heure n'est pas à l'austérité, alors qu'il cherche à retirer ces services aux Canadiens. La justification, en l'occurrence, c'est que nous pouvons obtenir les mêmes renseignements au moyen de nos téléphones intelligents. Voilà qui peut sembler logique ou, du moins, c'est un argument, mais malheureusement, il y a un problème. Dans ma circonscription, certaines collectivités rurales et zones récréatives n'ont toujours pas le moindre service sans fil. Il est insultant pour les gens de ces régions d'apprendre une telle nouvelle, car ces collectivités rurales sont souvent celles qui dépendent le plus du service d'alerte météorologique par VHF, puisqu'elles n'ont pas de service sans fil. Pourtant, cela fait maintenant cinq ans que le premier ministre promet de déployer la connectivité sans fil dans les régions rurales.

D'ailleurs, dans ce discours du Trône, on recycle cette promesse constamment brisée: « Le gouvernement accélérera le calendrier de mise en œuvre de la connectivité et reverra à la hausse les ambitions du Fonds pour la large bande universelle afin que les Canadiens de toutes les régions aient accès à Internet haute vitesse. » Le gouvernement fait la même promesse brisée depuis plus de cinq ans. Rien n'est fait. On voit très peu de nouveaux visages parmi les membres sous-productifs du Cabinet du premier ministre. Qu'advient-il de la promesse de réduire les factures de téléphonie cellulaire de 25 %? Il n'en a même pas été question dans le discours du Trône.

[Français]

C'est difficile de croire qu'une autre promesse faite à la population n'a pas été tenue. Cela me pousse à faire une autre critique importante concernant le discours du Trône.

Les députés qui étaient présents à la Chambre lors des dernières législatures savent que, au bout du compte, un nombre limité de projets de loi peuvent être adoptés. C'est une réalité que tous les gouvernements ont dû accepter.

Au lieu d'établir un programme réaliste, le gouvernement inclut dans le discours du Trône d'autres promesses qu'il ne pourra pas tenir, et il le sait très bien.

[Traduction]

Autrement dit, le discours du Trône est conçu délibérément de manière à ce qu'on échoue dans une certaine mesure. Cela n'est pas sans rappeler quelqu'un qui va au restaurant Tucker's Marketplace, à Ottawa, et qui remplit son assiette de tous les types d'aliments offerts en sachant très bien que personne n'arriverait à manger tout cela. Nous connaissons tous quelqu'un qui fait cela. Que fait-il alors? Il se concentre sur ce qui l'intéresse le plus et il laisse tomber le reste. Autrement dit, il accorde la priorité à ce qu'il y a de plus important. C'est peut-être la plus grande lacune du discours du Trône, car si tout est prioritaire, c'est que rien ne l'est en réalité. Cela me rappelle le célèbre débat des candidats à la direction du Parti libéral lors duquel Stéphane Dion avait déclaré: « Pensez-vous qu'il est facile d'établir des priorités? »

L'Adresse

• (1655)

[Français]

Ce discours du Trône prône une page du livre de Stéphane Dion parce qu'il ne ciblait pas de priorités précises. Au lieu de cela, nous obtenons une salade de mots à la mode, y compris les nouveaux mots favoris du premier ministre: reconstruire en mieux. Qu'est-ce que cela veut dire?

L'austérité est un autre nouveau mot à la mode. Je ne pense pas que l'austérité signifie ce que le premier ministre prétend que cela signifie. Le problème avec ce style de discours du Trône, c'est qu'il conduit de manière inévitable à des promesses non tenues. Cela a seulement augmenté le cynisme envers la politique canadienne. N'oublions pas que, jadis, le cynisme était aussi quelque chose dont le premier ministre prétendait se soucier.

[Traduction]

Après tout, le premier ministre lui-même a affirmé: « Les Canadiens sont fatigués du cynisme et de la méfiance qui caractérisent depuis beaucoup trop longtemps la politique fédérale. » Bien sûr, c'était en 2015. Revenons à aujourd'hui. Il rédige maintenant des objectifs dans un discours du Trône alors qu'il sait très bien que son programme législatif ne permettra pas de les atteindre. Pourquoi? Dans ce cas-ci, nous savons qu'il lui fallait trouver une façon de détourner l'attention du stratagème lié à l'organisme UNIS.

[Français]

Revenons un instant en arrière. Personne n'a fait promettre au premier ministre de ne pas recourir à la prorogation. Personne ne lui a fait promettre de ne pas utiliser les projets de loi omnibus pour le budget. Le premier ministre a décidé de faire ces promesses de son propre chef. Ce n'est pas sans rappeler son discours du Trône. Le premier ministre aurait pu rédiger un discours du Trône qui déterminait les priorités de son gouvernement et celles-ci auraient pu être adaptées de façon réaliste à des programmes législatifs.

[Traduction]

Or, nous avons plutôt eu droit à un énorme fouillis à la sauce libérale sans priorités claires. Qu'est-il arrivé à l'approche voulant qu'il soit toujours possible de faire mieux? Pourquoi le discours du Trône ressasse-t-il toutes ces promesses et tous ces mots à la mode? Les Canadiens ont besoin d'une vision audacieuse et nouvelle.

[Français]

Nous avons besoin d'idées nouvelles et d'un chemin clair sur ce qui sera vraiment accompli. Ce qui est encore plus important, c'est de savoir comment cela sera accompli. Ces attentes sont peut-être trop élevées pour un discours du Trône. Le discours du Trône est jugé d'une grande importance, mais le premier ministre a brisé sa promesse de ne pas proroger le Parlement. Le premier ministre a lui-même fixé des attentes élevées.

[Traduction]

Même si je comprends que tout le monde ne peut pas l'affirmer publiquement, j'imagine que nous savons tous que ce discours du Trône est un échec. Ce n'est qu'une mascarade pour cacher le scandale impliquant UNIS.

Je vais soulever un dernier point avant de conclure. Comme j'aime bien terminer sur une note positive, je dois dire que j'approuve une chose dans le discours du Trône. Il s'agit de l'observation suivante: « Du nickel au cuivre, le Canada dispose des ressources nécessaires à ces technologies propres. Ces ressources, ju-

melées à l'expertise canadienne, représentent l'avantage concurrentiel du Canada. » Sur ce point, nous sommes sur la même longueur d'onde.

[Français]

C'est un changement rafraîchissant de voir le gouvernement libéral reconnaître l'importance de l'exploitation minière et du secteur des ressources naturelles pour l'économie canadienne. Comment cela peut-il vraiment jouer un rôle dans le développement de nouvelles technologies qui peuvent aider à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à lutter contre le changement climatique?

Je lance une dernière piste de réflexion.

[Traduction]

Où exactement de telles mines devraient-elles être situées, selon les libéraux? La plupart du temps, lorsqu'un projet d'exploitation des ressources est proposé, les détracteurs habituels s'y opposent et, trop souvent, le gouvernement libéral reste muet et ferme les yeux. Ce n'est pas ce qu'on appelle du leadership.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Avant de passer aux questions et observations, conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre la question qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: la députée de Fredericton, Les pêches et les océans.

• (1700)

M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.): Madame la Présidente, au début de son discours, le député a dit être confronté à un débordement gargantuesque de priorités. Pourtant, j'en ai lu seulement quatre, soit lutter contre la pandémie, soutenir les gens et les entreprises, rebâtir en mieux et être fidèles à qui nous sommes.

Le député ne croit-il pas qu'elles forment un repas raisonnable, plutôt qu'un buffet gargantuesque?

M. Dan Albas: Madame la Présidente, le député vient de décrire en 30 secondes un programme qu'il a fallu 55 minutes et 17 pages pour décrire. Mon observation était juste: le gouvernement a empilé une multitude d'idées inspirées des libéraux du passé, du présent et de l'avenir.

Un gouvernement minoritaire dispose d'un temps limité. Beaucoup de personnes qui étaient ministres pendant la dernière législature le sont encore. Si les libéraux n'ont pas réussi à accomplir ce qu'ils voulaient pendant la dernière législature alors qu'ils étaient majoritaires, comment y parviendront-ils maintenant qu'ils sont minoritaires? Je ne vois pas.

[Français]

M. Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Madame la Présidente, je félicite mon collègue pour sa connaissance du français, qui est très bonne.

Il a parlé de l'électrification des transports et du développement des technologies vertes. C'est effectivement une voie importante pour l'avenir. Ma circonscription comprend une partie du port de Montréal. Environ 2 500 camions circulent dans les quartiers, créant ainsi beaucoup de gaz à effet de serre et de bruit. Nous avons fait une proposition visant à développer l'électrification des camions. Beaucoup de technologies sont développées dans ce domaine et il se fabrique désormais des camions lourds électriques.

L'Adresse

Le gouvernement accorde déjà des incitatifs pour les autos électriques. Pourrait-il donner des incitatifs pour les camions électriques? Cela se fait déjà au Québec. Le Port de Montréal ou d'autres entreprises pourraient ainsi privilégier les camions propres.

[Traduction]

M. Dan Albas: Madame la Présidente, il y a deux mines de cuivre dans ma région dont je soutiens les activités. Elles ont d'excellentes pratiques et génèrent des revenus au Canada qui ne seraient pas normalement disponibles pour des investissements et l'exploitation continue des ressources. C'est vraiment important.

Avant de parler d'accorder des incitatifs fiscaux, comme dans le cas des véhicules électriques, le gouvernement a dit que pendant trois ans, 100 millions de dollars par année serviraient à subventionner les entreprises qui font la transition vers les véhicules électriques. Premièrement, nous n'avons pas d'analyse de rentabilisation. Les libéraux ont dépensé 80 % de ce budget en un an. Nous savons que le moment est venu d'adopter cette technologie, mais est-ce que nous retirons des véhicules de la circulation ou nous donnons aux familles canadiennes fortunées un troisième ou quatrième véhicule dans lequel se promener tout en gardant d'autres automobiles qui utilisent d'autres sources de carburant? A-t-on une analyse de rentabilisation valable? Est-ce que les gens renoncent au moteur à combustion pour acheter un véhicule électrique? Nous ne devrions pas offrir de subventions qu'aux personnes fortunées.

Nous pourrions privilégier bien des priorités, mais tout effort de reprise que nous déployons devrait être aussi vaste que possible et nous devrions toujours nous rappeler que ce sont les contribuables qui veulent en avoir pour leur argent. Nous ne devrions pas simplement passer à la prochaine étape sans nous demander si nous nous en tirons bien avec les programmes que nous avons déjà.

[Français]

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours.

Après le discours du Trône, le premier texte législatif sur lequel nous nous sommes penchés et avons voté est l'ancien projet de loi C-2, modifié après les négociations tenues avec le NPD. Notre parti a réussi à bonifier deux choses: la Prestation canadienne de relance économique, que nous avons fait passer de 400 \$ à 500 \$, et les congés de maladie.

Mon collègue conservateur a donc voté en faveur d'un projet de loi libéral amélioré par le NPD. Quand a-t-il vu la lumière?

• (1705)

[Traduction]

M. Dan Albas: Madame la Présidente, le député n'a probablement pas eu l'occasion d'entendre mon discours dans le cadre du débat sur ce projet de loi.

Le Parti conservateur n'empêchera pas les Canadiens d'obtenir les prestations dont ils ont besoin. Toutefois, malgré tout le respect que j'ai pour cet endroit, nous venons ici pour représenter les citoyens de notre circonscription, et quand le gouvernement proroge le Parlement, il enlève tant aux députés de son propre parti qu'à ceux de l'opposition, que ce soit les bloquistes, les néo-démocrates ou les conservateurs, la capacité de représenter les citoyens de leur circonscription. Nous devions siéger le 22 août et aurions pu débattre de cette mesure à cette occasion. Il y a de nombreuses choses dans ce projet de loi...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous reprenons le débat. Le député d'Edmonton-Centre a la parole.

M. James Cumming (Edmonton-Centre, PCC): Madame la Présidente, je suis fier de prendre une fois de plus la parole à la Chambre pour représenter les bons citoyens d'Edmonton-Centre. Je suis également fier que notre chef m'ait confié un nouveau portefeuille, soit celui de ministre du cabinet fantôme pour l'innovation, les sciences et l'industrie. Je suis excité à l'idée de remplir ce rôle et de faire partie du futur gouvernement.

J'ai été grandement honoré d'être au service de la population au cours des huit derniers mois, en particulier pour représenter les petites entreprises et réclamer de meilleures politiques pour les aider. Mes collègues et moi avons formulé de nombreuses recommandations aux libéraux. Ils en ont écarté certaines, mais en ont suivi d'autres, ce dont je suis reconnaissant, car les petites entreprises ont certainement besoin de notre aide en cette période difficile.

Les petites entreprises sont uniques, mais lorsque l'économie s'est arrêtée, seules les entreprises essentielles ont été autorisées à demeurer ouvertes. « Entreprise essentielle » est une expression intéressante, car toutes les petites entreprises semblent indispensables. Les gens se consacrent corps et âme à leur petite entreprise. Il est cruel de leur dire que leur entreprise n'est pas essentielle. Le moins que l'on puisse faire est d'essayer de les appuyer et de leur donner une chance réelle de s'en sortir.

Malheureusement, l'excellent travail que nous accomplissons au comité, plus particulièrement au comité des finances, a été suspendu. Nous commençons à réaliser des progrès dans différents dossiers. Ensuite, nous avons découvert que la façon dont le gouvernement externalisait certains programmes, comme le programme UNIS, posait problème. Malheureusement, cela a entraîné la prorogation du Parlement, ce qui est très accablant.

En tant que député, je comprends que nous devons nous adapter et changer et que nous devons surmonter des obstacles dans le cadre de nos fonctions. La pandémie de COVID-19 est sans doute le plus grand défi qu'une génération connaîtra. Il est primordial que nous élaborions des politiques qui nous permettront de traverser la crise. Hélas, beaucoup des politiques qui ont été créées ont peut-être aidé, mais elles ont eu une incidence négative dans bien des domaines.

Le gouvernement a pris une pause de six semaines pour tenter de rédiger un nouveau discours du Trône. C'est dommage qu'on y trouve surtout des messages recyclés. Il y a beaucoup d'éléments à examiner dans le discours du Trône que les libéraux nous ont présentés après leur pause, et j'aimerais en souligner quelques-uns.

Finalement, les libéraux commencent à parler de santé et de dépistage, notamment de dépistage rapide. Ils ont eu six mois pour trouver des solutions et ils ne font encore qu'en parler. Dans les derniers jours, il semble que nous ayons enfin fait quelques progrès.

Certains semblent croire que les dettes contractées par le gouvernement n'auront pas à être remboursées par la population. C'est fou. Comment peut-on prétendre une telle chose? Cette dette sera remboursée par la population; l'argent vient d'un seul endroit. De plus, les libéraux parlent d'« un million d'emplois ». Honnêtement, si le gouvernement pouvait simplement éviter de mettre des bâtons dans les roues des entreprises, elles pourraient procéder à leur relance; ce sont elles qui créeront des emplois. Le gouvernement ne crée pas d'emplois, c'est le secteur privé qui le fait.

L'Adresse

Par contre, une chose qui m'horripile, c'est la prolongation du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes. Le gouvernement va prolonger quelque chose qu'il n'a même pas su corriger. Nous demandons au gouvernement de corriger ce programme depuis des mois afin de permettre aux petites entreprises qui utilisent un compte personnel d'accéder au programme. Il faut corriger ce programme.

Avec toutes ces promesses et toutes les choses que les libéraux ont dit qu'ils feraient, on pourrait s'attendre à des résultats exceptionnels. Ô surprise, le Canada est le pays du G7 qui dépense le plus et c'est ici que le taux de chômage est le plus élevé. Si nous avons de bons programmes, comment cela peut-il être possible? Cela m'indique que d'autres pays ont de meilleures solutions et qu'il faut nous ajuster. Il faut cesser d'employer des slogans vides et d'avoir recours à des lieux communs et mettre en place des programmes qui fonctionnent vraiment.

Pour moi, le dernier discours ressemblait étrangement au premier discours que j'ai entendu ici. C'était la même vieille recette de sandwich insipide. J'aurais pensé que la deuxième version du discours du Trône allait améliorer la recette un peu; peut-être allait-il y avoir un peu plus de viande ou des tomates, mais non. On nous a servi le même sandwich fait de pain rassis. Un paquet de vieilles promesses des libéraux rebrassées sous un nouveau titre: « Un Canada plus fort et plus résilient ».

• (1710)

Il y a eu beaucoup de dépenses et beaucoup de discussions sur les dépenses, mais on en sait très peu sur la manière dont on génèrera les revenus nécessaires pour sortir le pays de ce gouffre. Le discours du Trône ne mentionne pas comment le pays s'y prendra pour accroître les exportations et les parts de marché. Il n'y a absolument aucune mention du secteur de l'énergie et des ressources, qui a pourtant toujours été un vecteur de croissance économique pour le Canada.

Aucun mot sur l'aliénation de l'Ouest que l'on constate à l'heure actuelle, surtout dans ma chère province. Le gouvernement n'a toujours pas présenté de budget. En me présentant ici, c'est la première chose à laquelle je m'attendais, que le gouvernement présente son budget, un budget et un plan vers la relance, mais ni l'un ni l'autre n'a été présenté.

Je pourrais parler longuement de la grosse poignée de promesses qui sont énoncées dans le discours du Trône, mais je me concentrerai sur quelques points, particulièrement sur celui que les libéraux proclament avoir accéléré à toute vitesse depuis cinq ans.

Depuis 2015, il semble que la principale priorité du gouvernement libéral ait été d'élargir l'accès à Internet haute vitesse à large bande pour tous les Canadiens, qui font preuve d'une patience incroyable, dans les régions autant rurales qu'urbaines. Avec l'arrivée de la COVID-19, la ruée vers la connectivité a été accentuée. Les étudiants, les enseignants, les exploitants des petites entreprises et plein d'autres catégories de personnes ont eu besoin d'Internet pour continuer de mener leur vie au jour le jour.

Or, qu'avons-nous obtenu? En 2016, 500 millions de dollars ont été investis dans le programme Brancher pour innover. En 2018, le CRTC a annoncé des fonds de 750 millions de dollars dans le cadre de son régime de financement de la large bande, et l'incitatif à l'investissement accéléré a vu le jour. Aujourd'hui, nous avons eu droit à une autre annonce. Beaucoup d'annonces portent sur l'argent, mais très peu présentent des mesures concrètes. En fait, la ministre

a affirmé aujourd'hui que les gens auront bientôt une meilleure connectivité. Il faut faire les choses correctement.

Parlons du programme relatif au réseau 5G et des retards liés à la vente aux enchères du spectre. Ces éléments ont été mis en suspens, et nous n'obtenons pas les résultats dont nous avons besoin. Il existe pourtant des solutions novatrices. De nouveaux fournisseurs pourraient intégrer ce marché et fournir des solutions. Tout ce dont ils ont besoin, c'est que le gouvernement leur laisse la voie libre, leur donne quelques approbations et s'assure que les choses se passent bien.

Ce que j'ai entendu dans le discours du Trône, ce n'est pas une explication sur la façon de restimuler la croissance du pays, de relancer l'économie ou de créer de nouveaux emplois. Rien n'a été dit sur la croissance du Canada et de notre économie. C'est pourquoi je voterai non. Il n'y a aucune vision. Ce n'est qu'un amas de promesses recyclées.

J'ai toutefois confiance dans la nature humaine et dans la capacité de croissance des entreprises et du secteur privé. Je suis convaincu qu'ils peuvent surmonter les difficultés qui se présentent à nous aujourd'hui. Nous avons de grands innovateurs et d'excellentes entreprises. Ils peuvent y arriver si nous les laissons faire leur travail.

Hélas, le Canada ne fait plus partie des 10 économies les plus compétitives du monde. Il est presque tombé au dernier rang parmi ses pairs en matière d'innovation. Le Conference Board du Canada l'a classé au 13^e rang parmi 16 pays comparables. Selon le Global Innovation Index, le Canada se classe au 16^e rang sur 20 pays. C'est inacceptable. Le Canada devrait être à la tête du peloton et non à la queue. Il est regrettable que les politiques nécessaires n'aient pas été mises en place pour y parvenir.

Il est temps de s'activer. Il est temps de laisser de côté les platitudes. Il est temps de parler des politiques qui donneront au secteur privé la latitude dont il a besoin en réduisant la réglementation, en encourageant les investissements et en permettant au Canada d'être à nouveau compétitif. Nous avons un merveilleux pays doté d'un potentiel incroyable. Nous avons des gens formidables qui veulent réussir et je veux qu'ils réussissent, mais nous avons besoin de politiques qui les y aident. Malheureusement, le gouvernement est sur une voie qui fait tout sauf cela.

Retrouvons nos manches, relançons notre pays et faisons les choses correctement.

• (1715)

M. William Amos (secrétaire parlementaire du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie (Science), Lib.): Madame la Présidente, je veux parler des recommandations et des commentaires que le député a faits à propos d'Internet en région rurale. Comme il s'en souvient sûrement, j'ai présenté au cours de la dernière session la motion M-208, qui a été adoptée à l'unanimité par la Chambre. Je veux poser une question en particulier à propos d'Internet en région rurale, parce qu'il convient de le faire.

L'Adresse

Avant l'élection des libéraux en 2015, pas une seule résidence privée en région rurale au Canada n'était branchée à Internet, à cause du manque d'investissement par le gouvernement fédéral. En effet, le gouvernement conservateur précédent n'a pas investi un seul sou dans ce projet. C'est pourquoi nous nous retrouvons dans cette situation très préoccupante, en partie parce que le gouvernement précédent, dirigé par le premier ministre Harper, n'a absolument rien fait, sauf brancher les bibliothèques, les hôtels et les casernes de pompiers. Il faut donc en faire beaucoup plus.

Que pense le député d'en face du bilan du gouvernement Harper pour ce qui est du déploiement d'Internet dans les régions rurales du Canada?

M. James Cumming: Madame la Présidente, j'entends cela constamment dans cette enceinte. Le député peut bien faire référence à la situation qui avait cours il y a cinq ou dix ans. Ce n'est toutefois pas la solution au problème. Pointer du doigt ce qui s'est passé à un autre moment n'offre aucune solution. Nous avons l'occasion d'aller de l'avant maintenant. Le député d'en face sait très bien que les libéraux ont eu six années pour faire quelque chose. Je l'ai dit dans mon allocution. Les capitaux affluent. Les libéraux ont injecté beaucoup d'argent dans ce dossier, mais cela ne suffira pas.

Il y a des innovateurs qui veulent participer à ce projet. Dans une question posée plus tôt aujourd'hui, j'ai mentionné que Starlink souhaite intégrer le marché canadien. De quoi cette entreprise a-t-elle besoin? Que ses licences soient approuvées. Elle ne demande pas un sou. Agissons donc dans ce dossier.

[Français]

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Madame la Présidente, le Canada traverse présentement la pire crise sanitaire de la planète.

Les différents gouvernements conservateurs ont diminué l'indexation des transferts en santé à 3 %, ce qui fait que, dans quelques années, on sera rendus à 18 cents pour chaque dollar. Il y a un front commun des provinces et du Québec afin qu'il y ait un rattrapage de 28 milliards de dollars, ce qui équivaldrait non pas à 18 cents pour chaque dollar, mais à 35 cents pour chaque dollar. Il faut revenir à une indexation à 6 %.

Lors d'une période des questions orales, notre collègue de Chicoutimi—Le Fjord a dit que son parti était en faveur des transferts prévisibles et stables. Or ils étaient stables et prévisibles lorsqu'ils étaient à 3 %.

Je voudrais savoir quelle est la position de son parti quant au front commun du Québec et des provinces. Son parti est-il d'accord sur cela?

[Traduction]

M. James Cumming: Madame la Présidente, nous croyons certainement dans les transferts stables. Les provinces doivent comprendre la forme que ces transferts prennent dans le domaine des soins de santé. Malheureusement, le gouvernement libéral ne cesse de les diminuer puis de les augmenter, et nous ne savons jamais quelle direction cela prendra. Nous ne formons pas le gouvernement. Si la décision nous revenait, je peux assurer au député d'en face que notre chef a dit qu'il offrirait des transferts stables en matière de soins de santé.

M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV): Madame la Présidente, j'ai une question concernant l'amendement du Parti conservateur que nous mettons aux voix ce soir, en particulier celui qui porte sur la nouvelle politique à l'égard de la Chine et les mesures

que nous prendrons en ce qui concerne l'Accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers signé entre le Canada et la Chine. Cet accord n'a rien d'ordinaire, comme nombre d'accords du genre que nous avons signés avec d'autres pays. Au lieu d'une option de retrait d'un an, il prévoit 31 ans pour investir dans les sociétés d'État dans ce pays.

L'idée d'investir dans les sables bitumineux, de construire des pipelines et de pouvoir extraire et expédier des matières premières à l'extérieur de ce pays, et ensuite de faire en sorte que des sociétés d'État puissent contester toute interdiction de le faire en faisant payer aux Canadiens des milliards de dollars en dédommagement, a été présentée dans un décret du Cabinet Harper. Nous ne pouvons pas bloquer Huawei pour des raisons de sécurité nationale en fonction de l'Accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers signé entre le Canada et la Chine, alors je me demande, avec la nouvelle politique à laquelle nous songeons, comment nous allons composer avec cet accord incroyablement antidémocratique et asymétrique dans lequel le gouvernement Harper nous a enfermés.

• (1720)

M. James Cumming: Je suis certain que vous avez entendu notre chef dire que nous comprenons...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je rappelle au député de s'adresser à la présidence.

M. James Cumming: Madame la Présidente, notre chef a clairement indiqué que les tactiques qu'emploie la Chine communiste sont inadmissibles. Un gouvernement conservateur tiendrait tête à ces pays, surtout à la Chine communiste, et s'élèverait contre les mesures qui...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous reprenons le débat. Le député de Kitchener—Conestoga a la parole.

M. Tim Louis (Kitchener—Conestoga, Lib.): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de Winnipeg-Nord

Je prends la parole à la Chambre. C'est ainsi que je voulais entamer ma déclaration. J'ai pensé à modifier cette première phrase, car je prononce ces mots dans ma circonscription, Kitchener—Conestoga, mais je les prononce parce que je siège à la Chambre des communes. Grâce au travail et à la coopération de tous les partis, je suis heureux que la Chambre des communes ait l'appui unanime des députés pour tenir des séances hybrides et pour voter en ligne au Parlement. Pour les électeurs de ma circonscription, cela veut dire que peu importe si je travaille pour eux et si je vote en leur nom à Ottawa ou à Kitchener—Conestoga, je fais entendre leur voix et je continue de les représenter. J'espère qu'ils le savent.

Je veux assurer à mes concitoyens que ma priorité est toujours de protéger la santé et la sécurité des Canadiens, ainsi que leurs emplois et l'économie du pays. J'apprécie beaucoup leurs idées et je suis impatient de discuter avec eux et d'être présent pour eux. C'est un honneur pour moi de poursuivre nos dialogues. C'est une des choses qui me motivent à travailler fort au nom de tout le monde.

L'Adresse

Les Canadiens s'attendent à ce que les élus coopèrent avec tous les partis et tous les ordres de gouvernement. C'est certainement ce que j'entends faire parce que la coopération et la collaboration nous aideront à traverser cette période difficile. Je sais que, quand on entame un débat, il y a des désaccords, mais c'est l'essence même du débat. C'est sain pour nos discussions. Toutefois, j'implore tous les députés ainsi que les élus de tous les ordres de gouvernement, en tant que Canadiens, efforçons-nous de nous parler au lieu de nous crier après.

Je tiens à remercier tous les travailleurs essentiels et de première ligne, qui travaillent fort pour notre sécurité. J'ai eu l'honneur de rencontrer beaucoup d'entre eux quand des membres de mon personnel et moi avons lancé dans notre circonscription l'initiative « Feeding the Frontlines », qui vise à livrer de la nourriture aux premiers intervenants et à les remercier. Je tiens à remercier les infirmières, les travailleurs de la santé et le personnel de première ligne et à leur faire savoir que nous sommes reconnaissants pour leur excellent travail et les sacrifices énormes qu'ils font. Ils assurent la sécurité de la population, et nous en sommes reconnaissants.

Habituellement, nous participerions à des activités, à des foires, à des festivals et à d'autres rassemblements. Ces rassemblements nous ont toujours permis de nous intégrer concrètement à la société. Toutefois, les rassemblements sont désormais différents. Je trouve de nouvelles façons de maintenir le dialogue avec les habitants de Kitchener—Conestoga. Je participe à des activités virtuelles qui respectent la distanciation sociale. J'aime beaucoup consulter les aînés en ligne ou socialiser avec eux en leur parlant ou au moyen de la musique.

Je suis allé dans des magasins de quartier, j'ai rendu visite aux agriculteurs et aux vendeurs locaux dans les marchés pour les encourager; j'ai constaté la résilience des gens. Je vais continuer à soutenir les entreprises locales en allant les visiter, en les appelant et en organisant des vidéobavardages pour m'assurer qu'elles auront les plans de relance économique dont elles ont besoin.

Depuis le mois de mars, j'organise des assemblées publiques à distance afin de tenir les électeurs informés, de répondre à leurs questions et d'écouter leurs commentaires. La 17^e assemblée publique à distance s'est tenue il y a quelques jours. C'est un moyen efficace pour moi de rester en contact avec mes concitoyens. J'ai organisé des assemblées publiques avec la présidente régionale, tous les maires de Kitchener—Conestoga, le chef de police, et bien d'autres encore. L'un des sujets abordés était l'Eid à distance, et nous avons aussi eu des discussions avec des membres de la communauté LGBTQ+, un groupe de discussion sur la violence familiale et des conversations sur le racisme et la diversité avec la ministre de la Diversité et de l'Inclusion et de la Jeunesse.

C'est grâce à des discussions comme celles-là et à des conversations personnelles avec des voisins que je peux suggérer à Ottawa les idées des électeurs de Kitchener—Conestoga. Le gouvernement a écouté mes idées et celles de beaucoup d'autres Canadiens. Ces idées ont été présentées la semaine dernière dans le discours du Trône lorsque nous avons présenté le plan du gouvernement pour aider la population. Nous continuerons à soutenir les gens et les entreprises tout en luttant contre la pandémie.

Ma circonscription, Kitchener—Conestoga, compte de très nombreux artistes de talent, créateurs et travailleurs du milieu culturel. Ils font tourner l'économie en plus d'apporter beaucoup à notre société et à notre vie. Les Canadiens savent que le secteur de la culture contribue à façonner nos collectivités et notre identité. Nous

nous sommes tournés vers nos artistes pendant le confinement pour nous donner un sentiment d'appartenance. La musique que nous avons écoutée, les livres que nous avons lus et les émissions que nous avons regardées nous ont aidés à nous sentir plus près les uns des autres.

Les organismes et les travailleurs des milieux des arts, de la culture et des sports ont été parmi les plus durement touchés. Annulations, fermetures et incertitude sont leur lot. Je suis fier de pouvoir dire que le gouvernement est là depuis le début pour les artistes et qu'il le restera. Les artistes, comme tous les autres Canadiens, ont pu bénéficier de différents programmes, comme la subvention salariale et la Prestation canadienne d'urgence. Ils pourront maintenant bénéficier aussi de la Prestation canadienne de relance économique.

Il est essentiel également d'aborder les sujets de l'égalité et de l'inclusion, surtout alors que nous faisons face à une pandémie mondiale et que les injustices ressortent. La diversité et l'inclusion sont des éléments fondamentaux de l'identité canadienne et une source de force sur les plans social et économique. Nous devons être heureux des progrès réalisés sans oublier le travail qui reste à faire. Il y a encore de la discrimination et, tant que cela sera le cas, nous devons continuer de la dénoncer.

● (1725)

Dans ma circonscription, Kitchener—Conestoga, j'ai entendu des citoyens et des dirigeants communautaires inquiets qui m'ont fait part de leurs récits émouvants et qui se tournent vers notre gouvernement pour qu'il ouvre la voie à une société plus inclusive. Il peut être difficile de discuter de racisme et de discrimination, et il sera encore plus difficile de les surmonter, mais nous devons avoir de telles conversations. Nous ne pouvons pas rester silencieux. Nous devons agir et faire ce qui s'impose, même quand c'est difficile. C'est ce que font les Canadiens. Le moment est venu de saisir ces occasions et de s'employer à corriger ces inégalités.

Nous devons continuer à soutenir davantage les femmes et nous efforcer de combler l'écart salarial entre les sexes, en versant un salaire égal pour un travail de valeur égale. L'équité salariale n'est pas seulement la bonne chose à faire; c'est aussi la chose intelligente à faire, car lorsque les gens sont traités équitablement et qu'ils ont des chances égales de réussir, nous sommes tous gagnants.

Nous devons continuer d'appuyer les jeunes. Cette génération veut être en mesure de créer des changements positifs pour elle-même, pour le pays et pour le monde. Les jeunes sont les leaders de demain et, aussi, d'aujourd'hui. J'en profite d'ailleurs pour saluer le conseil des jeunes de Kitchener—Conestoga et les remercier de leur dynamisme, qui est toujours une source d'inspiration.

Nous devons continuer de prendre toutes les mesures possibles pour aider les aînés sur le plan financier, social et de la santé. Nous devons travailler sans relâche pour nous réconcilier avec les peuples autochtones. Il faut continuer à soutenir les agriculteurs et les producteurs alimentaires, grâce à qui il y a de la nourriture abordable et de qualité dans les épiceries et dans nos assiettes. Dans Kitchener—Conestoga, nous sommes fiers d'avoir une industrie agricole et agroalimentaire dynamique de longue date. Nous savons que le secteur agricole a été durement touché par la COVID-19 et nous avons pris des mesures pour l'aider.

L'Adresse

Nous avons l'occasion d'accélérer le travail nécessaire pour protéger l'environnement. Je suis impatient de nous voir travailler ensemble et de relever ces défis afin de changer les choses, car ce qui est favorable pour l'environnement peut aussi être favorable pour l'économie.

Le Canada, c'est des collectivités et des voisins qui s'entraident. Dans cet état d'esprit, nous ouvrons nos cœurs aux autres. Nous persévérons et je suis directement témoin de la résilience des collectivités. Les magasins d'occasions de ma circonscription regorgent de dons et les banques alimentaires reçoivent de l'aide de la part d'individus et de familles, ainsi que des fruits et légumes donnés provenant de fermes locales. Les entreprises locales offrent de fabriquer à titre gracieux des masques et du désinfectant pour les mains afin de soutenir les travailleurs de première ligne et les établissements de soins locaux. Ce ne sont là que quelques-uns des innombrables exemples qui ne cessent de m'inspirer.

De simples gestes de bienveillance, qu'il s'agisse d'enfants qui inscrivent des mots d'encouragement à la craie sur les trottoirs ou de voisins qui s'entraident, forment ensemble un tableau montrant ce qu'est la compassion et ce que signifie le fait d'être Canadien. Voilà le message qui me motive à poursuivre mes efforts et qui m'émeut tandis que je sers ma collectivité de Kitchener—Conestoga et mon pays.

Mme Tracy Gray (Kelowna—Lake Country, PCC): Madame la Présidente, l'intervenant a parlé des petites entreprises, en particulier des agriculteurs et des producteurs d'aliments. Nous savons qu'il y a encore beaucoup de lacunes dans les programmes existants, surtout pour les agriculteurs et les producteurs d'aliments. La façon dont de nombreux programmes sont structurés les rend inapplicables. Sous la rubrique des petites entreprises du discours du Trône, il y a une liste des programmes existants, qui ne comporte aucun autre détail sur la manière dont ils pourraient être élargis, et on ne trouve aucun nouveau programme.

Je me demande si le député peut nous en dire plus sur ce que de nouveaux programmes et des programmes existants élargis représentent pour les petites entreprises, le secteur agricole et les producteurs d'aliments.

• (1730)

M. Tim Louis: Madame la Présidente, je suis fier de dire que lorsque je suis arrivé à Ottawa, on m'a demandé à quels comités je voulais siéger et j'ai demandé à siéger au Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire afin de représenter les habitants de ma circonscription, Kitchener-Conestoga, qui possède un important secteur agricole. J'ai eu l'honneur d'être choisi pour siéger à ce comité.

Je dois dire qu'il y a eu une superbe collaboration entre les partis. Il semble que tout le monde reconnaît que, après la santé de la population, il est important de protéger notre sécurité et notre approvisionnement alimentaires. Le secteur agricole est vraiment l'épine dorsale des collectivités. Je suis fier de dire que nous travaillons ensemble. Nous travaillons à améliorer les programmes de gestion des risques de l'entreprise. Nous travaillons également sur le secteur de la transformation. Il y a une usine de transformation dans ma circonscription et nous veillons à ce que les produits puissent aussi être acheminés en toute sécurité vers les marchés.

Nous avons investi davantage dans Agri-relance et donné de l'argent aux banques alimentaires et à Nutrition Nord Canada. Beaucoup de programmes, comme la PCU, le programme de sub-

vention salariale et le Compte d'urgence pour les entreprises, s'appliquent également aux petits agriculteurs. J'étais donc heureux qu'ils puissent profiter de ces programmes. Il y a encore du travail à faire et nous continuerons à appuyer le secteur agricole, qui nous nourrit.

[Français]

M. Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le Président, on sait que les libéraux ont beaucoup insisté sur la santé. On sait aussi que le Québec et toutes les provinces demandent des transferts en santé en ce moment, alors qu'il y a la crise de la COVID-19.

C'est assez incroyable quand on y pense: au départ, le gouvernement fédéral finançait 50 % des coûts en santé. À la suite de nombreuses réductions, il n'en finance maintenant plus que 22 %.

Je voudrais savoir comment mon collègue peut justifier la décision de ne pas augmenter les transferts en santé et de plutôt utiliser cet argent pour s'ingérer dans des champs de compétence du Québec.

[Traduction]

M. Tim Louis: Monsieur le Président, cette question était la toute première que l'on me posait en français, alors j'essayais d'écouter la traduction en même temps, car je viens tout juste de commencer des leçons de français. Je ne pourrai pas répondre en français, mais heureusement, je vais avoir l'aide d'un interprète.

Lorsque je parle aux Canadiens dans ma circonscription — comme le fait assurément le député dans la sienne —, ce que j'entends, c'est que nous devons travailler ensemble. Tous les ordres de gouvernement doivent travailler ensemble, et je sais que le gouvernement fédéral a rencontré les premiers ministres 17 ou 18 fois. Il y a un certain degré de coopération. Les gens sur le terrain ne se préoccupent que de leur santé, de leur sécurité, de leur emploi et de l'économie. Ils veulent avoir l'assurance que les gouvernements travaillent ensemble — le fédéral, le provincial, le municipal — et qu'ils le font bien.

Je sais qu'aux termes de l'Accord sur la relance sécuritaire, nous avons injecté 19 milliards de dollars pour aider les provinces immédiatement. Je sais que nous allons poursuivre ces discussions sur la façon de s'assurer que les provinces ont toutes les ressources nécessaires pour faire ce que l'on attend d'elles et préserver la sécurité des Canadiens.

Mme Pam Damoff (secrétaire parlementaire du ministre des Services aux Autochtones, Lib.): Monsieur le Président, les gens qui habitent dans ma circonscription m'ont dit à quel point les programmes que nous avons mis en œuvre depuis le mois de mars pour assurer leur sécurité personnelle, mais aussi financière, sont importants à leurs yeux. Le député pourrait-il donner des exemples de façons dont ces programmes ont pu aider ses concitoyens?

M. Tim Louis: Monsieur le Président, je remercie la députée pour tout ce qu'elle fait.

L'Adresse

J'aimerais parler du milieu des arts parce que, jusqu'aux élections de 2019, j'étais musicien, artiste et travailleur autonome à plein temps. La plupart de mes amis sont encore dans le domaine des arts et certains d'entre eux ont été touchés par la pandémie, comme ceux qui font partie de l'orchestre symphonique de Statford, du théâtre de Drayton et de l'orchestre symphonique de Kitchener-Waterloo. Tous ces gens ne voulaient qu'une chose, se remettre au travail, mais ils avaient besoin d'aide de toute urgence. Bon nombre d'entre eux sont aussi des travailleurs autonomes qui essaient de faire leur bout de chemin.

La subvention salariale et la Prestation canadienne d'urgence ont été de véritables bouées de sauvetage pour les artistes que je connais, qui ne demandaient pas mieux que de reprendre le collier et de contribuer à la société. Ils étaient très contents de pouvoir compter sur de l'aide adaptée à leur situation, alors j'espère que nous pourrions continuer d'aider le secteur des arts ainsi que celui de l'hôtellerie et du tourisme, qui ont été particulièrement éprouvés.

● (1735)

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je dois féliciter le député de Kitchener—Conestoga. Je suis très impressionné par tout ce qu'il a dit. Juste en écoutant sa réponse au discours du Trône, j'ai pu constater qu'il est au fait de ce qui se passe dans sa collectivité et qu'il défend très bien ses intérêts.

Après avoir entendu l'intervention de mon collègue, j'ai tout de suite pensé à l'une des choses que le premier ministre a demandées au caucus. Je crois que les autres partis ont leurs propres façons d'essayer de donner leur avis à leurs dirigeants. Cependant, dans notre caucus, nous avons l'impression que, lorsque nous écoutons ce que les gens de nos circonscriptions ont à dire, pour ensuite transmettre cette information à nos collègues, en particulier ceux qui apportent les changements et qui conçoivent les programmes, nous pouvons vraiment changer les choses de façon positive.

J'ai bien aimé les observations du député. Je sais que, comme bon nombre de mes collègues au caucus, d'autres députés ont organisé des assemblées publiques à distance, en plus de consulter les gens de leur collectivité, d'écouter ce que les gens d'affaires ont à dire, et d'être là tous les jours pour les gens de leur circonscription.

Pour les députés, il ne s'agit pas d'un emploi de type 9 à 5 du lundi au vendredi. Il leur faut travailler sept jours par semaine. Comme nous l'avons vu l'autre jour, il arrive que la journée de travail se prolonge tard dans la nuit ou même jusqu'au lendemain matin, et pas seulement pour les votes. Nous sommes à l'écoute de nos électeurs et nous essayons de les servir du mieux que nous pouvons.

La COVID-19 a en fait changé les choses. Pour ma part, depuis 30 ans, je me rends chaque semaine dans un restaurant du quartier pour rencontrer mes électeurs. Je suis connu pour cela dans ma circonscription. Je ne peux plus le faire. Ces dernières semaines, je n'ai pas pu m'y rendre parce que je veux promouvoir la sécurité et je veux appliquer la distanciation physique. Cela me manque.

Tous ces changements m'ont fait découvrir autre chose. Je veux parler de Zoom et des vidéoconférences que cet outil permet. Désormais, je rencontre souvent mes électeurs par vidéoconférence. Nous avons donc des vidéoconférences, nous utilisons davantage nos téléphones, et ainsi de suite. On ne peut plus arriver quelque part à l'improviste. Il faut prendre rendez-vous. Les choses ont

changé. Nous avons tous dû nous adapter. Certains secteurs, certaines entreprises ont connu plus de difficultés que d'autres.

La pandémie a considérablement bouleversé la société canadienne, tout comme le reste de la planète. Il y a un an, en octobre, personne ne parlait de la COVID-19. Nous étions au milieu d'une campagne électorale et il n'était pas du tout question de pandémie. Tout a changé très vite. En résumé, comme je l'ai déjà dit, le gouvernement a travaillé, mené les consultations nécessaires et pris la décision de fermer des pans de l'économie. Et on a créé, pratiquement à partir de zéro, des dizaines de programmes pour soutenir les Canadiens.

Imaginons être une personne qui travaille dans un secteur tellement touché par l'arrêt de l'économie canadienne qu'elle perd son emploi, ou une personne qui a déjà du mal à subvenir à ses besoins et qui, il y a huit mois, voit la pandémie s'annoncer. Nous disions alors qu'il s'agissait d'une première vague. Certains pays n'ont pas pu maîtriser leur courbe et ont vu leurs chiffres grimper rapidement, en quelques jours et quelques semaines.

En collaborant avec nos partenaires provinciaux et territoriaux, les municipalités, une multitude d'organismes à but non lucratif et des citoyens qui participaient à la lutte contre la COVID-19, nous avons réussi à conserver une courbe plutôt basse grâce à différentes formes de soutien.

● (1740)

À l'échelle nationale, nous avons créé des programmes comme la PCU, qui a permis d'aider tout près de 9 millions de Canadiens dans toutes les régions du pays. Nous avons offert un soutien aux entreprises en établissant un programme de subventions salariales. Ainsi, ces employés ne perdaient pas leur emploi et pouvaient poursuivre leurs activités. Ce programme a aidé des dizaines de milliers d'employés à l'échelle du pays, en sauvant littéralement des entreprises de la faillite. Nous avons aussi ciblé les secteurs où nous devons offrir un soutien additionnel.

Nous célébrons aujourd'hui la Journée nationale des aînés. C'est une excellente occasion pour reconnaître les contributions d'une personne âgée et lui montrer l'affection qu'on a pour elle. Nous avons pensé à ce groupe lorsque nous avons versé le supplément de 300 \$ à tous les bénéficiaires de la Sécurité de la vieillesse. Pour les aînés les plus démunis, nous avons ajouté 200 \$ supplémentaires.

Comme je l'ai déjà dit, ce n'est que l'un des nombreux programmes que nous avons mis en place. Le gouvernement fédéral a joué un rôle de premier plan pendant cette pandémie. En fait, si les députés se penchent sur la situation dans ma province, le Manitoba, ils découvriront que 90 % des sommes investies dans les mesures de soutien proviennent d'Ottawa et que le reste provient de la province. Nous avons reconnu à quel point la santé est importante pour les Canadiens. Nous avons engagé des centaines de millions de dollars, pour le Manitoba seulement, afin de fournir cette aide supplémentaire.

L'Adresse

Lorsqu'est venu le temps d'annoncer aux Canadiens qu'il fallait fermer certains endroits pour maîtriser la situation, ils ont réagi de manière très positive. C'était vraiment encourageant. Nous en sommes à la deuxième vague et nous sommes en meilleure position en raison des nombreuses mesures prises il y a plusieurs mois. Puisque la courbe d'apprentissage nécessaire est loin d'être aussi abrupte, nous savons ce qu'il est important de faire. Nous avons appris des choses de la science, qui a fait des avancées depuis le début de la pandémie. Au tout début, les spécialistes de la santé ne nous disaient pas de porter un masque, mais aujourd'hui, ils disent qu'il faut en porter un. Cette mesure nous a beaucoup aidés depuis le début de la deuxième vague.

Nous connaissons l'importance des tests de dépistage, et c'est pourquoi nous avons conclu l'Accord sur la relance sécuritaire de 19 milliards de dollars avec les provinces. Les députés peuvent s'imaginer ce qui s'est passé: le gouvernement national a collaboré avec toutes les provinces et tous les territoires et il est parvenu à conclure un accord d'une valeur de 19 milliards de dollars nous ayant permis de nous concerter pour protéger la santé et le bien-être des Canadiens pendant que nous essayons de relancer l'économie. Au Manitoba, l'argent a permis de faire passer le nombre de tests de dépistage de 1 000 à 3 000 par jour.

Hier, le premier ministre a annoncé que nous allons maintenant adopter les mécanismes de dépistage les plus rapides qui existent. Je crois qu'il est important de respecter le fait que, tout au long du processus, nous avons écouté les Canadiens et les spécialistes de la santé, nous avons travaillé avec notre exceptionnelle fonction publique, la meilleure au monde, et nous avons fait avancer les choses. Ensemble, les premiers ministres provinciaux et les députés fédéraux de toutes les allégeances politiques ont pu contribuer à cette réussite. Ils ont fait progresser les choses.

• (1745)

Des vies ont été sauvées, et les Canadiens sont plus en santé maintenant que cette mesure a été adoptée, mais le travail n'est pas terminé. C'est pourquoi nous avons dû présenter une mesure législative, et ce fut tout un vote de confiance. Le projet de loi a reçu un appui unanime. Les conservateurs, les néo-démocrates et les verts ont tous voté pour le projet de loi.

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC): Monsieur le Président, je remarque l'enthousiasme du député pour le discours du Trône du gouvernement, étant donné que c'est la deuxième fois qu'il prend la parole à la Chambre pour l'appuyer. Je me demande si c'est un signe que ses collègues manquent cruellement d'enthousiasme puisqu'aucun d'entre eux ne semble prêt à prendre la parole pour appuyer le discours du Trône. Toutefois, je m'écarte du sujet. J'ai une question plus sérieuse à poser au député.

Dans le discours du Trône, le gouvernement a mentionné qu'il allait présenter des mesures non seulement pour atteindre les cibles de l'Accord de Paris, mais aussi pour les dépasser. Néanmoins, je trouve cela extrêmement surprenant parce que, en réalité, depuis que le gouvernement est au pouvoir, les émissions augmentent chaque année: elles étaient de 708 mégatonnes en 2016, de 716 mégatonnes en 2017 et de 729 mégatonnes en 2018, soit la dernière année pour laquelle des données sont disponibles. Le gouvernement a lui-même publié ces données le 15 avril dernier.

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je ne suis pas nécessairement le mieux placé pour répondre à ce type de question. J' imagine que la réponse satisferait le député s'il s'adressait au ministre de l'Environnement. Chose certaine, j'ai plus tendance à

croire notre gouvernement quand il dit qu'il va atteindre les cibles en question que quand le gouvernement Harper disait la même chose.

J'aime bien les exemples concrets, puisque c'est ce que les électeurs de ma circonscription veulent voir. Le discours du Trône annonce par exemple que les plastiques à usage unique seront interdits. C'est le genre de mesure que nous comprenons tous et à laquelle nous pouvons tous nous rallier. Le discours du Trône prévoit toutes sortes d'autres initiatives, comme inciter les consommateurs à acheter des voitures électriques, notamment au moyen de primes incitatives. Le discours du Trône regorge de bonnes nouvelles pour l'environnement.

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, hier, notre collègue de Malpeque nous a dit que les contribuables canadiens n'étaient pas le guichet automatique des Québécois. Cela fait un peu sourciller et cela m'a fait penser à quelque chose. Dans le discours du Trône, on parle d'environnement, mais il n'y a absolument rien sur l'industrie forestière, pas un seul mot.

Quand on étudie comme il faut le financement du gouvernement fédéral pour la période de 2017 à 2020, on voit qu'environ 22 milliards de dollars ont été versés à l'industrie pétrolière, mais que seulement 827 millions de dollars ont été versés à l'industrie forestière. Dans le fond, est-ce que les contribuables canadiens sont le guichet automatique de l'industrie pétrolière?

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, la différence entre les conservateurs et les libéraux ainsi qu'entre les bloquistes et les libéraux, c'est que les libéraux, eux, croient au potentiel de toutes les régions du Canada. Nous faisons tout pour les aider du mieux que nous pouvons. Voilà pourquoi les agences régionales de développement économique ont des pouvoirs tangibles et bien réels. Elles ont les moyens financiers de contribuer à la diversification et au développement de leur région. Que ce soit au Québec, en Alberta, au Manitoba ou en Ontario, ces agences ont une influence directe et concrète sur le cours des choses. Personnellement, j'estime que c'est positif. Les libéraux soutiennent toutes les régions du pays.

• (1750)

[Français]

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, j'ai écouté le discours de mon collègue.

Un de ses collègues libéraux disait que son parti prenait plein d'idées du NPD. Notre parti est content quand le gouvernement prend nos idées. Nous serions encore plus contents si le gouvernement le faisait réellement. En effet, il y a certaines bonnes idées du NPD que le gouvernement n'ose pas prendre.

Comment se fait-il que le gouvernement n'instaure pas un impôt sur la fortune des ultrariches? Pourquoi le gouvernement ne veut-il pas interdire les paradis fiscaux et ne fait-il pas payer les géants du Web qui s'en sortent, mais qui ne paient pas leur part pour financer nos programmes sociaux?

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, il était intéressant d'entendre le député de Timmins—Baie James, un député néo-démocrate, dire que le discours du Trône est le reflet de la plateforme électorale du NPD. Qu'on me comprenne bien: je suis reconnaissant au NPD de son soutien. Le discours du Trône présente beaucoup d'éléments progressistes sur le plan social qui n'ont pas été inventés par un seul parti. Je suis heureux de constater que le NPD appuie bon nombre des initiatives qui figurent dans le discours. Je n'y vois rien de mal. Je soupçonne que même les conservateurs sont favorables à certains éléments qu'il contient.

L'autre soir, nous avons été surpris de voir les néo-démocrates voter en faveur du projet de loi C-4. En fait, il s'agissait d'un vote de confiance pour le gouvernement du Canada en ce qui concerne sa gestion de la pandémie.

M. Gary Anandasangaree (secrétaire parlementaire de la ministre des Relations Couronne-Autochtones, Lib.) Monsieur le Président, je suis ravi de vous voir, ainsi que mes collègues. Je partagerai mon temps de parole avec mon estimé collègue de Lac-Saint-Louis.

Je tiens d'abord à souligner que nous sommes rassemblés sur des terres traditionnelles non cédées du peuple algonquin.

Dans ma réponse au discours du Trône, je vais m'en tenir à une question précise: celle du racisme. J'aimerais aborder bien des aspects de ce discours, notamment les soins de longue durée, mais je crois que la pandémie a exacerbé la question du racisme, et c'est sur ce point que je souhaite me concentrer. Je tiens à souligner le travail du Caucus canadien des parlementaires noirs et ses activités de défense des droits, ainsi que le grand nombre de jeunes qui ont plus ou moins manifesté dans les rues au cours des derniers mois. Je trouve très inspirant de voir une résurgence du mouvement des droits civils de notre vivant, et je tiens à les remercier du travail énorme qu'ils ont accompli.

Il existe trois aspects du racisme, de la façon de s'y attaquer et, si j'ose dire, de l'éliminer. Il y a trois éléments dont je veux parler.

Il faut d'abord éliminer les obstacles systémiques qui empêchent les gens de réaliser leur plein potentiel.

Ensuite, il faut voir à ce que les règles du jeu soient les mêmes pour tous. Les mesures de soutien et le point de départ devraient être les mêmes pour offrir à tous la chance de donner le meilleur d'eux-mêmes.

Enfin, il faut donner aux gens les outils nécessaires pour progresser et arriver à un stade où ils prennent les rênes de leur destinée.

Au Canada, comme à bien des endroits ailleurs dans le monde, ce n'est pas si simple à faire. Hier, le chef de l'opposition a dit que son parti et son premier chef, sir John A. Macdonald, avaient fondé le Canada. Il a peut-être raison de son point de vue, mais cette vision de l'histoire de notre pays est fondamentalement erronée. Prenons l'exemple de la Loi sur les Indiens. Cette loi a privé les membres des Premières Nations de leurs droits, de leurs terres, de leur famille, de leur source de subsistance et de leur mode de vie traditionnel et leur a fait perdre leur langue et leur culture. On parle ici de quelque chose de systémique.

Nous avons constaté les séquelles laissées par les pensionnats autochtones et, hier, nous avons entendu une déclaration émouvante de ma bonne amie la députée de Winnipeg-Centre sur son expé-

L'Adresse

rience des pensionnats par l'entremise de son partenaire, Romeo Saganash, un ancien député. Nous ne pouvons même pas concevoir qu'il soit possible de haïr son prochain assez profondément pour faire des lois de ce genre.

Nous connaissons l'épisode du déplacement forcé des Inuits et de l'abattage des chiens de traîneau. Nous savons que Louis Riel a été exécuté. Faut-il le répéter, ce sont des moments de l'histoire.

On penserait que la COVID-19 ne tient pas compte de la couleur et qu'elle ne discrimine pas en fonction de l'identité de la personne. Or, nous savons que c'est faux. Nous avons accès à d'excellentes statistiques des États-Unis et du Royaume-Uni, et des statistiques canadiennes commencent à paraître. Par exemple, Santé publique Ontario a dit que les résidents des quartiers qui présentent le plus de diversité ethnique affichent des taux de COVID-19 trois fois plus élevés que ceux des quartiers dont la population est ethniquement plus homogène.

• (1755)

À Ottawa, 66 % des patients locaux de la COVID-19 étaient des personnes racialisées, alors qu'elles ne constituent que 54 % de la population. À Toronto, par exemple, 83 % des cas entre mai et juillet touchaient des personnes racialisées, alors qu'elles ne représentent que 52 % de la population. Selon les mêmes données, les Noirs ont la plus forte proportion de cas de COVID-19, soit 21 %, alors que, pour mettre les choses en perspective, ils constituent 10 % de la population de Toronto.

La COVID-19 a mis en évidence ce qu'il en est pour les minorités raciales dans de nombreux autres aspects de nos systèmes. Je vais brièvement rappeler les nombreuses manifestations de racisme inquiétantes dont nous avons été témoins au cours des derniers mois. Je pense que cette assemblée n'a pas assez de temps pour examiner chacun de ces cas, ni les innombrables choses scandaleuses que nous avons vues dans les médias sociaux et l'énorme douleur à laquelle les gens sont confrontés chaque jour en essayant de remédier à cela.

George Floyd a été l'étincelle initiale. Je pense que nous sommes d'accord pour dire que sa mort a été une étincelle pour nous tous. C'était un homme noir de 46 ans qui vivait à Minneapolis et qui a été tué par la police. Depuis, un très grand nombre de cas ont été exposés.

Nous avons pu voir, dégoûtés, les vidéos montrant comment le chef Allan Adam s'était fait malmener par la GRC, le service de police du Canada. Il s'agit du chef de la Première Nation des Chipewyans d'Athabasca, avec laquelle nous cherchons à établir une relation de nation à nation. Cet incident est profondément révoltant.

Je n'ai pas encore eu le courage de regarder la vidéo qui montre comment Joyce Echaquan a été traitée à Joliette. J'ai lu beaucoup d'articles à ce sujet, mais je n'ai toujours pas regardé la vidéo. Tous les Canadiens, sans exception, devraient s'indigner devant les mauvais traitements qu'elle a subis. Et ce n'est pas un cas isolé.

Rappelons que Mohamed-Aslim Zafis, un musulman de 58 ans, a été tué à la mosquée de l'Organisation internationale musulmane, où il était gardien. Il a été assassiné par un néo-nazi le 12 septembre lors d'un attentat islamophobe.

L'Adresse

Mona Wang, Ejaz Choudry et Regis Korchinski-Paquet sont tous morts pendant des vérifications du bien-être.

Nous savons que le Canada est le théâtre de nombreux incidents inspirés par la haine.

Aujourd'hui, le monde est à la croisée des chemins, mais le Canada aussi. Il est temps pour nous de nous engager à nouveau et, comme l'a dit le premier ministre dans le discours du Trône, de redoubler d'efforts pour nous attaquer aux causes profondes du racisme. Cela ne sera pas facile et ne se fera pas du jour au lendemain, mais il faut que cela soit coordonné et que ce soit un effort canadien tous azimuts. Il faut commencer par reconnaître que le racisme systémique existe. Cela ne se discute pas.

Il s'agit de faire en sorte que nos lois, par exemple celles qui portent sur les peines minimales obligatoires, soient modifiées. Il s'agit de veiller à ce que les règles du jeu soient les mêmes pour tous dans le système de justice pénale. Il faut continuer à progresser dans la voie de la réconciliation, en veillant notamment à intégrer dans notre législation la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Pendant trop longtemps, nous avons évité ces conversations, mais il est important que nous prenions aujourd'hui des mesures audacieuses et que nous tirions parti des nombreuses réalisations passées, notamment la stratégie nationale de lutte contre le racisme.

Ce n'est pas suffisant. Nous devons continuer dans cette voie. J'espère que mes collègues d'en face continueront à collaborer avec nous pour bâtir un pays capable de surmonter les obstacles, ainsi que de donner du pouvoir et des chances égales, non seulement aux populations autochtones du Canada, mais aussi aux minorités noires et aux autres minorités raciales.

• (1800)

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, je me souviens très bien que durant la campagne de 2015, les libéraux ont promis de mettre fin aux avis d'ébullition de l'eau dans les réserves. Cinq ans se sont écoulés depuis les élections et il y a encore des avis d'ébullition de l'eau un peu partout au pays.

Quand les libéraux mettront-ils fin aux avis d'ébullition de l'eau au pays?

M. Gary Anandasangaree: Monsieur le Président, nous avons clairement fait savoir que nous comptons atteindre cet objectif en 2021. Nous travaillons en ce sens. Je suis persuadé que nous arriverons à l'atteindre.

[Français]

Mme Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, moi aussi j'avais l'intention d'aller dans le même sens. Un proverbe dit que « bien faire vaut mieux que bien dire. » C'est une bonne chose d'avoir de bons mots pour les personnes racisées, les gens qui souffrent de discrimination, mais c'est encore mieux d'avoir des actions concrètes.

Moi aussi, j'aimerais savoir ce qu'on entend faire à propos de l'eau potable. À la limite, comme « faute avouée est à moitié pardonnée », est-ce que mon collègue peut admettre que les libéraux l'ont échappé, pendant cinq ans, en ne fournissant pas d'eau potable?

[Traduction]

M. Gary Anandasangaree: Monsieur le Président, je ne veux pas débattre de l'eau à la Chambre, parce que nous savons tous qu'il

faut assurer à toutes les communautés l'accès à de l'eau potable. Depuis 2015, le gouvernement a pris d'importantes mesures et a investi des montants sans précédent pour que chaque communauté soit approvisionnée en eau potable. Cela fait partie de la solution.

Nous devons aussi présenter un projet de loi sur la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Il faut aussi combler les lacunes existantes en matière de déterminants sociaux de la santé. Comme il est indiqué dans le discours du Trône, nous voulons élaborer une loi sur la santé conjointement avec les partenaires autochtones, afin d'offrir à tous des soins de santé adéquats au pays.

Mme Lindsay Mathysen (London—Fanshawe, NPD): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours. Je sais qu'il fait du très bon travail et qu'il défend bien les intérêts des gens de sa circonscription.

Un organisme, Colour of Poverty—Colour of Change, a communiqué avec moi. Je sais qu'il y a une stratégie nationale de lutte contre le racisme, mais cet organisme réclame une loi fédérale de lutte contre le racisme qui servirait de fondement législatif au secrétariat de lutte contre le racisme et qui permettrait de réserver un financement et du soutien durables dans ce domaine.

Mon collègue d'en face appuierait-il une telle initiative?

• (1805)

M. Gary Anandasangaree: Monsieur le Président, je connais l'organisme Colour of Poverty. J'étais là lors de sa fondation, il y a 20 ans. J'ai travaillé avec lui de nombreuses années, notamment dans le cadre de mes anciennes fonctions, lors de la conception d'une stratégie contre le racisme. L'organisme a présenté d'excellentes idées. Nos solutions, qui relèvent de la ministre de la Diversité et de l'Inclusion et de la Jeunesse, comprennent une offre directe aux organismes comme Colour of Poverty.

Je sais que ma collègue travaille très fort pour faire avancer le dossier de l'égalité raciale, et il me tarde de travailler avec elle dans ce dossier.

L'hon. Bardish Chagger (ministre de la Diversité et de l'Inclusion et de la Jeunesse, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord féliciter le député de Scarborough—Rouge Park et secrétaire parlementaire d'avoir abordé cette question très importante.

Le premier ministre reconnaît que le racisme systémique est réel et qu'il est présent dans tous les segments de la société. J'aimerais que le député nous parle du travail qu'il a fait dans le cadre de ses fonctions précédentes.

Comment emprunter la bonne voie et rebâtir une société meilleure en étant sciemment plus inclusifs? Que ce soit relativement au processus de nomination ou au renforcement des capacités, le député a jeté les jalons du travail que mon équipe et moi avons le privilège de poursuivre. Que faisons-nous différemment pour améliorer la situation et aider chaque personne à réaliser son plein potentiel?

M. Gary Anandasangaree: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de ces observations.

Une approche pangouvernementale s'impose. La solution ne peut reposer sur une seule personne ni un seul ministère. Le fait que nous avons maintenant un ministère et une ministre de la Diversité et de l'Inclusion et de la Jeunesse est un très bon tremplin vers une approche pangouvernementale à l'égard de toutes les questions que j'ai soulevées.

Il n'existe pas de marche à suivre simple pour éliminer le racisme. Pour que les choses changent, il faut que tous les secteurs du gouvernement se mobilisent, non seulement pour s'attaquer aux causes profondes du racisme, notamment la pauvreté, les problèmes de logement et l'absence d'un revenu de base garanti, mais également pour renforcer les communautés racialisées et favoriser leur autonomie.

M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.): Monsieur le Président, c'est un plaisir de prendre la parole aujourd'hui au sujet du discours du Trône. En regardant autour de moi, je vois à quel point les choses ont changé depuis février et mars, à l'arrivée de la pandémie. Comme la prudence était de mise, nous avons dû modifier nos façons de faire.

Je ne qualifierais pas cette pandémie de période d'ajustement, de nuisance, ni d'inconvénient, même si elle a ces conséquences sur nous au quotidien. Ce n'est pas un choc économique comme celui des années 1970 avec la hausse du prix du pétrole. Il serait plus juste de parler de « perturbations » pour la période que nous vivons actuellement. J'entends par là que la pandémie entraînera un changement transformationnel dans notre société de la même façon que l'a fait la Deuxième Guerre mondiale. Comme nous le savons, la Deuxième Guerre mondiale a été suivie d'un baby-boom, d'un développement économique et technologique, de la production de masse, de l'essor de la télévision, de l'expansion des banlieues, d'une nouvelle culture de consommation qui a stimulé l'économie, de la naissance de la culture de la jeunesse et de la course vers la lune. Nous vivons un moment charnière de l'histoire, tout comme l'a été la Deuxième Guerre mondiale.

[Français]

Nous sommes arrivés à un moment charnière et je n'ose pas prédire les répercussions à long terme de cette pandémie. Je ne suis pas Alvin Toffler, l'auteur du fameux livre *Le choc du futur*, mais j'ai quelques idées que je pense réalistes.

Par exemple, je crois que nous allons dorénavant mettre une plus grande priorité sur la famille, la collectivité et le voisinage. Nous allons nous préoccuper davantage de nos aînés. Il y aura peut-être un intérêt accru pour les professions médicales ou dans le domaine des soins.

Nous allons peut-être aussi reconnaître davantage les bienfaits de la nature. Nous tenions pour acquis le fait que nous pouvions faire une promenade, mais nous nous sommes tout à coup rendu compte que ce n'était pas tout à fait le cas et qu'il fallait faire attention. C'est désormais un grand plaisir pour nous d'aller nous promener dans un parc ou de profiter de cette liberté que nous avons toujours considérée comme acquise.

Nous allons peut-être voir le filet social d'un nouvel œil parce nous avons constaté à quel point nous devons nous entraider. Cette entraide se fait par l'entremise de programmes sociaux comme ceux que nous avons annoncés au cours de cette pandémie. Nous allons aussi peut-être reconnaître qu'il est très facile de tomber dans la détresse financière. Même si nous avons une vie où tout va bien, nous pouvons tout à coup faire face à de graves difficultés financières

L'Adresse

sans que ce soit de notre faute. Nous entrons en quelque sorte dans une nouvelle société.

• (1810)

[Traduction]

Le discours du Trône et le projet de loi C-4 reconnaissent que nous vivons un moment de transformation. Ils visent à assurer que les Canadiens ne seront pas laissés pour compte par cette transformation et même qu'ils évolueront en même temps qu'elle s'opérera grâce aux mesures de soutien nécessaires au maintien de notre niveau de vie et d'une économie prospère. Il y a notamment des investissements dans les technologies vertes et même dans les technologies bleues, puisqu'il était question de l'eau dans le discours du Trône, un sujet qui m'intéresse depuis longtemps.

Le discours du Trône est visionnaire, parce qu'il comprend à la fois des éléments à court terme et des éléments à long terme. Il annonçait une série d'objectifs et de cibles pour nous faire entrer dans cette nouvelle ère dotés des bonnes politiques dans tous les secteurs pertinents.

La Seconde Guerre mondiale a eu des conséquences désastreuses sur les finances. De la même manière, la pandémie actuelle a changé la donne financière pour tous les gouvernements, pas seulement ici au Canada, mais également partout sur la planète. Il est certain que les Canadiens s'inquiètent des impacts financiers de la pandémie. Quand je parle aux gens de ma circonscription, ils me posent des questions sur le déficit et sur la dette. Cependant, je crois qu'il convient de prendre un peu de recul, sans minimiser ou rejeter du revers de la main ces enjeux, afin de pouvoir avoir une discussion éclairée sur la meilleure voie à suivre.

Il devrait y avoir un déficit en 2021. Nous avons dit qu'il serait de 343 milliards de dollars, mais le directeur parlementaire du budget n'était pas d'accord avec nous et il a plutôt parlé de 328 milliards de dollars. Aucun député ne pourra dire que le gouvernement tente d'embellir les chiffres.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le ratio de la dette par rapport au PIB était de 100 % et le ratio déficit-PIB, de 21 %. Aujourd'hui, le directeur parlementaire du budget prévoit que le ratio dette-PIB sera inférieur à 50 %. À combien s'établissait le même ratio à la fin du règne du gouvernement conservateur de Mulroney? À 66 %. Il faut donc absolument mettre les choses en perspective.

Nous savons qu'il existe une règle qui nous a été enseignée par les peuples autochtones. C'est la règle des sept générations, et elle s'applique généralement aux décisions qui ont une incidence sur l'environnement. Selon la règle, si nous posons un geste qui a des répercussions sur l'environnement, nous devons penser aux sept prochaines générations pour voir comment cette décision se répercutera sur l'environnement pour les sept prochaines générations. J'estime que nous devrions également appliquer cette règle à nos décisions financières.

L'Adresse

Quelle sera l'incidence des décisions financières que nous prenons aujourd'hui sur les générations futures? Nous parlons beaucoup des générations futures dans le contexte du déficit budgétaire. Réfléchissons un instant. Que serait-il arrivé si nous n'avions pas pris les mesures que nous avons prises? Quelle aurait été l'incidence sur les générations futures? Qu'est-ce que cela aurait signifié pour la jeune personne qui n'aurait pas pu démarrer sa carrière, trouver un emploi ou gagner de l'argent pour payer ses études? Ces jeunes formeraient ce qu'on appelle une génération perdue. Nous avons bien de la chance de traverser une période de l'histoire où les taux d'intérêt sont très bas et, s'ils le restent et que le taux de croissance les dépasse, nous serons en mesure de réduire le déficit.

J'aimerais citer ce que Michael Smart a dit dans un article du *Globe and Mail* concernant la relation entre les taux de croissance économique et les taux d'intérêt:

Par le passé, après d'importantes crises économiques, la croissance économique a dépassé les taux d'intérêt pendant plusieurs décennies d'affilée, ce qui a permis aux anciens gouvernements de réduire graduellement la dette sans que les Canadiens en souffrent indûment. En fait, sur le plan historique, la crise financière de la fin des années 1980 et du début des années 1990 était une aberration — la seule période depuis 1900 où les taux d'intérêt ont dépassé les taux de croissance sur une longue période.

Je sais que, de l'autre côté de la Chambre, les députés essaient de faire croire aux gens que la situation est désastreuse et que le pays est au bord de la ruine, mais qui doit-on croire? Un parti qui invente un désastre de toutes pièces pour faire des gains politiques ou les personnes qui se spécialisent en économie, qui injectent des milliards de dollars dans l'économie, qui surveillent les moindres faits et gestes du gouvernement et qui, au premier signe de mauvaise gestion financière, fuiront les marchés et baisseront la note de crédit du Canada? Doit-on les écouter, elles, ou les conservateurs?

Voyons plutôt ce que ceux qui ont fait de l'économie leur métier et qui scrutent à la loupe les décisions économiques des gouvernements pensent du Canada. L'extrait suivant est tiré du site Bloom-berg News et il vient de la firme Standard and Poors:

Même si, en chiffres, l'ampleur sans précédent des mesures prises par le gouvernement fera augmenter les déficits et la dette, nous sommes d'avis qu'en exerçant sa marge de manœuvre financière, le gouvernement favorisera vraisemblablement la reprise de l'économie et du marché du travail. La déviation essentiellement temporaire du profil budgétaire du gouvernement ne suffit pas, selon nous, à compromettre les atouts structurels du Canada en matière de crédit.

Je n'ai rien à ajouter.

• (1815)

Mme Tracy Gray (Kelowna—Lake Country, PCC): Monsieur le Président, le discours du Trône parle de créer un million d'emplois, notamment grâce à la prolongation de la subvention salariale. On y dit également que le gouvernement collaborera avec les entreprises pour répondre à leurs besoins. Il y aura, semble-t-il, des changements.

Aujourd'hui, j'ai reçu une communication d'un propriétaire d'entreprise de ma région qui se demande ce que cela signifie. Il est vraiment important que les propriétaires d'entreprises puissent planifier.

Qu'est-ce que cela signifie, et à quoi cela ressemble-t-il? Les propriétaires d'entreprises ont besoin de certitude dès maintenant. En plus, comment cela crée-t-il des emplois? Cette mesure permet de subventionner les salaires des travailleurs. En quoi cela favorise-t-il réellement la création d'emplois?

M. Francis Scarpaleggia: Monsieur le Président, il y a deux points à prendre en considération. Il s'agit d'un discours du Trône. Il

y aura un budget, et ces propositions de politique seront alors étoffées.

L'une des forces de la réponse fédérale à cette pandémie, c'est que le gouvernement est à l'écoute. Il écoute les partis de l'opposition et les intervenants, puis il ajuste les politiques pour s'assurer qu'elles répondent aux besoins. C'est pourquoi je m'attends à de très bonnes nouvelles en ce qui concerne la subvention salariale.

La subvention salariale permet aux employés de garder leur poste. Elle empêche une rupture dans la relation entre employeurs et employés. Elle permet aux entreprises de se préparer à la reprise des activités économiques. Elle permet donc de préserver les emplois; ainsi, les entreprises peuvent croître et créer des emplois, alors qu'elles pourraient faire faillite si elles perdaient tous leurs employés...

• (1820)

Le vice-président: Nous poursuivons les questions et les observations.

Le député de La Pointe-de-l'Île a la parole.

[Français]

M. Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le Président, mon collègue a un peu parlé des aînés. Au cours des derniers jours, nous avons entendu les libéraux dire que les aînés étaient une priorité, puisque ce sont ceux qui ont le plus souffert pendant la crise. En même temps, nous faisons une demande qui concerne les aînés, et ce, au moins depuis la dernière élection: nous demandons l'augmentation du montant de la pension de la Sécurité de la vieillesse de 110 \$ par mois.

En 1975, la pension valait 20 % du salaire moyen. Aujourd'hui, elle vaut 13 % du salaire moyen. Si l'on continue ainsi, les millénaires auront 8 % du salaire moyen. S'il y avait une augmentation de 110 \$ par mois, cela permettrait de récupérer quelques pourcentages. La pension serait à 15 % du salaire moyen. Par la suite, il y aurait l'indexation.

Si les aînés sont une priorité pour les libéraux, pourquoi n'augmentent-ils pas le montant de la pension de la Sécurité de la vieillesse dès 65 ans?

M. Francis Scarpaleggia: Monsieur le Président, je remercie l'honorable député de sa question.

Mettre les aînés en priorité, cela veut dire intervenir à bien des niveaux. Par exemple, cela veut dire protéger les aînés en CHSLD. Cela veut dire augmenter la pension de la Sécurité de la vieillesse. C'est certain.

C'est une approche qui comprend plusieurs volets. En situation de crise, le fait de protéger la santé des aînés vaut énormément.

[Traduction]

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Monsieur le Président, je vous remercie de votre travail sur les Grands Lacs au cours de la pandémie de COVID-19. Nous avons réalisé des progrès et je vous suis reconnaissant du soutien que vous nous avez apporté.

L'Adresse

Ma question à mon collègue est la suivante: appuie-t-il le présent programme de réunification des familles du gouvernement lié à la COVID-19? C'est une question simple. Approuve-t-il la situation actuelle ou pense-t-il qu'il faut apporter des modifications pour permettre à un plus grand nombre de familles d'être réunies de façon responsable?

Je vois que le secrétaire parlementaire s'entretient maintenant avec le député et lui donne des conseils.

Le député pourrait-il nous dire ce qu'il pense du sujet? Est-il favorable à la politique actuelle ou devrait-elle être modifiée?

M. Francis Scarpaleggia: Monsieur le Président, à l'instar du député, j'ai été en contact avec de nombreux concitoyens qui souffrent parce qu'ils ne peuvent pas voir des proches, que ce soit un fiancé, un petit ami ou une petite amie. Dans un monde idéal, je crois que nous aimerions évidemment qu'il y ait plus de circulation aux frontières. Je fais grandement confiance au gouvernement et à la ministre pour consulter les responsables de la santé publique et élaborer une politique qui améliorera la situation et qui ne nous fera pas revenir en arrière, ce qui aurait de pires conséquences que les situations actuelles. J'espère qu'on trouvera un moyen de réunir plus de familles. Par exemple, je sais, en ce qui concerne...

Le vice-président: Nous allons devoir nous arrêter là. Le temps est écoulé.

Nous reprenons maintenant le débat.

Le député de Charlesbourg—Haute-Saint-Charles a la parole.

[Français]

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec mon collègue de Red Deer—Mountain View.

Je suis très heureux d'être ici aujourd'hui en tant que nouveau porte-parole du Parti conservateur en matière de services publics et d'approvisionnement, mais surtout pour répliquer au discours du Trône.

Hier, j'étais très heureux d'être aux côtés de mon chef, le député de Durham, lorsqu'il a donné sa réplique au discours du Trône. Cette réplique a duré presque une heure et était très bien sentie. Il avait les deux pieds sur terre, comme on dit chez nous. Je suis certain que les Canadiens verront la différence de direction entre le premier ministre actuel, le chef du Parti libéral du Canada, et le chef du Parti conservateur du Canada.

Aujourd'hui, je pourrais certainement parler de toutes les bévues que ce gouvernement a commises, de sa mauvaise gestion ou de sa duplicité, voire de sa corruption selon certains. On pourrait aussi parler du mauvais traitement des femmes de son cabinet, de ses manquements à l'éthique et de sa mauvaise gestion des frontières. Le premier ministre gère souvent son équipe de façon dictatoriale et il en va de même pour son approche face à la politique canadienne.

Ce qui me dérange le plus, c'est que plusieurs membres de son cabinet restent muets. Ils sont comme des statues, ne disent rien, se ferment les yeux et laissent faire leur premier ministre. Bien entendu, il est facile de critiquer et je pourrais y passer toute la soirée. Nous avons cinq ans d'expérience derrière nous. Les premières années, les libéraux déploraient le fait que les conservateurs avaient été au pouvoir pendant 10 ans. Pourtant, le bilan des cinq dernières années des libéraux est autrement plus compliqué et sombre que ce que les libéraux pouvaient dire à notre sujet.

Aujourd'hui, j'aimerais parler de notre position sur le discours du Trône, de notre vision du Canada et des propositions positives que nous aimerions faire. Ce que nous proposons aux Canadiens est un programme et une vision réaliste, honnête et transparente. Le mot « transparent » est très souvent utilisé à mauvais escient du côté libéral. Les conservateurs vont s'organiser pour que ce mot prenne tout son sens.

Comme mon chef l'a dit, les décisions économiques dangereuses et idéologiques prises par ce gouvernement ces cinq dernières années ont entraîné un déclin de la compétitivité du Canada. Nous rétablirons la confiance des Canadiens en travaillant avec les petites entreprises, les grandes industries, les innovateurs et les organismes sans but lucratif pour aider à faire avancer ce pays. Nous établirons un plan financier pour équilibrer le budget de façon prudente et compatissante envers les plus démunis. D'un côté, nous devons nous occuper des plus vulnérables et, de l'autre, rétablir l'ordre dans les finances du Canada.

Souvent, les visions financières s'opposent. Pour qui est très gauche, on peut défoncer le budget pour donner davantage à tout le monde, quitte à être dans le rouge. À l'opposé, une vision très à droite sous-tend qu'il faut serrer la vis au maximum. Cependant, il est possible d'avoir un équilibre et c'est la façon conservatrice: avoir de la compassion et prendre soin des plus vulnérables tout en gérant nos finances de façon adéquate. Il faut éviter de dépenser et de créer des programmes qui n'ont aucun sens juste pour créer de l'illusion. Il faut de la vraie vie, il faut être dans le concret. On veut bien être compatissant, mais il faut également penser à tout ce qui se passe et aux déficits.

Pour ce qui est de la COVID-19, on s'entend que les investissements et les dépenses qui ont été faits étaient obligatoires. Nous avons soutenu les différentes mesures qui ont été prises pour aider les Canadiens.

Cependant, oublions la COVID-19 un instant. Avant janvier 2020, cela faisait quatre ans que les libéraux étaient au pouvoir et un déficit de 100 milliards de dollars s'était ajouté à la dette du Canada. Cela, c'est un problème. Qui doit payer pour le régler? On dit tout le temps que l'argent ne pousse pas sur les arbres. Ce sont donc les contribuables qui vont devoir rembourser ces déficits au moyen de leurs impôts. Il est certain qu'avec la pandémie, on en ajoute encore plus.

Nous devons agir avec compassion envers les contribuables. Il faut toujours avoir à l'esprit les gens qui paient toutes ces dépenses d'un gouvernement. Je pense également aux jeunes. Je regarde mes enfants qui sont adolescents. Ma fille veut faire certaines choses, mon fils veut en faire d'autres. Comment se dessine l'avenir dans les 10, 20 ou 30 prochaines années? C'est sûr qu'il faut y penser. C'est notre devoir et notre responsabilité. C'est la priorité de tous les jours pour un gouvernement. Ce sera la priorité d'un gouvernement conservateur.

L'Adresse

• (1825)

Au Canada, lorsque l'on parle de l'impôt, il y a un problème: c'est très compliqué. Il y a plusieurs règles relatives à l'impôt. Ainsi, les gens qui ont les moyens et ceux qui connaissent des fiscalistes ou des avocats trouvent des façons de payer moins d'impôt, alors que les travailleurs et les propriétaires de petites entreprises qui n'ont pas les ressources nécessaires paient leur impôt, encore et toujours. Ceux-ci ne savent pas comment cela fonctionne, car c'est trop compliqué. Le prochain gouvernement conservateur simplifiera la Loi de l'impôt sur le revenu.

Nous allons aussi revoir les barrières commerciales interprovinciales. Depuis trop longtemps, on est incapables de faire du libre-échange au sein du Canada. On négocie des ententes de libre-échange avec différents pays, alors qu'on a de la difficulté à vendre des produits du Québec en Colombie-Britannique, et vice-versa. Cela n'a pas de sens. Il faut enlever les barrières interprovinciales. Nous allons nous assurer que le Canada est à la hauteur de l'union économique proposée dans cette confédération. Une confédération est le premier endroit où l'on devrait fonctionner de façon intelligente.

De plus, le Canada ne doit plus jamais être pris au dépourvu lorsque survient une crise comme celle de la COVID-19. Il doit y avoir une capacité nationale en ce qui a trait aux équipements de protection personnelle, aux produits de base clés et aux produits pharmaceutiques. Ces produits sont importants pour tout pays et le Canada doit toujours être préparé. C'est vraiment la leçon à retenir, et nous en avons pris acte. C'est sûr et certain que l'une des priorités d'un prochain gouvernement conservateur sera de s'assurer que le Canada est en possession de tous ces produits et qu'il ne dépend pas des autres pays.

La capacité de réaction rapide est importante. Récemment, on a vu que certains pays étaient en mesure d'approuver rapidement le test de salive, alors que, au Canada, cela prendra des mois. Ce n'est pas normal. Il faut qu'il y ait une introspection par rapport aux opérations gouvernementales à Santé Canada et dans tous les ministères, afin d'accélérer le processus. La réponse doit être rapide et immédiate. Ce n'est pas vrai que la bureaucratie va empêcher le Canada de s'en sortir plus rapidement qu'un autre pays. Il faut se sortir de ces problèmes.

Il y a également la protection relative à l'approvisionnement alimentaire. Le Canada est un pays où il fait froid. Les produits comestibles comme les fruits et les légumes doivent souvent être importés, sauf en été. Il faut trouver des moyens de développer des structures qui nous permettront d'avoir des serres où l'on pourra produire à longueur d'année. Tous les produits essentiels devraient être faits au Canada, autant que possible.

En ce qui concerne les investissements étrangers, le Canada doit se protéger. Il y a des pays, des sociétés étrangères, qui ont un œil sur nos terres, nos mines et nos entreprises de haute technologie. On doit s'assurer de protéger les intérêts canadiens avant tout. Les vérifications de sécurité nationale sont importantes afin de ne pas laisser partir des bouts du Canada aux mains d'étrangers malveillants.

Le gouvernement conservateur était au pouvoir lors de la grande récession, lors de la grande crise de 2008-2009. Le gouvernement Harper a affronté cette crise, et il a surtout à été capable de reprendre le dessus. Oui, il a fallu faire des investissements qui étaient obligatoires. Ces investissements allaient souvent à l'en-

contre des principes conservateurs de base, mais c'était la chose à faire. Par la suite, le gouvernement conservateur a permis au Canada de revenir à l'équilibre budgétaire. En effet, je rappelle à la Chambre que le Canada était revenu à l'équilibre budgétaire lors de l'élection de 2015.

• (1830)

[Traduction]

M. Peter Fragiskatos (London-Centre-Nord, Lib.): Monsieur le Président, j'ai beaucoup de respect pour le député d'en face. J'ai siégé avec lui au Comité permanent de la sécurité publique et nationale, lors d'une session précédente.

Cependant, j'aimerais lui poser une question. Des centaines, sinon des milliers d'électeurs de sa circonscription ont bénéficié de la Prestation canadienne d'urgence ou CPU. Que pense-t-il de cette prestation? Est-il favorable à des mesures comme la CPU? Pense-t-il que c'était une bonne idée de la part du gouvernement?

[Français]

M. Pierre Paul-Hus: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

Comme je l'ai mentionné au début de mon intervention, j'ai parlé des déficits des quatre premières années du gouvernement libéral, mais j'ai dit que nous avions approuvé les initiatives comme la PCU.

Aurions-nous fait mieux? Aurions-nous changé le modèle? Oui, et nous l'avons même proposé, surtout en ce qui a trait à la PCUE, qui a créé un grave problème. Pendant les débats, avant que ce soit entré en vigueur, nous l'avions dit.

Notons que le Parti conservateur a toujours été prêt à aider les citoyens pour entreprendre le combat contre la COVID-19.

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, je tiens d'abord à féliciter mon collègue pour sa nomination en tant que porte-parole en matière de services publics et d'approvisionnement.

Dans son discours, il a énormément parlé d'honnêteté, de transparence ainsi que de payeurs de taxes et d'impôts. J'aimerais l'entendre sur la proposition du Bloc québécois parce que, à cause de la PCU, on va frapper un mur lors de la prochaine déclaration de revenus.

Je ne parle pas de ceux qui se sont adonnés à une forme de duplicité et qui ont fait des fausses demandes. Je parle vraiment de ceux qui, en toute bonne intention, ont fait une demande de PCU et qui vont avoir de la difficulté à boucler les fins de mois. Ils ont réussi de peine et de misère à y arriver durant la pandémie. Mettre de l'argent de côté pour rembourser la PCU sera, pour eux, extrêmement difficile.

Que pense mon collègue de notre proposition, c'est-à-dire des huit mois d'amnistie pour essayer d'aider ces gens qui vont en avoir arraché et qui vont avoir besoin d'aide pour sortir de la crise?

• (1835)

M. Pierre Paul-Hus: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa question.

Je parlais tantôt de compassion; nous en sommes capables. Certains mettent des étiquettes aux conservateurs et nous perçoivent comme étant toujours froids et sans cœur. Or c'est totalement faux.

L'Adresse

En effet, parmi les gens qui ont reçu la PCU, certains n'ont pas eu la capacité de garder de l'argent pour payer leurs impôts, ou alors ils ne savaient pas qu'il y aurait de l'impôt à payer. Plein de choses peuvent arriver. Pour ces gens, il va effectivement y avoir un problème.

C'est sûr et certain que je n'ai pas beaucoup de pitié pour ceux qui ont reçu la PCU tout en sachant qu'ils n'y avaient pas droit. Cependant, je suis ouvert à une forme d'amnistie pour les gens qui, pour une raison ou pour une autre, ont des problèmes.

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours.

Ce n'est pas surprenant de l'avoir entendu parler de dette publique. Les conservateurs oublient souvent de parler du bout où on pourrait augmenter les revenus en réduisant les inégalités.

Or je veux lui parler d'une autre dette. En effet, il a parlé des enfants et de l'avenir. Cette dette-là, c'est la dette écologique. Il n'y a pas grand-chose que les conservateurs font, à part garrocher des milliards de dollars pour de nouveaux pipelines et subventionner des combustibles fossiles, alors que cela n'a pas d'avenir.

S'il veut écouter les enfants et les adolescents, je lui rappellerai qu'il y avait 500 000 personnes — un demi-million de Québécois — dans les rues de Montréal, l'année dernière, pour demander de vraies actions pour un développement durable et pour avoir de vraies mesures sur la crise climatique.

S'il veut écouter la jeunesse, il devrait aussi parler de la dette écologique.

M. Pierre Paul-Hus: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question et je lui rappellerai que, lors de la dernière campagne électorale, le Parti conservateur avait la plateforme environnementale la plus élaborée. Elle était même plus élaborée que celle du Parti vert.

On nous ramène toujours les histoires de pétrole et de l'Alberta. Pourtant, à ce que je sache, 95 % et plus des gens se promènent encore en véhicule à essence, et, au Canada, on doit encore importer du pétrole d'ailleurs.

Ainsi, tant et aussi longtemps qu'existeront l'automobile, de même que les avions et les bateaux — qui ne fonctionneront pas à l'électricité d'ici demain —, nous allons avoir besoin de pétrole. Pourquoi ne pas nous approvisionner chez nous, avec nos propres ressources naturelles?

Cela n'empêche pas que l'on puisse développer d'autres ressources et outils pour être plus écologiques, bien entendu. C'est pour cela que nous avons des propositions pour exporter le savoir-faire canadien: parce qu'il y a des pays qui, eux, auraient besoin de notre aide pour améliorer l'empreinte écologique.

[Traduction]

Le vice-président: Avant de poursuivre le débat et de redonner la parole au député de Red Deer—Mountain View, je tiens à l'informer qu'il ne reste que six minutes à la période réservée aux initiatives ministérielles aujourd'hui. Je lui signalerai de la manière habituelle que nous approchons de la fin de la période.

Nous reprenons le débat. Le député de Red Deer—Mountain View a la parole.

M. Earl Dreeshen (Red Deer—Mountain View, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de prendre la parole à

la Chambre aujourd'hui afin de parler au nom des habitants de ma circonscription, Red Deer—Mountain View.

Lorsqu'on examine la manière dont la COVID-19 a touché les pays du monde, nous pouvons trouver un certain réconfort dans le fait que, malgré toutes les difficultés qu'ont connues beaucoup de nos concitoyens, les scénarios d'horreur d'hospitalisations massives qui nous étaient annoncées au début de la pandémie, compte tenu de la réalité de beaucoup de pays européens et de certaines grandes villes étatsuniennes, ne se sont pas concrétisés. Cela dit, il y a tout de même eu beaucoup d'histoires bouleversantes vécues surtout par des aînés et des personnes se trouvant dans des établissements de santé. Ces personnes ont beaucoup souffert.

Sur le plan personnel, j'ai appris que nombre de résidents de ma circonscription ont vécu leurs derniers jours dans l'isolement, et leurs familles aimantes ont dû reporter ou grandement limiter les célébrations de leur vie. Pour que leurs noms figurent à jamais dans le hansard, j'aimerais seulement nommer quelques personnes de mon voisinage: Betty Howell; Daryl « Dude » Hughes et Loretta Moran; Bob Boulton, qui a été toute sa vie un ambassadeur pour les 4-H; Ed Tessman, un ancien collègue professeur; ma nièce, Roselie (Moore) Engman, qui a malheureusement dû se faire annoncer la mort de son époux, Andy, à travers la fenêtre de sa chambre d'hôpital, quelques mois avant de mourir elle-même; la cousine de mon épouse, Betty Wood; ainsi que mon cher ami Bob Clark, ancien législateur, professeur et organisateur du milieu sportif, à qui je vais rendre hommage plus particulièrement à une date ultérieure. Je leur rends hommage, et j'offre mes meilleurs vœux aux gens de ma circonscription, que je représente avec humilité.

Il y a plus d'un mois, le premier ministre a choisi de s'éviter un autre scandale en fermant complètement le Parlement. On a mis fin à l'excellent travail des comités qui tentaient de faire toute la lumière sur le scandale UNIS, ainsi qu'au travail des autres comités, y compris le Comité permanent de l'industrie, des sciences et de la technologie, dont j'étais membre. Nous venons de passer quelques jours à débattre de la dernière tentative du gouvernement libéral de corriger ses erreurs. Il ne fait aucun doute que, à cause des gestes du gouvernement, de nombreux Canadiens ont besoin d'aide financière, et c'est ce que leur offriront les trois nouveaux programmes dont nous avons débattu récemment.

Je vais maintenant passer au discours du Trône.

Ce que contient le discours du Trône ne peut pas du tout être qualifié de plan. Il contient beaucoup de promesses recyclées et ne permet toujours pas de répondre aux besoins de ma région et à ceux de centaines de régions de l'Alberta et du Canada. Ce qu'il contient, c'est un programme politique égoïste qui ruinera les Canadiens pendant des générations à cause d'une chute qui monte en flèche et d'une absence d'engagement ou d'idées valables en vue de rétablir l'équilibre budgétaire.

Le discours du Trône du gouvernement libéral fait complètement fi du secteur des ressources naturelles, des importateurs essentiels du secteur agricole, des secteurs de la vente au détail et des services ainsi que du secteur manufacturier, qui représentent tous des millions d'emplois canadiens et qui injectent des milliards de dollars dans la croissance économique.

L'Adresse

Dans ma circonscription, Red Deer—Mountain View, les agriculteurs et les éleveurs sont toujours un élément essentiel de notre économie, et ce, comme dans bien d'autres régions du pays. Le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire canadien emploie normalement plus de deux millions de personnes, ce qui représente environ 12 % de tous les emplois au pays.

De quelle façon le gouvernement libéral reconnaît-il ce fait? En gros, il ne le reconnaît pas. Le mot « agriculture » figure à peine dans un discours du Trône d'environ 7 000 mots. Le mot « Alberta », lui, n'y est mentionné qu'une seule fois. Peut-on s'étonner que la majorité des habitants de l'Ouest, de l'Alberta en particulier, se sentent oubliés par le gouvernement libéral?

Alors que le gouvernement libéral fanfaronne de façon partielle à propos de son discours du Trône, on y trouve à peine une ligne mentionnant que les agriculteurs et les producteurs sont des partenaires dans la lutte contre les changements climatiques. Qu'est-ce que cela pourrait vouloir dire? Il faut chercher ailleurs pour trouver la réponse à cette question. Il semblerait qu'on parle des taxes supplémentaires écrasantes du gouvernement libéral, qui va proposer de s'en prendre encore davantage au secteur et aux entreprises du pays en ajoutant une autre taxe à sa taxe sur le carbone inconsidérée. La norme sur les carburants propres sera la nouvelle taxe qui sera imposée aux Canadiens.

La dernière chose dont ont besoin les agriculteurs et les éleveurs, c'est encore d'une autre taxe qui augmentera leurs coûts. Nous avons déjà vu les conséquences dévastatrices qu'a eues la première taxe sur le carbone du gouvernement libéral sur les revenus agricoles. La vérité, c'est que les agriculteurs, les éleveurs et les transformateurs du Canada démontrent depuis des années leur capacité de réduire de façon significative les émissions et de mettre en place des mesures de protection de l'environnement efficaces grâce à l'adoption de nouvelles technologies, à la sensibilisation et à la mise en œuvre de pratiques de gestion innovatrices. Or, le gouvernement est resté insensible à ces efforts. Il fait abstraction de la science et des faits afin de poursuivre un programme qui vise à mener à bien ses ambitions politiques aux dépens des Canadiens qui travaillent dur.

• (1840)

Les conservateurs reconnaissent qu'il faut s'attaquer aux changements climatiques, mais l'augmentation des taxes n'est pas la solution. En outre, dans le discours du Trône, le gouvernement libéral reste muet sur plusieurs autres sujets importants. Il ne mentionne aucunement le rôle important que joue le secteur de l'énergie dans la réduction des émissions de carbone. En fait, nulle part dans le discours du Trône du gouvernement libéral ne trouve-t-on les mots « pétrole » et « gaz ». Pourtant, les sociétés pétrolières et gazières contribuent habituellement à plus de 10 % du PIB du Canada et constituent normalement les plus grands investisseurs privés de l'économie nationale et des technologies propres au pays afin de produire les produits d'exportations les plus recherchés.

Comme mon temps de parole tire à sa fin, je tiens enfin à souligner, comme l'ont fait de nombreux économistes et experts en finances, que le gouvernement libéral a complètement abandonné ses points d'ancrage financiers et que le navire économique du Canada va à la dérive. En fait, la position du Canada s'affaiblissait déjà avant le début de la pandémie à cause des impôts vertigineux des libéraux, de leurs dépenses inconsidérées et de leurs énormes déficits. Il n'est donc pas étonnant que les amis et alliés du Canada qui

observent les agissements du gouvernement libéral se demandent ce qui est arrivé à ce pays autrefois si responsable et si respecté.

En réalité, le niveau d'endettement du Canada n'est pas seulement dû à la COVID-19 et à la récession; c'est le résultat de dépenses excessives. Pour remettre le Canada sur pied, nous devons écarter l'opportunisme libéral inspiré par la crise sanitaire, éliminer les obstacles qui nuisent à l'industrie pétrolière et gazière porteuse de richesse, éliminer les programmes non concurrentiels qui compliquent la tâche des entreprises agricoles et manufacturières, et libérer la puissance de l'innovation dans tous les secteurs de l'économie, plutôt que dans quelques secteurs choisis.

Les conservateurs savent que, si nous créons des conditions propices à une relance vigoureuse, nous pourrions prendre soin des Canadiens maintenant et dans les années à venir et en être fiers.

Le vice-président: Comme il est 18 h 43, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ l'amendement dont la Chambre est saisie.

• (1845)

Le vote porte sur l'amendement. Plaît-il à la Chambre d'adopter l'amendement?

Des voix: Oui.

Des voix: Non.

Le vice-président: Conformément à un ordre adopté le mercredi 23 septembre, nous ne tiendrons pas un vote par oui ou par non.

Et au moins un député s'étant levé:

Le vice-président: Convoquez les députés.

• (1915)

[Français]

Après l'appel de la sonnerie:

Le vice-président: La question est la suivante. Puis-je être dispensé de la lecture de l'amendement?

Des voix: Non.

[La présidence donne lecture de l'amendement.]

• (2000)

[Traduction]

(L'amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote suivant:)

(Vote n^o 7)

POUR

Députés

Aboultaïf	Aitchison
Albas	Alleslev
Allison	Arnold
Barlow	Barrett
Benzen	Bergen
Berthold	Bezan
Blaney (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis)	Block
Bragdon	Brassard
Calkins	Carrie
Chiu	Chong
Cooper	Cumming
Dalton	Dancho
Davidson	Deltell
d'Entremont	Diotte
Doherty	Dowdall

L'Adresse

Dreeshen	Duncan (Stormont—Dundas—South Glengarry)	Ehsassi	El-Khoury
Epp	Falk (Battlefords—Lloydminster)	Ellis	Erskine-Smith
Falk (Provencher)	Fast	Fergus	Fillmore
Findlay (South Surrey—White Rock)	Finley (Haldimand—Norfolk)	Finnigan	Fisher
Gallant	Généreux	Fonseca	Fortier
Genuis	Gladu	Fortin	Fragiskatos
Godin	Gourde	Fraser	Freeland
Gray	Hallan	Fry	Garneau
Harder	Jansen	Garrison	Gaudreau
Jeneroux	Kelly	Gazan	Gerretsen
Kent	Kitchen	Gill	Gould
Kmiec	Kram	Green	Guilbeault
Kurek	Kusie	Hardie	Harris
Lake	Lawrence	Holland	Housefather
Lehoux	Lewis (Essex)	Hughes	Hussen
Liepert	Lloyd	Hutchings	Iacono
Lobb	MacKenzie	Jaczek	Johns
Maguire	Mazier	Joly	Jones
McCauley (Edmonton West)	McColeman	Jordan	Jowhari
McLean	McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo)	Julian	Kelloway
Melillo	Moore	Khalid	Khera
Morantz	Morrison	Koutrakis	Kusmierczyk
Motz	Nater	Kwan	Lalonde
O'Toole	Patzer	Lambropoulos	Lametti
Paul-Hus	Poilievre	Lamoureux	Larouche
Rayes	Redekopp	Lattanzio	Lauzon
Reid	Rempel Garner	LeBlanc	Lebouthillier
Rood	Ruff	Lefebvre	Lemire
Sahota (Calgary Skyview)	Saroya	Lightbound	Long
Scheer	Schmale	Longfield	Louis (Kitchener—Conestoga)
Seeback	Shields	MacGregor	MacKinnon (Gatineau)
Shin	Shiple	Maloney	Manly
Sloan	Soroka	Martinez Ferrada	Masse
Steinley	Strahl	Mathysen	May (Cambridge)
Stubbs	Sweet	May (Saanich—Gulf Islands)	McCrimmon
Tochor	Uppal	McDonald	McGuinty
Van Popta	Vecchio	McKay	McKenna
Vidal	Viersen	McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)	McLeod (Northwest Territories)
Vis	Wagantall	McPherson	Mendès
Warkentin	Waugh	Medicino	Michaud
Webber	Williamson	Miller	Monsef
Wong	Yurdiga	Morrissey	Murray
Zimmer — 115		Ng	Normandin

CONTRE

Députés

Alhabra	Amos	McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)	McLeod (Northwest Territories)
Anand	Anandasangaree	McPherson	Mendès
Angus	Arseneault	Medicino	Michaud
Arya	Ashton	Miller	Monsef
Atwin	Bachrach	Morrissey	Murray
Badawey	Bagnell	O'Connell	Normandin
Bains	Baker	O'Regan	Oliphant
Barsalou-Duval	Battiste	Perron	Paupé
Beaulieu	Beech	Plamondon	Petitpas Taylor
Bendayan	Bennett	Qaqqaq	Powlowski
Bergeron	Bérubé	Ratansi	Qualtrough
Bessette	Bibeau	Robillard	Regan
Bittle	Blaikie	Rogers	Rodriguez
Blair	Blanchette-Joncas	Sahota (Brampton North)	Romanado
Blaney (North Island—Powell River)	Blois	Sajjan	Saini
Boudrias	Boulerice	Sangha	Samson
Bratina	Brière	Savard-Tremblay	Sarai
Brunelle-Duceppe	Cannings	Schiefke	Scarpaleggia
Casey	Chabot	Serré	Schulte
Chagger	Champagne	Shanahan	Sgro
Champoux	Charbonneau	Sidhu (Brampton East)	Sheehan
Chen	Collins	Simard	Sidhu (Brampton South)
Cormier	Dabrusin	Singh	Simms
Damoff	Davies	Spengemann	Sorbara
DeBellefeuille	Desbiens	Tabbara	Ste-Marie
Desilets	Dhaliwal	Thériault	Tassi
Dhillon	Dong	Trudeau	Therrien
Drouin	Dubourg	Turnbull	Trudel
Duclos	Duguid	van Koevorden	Van Bynen
Duncan (Etobicoke North)	Duvall	Vandenbeld	Vandal
Dzerowicz	Easter		Vaughan

Motion d'ajournement

Vignola
Weiler
Wilson-Raybould
Young
Zann

Virani
Wilkinson
Yip
Zahid
Zuberi — 208

PAIRÉS

Aucun

Le vice-président: Je déclare l'amendement rejeté.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

[Traduction]

LA PÊCHE ET LES OCÉANS

Mme Jenica Atwin (Fredericton, PV): Monsieur le Président, hier, c'était la Journée du chandail orange, une journée en l'honneur des survivants des pensionnats autochtones, une journée qui nous rappelle que notre pays a tenté d'éliminer les peuples autochtones. Dans quel but? C'était pour accéder sans contraintes aux ressources de la terre, car notre gouvernement colonialiste a signé des traités qu'il n'avait aucune intention de respecter, semble-t-il.

Le Canada a sous-estimé la force et la résilience des peuples autochtones et il continue de le faire. Les peuples autochtones ont dû lutter pour survivre, être reconnus et faire respecter leurs droits. C'est une question de survie. Les cinq codes postaux qui désignent les cinq zones les plus pauvres au Canada correspondent à l'emplacement de communautés autochtones du Nouveau-Brunswick, et certaines communautés de la Nouvelle-Écosse ne vont guère mieux.

La pêche de subsistance dans la baie Sainte-Marie n'est pas une vaste opération. Il s'agit d'un groupe de personnes qui exercent leur droit de nourrir leur famille et de se sortir de la pauvreté. J'ai lu l'article que la ministre des Pêches a publié aujourd'hui dans le *Guardian*, en l'honneur du Jour anniversaire du traité des Micmacs, qui est célébré le 1^{er} octobre. Je respecte ses propos, même s'ils semblent venir un peu tard, compte tenu de la durée du conflit.

Elle a affirmé qu'elle a grandi au sein d'une génération à qui on n'a jamais enseigné l'histoire des peuples autochtones. Ce n'est qu'une fois députée qu'elle a pris conscience des lacunes énormes et troublantes dans son éducation, y compris l'importance juridique et culturelle des traités et son obligation de les respecter en tant que Canadienne. Je salue son courage d'admettre qu'elle a commencé à s'informer sur l'histoire autochtone tard dans sa vie. C'est important. Je suis convaincue qu'un grand manque de compréhension et de sensibilisation est à l'origine du conflit actuel.

En 1760, les Micmacs, les Wolastoqiyik et les Passamaquoddy ont signé un traité de paix et d'amitié avec la Couronne britannique. Il a été reconnu comme un traité international entre deux nations souveraines, et la Cour suprême du Canada a confirmé sa légitimité.

Le 17 septembre 1999, la Cour suprême du Canada a acquitté le Mi'kmaq Donald Marshall fils de trois chefs d'accusation liés à la réglementation fédérale de la pêche. L'équipe d'avocats de M. Marshall a fait valoir que, en vertu des traités de paix et d'amitié, il avait le droit de vendre du poisson pour gagner sa vie. Entre alors en jeu la notion de subsistance convenable. L'arrêt Marshall dit:

Les droits issus du traité de l'accusé se limitent au fait de pouvoir se procurer les « biens nécessaires » (expression qui s'entend aujourd'hui d'une subsistance convenable), et ne s'étendent pas à l'accumulation de richesses illimitées. [...] Des limites de prises, dont il serait raisonnable de s'attendre à ce qu'elles permettent aux familles mi'kmaq de s'assurer une subsistance convenable selon les normes d'aujourd'hui, peuvent être établies par règlement et appliquées sans porter atteinte au droit issu du traité.

Cela soulève les questions suivantes: la Cour suprême du Canada voulait-elle dire que les Autochtones ont le droit de pêcher en n'étant assujettis à aucune réglementation, en étant assujettis à la réglementation du ministère des Pêches et des Océans ou en étant assujettis à leur propre réglementation? À quoi ressemble une « subsistance convenable » en 1999 ou en 2020?

Je soutiens qu'un droit issu d'un traité est propre à une nation souveraine et que conférer le droit sans la capacité de s'autogouverner n'est pas approprié. Les collectivités et les dirigeants autochtones doivent jouer un rôle de premier plan dans la détermination de la définition d'une pêche de subsistance avec l'aide, plutôt que l'intervention, du gouvernement fédéral. Si l'on commence à fixer des limites pécuniaires à la pêche de subsistance dans la définition, cela pose problème.

La politique qui a été élaborée par les Premières Nations mi'kmaq, malécite et passamaquoddy indique que l'ultime priorité des intervenants autochtones du secteur des pêches est la conservation. La politique énonce également un engagement envers l'éducation et envers la coexistence pacifique avec les Canadiens. Je la cite:

Les peuples mi'kmaq [et malécite] exerceront un contrôle sur toutes les ressources de pêche dans les territoires tribaux traditionnels.

Toute politique sur la pêche doit protéger et promouvoir les droits de pêche reconnus dans les traités et les lois applicables.

Les dirigeants mi'kmaq [et malécite] ne concluront ni des accords de pêche qui semblent abroger les droits ancestraux ou issus des traités qui sont reconnus dans les traités applicables ou protégés par la loi, ni des accords qui semblent y déroger. Ces traités et ces lois présentent les responsabilités et les intentions des Mi'kmaq [et des Malécites] d'exercer un plein contrôle sur toutes les ressources de pêche dans les territoires tribaux traditionnels.

En 2017, Pêches et Océans Canada a commencé à négocier des ententes de réconciliation et de reconnaissance des droits de pêche d'une durée limitée. Puis, en 2019, il a signé deux ententes qui semblent avoir été conclues de bonne foi, certes, mais qui ne proposent aucun mécanisme de négociation officiel avec les peuples autochtones. Cette injustice perpétue les inégalités que subissent les Autochtones et ignore leur autonomie et leur souveraineté sur les terres non cédées. Les chefs autochtones ont la capacité et les connaissances nécessaires pour défendre leurs droits et négocier avec le gouvernement.

J'exhorte la ministre à demander immédiatement la tenue de négociations fondées sur les principes du respect et de la reconnaissance afin que le dialogue se poursuive. J'ajoute que les pêcheurs non autochtones devraient aussi avoir leur mot à dire. La frustration engendre une situation explosive qui ne fera qu'empirer dans la baie Sainte-Marie.

• (2005)

M. Terry Beech (secrétaire parlementaire de la ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, Lib.): Monsieur le Président, je remercie ma collègue du discours très réfléchi qu'elle vient de prononcer. Soyons clairs. Aucune relation n'est plus importante pour le Canada que celle qu'il entretient avec les peuples autochtones. Le gouvernement travaille à mettre en place une relation de nation à nation, de gouvernement à gouvernement, une relation fondée sur le respect, le partenariat et la reconnaissance des droits. Nous tenons fermement à collaborer avec les Premières Nations pour mettre en œuvre leurs droits issus de traités quant à la pêche de subsistance.

Depuis l'arrêt Marshall de la Cour suprême du Canada, un arrêt historique qui a été rendu en 1999 et qui a confirmé les droits issus des traités, l'exercice de ces droits a connu des hauts et des bas. Au fil des ans, le ministère a mis en place différents programmes et consenti des sommes d'argent dans le but de faire respecter les droits des communautés micmaques et malécites des provinces de l'Atlantique et du Québec, à commencer par l'Initiative de l'après-Marshall.

Des programmes arrivés plus tard, comme l'Initiative des pêches commerciales intégrées de l'Atlantique, existent encore pour offrir du financement et du soutien aux communautés visées par l'arrêt Marshall afin qu'elles puissent accroître la capacité de leurs entreprises de pêche commerciale et arriver à l'autosuffisance économique.

L'an dernier, nous avons signé des ententes de réconciliation et de reconnaissance des droits avec trois communautés des Premières Nations, mais certains problèmes persistent. Les événements récents concernant la pêche en Nouvelle-Écosse ont fait ressortir ces problèmes. J'aimerais d'abord et avant tout souligner que la priorité du gouvernement demeure la sécurité de toutes les personnes touchées et l'abaissement des tensions sur l'eau. Il faut parvenir à une résolution pacifique de cette impasse. Cela doit être le but de tous.

Le gouvernement s'est également engagé à travailler avec les communautés des Premières Nations dans un esprit de collaboration et de respect pour mettre en œuvre les droits issus de traités. La ministre des Pêches et des Océans s'entretient directement et régulièrement avec les dirigeants des Premières Nations et des représentants de l'industrie. Je pense que nous sommes tous d'accord que la réconciliation est essentielle pour le Canada et il est important que nous reconnaissons tous, surtout en ce Jour anniversaire du traité en Nouvelle-Écosse, que nous avons un rôle à jouer.

Les problèmes liés à la pêche sont des problèmes de longue date et une question qui tient profondément à cœur à toutes les parties concernées. Un dialogue qui se déroule sous le signe du respect et repose sur la collaboration est le seul moyen de régler ces problèmes. Nous savons que nous devons faire les choses de manière différente et travailler en partenariat avec les Premières Nations pour en arriver à une pêche qui permet aux membres de la communauté de s'assurer une subsistance convenable. Cette pêche doit être viable, durable et assortie des outils nécessaires à son bon fonctionnement afin d'être encore là pour des générations à venir.

• (2010)

Mme Jenica Atwin: Monsieur le Président, je suis attristée que l'affaire ait donné lieu à des manifestations de racisme, à des menaces et à de l'intimidation. On s'est moqué de la cérémonie traditionnelle. Des billets publiés dans les médias sociaux prônent le ré-

Motion d'ajournement

tablissement des pensionnats autochtones, et dans des forêts du Nouveau-Brunswick, il y a des panneaux où l'on peut lire « sauvez un orignal, tirez sur un Indien ».

J'ai entendu des pêcheurs parler de leur colère et de leur frustration, mais la majorité des gens ne sont pas racistes. Ils en ont tout simplement assez de la menace qui semble peser sur la viabilité des pêches. Je comprends l'incertitude de l'économie, les fluctuations des ressources naturelles et le cycle stressant de la saison des pêches et du chômage.

Je comprends les préoccupations entourant la conservation, mais rien de tout cela n'excuse les comportements observés dans le conflit. Ce sont là des questions et des préoccupations qui doivent être soulevées auprès du gouvernement. En tant qu'organisme fédéral principalement responsable du développement de l'aquaculture, le ministère des Pêches et des Océans doit, en vertu de son mandat, agir et assumer ses responsabilités conformément à ses principes directeurs, y compris s'efforcer d'apporter des solutions aux préoccupations publiques d'une manière juste et transparente, communiquer avec les Canadiens et respecter les droits ancestraux et issus de traités protégés par la Constitution des Autochtones.

Aujourd'hui est le Jour anniversaire du traité des Micmacs. Il tombe donc à point que nous discutons de ce sujet d'une telle importance historique en ce jour destiné à rappeler à l'ensemble du Canada que nous sommes tous parties aux traités, et qu'un traité est un engagement contractuel juridique signé entre des nations souveraines. À Digby, des célébrations ont eu lieu sur le quai. Elles comprenaient notamment des expositions culturelles et des cérémonies où les drapeaux micmac et acadien ont été hissés côte à côte, comme il se doit.

Mon travail aujourd'hui consiste à assurer la paix et la prospérité pour tous, conformément à l'intention du traité à l'origine.

Woliwon, We'lalin.

M. Terry Beech: Monsieur le Président, le gouvernement est fermement résolu à collaborer avec les Premières Nations pour appliquer leur droit de pêcher pour s'assurer une subsistance convenable, qui est issu de traités. L'arrêt Marshall est à l'origine de bon nombre d'initiatives et de programmes ministériels mis en œuvre au fil des ans. Ces programmes ont permis de fournir de la formation dans le domaine des pêches et de créer des emplois dans les communautés mi'kmaq et malécites, surtout pour les femmes. Ils ont aussi permis à ces communautés d'obtenir des permis, des navires et de l'équipement pour les aider à établir leur industrie des pêches.

Depuis 2017, nous négocions avec des groupes visés par l'arrêt Marshall en vue de collaborer à la formulation de leurs droits par l'intermédiaire des Ententes de réconciliation et de reconnaissance des droits, mais il y a eu des problèmes. Les récents événements entourant les pêches de la Nouvelle-Écosse ont mis ces problèmes à l'avant-plan. Nous demeurons fermement résolus à collaborer respectueusement avec les communautés des Premières Nations pour appliquer les droits issus de traités.

Les problèmes entourant cette pêche existent depuis longtemps et touchent personnellement tous les intéressés. La seule façon de dénouer cette impasse passe par un dialogue respectueux et concerté, comme la députée d'en face nous l'a montré aujourd'hui.

*Motion d'ajournement**[Français]*

(La séance est levée à 20 h 13.)

Le vice-président: La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée. La Chambre s'ajourne donc à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

TABLE DES MATIÈRES

Le jeudi 1^{er} octobre 2020

AFFAIRES COURANTES

Le Code criminel

M. Lametti	381
Projet de loi C-6. Présentation et première lecture	381
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	381

La thérapie de conversion

Mme Chagger	381
M. O'Toole	382
Mme Larouche	383
M. Garrison	383
Mme Atwin	384

Pétitions

L'agriculture

M. Viersen	385
------------------	-----

La sélection en fonction du sexe

M. Viersen	385
------------------	-----

La thérapie de conversion

M. Viersen	385
------------------	-----

Les droits de la personne

M. Tabbara	385
------------------	-----

L'assurance-médicaments

M. Davies	385
M. Lamoureux	386

Questions au Feuilleton

M. Lamoureux	386
--------------------	-----

DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse

Mme Dancho	386
Mme Ratansi	388
M. Perron	388
M. Julian	388
Mme Young	388
M. Patzer	390
Mme Pauzé	390
M. MacGregor	391
Mme Shanahan	391
M. Patzer	392
M. Barsalou-Duval	392
Mme Collins	393
Mme Atwin	393
Mme Gray	393
M. Sorbara	395
M. MacGregor	395
Mme Larouche	395
M. Barrett	396
M. Gerretsen	397
Mme Michaud	397
Mme Collins	398
M. Virani	398

M. MacGregor	400
M. Kelly	400
M. Trudel	400
Mme Ratansi	401
Mme Chabot	403
M. Lewis	403
Mme Collins	403
M. Bergeron	403
M. Lamoureux	405
M. Kitchen	405
M. Blaikie	405
M. Lemire	405
M. Blois	407
M. Green	407
Mme Pauzé	407
M. Blois	408
M. Albas	410
M. Perron	410
Mme Collins	410
M. Erskine-Smith	411
M. Viersen	412
Mme Michaud	413
Mme Atwin	413
M. d'Entremont	413
M. Green	415
Mme Michaud	415
M. Erskine-Smith	415
M. Brassard	416
M. Gerretsen	417
Mme Pauzé	417
M. Blaikie	418

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

La clinique 554

Mme Atwin	418
-----------------	-----

La clinique 554

M. Long	418
---------------	-----

La pornographie en ligne

M. Viersen	418
------------------	-----

La Résidence Estia

M. Robillard	418
--------------------	-----

La Catalogne

M. Blanchet	419
-------------------	-----

Les travailleurs qualifiés

M. Sorbara	419
------------------	-----

Le journal *The New Tanner*

M. Chong	419
----------------	-----

La République de Chypre

Mme Koutrakis	419
---------------------	-----

La Journée nationale des aînés

M. Lauzon	420
-----------------	-----

Le Mois du patrimoine latino-américain	
M. Saroya	420
Madawaska—Restigouche	
M. Arseneault	420
La fête de la mi-automne	
M. Genuis	420
La Journée nationale des aînés	
Mme Falk (Battlefords—Lloydminster)	420
La Journée nationale des aînés	
M. Duvall	421
La Journée nationale des aînés	
Mme Larouche	421
L'anniversaire de l'indépendance de Chypre	
M. Paul-Hus	421
L'aphasie	
M. Damoff	421

QUESTIONS ORALES

La santé	
M. O'Toole	422
M. Fisher	422
M. O'Toole	422
M. Fisher	422
M. O'Toole	422
M. Fisher	422
M. O'Toole	422
M. Fisher	422
M. O'Toole	422
M. Fisher	422
M. O'Toole	422
M. Fisher	423
M. Therrien	423
M. Rodriguez	423
M. Thériault	423
M. Rodriguez	423
L'infrastructure	
M. Singh	423
Mme McKenna	423
M. Singh	423
Mme McKenna	423
La sécurité publique	
M. Deltell	424
M. Blair	424
La santé	
Mme Kusie	424
M. Fisher	424
M. Fast	424
M. Fisher	424
M. Fast	424
M. Fisher	425
Les services publics et l'approvisionnement	
M. Paul-Hus	425
Mme Anand	425
M. Bezan	425
Mme Anand	425

Les mesures d'urgence visant la COVID-19	
M. Ste-Marie	425
Mme Joly	425
M. Ste-Marie	425
M. Joly	425
M. Lemire	426
Mme Joly	426
La santé	
Mme Rempel Garner	426
M. Fisher	426
Mme Rempel Garner	426
M. Fisher	426
Mme Rempel Garner	426
M. Fisher	426
M. MacGregor	426
M. Garneau	427
Les aînés	
M. Davies	427
Mme Schulte	427
L'environnement	
M. McLeod (Territoires du Nord-Ouest)	427
M. Wilkinson	427
Les langues officielles	
M. Rayes	427
Mme Joly	427
M. Rayes	427
Mme Joly	428
Les affaires étrangères	
M. Genuis	428
M. Champagne	428
M. Genuis	428
M. Champagne	428
Les aînés	
Mme Larouche	428
M. Rodriguez	428
Mme Larouche	428
Mme Schulte	428
Les télécommunications	
M. Cumming	429
Mme Monsef	429
M. Cumming	429
Mme Monsef	429
M. Moore	429
Mme Monsef	429
Les aînés	
Mme Zann	429
Mme Schulte	429
La santé	
Mme Dancho	429
M. Fisher	430
Les pêches et les océans	
M. d'Entremont	430
Mme Jordan	430
Les ressources naturelles	
M. Calkins	430

M. O'Regan	430
La justice	
Mme Khalid	430
M. Lametti	430
Les programmes gouvernementaux	
Mme Kwan	430
M. Hussien	431
La santé	
M. Tabbara	431
M. Fisher	431
Recours au Règlement	
Les questions orales	
M. O'Toole	431
Mme Anand	431
Les travaux de la Chambre	
M. Deltell	432
M. Rodriguez	432
Privilège	
La production de documents au Comité permanent des finances — Décision de la présidence	
Le Président	432
Réponse du secrétaire parlementaire à une question inscrite au Feuilleton — Décision de la présidence	
Le Président	433

DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse	
M. Blanchet	433
M. Lamoureux	435
M. Viersen	435
M. Ste-Marie	435
M. Masse	436
M. Blois	436
M. Masse	436
M. Lewis	438
M. Simard	438
M. Lamoureux	438
M. Angus	439
M. Blois	440
M. Viersen	440
Mme Normandin	441

M. Sheehan	441
M. Simard	443
Mme Gazan	443
M. Viersen	443
M. Saini	443
M. Kitchen	445
M. Desilets	445
M. Davies	445
M. Albas	446
M. Scarpaleggia	447
M. Beaulieu	447
M. Boulerice	448
M. Cumming	448
M. Amos	449
M. Thériault	450
M. Manly	450
M. Louis	450
Mme Gray	452
M. Beaulieu	452
Mme Damoff	452
M. Lamoureux	453
M. Chong	454
M. Simard	454
M. Boulerice	454
M. Anandasangaree	455
M. Viersen	456
Mme Normandin	456
Mme Mathysen	456
Mme Chagger	456
M. Scarpaleggia	457
Mme Gray	458
M. Beaulieu	458
M. Masse	458
M. Paul-Hus	459
M. Fragiskatos	460
Mme Larouche	460
M. Boulerice	461
M. Dreeschen	461
Rejet de l'amendement	464

MOTION D'AJOURNEMENT

La pêche et les océans	
Mme Atwin	464
M. Beech	465

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>